



MINISTÈRE DES FINANCES

**Comptes
publics
de l'ONTARIO**

2007-2008

**ÉTATS DES MINISTÈRES
ET ANNEXES**

Volume 1





MINISTÈRE DES FINANCES

**Comptes
publics
de l'ONTARIO**

2007-2008

ÉTATS DES MINISTÈRES
ET ANNEXES

Volume **1**

TABLE DES MATIÈRES

	Page
Guide d'interprétation des comptes publics	iii
Sources de renseignements supplémentaires	vi

Section 1 – Annexes – Recettes et dépenses

Détails des recettes	1-3
Sommaire des recettes par ministère et par catégorie principale	1-18
Sommaire des dépenses par ministère et par catégorie de dépenses	1-20
Sommaire des dépenses par ministère et par catégorie de dépenses – Fonctionnement	1-22
Sommaire des dépenses par ministère et par catégorie de dépenses – Immobilisations	1-24
Fonds ontarien d'initiative	1-27

Section 2 – États financiers des ministères

Sommaire des crédits autorisés pour des dépenses et actifs – Fonctionnement et Immobilisations	2-2
Sommaire des dépenses réelles et actifs – Fonctionnement et Immobilisations	2-3
Sommaire des crédits autorisés pour des dépenses et actifs – Fonctionnement	2-4
Sommaire des dépenses réelles et actifs – Fonctionnement	2-5
Sommaire des crédits autorisés pour des dépenses et actifs – Immobilisations	2-6
Sommaire des dépenses réelles et actifs – Immobilisations	2-7
Affaires civiques et Immigration	2-9
Affaires intergouvernementales	2-23
Affaires municipales et Logement	2-31
Agriculture, Alimentation et Affaires rurales	2-43
Bureau de l'Assemblée législative	2-55
Bureau du Conseil des ministres	2-63
Bureau du directeur général des élections	2-69
Bureau du lieutenant-gouverneur	2-75
Bureau du vérificateur général	2-79
Cabinet du Premier ministre	2-83
Culture	2-89
Développement du Nord et Mines	2-101
Développement économique et Commerce	2-111
Éducation	2-119
Énergie	2-129
Environnement	2-137
Finances	2-155
Formation, Collèges et Universités	2-175
Office des affaires francophones	2-185
Ombudsman Ontario	2-191
Petites Entreprises et Entrepreneuriat	2-197
Procureur général	2-203
Promotion de la santé	2-219
Recherche et Innovation	2-225
Renouvellement de l'infrastructure publique	2-231
Revenu	2-239
Richesses naturelles	2-245
Santé et Soins de longue durée	2-261
Secrétariat des affaires autochtones de l'Ontario	2-291
Secrétariat du nouveau démocratique	2-297
Sécurité communautaire et Services correctionnels	2-303
Services à l'enfance et à la jeunesse	2-325
Services gouvernementaux	2-335
Services sociaux et communautaires	2-357
Tourisme	2-365
Transports	2-375
Travail	2-391

TABLE DES MATIÈRES – (Suite)

Page

Section 3 – Annexes – Dette

Titres Émis	3-3
Remboursement de la dette	3-6
Sommaire de l'encours de la dette.....	3-11
Encours de la dette	3-14
Transactions de la Société financière de l'industrie de l'électricité de l'Ontario (SFIEO).....	3-42

Section 4 – Autres annexes supplémentaires

Prêts et investissements	4-3
Fonds et autre passif	4-10
Passif éventuel – Obligations garanties par la province de l'Ontario	4-14
Créances exigibles de la Couronne.....	4-18

GUIDE D'INTERPRÉTATION DES COMPTES PUBLICS

1 PRÉSENTATION DES COMPTES PUBLICS

Les *Comptes publics* de la province de l'Ontario pour 2007-2008 comprennent le **Rapport annuel** et sont présentés en trois volumes :

Le **volume 1** contient les états des ministères pour les dépenses, prêts, les actifs et les recettes, les détails de la dette et d'autres annexes supplémentaires. Les dépenses réelles y sont comparées aux crédits votés.

Le **volume 2** contient les états financiers des principaux conseils, commissions et sociétés du gouvernement provincial qui font partie du périmètre comptable, ainsi que certains autres états financiers.

Le **volume 3** contient le détail des paiements versés par les ministères aux fournisseurs et aux bénéficiaires de paiements de transfert.

2 GUIDE D'INTERPRÉTATION DU VOLUME 1 DES COMPTES PUBLICS

(1) Annexes — Recettes et dépenses

(2) États financiers des ministères

Le lecteur trouvera dans l'introduction de cette section, aux pages 2-2 à 2-7, un sommaire des affectations et des crédits votés pour les dépenses et les actifs présentés sous la forme d'un tableau regroupant tous les ministères provinciaux. Les prêts administrés par l'Office ontarien de financement au nom de la province ne sont pas inclus. Vient ensuite, aux pages 2-9 à 2-385, une présentation de l'activité financière de chacun des ministères. Les six états financiers suivants sont présentés pour chaque ministère, s'il y a lieu :

(a) « État des dépenses et des actifs par programme »

Cet état donne un aperçu des dépenses et des actifs par programme. Ils sont comparés aux crédits alloués et aux chiffres réels des exercices précédents.

(b) « État des dépenses et des actifs par crédits et postes »

Cet état énumère les différents postes de chaque crédit ministériel. Il permet ainsi au lecteur de comparer, pour chaque poste, les dépenses effectivement engagées pendant l'exercice avec les crédits alloués dans le *Budget des dépenses* ou approuvés par le Conseil de gestion. Les crédits législatifs correspondent aux paiements autorisés par un texte législatif et ne sont pas prévus dans la *Loi sur les crédits*. Les paiements statutaires font l'objet d'une rubrique distincte. Les descriptions de programme fournies dans le *Budget des dépenses* ont pour but de donner au lecteur un aperçu général du contenu de chacun des programmes.

(c) « Détail des dépenses et des actifs par postes et selon la classification »

Pour chaque crédit ministériel, les dépenses engagées sont ventilées entre les différents postes, d'une part, et en fonction des catégories de dépenses, d'autre part. S'il y a lieu, les montants statutaires sont indiqués séparément sous la catégorie de dépenses touchant chaque programme.

On trouvera ci-après un aperçu des dépenses par catégories de dépenses :

DÉPENSES

Traitements et salaires

Cette catégorie comprend les traitements et salaires, les heures supplémentaires et les autres montants versés au personnel (permanent, stagiaire, non classifié ou autre) à titre de rémunération, les frais de personnel temporaire, les traitements et indemnités versés aux membres de l'assemblée législative, et les indemnités spéciales versées aux employés.

Avantages sociaux

Cette catégorie comprend les contributions versées par le gouvernement, à titre d'employeur, au Régime de pensions du Canada, au Régime de retraite du Syndicat des employés de la fonction publique de l'Ontario, au Régime de retraite des fonctionnaires, à la Caisse d'assurance emploi, à la Commission de la sécurité professionnelle et de l'assurance contre les accidents du travail et à divers autres régimes d'avantages sociaux.

Transports et communications

Cette catégorie comprend les frais de déplacement des employés en service commandé et des bénéficiaires de prestations gouvernementales (cas des pupilles de la province, par exemple); les coûts de réinstallation d'employés mutés ou recrutés; les frais de déménagement du mobilier et du matériel de bureau; les frais de transport de marchandises (exception faite du coût initial de la livraison); les frais d'affranchissement du courrier (ordinaire ou recommandé, par exemple); et les frais de communication (téléphone et transmission de données).

Services

Cette catégorie regroupe les services suivants : publicité et communications, notamment pour payer les services d'agences professionnelles ou les campagnes médiatiques menées directement par les ministères; les services de location et les services achetés de réparation et d'entretien des machines, du matériel, des bâtiments, des terrains et des ouvrages; les services de traitement des données; les primes d'assurance; et les autres services professionnels et spéciaux.

Fournitures et matériel

Cette catégorie comprend les sommes affectées à l'achat de machines et de matériel, neufs ou d'occasion, incluant les véhicules et les ordinateurs, ainsi que les montants consacrés à l'achat de tous les matériaux et fournitures nécessaires ou au paiement des services publics.

Paiements de transfert

Cette catégorie regroupe les subventions, subsides et différents versements effectués à des particuliers, entreprises, organismes à but non lucratif ou organismes gouvernementaux.

Autres opérations

Cette catégorie comprend certaines opérations particulières, notamment les bonifications d'intérêts et les subsides; les garanties honorées; les subventions remboursables ainsi que les pertes sur prêts.

ACTIFS

Dépôts et charges payées d'avance

Cette catégorie comprend les paiements versés avant la réception des produits ou des services achetés, ou versés d'avance à des bénéficiaires de paiements de transfert; ces paiements seront inscrits dans une catégorie de dépenses ne faisant pas partie de l'actif au cours d'un prochain exercice.

Avances et montants récupérables

Cette catégorie comprend les montants versés à des bénéficiaires de paiements de transfert qui seront remboursés à la province au cours d'un prochain exercice.

Prêts et investissements

Cette catégorie comprend les paiements versés à des débiteurs en vertu de contrats de prêt et les investissements dans les actions de sociétés de la Couronne ou d'autres entités.

Immobilisations corporelles

Cette catégorie comprend l'acquisition et la construction de bâtiments et de routes et l'achat de terrains.

(d) « État des recettes »

Cet état présente les recettes perçues au cours de l'exercice selon les sources de recettes figurant dans les comptes de la province. On trouvera également, s'il y a lieu, une analyse plus détaillée des montants pour chaque source. Toutes les recettes perçues sont déposées dans le Trésor. Les différents ministères sont responsables de la perception des recettes qui figurent dans leurs états financiers.

(e) « État des remboursements des prêts et investissements »

Cet état présente, de manière comparative, les remboursements de prêts et les recouvrements d'investissements effectués par le ministère. Le ministère qui fait état de ces sommes est responsable des mouvements liés aux prêts et investissements financés par le Trésor.

(3) Annexes de la dette

Cette partie fournit des précisions sur le produit et le remboursement de la dette, un sommaire de la dette contractée et des renseignements sur l'encours de la dette à la fin de l'exercice.

(4) Annexes supplémentaires

Cette partie fournit des renseignements sur les prêts et investissements des ministères, les fonds et autre passif, le passif éventuel et les créances exigibles de la Couronne.

SOURCES DE RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES

Rapport annuel et États financiers consolidés de l'Ontario

Le gouvernement prépare un rapport annuel qui présente les principaux éléments financiers et économiques de la dernière année et qui fait état des résultats obtenus en fonction des objectifs fixés dans le budget. Pour obtenir une version électronique du rapport annuel de la province de l'Ontario, il suffit de visiter le site Web du ministère des Finances à www.fin.gov.on.ca/french/budget/paccts/index.html.

Budget de l'Ontario

Le gouvernement de l'Ontario présente un budget chaque année, habituellement au début du printemps. Ce document renferme les prévisions de recettes et de dépenses pour l'exercice à venir. Pour obtenir une version électronique du budget de l'Ontario, il suffit de visiter le site Web du ministère des Finances à www.ontariobudget.ca/french/index.html et de cliquer sur « Budget de l'Ontario ».

Budget des dépenses de la province de l'Ontario

Après la présentation du budget de l'Ontario par le ministre des Finances, le Budget des dépenses du gouvernement pour l'exercice commençant le 1^{er} avril est déposé devant l'assemblée législative. Le Budget des dépenses donne les grandes lignes du programme de dépenses de chaque ministère que l'assemblée législative est appelée à approuver en vertu de la *Loi de crédits*. Pour une version électronique, visitez www.fin.gov.on.ca/french/budget/estimates/index.html.

Finances de l'Ontario

Finances de l'Ontario est un rapport trimestriel sur le budget du gouvernement pour l'exercice. Il suit l'évolution qui se produit au cours du trimestre et présente de nouvelles perspectives pour le reste de l'exercice. Pour une version électronique, visitez le site Web www.fin.gov.on.ca/french/budget/finances/index.html.

Comptes économiques de l'Ontario

Ce rapport trimestriel contient des données sur la composition de l'activité économique de l'Ontario. Pour une version électronique, visitez le site Web www.fin.gov.on.ca/french/economy/ecaccts/index.html.

NOTA

Ce document est publié en français et en anglais. On peut obtenir l'une ou l'autre de ces versions par la poste en écrivant à Publications Ontario, 50, rue Grosvenor, Toronto (Ontario) M7A 1N8 ou en téléphonant au 416 326-5300 ou au 1 800 668-9938 (interurbains sans frais). On peut aller en chercher des exemplaires à la librairie de Publications Ontario, située au 777, rue Bay, Niveau du marché, Toronto. On peut aussi accéder au document par voie électronique en visitant le site Web du ministère des Finances à www.fin.gov.on.ca. Pour d'autres renseignements, notamment sur les commandes en ligne, veuillez visiter le site Web de Publications Ontario à www.publications.serviceontario.ca.

This publication is available in English and in French. Copies in either language may be obtained by mail from Publications Ontario, 50 Grosvenor Street, Toronto, Ontario M7A 1N8; by calling (416) 326-5300, toll-free 1-800-668-9938; or by visiting the Publications Ontario Bookstore at 777 Bay Street, Market Level, Toronto. For further options, including on-line ordering, please visit the Publications Ontario website at www.publications.serviceontario.ca. For electronic access, visit the Ministry of Finance website at www.fin.gov.on.ca.

section 1

**Annexes –
Recettes et dépenses**

DÉTAILS DES RECETTES

Pour l'exercice clos le 31 mars 2008

La présente annexe établit le sommaire des sources de recettes de la province par catégorie principale. On trouvera à la Section 2 du présent volume les annexes des recettes perçues par les différents ministères, au titre de chaque catégorie principale.

	2008	2007
	\$	\$
RECETTES FISCALES		
Impôt sur le revenu des particuliers.....	24 537 578 718	23 654 700 000
Taxe de vente au détail.....	16 975 517 192	16 228 174 467
Impôt sur les sociétés.....	12 989 669 963	10 845 016 003
Impôt-santé des employeurs.....	4 605 168 014	4 371 088 718
Contribution-santé de l'Ontario.....	2 712 895 911	2 588 600 000
Taxe sur l'essence.....	2 360 501 746	2 310 157 935
Droits de cession immobilière.....	1 350 727 289	1 186 185 400
Taxe sur le tabac.....	1 127 204 074	1 236 314 141
Paievements tenant lieu d'impôt (électricité).....	546 000 000	757 000 000
Taxe sur les carburants.....	733 289 212	723 423 073
Impôt sur les bénéfices miniers.....	231 402 661	146 989 493
Impôt sur les dividendes privilégiés des sociétés.....	113 858 883	118 674 768
Impôt sur l'administration des successions.....	106 442 923	99 777 590
Redevances sur les revenus bruts - Élément <i>impôt foncier</i>	20 755 117	22 109 350
Impôt foncier provincial.....	12 323 151	10 316 180
Taxe sur le pari mutuel.....	5 619 547	5 591 952
Impôt calculé sur la superficie en acres - <i>Loi sur les mines</i>	2 051 175	5 395 371
Droits de succession.....	513 803	142 974
Commission des sports professionnels.....	30 861	26 233
TOTAL DES RECETTES FISCALES.....	68 431 550 240	64 309 683 648

Le gouvernement fédéral perçoit l'impôt sur le revenu des particuliers pour le compte de la province. Le montant que la province reçoit est net des crédits d'impôt de l'Ontario, qui totalisaient 1 001 937 306 \$ en 2006-2007 et 974 368 381 \$ en 2007-2008. Les recettes de l'Ontario provenant de l'impôt sur le revenu des particuliers sont également nettes des frais d'administration facturés par le gouvernement fédéral, qui étaient de 8 733 639 \$ en 2006-2007 et de 8 690 132 \$ en 2007-2008. En 2005-2006, le gouvernement fédéral a commencé à imposer des frais à la province pour couvrir les coûts d'administration du régime ontarien d'impôt calculé sur le revenu des particuliers (ICSR). Les recettes provenant de cet impôt sont également nettes des frais d'administration de l'ICSR, qui totalisaient 4 455 574 \$ en 2006-2007 et 4 444 212 \$ en 2007-2008.

En 2006, les taux d'imposition de l'Ontario sont : de 6,05 % sur les revenus imposables de moins 34 758 \$; de 9,15 % sur les revenus imposables de 34 758 \$ à 69 517 \$; et de 11,16 % sur les revenus imposables supérieurs à 69 517 \$. En 2007, les taux d'imposition de l'Ontario sont : de 6,05 % sur les revenus imposables de moins 35 488 \$; de 9,15 % sur les revenus imposables de 35 488 \$ à 70 976 \$; et de 11,16 % sur les revenus imposables supérieurs à 70 976 \$. En 2008, les taux d'imposition de l'Ontario sont : de 6,05 % sur les revenus imposables de moins 34 010 \$; de 9,15 % sur les revenus imposables de 34 010 \$ à 68 020 \$; et de 11,16 % sur les revenus imposables supérieurs à 68 020 \$. Les crédits d'impôt de l'Ontario non remboursables tiennent compte des circonstances individuelles et familiales du contribuable (p. ex., le montant de base, la déduction relative au conjoint, les frais médicaux) et sont à raison de 6,05 % (11,16 % dans le cas des dons de bienfaisance excédant 200 \$) avant le calcul de la surtaxe provinciale et la réduction de l'impôt ontarien. Les crédits d'impôt de l'Ontario non remboursables sont indexés tous les ans.

DÉTAILS DES RECETTES – Suite**Pour l'exercice clos le 31 mars 2008**

Les personnes à revenu plus élevé doivent payer une surtaxe. En 2006, elle équivalait à 20 % de l'impôt ontarien sur le revenu supérieur à 4 016 \$, plus 36 % de l'impôt ontarien sur le revenu supérieur à 5 065 \$. En 2007, elle équivalait à 20 % de l'impôt ontarien sur le revenu supérieur à 4 100 \$, plus 36 % de l'impôt ontarien sur le revenu supérieur à 5 172 \$. En 2008, cette surtaxe équivalait à 20 % de l'impôt ontarien sur le revenu supérieur à 3 929 \$, plus 36 % de l'impôt ontarien sur le revenu supérieur à 4 957 \$.

Les particuliers ne paient pas d'impôt sur le revenu de l'Ontario en dessous d'un montant déterminant. Si l'impôt de l'Ontario à payer est supérieur au montant déterminant du déclarant, il se peut que le montant qu'il ait à payer en impôt de l'Ontario soit réduit. Pour 2006, le montant déterminant de base est de 194 \$, auquel on ajoute 357 \$ par personne handicapée à charge ou enfant à charge pour lequel le déclarant demande la réduction d'impôt. Pour 2007, le montant déterminant de base est de 198 \$, auquel on ajoute 365 \$ par personne handicapée à charge ou enfant à charge. Pour 2008, le montant déterminant de base est de 190 \$, auquel on ajoute 350 \$ par personne handicapée à charge ou enfant à charge.

La taxe de vente au détail de l'Ontario est perçue pour la province par des vendeurs titulaires d'un permis sur la juste valeur des produits et services taxables, n'incluant pas la taxe sur les produits et services fédérale. La taxe équivalait à 8 % du prix de la plupart des biens meubles corporels et de certains services. Le taux de cette taxe est de 10 % pour les billets d'entrée d'une valeur supérieure à 4 \$, de même que pour les boissons alcoolisées vendues dans les établissements titulaires d'un permis; il est de 12 % pour les boissons alcoolisées vendues dans les points de vente au détail, et de 5 % pour les logements temporaires. Les primes d'assurance sont, en général, assujetties à une taxe de 8 %; toutefois, les primes d'assurance automobile, les primes d'assurance-vie et d'assurance maladie individuelles ainsi que les réparations et les remplacements effectués sous garantie sont exemptés. Une taxe aux fins de conservation de carburant est également prélevée en vertu de la *Loi sur la taxe de vente au détail*. Un barème de taxe progressif est utilisé lors de l'achat de véhicules de tourisme et de véhicules sports utilitaires neufs en fonction de leur cote de consommation routière de carburant. Un crédit d'impôt de 100 \$ est offert à l'acheteur d'un nouveau véhicule de tourisme dont la cote de consommation routière de carburant est de moins de 6 litres d'essence ou de carburant diesel aux 100 kilomètres. Les personnes qui fabriquent leur bière et leur vin dans l'établissement d'un vendeur sont tenues de payer une taxe de 0,13 \$ le litre. Les personnes qui fabriquent d'autres biens meubles corporels pour leur consommation personnelle sont tenues de payer une taxe de 8 % sur la juste valeur. La *Loi sur la taxe de vente au détail* prévoit divers rabais et exonérations.

L'impôt sur les sociétés comprend trois catégories d'impôt prélevé sur les sociétés : l'impôt sur les bénéfices, l'impôt sur le capital et l'impôt sur les primes d'assurance. Les détails suivent.

Impôt sur les bénéfices : Le taux général d'imposition des bénéfices des sociétés est de 14 %. Les revenus des entreprises actives dans les domaines minier, forestier, agricole, et ceux de la pêche et de la fabrication et de la transformation sont assujettis à un taux moindre (12 %). Les petites sociétés privées sous contrôle canadien sont également soumises à un taux d'imposition réduit, soit de 5,5 %. Le montant de cette réduction accordée aux petites entreprises est réduit graduellement à zéro lorsque le revenu imposable se situe entre 400 000 \$ et 1 128 519 \$. La province perçoit également un impôt minimum sur les sociétés (IMS) qui sert en fait de paiement par anticipation de l'impôt ordinaire sur les bénéfices des sociétés. L'IMS est calculé à un taux de 4 %. La province offre divers crédits d'impôt remboursables afin de stimuler certaines activités. Ces crédits varient de 10 % à 30 % des dépenses admissibles et comprennent les crédits d'impôt de l'Ontario pour (i) l'innovation, (ii) l'éducation coopérative, (iii) la formation à l'apprentissage, (iv) la production cinématographique et télévisuelle, (v) les maisons d'édition, (vi) l'animation informatique et les effets spéciaux, (vii) les entreprises parrainant les instituts de recherche, (viii) les services de production, (ix) les produits multimédias interactifs numériques et (x) l'enregistrement sonore. La province offre également des déductions pour l'achat de matériel antipollution et de nouvelle technologie ainsi que pour la recherche-développement et les éléments d'actif servant à produire de l'électricité à partir de sources d'énergie propre, renouvelable ou de remplacement.

DÉTAILS DES RECETTES – Suite**Pour l'exercice clos le 31 mars 2008**

Impôt sur les primes d'assurance : Les compagnies d'assurance sont assujetties à une taxe de 2 % sur les primes d'assurance-accident, d'assurance-maladie et d'assurance-vie, de 3 % sur les primes des autres types d'assurance et à une taxe supplémentaire de 0,5 % sur les primes d'assurance de biens. D'autres sociétés sont également assujetties aux mêmes taux d'impôt sur les primes d'assurance versées aux assureurs non titulaires de permis. Toutes les sociétés sont également assujetties à une taxe de 2 % sur les primes d'assurance pour les versements afférents aux prestations des personnes non assurées.

Impôt sur le capital : Les sociétés sont généralement assujetties à un impôt sur le capital utilisé en Ontario. En 2006, la première tranche de 10 millions de dollars de capital versé imposable n'est pas assujettie à l'impôt sur le capital. Ce montant passera à 12,5 millions de dollars en 2007 et à 15 millions de dollars en 2008. Le taux d'impôt sur le capital des sociétés ordinaires est de 0,3 % en 2006 et sera de 0,285 % en 2007. L'impôt sur le capital des institutions financières comporte généralement deux paliers. En 2006, les taux sont les suivants : 0,6 % sur la première tranche de 400 millions de dollars du capital versé imposable rajusté de l'institution financière et 0,9 % sur tout montant excédentaire. En 2007, les taux seront de 0,57 % et de 0,855 % respectivement. Les institutions financières qui ne recueillent pas de dépôts et dont le capital versé imposable dépasse 400 millions de dollars sont assujetties à un taux d'impôt sur le capital de 0,72 % en 2006 et de 0,684 % en 2007. En vertu du plan d'élimination de l'impôt sur le capital prescrit par la loi, le taux d'impôt sur le capital sera réduit de nouveau les 1^{er} janvier 2009 et 2010 et l'impôt sur le capital sera éliminé à partir du 1^{er} juillet 2010.

L'impôt sur le capital ne s'applique pas aux éléments d'actif servant à produire de l'électricité à partir d'une source d'énergie propre, renouvelable ou de remplacement qui ont été acquis avant 2008. Les grandes institutions financières peuvent réduire leur impôt sur le capital en effectuant des investissements admissibles dans de petites entreprises ontariennes au titre du crédit d'impôt à l'investissement dans les petites entreprises.

Les compagnies d'assurance ne paient pas d'impôt ordinaire sur le capital. Les compagnies d'assurance-vie paient un impôt supplémentaire spécial de 1,25 % sur leur capital utilisé en Ontario, sous réserve d'une exemption de 10 millions de dollars; l'impôt sur le revenu et l'IMS donnent également droit à un crédit sur cet impôt.

L'impôt-santé des employeurs est versé par les employeurs et calculé sur leur masse salariale en Ontario. Les employeurs dont la masse salariale en Ontario est de 200 000 \$ ou moins remettent l'impôt à un taux de 0,98 %; les employeurs dont la masse salariale en Ontario se situe entre 200 000 \$ et 400 000 \$ versent l'impôt à un taux progressif variant de 0,98 % à 1,95 %; les employeurs dont la masse salariale en Ontario dépasse 400 000 \$ versent l'impôt à un taux de 1,95 %. La première tranche de 400 000 \$ de la masse salariale annuelle en Ontario pour les employeurs du secteur privé est exonérée de l'impôt-santé.

La taxe sur l'essence est perçue sur l'essence et le propane pour véhicules immatriculés et le carburant aviation. Le taux de taxe sur l'essence est de 14,7 cents le litre. Le taux de taxe sur le propane pour véhicules immatriculés est de 4,3 cents le litre. Le taux de taxe sur le carburant aviation est de 2,7 cents le litre. En majeure partie, la taxe est perçue pour le compte du gouvernement provincial par les grossistes d'essence, de propane et de carburant aviation désignés par le ministère.

Les droits de cession immobilière sont perçus lorsque des biens immobiliers sont cédés. Un taux de 0,5 % est perçu sur la valeur de contrepartie pour les actes de cession sur les premiers 55 000 \$; de 1,0 % sur la valeur se situant entre 55 000 \$ et 250 000 \$; de 1,5 % sur la valeur dépassant les 250 000 \$ puis, lorsque la valeur de contrepartie excède les 400 000 \$ et qu'il s'agit d'un terrain pour immeubles d'habitation de un ou deux logements unifamiliaux, un taux de 0,5 % s'applique au montant excédant 400 000 \$. Les primo-accédants qui achètent un logement de construction récente ou un logement revendu visé par une entente d'achat et de vente conclue après le 31 décembre 2007 sont admissibles à un remboursement des droits de cession immobilière jusqu'à hauteur de 2 000 \$.

DÉTAILS DES RECETTES – Suite**Pour l'exercice clos le 31 mars 2008**

La taxe sur le tabac s'applique à tous les produits du tabac. Le taux spécifique de taxe par cigarette ou gramme, en tout ou en partie, de tabac finement haché et pour tous les autres produits du tabac à l'exception des cigares, est de 12,35 cents. La taxe sur les cigares équivaut à 56,6 % du prix taxable. En majeure partie, la taxe est perçue pour le compte du gouvernement provincial par les grossistes de tabac et de cigares désignés par le ministère.

Les paiements tenant lieu d'impôt (électricité) sont versés par l'OPG, HOI et les services d'électricité municipaux à la Société financière de l'industrie de l'électricité de l'Ontario (SFIEO). La SFIEO, qui succède à Ontario Hydro, est responsable du service et du remboursement de la dette et d'un certain nombre d'autres éléments de passif d'Ontario Hydro. Tous ces paiements reçus par la SFIEO sont affectés au service et au remboursement de la dette et d'autres passifs de l'ancienne société Ontario Hydro. Le montant des paiements correspond au montant de l'impôt qui serait perçu en vertu de la *Loi de l'impôt sur le revenu* (Canada) et de la *Loi sur l'imposition des sociétés* si ces sociétés ouvertes étaient assujetties aux impôts fédéral et provincial sur les sociétés. Ces sociétés font également des paiements tenant lieu d'impôt foncier.

Une taxe sur les carburants est perçue sur les combustibles de distillat moyen clairs utilisés dans des moteurs à combustion interne. Le taux de taxe sur les carburants est de 14,3 cents le litre, sauf dans le cas du carburant utilisé dans le matériel ferroviaire, auquel cas le taux est de 4,5 cents le litre. En majeure partie, la taxe est perçue pour le compte du gouvernement provincial par les grossistes désignés par le ministère.

L'Ontario perçoit un impôt de 10 % sur les bénéfices miniers qui dépassent 500 000 \$ et qui découlent de l'extraction de minerais. Les mines éloignées sont admissibles à un taux réduit, soit 5 %. Les diamants sont exclus de l'impôt sur les bénéfices miniers à partir du 23 mars 2007 et sont assujettis à une redevance sur la valeur de la production des mines de diamants. Le taux de la redevance est égal à 13 % ou au montant calculé sur la valeur de la production en fonction d'une échelle graduée, selon le moins élevé des deux.

Le gouvernement fédéral verse à la province 35 % des impôts nets qu'il perçoit sur les dividendes privilégiés payés par les sociétés faisant affaires en Ontario.

L'impôt sur l'administration des successions doit être payé par la succession d'une personne décédée lors de la délivrance d'une attestation de nomination de fiduciaire testamentaire par la Cour de l'Ontario. Le montant d'impôt à acquitter équivaut à 0,5 % de la première tranche de 50 000 \$ de la valeur de la succession et à 1,5 % de la valeur de la succession excédant 50 000 \$.

Les propriétaires de centrales hydro-électriques et les titulaires d'un bail pour l'utilisation d'énergie hydraulique doivent verser au ministère des Finances des redevances sur les revenus bruts (RRB). Depuis le 1^{er} janvier 2001, les impôts fonciers et les redevances d'utilisation d'énergie hydraulique existants, payés par les propriétaires de centrales hydro-électriques et les titulaires d'un bail pour l'utilisation d'énergie hydraulique, ont été remplacés par des impôts et des redevances sur les revenus bruts de centrales hydro-électriques. L'élément *impôt foncier* est inclus dans les recettes fiscales de la province, et l'élément *utilisation d'énergie hydraulique* de la RRB est inclus à la rubrique Autres recettes - Redevances (page 1-15).

Dans les régions non constituées en municipalités, le gouvernement provincial perçoit un impôt foncier représentant 1,5 % de la valeur des biens immobiliers visés par l'avis de cotisation. Pour ce qui est de l'imposition des oléoducs et gazoducs, on retient les mêmes barèmes que ceux employés pour les impôts municipaux, énoncés dans la *Loi sur l'évaluation foncière*.

La taxe sur le pari mutuel, qui est perçue pour la province par les exploitants des pistes de courses, est de 0,5 % pour tous les paris.

Un impôt sur la superficie calculée en acres de 0,50 \$ par acre par année est perçu sur les droits miniers concédés par lettres patentes. Le paiement minimal est de 1 \$ pour les territoires érigés en municipalités et de 4 \$ pour les territoires non érigés en municipalités.

DÉTAILS DES RECETTES – Suite**Pour l'exercice clos le 31 mars 2008**

La *Succession Duty Act* est entrée en vigueur en juillet 1892. Même si elle a été abrogée en 1979 et que les droits successoraux ont été éliminés dans le cas des personnes décédées après le 10 avril 1979, les biens des personnes décédées le ou avant cette date sont demeurés assujettis aux droits exigés aux termes de la *Succession Duty Act Supplementary Provisions Act, 1980*. À compter du 9 mai 2001, aucuns autres droits successoraux n'étaient payables, à part les montants qui étaient dus avant ce jour.

En vertu de la *Loi sur le contrôle des sports*, l'organisateur de toute compétition ou exhibition de boxe doit verser au ministre une somme équivalant à au moins 1 % et au plus 5 % des recettes brutes de la compétition ou de l'exhibition.

DÉTAILS DES RECETTES – Suite

Pour l'exercice clos le 31 mars 2008

L'introduction de la contribution-santé de l'Ontario a permis au gouvernement d'effectuer dans le système de soins de santé en point de la province des investissements dont il avait grandement besoin. Chaque sou provenant de la contribution-santé de l'Ontario va à l'amélioration des services de santé de la province. Depuis 2003-2004, les dépenses liées à la santé ont augmenté de 8,8 milliards de dollars, alors que les revenus dans ce domaine, constitués principalement de la contribution-santé de l'Ontario et des transferts fédéraux, ont progressé de 6,9 milliards de dollars. En 2007-2008, les revenus provenant de la contribution-santé de l'Ontario sont passés de 124 millions de dollars à 2 713 millions de dollars, pour une hausse de 2 589 millions de dollars par rapport à 2006-2007. Au cours de la même période, les charges du ministère de la Santé et des Soins de longue durée et du ministère de la Promotion de la santé sont passées de 2 470 millions de dollars à 38 168 millions de dollars, en hausse de 35 698 millions de dollars par rapport à 2006-2007.

Les recettes provenant de la Contribution-santé de l'Ontario sont consacrées aux dépenses dans tous les secteurs qui relèvent du ministère de la Santé et des Soins de longue durée et du ministère de la Promotion de la santé; elles ne visent pas de secteurs de programme en particulier. En 2007-2008, les recettes tirées de la contribution ont été de 2 713 millions de dollars, ce qui représente 7,1% des dépenses totales du ministère de la Santé et des Soins de longue durée et du ministère de la Promotion de la santé, qui se chiffrent à 38 168 millions de dollars. À titre de comparaison, les données pour les deux ministères en 2006-2007 étaient 2 589 millions de dollars, soit 7,3 % des 35 698 millions de dollars. Le tableau ci-dessous illustre de quelle façon les recettes tirées de la Contribution-santé de l'Ontario appuient les investissements considérables dans le secteur de la santé. Il indique aussi le niveau de soutien accordé à chaque secteur des services de santé si le pourcentage des dépenses en 2006-2007 et en 2007-2008 était réparti équitablement entre chaque secteur de dépenses.

Exemple de la façon dont la Contribution-santé de l'Ontario appuie les investissements dans le secteur des soins de santé : Revenus tirés de la Contribution-santé de l'Ontario en pourcentage des dépenses totales du secteur de la santé répartis également entre les secteurs de dépenses		
(En millions de dollars)	2007-2008 7,1 %	2006-2007 7,3 %
Hôpitaux*	1 235	1 171
Assurance-santé de l'Ontario	576	545
Foyers de soins de longue durée	198	192
Programmes de médicaments de l'Ontario	204	204
Soins à domicile, services communautaires et services de santé mentale	187	178
Santé publique, ministère de la Promotion de la santé et autres	313	299
Total	2 713	2 589

* Tient compte de l'incidence de la consolidation des hôpitaux. Les catégories de dépenses restantes ont fait l'objet d'un redressement afin d'exclure le transfert de subventions aux hôpitaux.

La Contribution-santé de l'Ontario est versée par les particuliers qui habitent en Ontario le dernier jour de l'année d'imposition. Les montants à verser sont les suivants : 0 \$ si le revenu imposable est de 20 000 \$ ou moins; 6 % du revenu imposable supérieur à 20 000 \$ pour un revenu imposable entre 20 000 \$ et 25 000 \$; 300 \$ pour un revenu imposable entre 25 000 \$ et 36 000 \$; 300 \$ plus 6 % du revenu imposable supérieur à 36 000 \$ pour un revenu imposable entre 36 000 \$ et 38 500 \$; 450 \$ pour un revenu imposable entre 38 500 \$ et 48 000 \$; 450 \$ plus 25 % du revenu imposable supérieur à 48 000 \$ pour un revenu imposable entre 48 000 \$ et 48 600 \$; 600 \$ pour un revenu imposable entre 48 600 \$ et 72 000 \$; 600 \$ plus 25 % du revenu imposable supérieur à 72 000 \$ pour un revenu imposable entre 72 000 \$ et 72 600 \$; 750 \$ pour un revenu imposable entre 72 600 \$ et 200 000 \$; 750 \$ plus 25 % du revenu imposable supérieur à 200 000 \$ pour un revenu imposable entre 200 000 \$ et 200 600 \$; et 900 \$ pour un revenu imposable de 200 600 \$ ou plus. Les recettes tirées de la Contribution-santé de l'Ontario ont été déduites des frais d'administration perçus par le gouvernement du Canada de 44 060 \$ en 2007-2008.

DÉTAILS DES RECETTES – Suite

Pour l'exercice clos le 31 mars 2008

	2008	2007
	\$	\$
GOUVERNEMENT DU CANADA		
Transfert canadien en matière de santé	8 486 603 125	7 702 358 038
Transfert canadien en matière de programmes sociaux.....	3 778 333 930	3 225 039 030
Logement social	524 652 435	531 588 896
Entente sur le développement du marché du travail.....	587 208 895	184 489 466
Fiducie de transition	574 000 000	0
Transfert pour la réduction des temps d'attente	468 389 791	467 393 516
Reconception de l'administration de l'imposition des sociétés.....	250 000 000	0
Programmes d'infrastructure.....	206 727 140	190 606 371
Fiducie – Infrastructure en matière d'éducation postsecondaire	195 269 974	194 772 483
ÉcoFiducie Canada pour la qualité de l'air et les changements climatiques	194 928 966	0
Services de bien-être aux Autochtones.....	185 985 534	179 169 101
Fiducie – Infrastructure du transport en commun.....	117 161 985	116 863 490
Fiducie – Logement abordable	117 161 985	116 863 490
Places en garderie.....	97 464 483	0
Expansion du bilinguisme	97 047 406	82 538 367
Incitatif – impôt sur le capital.....	83 000 000	0
Entente sur le marché du travail visant les personnes handicapées.....	76 411 477	76 354 027
Fiducie pour les garanties de délai d'attente pour les patients.....	68 309 655	0
<i>Loi sur le système de justice pénale pour les adolescents</i>	63 834 674	63 938 711
Aide juridique – Droit criminel	50 500 000	50 552 300
Aide financière aux étudiants	47 333 434	46 087 949
Fiducie pour l'immunisation contre le VPH.....	38 985 793	0
Fiducie – Logement des Autochtones hors-réserve.....	26 748 613	26 748 613
Accord – Personnes gardées pour des raisons d'immigration	16 562 700	14 620 550
Apprentissage et garde des jeunes enfants	0	252 933 932
Fiducie – Immunisation et santé publique.....	0	52 773 301
Formation dans le cadre de l'assurance-emploi	0	28 463 659
Fonds pour l'adaptation des soins de santé primaires	0	23 542 744
Autres	244 152 740	408 720 956
TOTAL POUR LE GOUVERNEMENT DU CANADA.....	16 596 774 735	14 036 418 990

Le Transfert canadien en matière de santé (TCS) est un financement global accordé par le gouvernement fédéral pour appuyer les dépenses de santé des provinces et des territoires. En 2007-2008, le montant de ce transfert aux provinces et territoires s'est élevé à 21,3 milliards de dollars. Le gouvernement fédéral répartit les contributions en vertu du TCS entre les provinces et les territoires au moyen d'une formule qui tient compte du nombre d'habitants de chaque compétence territoriale et de la valeur des points d'impôt sur le revenu des particuliers et les bénéfices des sociétés transférés aux provinces en 1977-1978. Pour recevoir des paiements de transfert au titre du TCS, les provinces et les territoires doivent respecter les principes de la *Loi canadienne sur la santé*.

DÉTAILS DES RECETTES – Suite**Pour l'exercice clos le 31 mars 2008**

Le Transfert canadien en matière de programmes sociaux (TCPS) est un financement global accordé par le gouvernement fédéral pour appuyer les dépenses des provinces et des territoires dans l'éducation postsecondaire, l'aide sociale et d'autres programmes sociaux. En 2007-2008, 9,5 milliards de dollars ont été affectés à ce titre aux provinces et aux territoires. Depuis 2007-2008, le TCPS est versé aux provinces et aux territoires sous forme de soutien en espèces égal par habitant. Pour recevoir des paiements de transfert en espèces au titre du TCPS, les provinces et les territoires ne doivent pas imposer d'exigences en matière de résidence lorsqu'ils déterminent l'admissibilité à l'aide sociale.

Les remboursements en matière de logement social représentent la part fédérale du coût des subventions accordées aux programmes de logements à loyer modique. La province reçoit des fonds de la Société canadienne d'hypothèques et de logement pour l'administration des programmes de logement social en Ontario.

Le 21 novembre 2005, le gouvernement de l'Ontario et le gouvernement fédéral ont conclu une Entente sur le développement du marché du travail (EDMT) qui prévoit le transfert à l'Ontario de l'administration des programmes de développement du marché du travail et des services fournis antérieurement par le gouvernement fédéral. Grâce à l'EDMT, le gouvernement fédéral transfère les fonds réservés au régime d'assurance-emploi (partie II) à l'Ontario, ainsi que tous les fonds supplémentaires destinés à la rémunération du personnel et à l'administration.

En 2007, le gouvernement fédéral a annoncé dans son budget la création de la Fiducie de transition au titre des engagements en vertu de l'Entente Canada-Ontario. Ce paiement unique de 574 millions de dollars a été versé dans un compte en fiducie administré par des tiers au titre des dépenses engagées en 2007-2008.

La fiducie pour les garanties de délai d'attente pour les patients a été créée lors de la rencontre des premiers ministres en septembre 2004 pour aider les provinces et les territoires à réduire les temps d'attente en investissant dans des activités clés portant sur l'embauche et la formation de professionnels de la santé, l'accroissement de la capacité des centres régionaux d'excellence et l'élimination des arriérés de travail.

En octobre 2006, l'Ontario et le gouvernement fédéral ont signé un protocole d'entente pour le transfert de l'administration de l'impôt des sociétés à l'Agence du revenu du Canada. Aux termes du protocole d'entente, le gouvernement fédéral s'est engagé à fournir 400 millions de dollars à l'Ontario pour faciliter la transition à une administration unique de l'impôt des sociétés. La province a reçu et comptabilisé 250 millions de dollars à l'égard de cet engagement en 2007-2008.

Les fonds versés à l'Ontario au titre des infrastructures sont régis par un certain nombre d'ententes touchant la construction, le renouvellement, l'amélioration et l'expansion des infrastructures matérielles de la province, y compris les routes, les ponts, les services de transport en commun et les réseaux d'eau.

Dans son budget de 2006, le gouvernement fédéral a annoncé la création de la fiducie pour l'infrastructure en matière d'éducation postsecondaire, d'une valeur de 1 milliard de dollars sur deux ans à l'échelle nationale, qui seront distribués équitablement aux provinces et aux territoires en fonction d'un montant égal par habitant. La fiducie a été créée pour appuyer les investissements visant à promouvoir l'innovation et l'accessibilité. Les investissements favoriseront l'infrastructure et l'équipement des universités et des collèges de même que les services institutionnels connexes. Le gouvernement fédéral a versé les fonds dans un compte en fiducie administré par un tiers et le gouvernement provincial les comptabilise conformément au calendrier de prélèvement des fonds fourni par le gouvernement fédéral.

Dans le budget fédéral de 2007, le gouvernement a annoncé la création de l'écoFiducie Canada pour la qualité de l'air et les changements climatiques. Cette initiative sera dotée de 1,5 milliard de dollars à l'échelle nationale sur trois ans, qui seront répartis entre les provinces et les territoires en fonction d'un montant égal par habitant. La fiducie vise à appuyer les projets qui aboutiront à une réduction des gaz à effet de serre et de la pollution. Le gouvernement fédéral a versé les fonds dans un compte en fiducie administré par un tiers et le gouvernement provincial les comptabilise conformément au calendrier de prélèvements des fonds fourni par le gouvernement fédéral.

DÉTAILS DES RECETTES – Suite**Pour l'exercice clos le 31 mars 2008**

En vertu de l'Entente sur les services de bien-être destinés aux Autochtones, le gouvernement fédéral aide la province à fournir des services et des programmes de bien-être aux habitants des réserves indiennes qui sont de même niveau que ceux qui sont offerts aux résidents d'autres collectivités.

Dans son budget de 2006, le gouvernement fédéral a annoncé la création de la fiducie pour l'infrastructure du transport en commun, d'une valeur de 900 millions de dollars sur trois ans à l'échelle nationale, qui seront distribués équitablement aux provinces et aux territoires en fonction d'un montant égal par habitant. La fiducie vise à appuyer les investissements en capitaux dans l'infrastructure du transport en commun y compris le transport rapide, les autobus urbains, les systèmes de transport intelligent et d'autres investissements, dont les voies réservées aux véhicules à occupation multiple et les voies cyclables. Le gouvernement fédéral a versé ces fonds dans un compte en fiducie administré par un tiers et la province les a comptabilisés conformément au calendrier de prélèvements fourni par le gouvernement fédéral.

Dans son budget de 2006, le gouvernement fédéral a annoncé la création de la fiducie pour le logement abordable, d'une valeur de 800 millions de dollars à l'échelle nationale sur trois ans, qui seront distribués équitablement aux provinces et aux territoires en fonction d'un montant égal par habitant. La fiducie vise à appuyer les investissements destinés à accroître le parc de logements abordables, y compris le logement de transition et le logement avec services de soutien. Le gouvernement fédéral a versé ces fonds dans un compte en fiducie administré par un tiers et la province les a comptabilisés conformément au calendrier de prélèvements fourni par le gouvernement fédéral.

Dans son budget de 2007, le gouvernement fédéral a annoncé un transfert unique au titre des places en garderie de 250 millions de dollars, à l'échelle nationale, en 2007-2008, pour appuyer la création de places en garderie. Ces fonds ont été distribués aux provinces et territoires en fonction d'un montant égal par habitant.

Dans le cadre de son programme d'expansion du bilinguisme, le gouvernement fédéral rembourse à la province une partie des frais engagés pour assurer des services au public dans les deux langues officielles et des installations scolaires adéquates afin de permettre l'apprentissage de la deuxième langue officielle. Le gouvernement fédéral contribue également au financement des initiatives prises par l'Ontario à l'égard des écoles de langue française, comme l'établissement de structures administratives dans les nouveaux conseils scolaires de langue française, ainsi que des initiatives visant à améliorer le rendement des élèves de langue française.

En 2007, dans son budget, le gouvernement fédéral a annoncé la création d'un incitatif financier destiné aux provinces qui réduisent ou éliminent l'impôt sur le capital. Grâce à cet incitatif, les provinces toucheront des revenus supplémentaires provenant de l'impôt fédéral sur les sociétés par suite des déductions de l'impôt provincial sur les sociétés intervenues après le 18 mars 2007 et avant le 1^{er} janvier 2011.

En vertu de l'Entente sur le marché du travail visant les personnes handicapées, le gouvernement fédéral verse des fonds à la province pour appuyer les mesures qui accroissent la participation des adultes en âge de travailler ayant un handicap au marché du travail en les aidant à se préparer à un emploi, à trouver un emploi et à le conserver.

Dans son budget de 2007, le gouvernement fédéral a annoncé la création de la fiducie pour les garanties de délai d'attente pour les patients, d'une valeur de 612 millions de dollars à l'échelle nationale sur trois ans, qui seront équitablement versés aux provinces et aux territoires en fonction d'un montant égal par habitant. La fiducie vise à appuyer les garanties de délai d'attente pour les patients dans des domaines comme le traitement du cancer, les chirurgies cardiaques, l'imagerie diagnostique, le remplacement d'une articulation et le rétablissement de la vue. Le gouvernement fédéral a versé ces fonds dans un compte en fiducie administré par un tiers et la province les a comptabilisés conformément au calendrier de prélèvements fourni par le gouvernement fédéral.

DÉTAILS DES RECETTES – Suite**Pour l'exercice clos le 31 mars 2008**

Les programmes de paiements de transfert au titre du système de justice pour les adolescents sont des programmes permanents qui sont mis en œuvre en vertu de la *Loi sur le système de justice pénale pour les adolescents*. Le gouvernement fédéral paie une partie des dépenses liées aux services de justice pour les adolescents.

Les paiements au titre de l'aide juridique sont les fonds que verse le gouvernement fédéral pour permettre aux personnes démunies sur le plan économique d'accéder aux services d'aide juridique lorsqu'elles sont aux prises avec des instances et des affaires criminelles graves en vertu de la *Loi sur le système de justice pénale pour les adolescents*. Ces fonds permettent également de s'assurer que des normes minimales d'aide juridique sont maintenues conformément à l'entente relative à l'aide juridique en matière pénale et dans les affaires qui relèvent de la *Loi sur le système de justice pénale pour les adolescents* et qui ont trait aux réfugiés.

L'aide financière aux étudiants comprend la Subvention canadienne pour études, ainsi que l'administration du prêt canadien d'études et des Bourses d'études canadiennes du millénaire. La Subvention canadienne pour études est accordée aux étudiants ayant des personnes à charge, aux étudiants à temps partiel très nécessiteux, aux étudiants handicapés et aux femmes qui font des études de doctorat.

Dans son budget de 2007, le gouvernement fédéral a annoncé la création de la fiducie de vaccination contre le virus du papillome humain (VPH), d'une valeur de 300 millions de dollars à l'échelle nationale sur trois ans, qui seront équitablement versés aux provinces et aux territoires en fonction d'un montant égal par habitant. La fiducie vise à appuyer l'achat de vaccins contre le VPH qui seront utilisés dans un programme de vaccination contre le virus du papillome humain financé par l'État. Le gouvernement fédéral a versé ces fonds dans un compte en fiducie administré par un tiers et la province les a comptabilisés conformément au calendrier de prélèvements fourni par le gouvernement fédéral.

Dans son budget de 2006, le gouvernement fédéral a annoncé la création de la fiducie pour le logement des Autochtones hors-réserve, d'une valeur de 300 millions de dollars à l'échelle nationale sur trois ans, qui seront distribués selon la part de la population d'Autochtones hors-réserve d'une province ou d'un territoire. La fiducie vise l'augmentation du parc de logements locatifs et l'accroissement des possibilités d'accession à la propriété pour les Autochtones hors-réserve. Le gouvernement fédéral a versé ces fonds dans un compte en fiducie administré par un tiers et la province les a comptabilisés conformément au calendrier de prélèvements fourni par le gouvernement fédéral.

Dans le cadre de l'accord concernant les personnes gardées pour des raisons d'immigration, le gouvernement fédéral rembourse à l'Ontario les coûts engagés pour garder les personnes en attendant un examen, une enquête de l'immigration ou la déportation.

Les autres paiements du gouvernement fédéral comprenaient les suivants :

- a) paiement de l'Accord sur le bois d'oeuvre résineux totalisant 21 552 217 \$;
- b) 5 268 682 \$ dans le cadre de l'accord relatif au contrôle des armes à feu;
- c) 3 999 646 \$ pour l'accord sur le traitement des problèmes d'alcool et de toxicomanie;
- d) subsides annuels de 7 999 827 \$ en vertu de la *Loi constitutionnelle de 1907*; et
- e) des intérêts de 82 494 \$ sur le fonds des écoles publiques;

DÉTAILS DES RECETTES – Suite

Pour l'exercice clos le 31 mars 2008

	2008	2007
	\$	\$
RECETTES DES ENTREPRISES PUBLIQUES		
Société des loteries et des jeux de l'Ontario.....	1 856 491 300	1 944 640 000
Régie des alcools de l'Ontario.....	1 374 357 000	1 307 701 000
Hydro One Incorporated.....	407 000 000	452 000 000
Ontario Power Generation Incorporated	807 000 000	495 000 000
Autres entreprises publiques	(8 205 388)	(3 820 000)
TOTAL DES RECETTES DES ENTREPRISES PUBLIQUES.....	4 436 642 912	4 195 521 000

Les recettes des entreprises publiques représentent les montants que la province reçoit des entreprises publiques.

Au nom de la province, la Société des loteries et des jeux de l'Ontario (SLJO) organise des loteries et exploite des casinos commerciaux, des casinos de bienfaisance et des machines à sous installées dans 17 hippodromes de la province. La province soumet à la consolidation les gains nets tirés des loteries, des casinos de bienfaisance et des machines à sous situées dans les hippodromes. En plus des gains nets, la province touche également 20 % des revenus que rapportent les machines à sous du casino de Great Blue Heron.

Les produits du jeu ont été distribués aux ministères et aux programmes suivants : 105 millions de dollars à la Fondation Trillium de l'Ontario pour les organismes de bienfaisance et sans but lucratif; 37 millions de dollars au ministère de la Santé et des Soins de longue durée et au ministère de la Promotion de la santé aux fins de programmes de prévention, de recherche et de traitement en matière de jeu compulsif et de programmes connexes; 10 millions de dollars au ministère de la Promotion de la santé aux fins d'un appui direct aux athlètes ontariens de haut calibre et de l'amélioration de l'entraînement. Le reste a été imputé au fonctionnement des hôpitaux régis par le ministère de la Santé et des Soins de longue durée.

La province a consolidé de deux manières différentes les revenus provenant des quatre casinos commerciaux exploités par la SLJO. Premièrement, elle a consolidé 20 % des revenus de jeu générés par les casinos Windsor, Niagara, Niagara Fallsview et Rama. Deuxièmement, elle a consolidé le revenu gagné net de la SLJO provenant des casinos Windsor, Niagara et Niagara Fallsview. Les produits servent à financer des priorités générales du gouvernement comme les soins de santé, l'éducation et l'infrastructure publique. Les revenus nets provenant du casino Rama sont versés aux Premières nations de l'Ontario et ne sont pas inclus dans le montant indiqué dans le présent document.

Les profits de la Régie des alcools de l'Ontario (LCBO) sont générés par la vente de bière, de vin, de coolers et de spiritueux.

Hydro One Incorporated (Hydro One) et Ontario Power Generation Incorporated (OPG) ont été créés dans le cadre de la restructuration de l'ancienne société Ontario Hydro. Les revenus nets de ces deux sociétés font l'objet d'une consolidation dans les finances de la province. Les revenus de l'OPG proviennent principalement de la vente de l'électricité produite par ses centrales. Les revenus de Hydro One proviennent surtout du transport et de la distribution d'électricité.

DÉTAILS DES RECETTES – Suite

Pour l'exercice clos le 31 mars 2008

	2008	2007
AUTRES RECETTES	\$	\$
Ventes et locations	553 444 584	1 107 935 694
Droits, permis et autorisations :		
Droits de permis de conduire et d'immatriculation des véhicules.....	1 051 033 105	969 818 721
<i>Loi sur les permis d'alcool</i> – Recettes	475 324 099	467 192 399
Autres droits et permis :		
Greffiers locaux.....	51 541 434	50 971 515
<i>Loi sur les sûretés mobilières</i>	44 537 928	42 511 406
Revenus tirés des jeux	30 654 339	32 180 676
Air pur Ontario	31 376 991	30 320 315
Constitutions en société.....	23 115 711	21 914 812
Enreg. des actes/ <i>Loi sur l'enregistrement des droits immobiliers</i> ..	3 603 352	7 711 822
Autres	483 176 228	438 526 752
Total des droits, permis et autorisations	2 194 363 187	2 061 148 418
Redevances :		
Red. sur les revenus bruts – Utilisation d'énergie hydraulique.....	122 252 668	123 989 676
Droits sur le bois de la Couronne.....	38 491 464	60 213 322
Teranet – Redevances, FIEF	15 000 000	15 000 000
Autres	17 203 213	16 001 245
Total, redevances.....	192 947 345	215 204 243
Recouvrement de dépenses des années précédentes.....	408 217 877	370 125 951
Remboursement des dépenses	1 463 963 766	1 415 123 066
Amendes et pénalités.....	32 632 186	37 482 599
Redevance de liquidation de la dette (électricité).....	982 000 000	991 000 000
Ventes d'électricité.....	929 000 000	863 000 000
Réduction nette des contrats d'achat d'électricité	398 000 000	412 000 000
Recettes de la Société indép. d'expl. du réseau d'électricité.....	134 549 000	124 086 000
Divers	368 204 897	258 702 061
Total, divers.....	2 811 753 897	2 648 788 061
TOTAL DES AUTRES RECETTES.....	7 657 322 842	7 855 808 032

DÉTAILS DES RECETTES – Suite**Pour l'exercice clos le 31 mars 2008**

Sous la rubrique « Ventes et locations », on trouve le produit des cessions de biens immobiliers, de fournitures et de matériel, de services et de biens produits dans des établissements provinciaux, ainsi que les revenus provenant de la location immobilière et de la location des terres de la Couronne.

On entend par droits de permis de conduire et d'immatriculation des véhicules les droits d'immatriculation des véhicules et ceux associés aux permis des transporteurs et des conducteurs. Les droits d'immatriculation des véhicules ont pour but de permettre la circulation d'un véhicule sur la voie publique. Pour les véhicules utilitaires et les autobus, les droits varient entre 109 \$ et 2 722 \$. Les droits pour les automobiles et les véhicules utilitaires pesant 3 000 kg ou moins et utilisés à des fins personnelles sont de 74 \$ par année dans le Sud de l'Ontario et de 37 \$ par année dans le Nord. Quant aux droits d'immatriculation des motocyclettes et des cyclomoteurs, ils sont respectivement de 42 \$ et de 12 \$ par année dans le Sud de l'Ontario et respectivement de 21 \$ et de 12 \$ par année dans le Nord de l'Ontario. Les droits d'obtention d'un permis de conduire proviennent surtout du renouvellement des permis de conduire.

La Commission des alcools et des jeux de l'Ontario recueille des droits pour divers permis, notamment les permis de vente d'alcool, les permis minibar, les avenants, les permis de livraison d'alcool, les permis de centre de brassage ou de vinification libre-service, les permis de circonstance et les permis de fabricant.

Les droits liés aux greffiers sont les droits perçus par la Cour de l'Ontario (Division générale) relativement à des questions de succession conformément au Règlement de l'Ontario 393/90 pris en application de la *Loi sur l'administration de la justice*. Ils se composent des droits pour la délivrance, la signature et le dépôt des documents juridiques rattachés aux questions d'ordre civil.

Les droits liés à l'enregistrement des sûretés mobilières sont versés pour l'enregistrement et la recherche de sûretés mobilières données en garantie pour obtenir un prêt. Ces droits sont perçus lors de l'enregistrement ou de la recherche.

Les droits liés au jeu prélevés par la Commission des alcools et des jeux de l'Ontario comprennent les droits d'enregistrement des fournisseurs commerciaux et des préposés au jeu pour des activités de bienfaisance, ainsi que ceux travaillant dans des casinos, des casinos de bienfaisance et des installations de machines à sous. Ils comprennent également les droits exigés pour mettre sur pied et administrer des loteries telles que les tombolas.

Les personnes qui font analyser les émissions de leur véhicule dans le cadre du programme d'analyses d'émissions d'Air pur Ontario doivent payer des droits. En outre, les garages qui souhaitent être reconnus comme des installations pouvant délivrer des certificats en vertu de ce programme doivent payer des droits d'accréditation, qui varient selon le type d'installation, et des droits de renouvellement annuels fixes.

Les droits de constitution en société comprennent les droits exigés pour l'enregistrement, les recherches et les certificats liés aux constitutions en société, aux sociétés en commandite et aux raisons sociales. Ces droits sont perçus lors de l'enregistrement ou de la recherche.

Les droits perçus pour les services d'enregistrement immobilier comprennent les montants versés pour l'enregistrement et les recherches des titres et des grèvements touchant les biens immobiliers. Les droits d'enregistrement sont perçus par les bureaux d'enregistrement immobilier au moment de l'enregistrement.

Depuis le 1^{er} janvier 2001, les personnes qui ont le droit, en vertu d'une entente, d'un bail ou d'un autre document, d'occuper des terres de la Couronne sont tenues d'acquitter des redevances relatives à l'utilisation d'énergie hydraulique, dont le taux est fixé à 9,5 % des revenus annuels bruts de la centrale hydro-électrique. Ces redevances constituent l'élément utilisation d'énergie hydraulique de la RRB, dont il est fait mention à la page 1-6.

DÉTAILS DES RECETTES – Suite**Pour l'exercice clos le 31 mars 2008**

Les droits sur le bois de la Couronne sont des redevances versées pour la récolte du bois sur les terres de la Couronne. Les redevances forestières sont calculées selon les essences, les produits manufacturés et le volume de la récolte. Les droits de base par mètre cube, révisés tous les ans, constituent un minimum. Les droits de base perçus pour la plus grande partie de la récolte de bois de 2007-2008 étaient de 3,80 \$ ou de 0,59 \$ le mètre cube, selon les essences et le groupe de produits. Les droits de 0,59 \$ le mètre cube représentent les droits pour plusieurs essences sous-utilisées et la réduction sur trois ans des droits minimaux pour le bouleau blanc à partir de 2006-2007. La province perçoit également des droits sur la valeur résiduelle du bois, calculés selon un pourcentage de la différence entre le coût de fabrication et le prix de vente des produits forestiers. Ces droits sont rajustés chaque mois et varient entre 0,00 \$ et 12,00 \$ le mètre cube, selon les prix du marché.

Depuis 2006, les fonds destinés à l'inventaire des ressources forestières ont été affectés au Fonds de réserve forestier. Cette mesure a eu des incidences sur le prix du bois et le montant des droits de coupe prélevés. En 2007-2008, soit 1,04 \$ soit 0,59 \$ étaient déduits des droits minimaux, compte tenu des groupes d'essence et des produits manufacturés et mis de côté dans le compte du Fonds de réserve forestier au titre des dépenses de l'inventaire des ressources forestières jusqu'à l'obtention d'un solde de 10 millions de dollars. Par la suite, les droits minimaux ont été ramenés à 3,80 \$ le mètre cube ou 0,59 \$. La déduction au titre de l'inventaire des ressources forestières n'a eu aucune incidence nette sur l'industrie forestière pour ce qui est des droits de coupe.

Teranet – Redevances, FIEF - La province a conclu la vente de la part de 50 % qu'elle détenait dans Teranet en 2003-2004. Dans le cadre de cette transaction, la province a accepté de suspendre les redevances de Teranet pendant 13,67 années, soit jusqu'au 31 mars 2017, en échange du versement d'un montant forfaitaire de 205 millions de dollars. Ce montant représente des redevances reportées que la province gagnera au cours des exercices ultérieurs et il est comptabilisé dans les comptes de la province à titre de revenu reporté, amorti sur la période au cours de laquelle les redevances sont suspendues.

Les recouvrements de dépenses des années précédentes sont des sommes recouvrées après l'exercice financier pendant lequel les dépenses en question ont été engagées. Si ce n'avait été du moment où ils ont été réalisés, ces recouvrements auraient été classés comme des remboursements de dépenses engagées pendant l'exercice précédent.

Les remboursements des dépenses s'appliquent aux dépenses engagées par le gouvernement en vertu d'ententes, d'accords ou de protocoles précisant qu'elles seront recouvrées en totalité ou en partie.

La rubrique « Amendes et pénalités » est constituée de toutes les sommes perçues par la province au titre des infractions aux lois, règlements et règles.

La redevance de liquidation de la dette (électricité) est payée par les consommateurs en fonction de leur consommation d'électricité et sera maintenue jusqu'à ce que la dette insurmontable résiduelle soit éliminée. La dette insurmontable résiduelle découle de la restructuration du secteur de l'électricité et de l'ancienne société Ontario Hydro.

Les revenus tirés des ventes d'électricité découlent de la revente de l'électricité achetée par la Société financière de l'industrie de l'électricité de l'Ontario (SFIEO), le successeur légal d'Ontario Hydro, en vertu de contrats d'achat d'électricité que l'ancienne société Ontario Hydro a conclus avec des producteurs indépendants.

DÉTAILS DES RECETTES – Fin**Pour l'exercice clos le 31 mars 2008**

L'ancienne société Ontario Hydro a conclu des contrats d'achat d'électricité avec des producteurs indépendants de l'Ontario. En tant que successeur légal d'Ontario Hydro depuis le 1^{er} avril 1999, la SFIEO est la société de contrepartie à ces contrats. Ceux-ci prévoyaient l'achat d'électricité à des prix qui devaient être supérieurs à ceux du marché. Par conséquent, un passif lié aux contrats d'achat d'électricité a été comptabilisé. Le 1^{er} janvier 2005, en vertu des réformes législatives du marché de l'électricité, la SFIEO a commencé à facturer les prix contractuels aux consommateurs et elle ne subit donc plus de pertes relativement à ces contrats d'achat d'électricité. À l'époque, le ministère des Finances prévoyait que la plus grande partie du passif serait éliminée sur une période de 12 ans, au fur et à mesure de l'expiration des contrats d'achat d'électricité existants.

La réduction des contrats d'achat d'électricité représente effectivement l'élimination au fil du temps du passif lié à ces contrats. Le montant des variations est attribuable à la déduction des pertes prévues pour l'année en cours utilisées dans le calcul du passif antérieurement aux réformes législatives du marché de l'électricité qui ont permis d'éliminer effectivement la dette au fil du temps, plus un montant d'amortissement annuel pour le changement non réalisé de la réévaluation du passif lié à l'achat d'électricité en 2003.

La Société indépendante d'exploitation du réseau d'électricité (SIERE) a été créée en vertu de la *Loi de 2004 sur la restructuration du secteur de l'électricité*. Il s'agit d'une société autonome sans but lucratif. Titulaire d'un permis délivré par la Commission de l'énergie de l'Ontario (CEO), la SIERE, anciennement la Société indépendante de gestion du marché de l'électricité, rend des comptes à l'Assemblée législative par l'entremise du ministère de l'Énergie. Elle gère le réseau d'électricité de la province, établit un équilibre entre l'offre et la demande d'électricité par l'entremise du marché de gros et dirige l'acheminement de l'électricité à l'aide du réseau de transport. Les revenus de la SIERE proviennent principalement des droits fondés sur les tarifs approuvés par la CEO pour chaque mégawatt d'électricité retiré du réseau dirigé par la SIERE.

	2008	2007
	\$	\$
TOTAL DES RECETTES	97 122 290 729	90 397 431 670

Voir le sommaire des recettes par ministère et par catégorie principale, page 1-18.

SOMMAIRE DES RECETTES PAR MINISTÈRE
pour l'exercice clos

Ministère	Recettes fiscales	Gouvernement du Canada Government of Canada	Recettes des entreprises publiques	Remboursements de dépenses	Droits, permis et autorisations	Amendes et pénalités
	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Affaires civiques et Immigration	-	2 384 883	-	15 000	223 486	-
Affaires intergouvernementales	-	-	-	-	5	-
Affaires municipales et Logement	-	593 400 431	-	119 943 697	11 119 533	-
Agriculture, Alimentation et Affaires rurales	-	101 632 324	-	11 659	411 560	-
Bureau de l'Assemblée législative	-	-	-	-	13 723	-
Bureau du Conseil des ministres	-	-	-	-	214	-
Bureau du directeur général des élections	-	-	-	-	-	-
Bureau du lieutenant-gouverneur	-	-	-	-	-	-
Bureau du vérificateur général	-	-	-	-	-	-
Cabinet du Premier ministre	-	-	-	-	-	-
Culture	-	2 197 349	-	54 151	94	-
Développement du Nord et Mines	2 051 175	(1 892 900)	-	-	1 224 915	1 800
Développement économique et du Commerce	-	-	-	-	39 388	-
Éducation	-	75 561 852	-	-	197 475	-
Énergie	-	-	-	-	201 031	-
Environnement	-	-	-	182 032	45 702 637	-
Finances	27 470 585 145	14 503 742 697	258 765 000	145 130 509	162 229 532	44 842
Formation, Collèges et Universités	-	673 362 474	-	424 138	8 947 889	392 526
Office des affaires francophones	-	1 533 094	-	-	5	-
Ombudsman Ontario	-	-	-	-	-	-
Petites Entreprises et Entrepreneuriat	-	-	-	-	41 722	-
Procureur général	-	57 386 298	-	34 643 089	73 859 623	31 705 908
Promotion de la santé	-	2 891 339	-	-	-	-
Recherche et Innovation	-	384 667	-	-	-	-
Renouvellement de l'infrastructure publique	-	15 800 000	3 025 575 304	1 440 081	10 428	-
Revenu	40 412 883 057	-	-	1 744 114	666 264	-
Richesses naturelles	-	24 128 881	-	4 823 171	2 848 703	506 215
Santé et Soins de longue durée	-	84 263 166	-	13 347 293	8 405 756	17 500
Secrétariat des affaires autochtones de l'Ontario	-	-	-	-	35	-
Secrétariat du nouveau démocratique	-	-	-	-	-	-
Sécurité communautaire et Services correctionnels	-	44 590 514	-	274 619 474	18 776 774	6
Services à l'enfance et à la jeunesse	-	173 418 711	-	-	109 354	-
Services gouvernementaux	30 861	130 266	-	-	624 174 767	1 500
Services sociaux et communautaires	-	113 879 815	-	758 280 351	2 223 217	-
Tourisme	-	2 289 815	-	-	1 086 505	-
Transports	-	45 690 169	-	-	1 056 823 715	790 915
Travail	-	4 810	-	90 582 752	437 846	333 057
Total avant la consolidation	67 885 550 238	16 516 780 655	3 284 340 304	1 445 241 511	2 019 776 196	33 794 269
Redressements de consolidation et autres	546 000 002	79 994 080	1 152 302 608	18 722 255	174 586 991	(1 162 083)
Selon les états financiers consolidés	68 431 550 240	16 596 774 735	4 436 642 912	1 463 963 766	2 194 363 187	32 632 186

ET PAR CATÉGORIE PRINCIPALE

le 31 mars 2008

Ventes et locations	Redevances	Recouvrements de dépenses des années précédentes	Divers	Total des recettes	Ministère
\$	\$	\$	\$	\$	
-	-	113 952	95	2 737 416	Affaires civiques et Immigration
-	-	51	-	56	Affaires intergouvernementales
4 329 434	-	7 488 273	325 684	736 607 052	Affaires municipales et Logement
258 723	-	64 624 651	541 685	167 480 602	Agriculture, Alimentation et Affaires rurales
121 694	-	72 196	1 288	208 901	Bureau de l'Assemblée législative
-	-	-	27	241	Bureau du Conseil des ministres
-	-	-	181 258	181 258	Bureau du directeur général des élections
-	-	-	-	-	Bureau du lieutenant-gouverneur
-	-	-	-	-	Bureau du vérificateur général
-	-	-	35	35	Cabinet du Premier ministre
-	-	2 768	390	2 254 752	Culture
523 192	1 975 560	64 194	705 392	4 653 328	Développement du Nord et Mines
-	3 313 144	2 623 419	1 793 653	7 769 604	Développement économique et du Commerce
358 383	-	9 870 591	54 993	86 043 294	Éducation
-	-	643 709	132 184	976 924	Énergie
98 420	-	186 238	14 602	46 183 929	Environnement
23 619 090	15 000 000	5 862 995	43 512 653	42 628 492 463	Finances
-	-	17 712 805	44 355 672	745 195 504	Formation, Collèges et Universités
-	-	-	-	1 533 099	Office des affaires francophones
-	-	22 382	69 114	91 496	Ombudsman Ontario
-	-	36 595	885	79 202	Petites Entreprises et Entrepreneuriat
505 446	-	1 671 572	72 800 911	272 572 847	Procureur général
-	-	4 432 841	-	7 324 180	Promotion de la santé
-	-	560 276	256 390	1 201 333	Recherche et Innovation
53 333 384	-	437 202	4 845 566	3 101 441 965	Renouvellement de l'infrastructure publique
-	-	2 668 378	8 596	40 417 970 409	Revenu
17 640 012	170 951 045	1 219 716	1 383 797	223 501 540	Richesses naturelles
(139 628)	-	149 056 079	(143 945)	254 806 221	Santé et Soins de longue durée
-	-	1 396 332	-	1 396 367	Secrétariat des affaires autochtones de l'Ontario
-	-	-	-	-	Secrétariat du nouveau démocratique
642 593	668 416	5 198 158	1 132 845	345 628 780	Sécurité communautaire et Services correctionnels
8 125	-	16 473 374	13 506	190 023 070	Services à l'enfance et à la jeunesse
4 177 541	-	39 609 571	4 837 711	672 962 217	Services gouvernementaux
43 907	-	18 741 956	4 629 580	897 798 826	Services sociaux et communautaires
15 261	-	-	(600)	3 390 981	Tourisme
9 623 607	9 571	50 125 679	216 214	1 163 279 870	Transports
78 287	-	7 301 924	501 493	99 240 169	Travail
115 237 471	191 917 736	408 217 877	182 171 674	92 083 027 931	Total avant la consolidation
438 207 113	1 029 609	-	2 629 582 223	5 039 262 798	Redressements de consolidation et autres
553 444 584	192 947 345	408 217 877	2 811 753 897	97 122 290 729	Selon les états financiers consolidés

SOMMAIRE DES DÉPENSES PAR MINISTÈRE ET
pour l'exercice clos

Ministère	Traitements et salaires	Avantages sociaux	Transports et communications	Services	Fournitures et matériel
	\$	\$	\$	\$	\$
Affaires civiques et Immigration	23 467 741	3 201 152	1 664 153	17 868 379	973 692
Affaires intergouvernementales	4 534 889	578 691	271 904	1 698 109	208 840
Affaires municipales et Logement	54 400 004	7 430 487	3 154 405	61 134 088	1 599 412
Agriculture, Alimentation et Affaires rurales	65 082 365	9 153 753	5 078 636	42 264 815	3 757 608
Bureau de l'Assemblée législative	69 912 011	15 826 392	6 641 998	32 034 560	9 402 366
Bureau du Conseil des ministres	10 468 216	1 086 899	352 671	1 947 327	282 148
Bureau du directeur général des élections	4 331 038	838 016	37 650	1 120 713	97 208
Bureau du lieutenant-gouverneur	672 295	72 616	46 695	285 799	79 329
Bureau du vérificateur général	8 316 994	1 575 785	397 196	2 890 536	469 394
Cabinet du Premier ministre	2 308 428	252 462	247 502	57 859	49 909
Culture	7 009 815	1 123 597	312 384	1 861 994	235 018
Développement du Nord et Mines	28 657 054	3 979 771	2 767 861	41 192 635	4 521 453
Développement économique et du Commerce	23 879 122	2 928 835	2 834 456	39 958 042	1 276 322
Éducation	106 024 582	13 988 116	12 274 225	85 146 614	9 984 856
Énergie	11 193 068	1 272 635	518 510	14 951 696	436 274
Environnement	146 956 068	20 355 401	6 477 313	93 512 004	14 420 621
Finances	67 875 796	11 736 564	10 958 910	112 055 207	11 609 295
Formation, Collèges et Universités	77 310 081	10 542 520	5 609 571	46 773 397	2 344 067
Office des affaires francophones	1 738 309	178 845	183 633	2 541 005	182 373
Ombudsman Ontario	5 894 900	1 300 800	338 700	1 386 700	783 300
Petites Entreprises et Entrepreneuriat	7 662 835	897 462	640 958	9 540 566	307 558
Procureur général	575 243 312	66 391 199	26 538 977	260 023 936	25 434 019
Promotion de la santé	10 592 535	1 233 388	1 003 573	17 789 181	668 788
Recherche et Innovation	9 732 352	1 163 577	755 712	5 225 455	548 332
Renouvellement de l'infrastructure publique	13 418 121	1 503 285	653 323	161 184 992	428 121
Revenu	171 008 011	31 304 198	10 331 360	28 902 892	5 500 564
Richesses naturelles	192 467 300	29 158 644	15 428 926	259 163 423	46 228 628
Santé et Soins de longue durée	365 210 005	60 186 622	39 290 115	281 832 200	77 583 577
Secrétariat des affaires autochtones de l'Ontario	7 202 822	758 637	774 341	8 176 948	1 038 496
Secrétariat du renouveau démocratique	1 882 981	136 765	245 997	1 051 652	63 192
Sécurité communautaire et Services correctionnels	1 170 003 859	158 183 696	52 891 451	323 708 517	177 487 307
Services à l'enfance et à la jeunesse	168 464 777	26 810 742	8 255 237	52 916 725	10 255 453
Services gouvernementaux	352 381 381	812 342 900	56 400 100	176 172 211	47 732 918
Services sociaux et communautaires	280 070 577	56 655 653	48 288 140	74 974 209	15 603 635
Tourisme	11 331 872	1 503 156	567 591	9 757 074	1 916 073
Transports	190 170 851	31 159 340	12 283 200	370 338 347	76 560 826
Travail	94 130 399	12 586 479	7 420 802	37 027 157	4 437 112
	4 341 006 766	1 399 399 080	341 938 176	2 678 466 964	554 508 084
Reclassification des dépenses**	91 265 628	9 795 675	43 195 737	(148 226 756)	3 969 716
Total avant la consolidation	4 432 272 394	1 409 194 755	385 133 913	2 530 240 208	558 477 800
Redressements de consolidation et autres	697 493 464	434 360 528	99 938 571	560 598 342	366 042 430
Selon les états financiers consolidés	5 129 765 858	1 843 555 283	485 072 484	3 090 838 550	924 520 230

*On trouvera (p. iii-v) un exposé de la classification par catégorie des dépenses. Les charges législatives ont été affectées aux postes correspondants.

Le recouvrement des charges par compte type est ramené à la valeur nette au niveau des ministères de façon à refléter la structure du budget des dépenses.

**Les charges sont reclassées pour les recouvrements liés à ce qui suit : Services juridiques détachés (ministère du Procureur général), Services d'information et de technologie de l'information (ministères des Education et Transports) et Admin. du ministère, Services d'information et de technologie de l'information et Services communs de l'Ontario (ministère des services gouvernementaux).

1. Les charges totales-Trésor désignent les charges assujetties aux affectations de crédits selon la structure des ministères qui existait au moment où le budget des dépenses de 2007-2008 a été publié.

2. Les rajustements faits à la suite de la reclassification des ministères visent à reclasser les charges en fonction de la nouvelle structure des ministères.

PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES*

le 31 mars 2008

Paiements de transfert	Autres opérations	Total avant la consolidation ¹	Redressements de consolidation et autres	Selon les états financiers consolidés	Ministère
\$	\$	\$	\$	\$	
95 000 012	-	142 175 129	(48 269 465)	93 905 664	Affaires civiles et Immigration
6 868 539	-	14 160 972	-	14 160 972	Affaires intergouvernementales
820 592 450	2 064 600	950 375 446	(105 895 650)	844 479 796	Affaires municipales et Logement
832 922 547	-	958 259 724	126 599 022	1 084 858 746	Agriculture, Alimentation et Affaires rurales
202 000	-	134 019 327	(3 347 239)	130 672 088	Bureau de l'Assemblée législative
-	-	14 137 261	-	14 137 261	Bureau du Conseil des ministres
-	98 062 225	104 486 850	(344 974)	104 141 876	Bureau du directeur général des élections
-	150 800	1 307 534	-	1 307 534	Bureau du lieutenant-gouverneur
50 000	-	13 699 905	(594 759)	13 105 146	Bureau du vérificateur général
-	-	2 916 160	-	2 916 160	Cabinet du Premier ministre
348 918 957	-	359 461 765	43 578 658	403 040 423	Culture
128 412 597	161 718 628	371 249 999	(25 701 746)	345 548 253	Développement du Nord et Mines
369 092 029	518 020	440 486 826	8 720 002	449 206 828	Développement économique et du Commerce
12 335 572 993	18 977 538	12 581 968 924	36 091 134	12 618 060 058	Éducation
48 756 880	-	77 129 063	208 671 540	285 800 603	Énergie
53 968 686	8 393 404	344 083 497	4 999 999	349 083 496	Environnement
2 136 153 774	8 202 237 545	10 552 627 091	1 806 885 081	12 359 512 172	Finances
6 630 308 229	25 701 332	6 798 589 197	(316 298 714)	6 482 290 483	Formation, Collèges et Universités
124 000	-	4 948 165	-	4 948 165	Office des affaires francophones
-	-	9 704 400	(384 591)	9 319 809	Ombudsman Ontario
12 384 395	21 748	31 455 522	-	31 455 522	Petites Entreprises et Entrepreneurat
479 473 224	170 208 714	1 603 313 381	48 955 400	1 652 268 781	Procureur général
341 012 580	95 000	372 395 045	(8 682 877)	363 712 168	Promotion de la santé
396 569 994	-	413 995 422	(26 160 486)	387 834 936	Recherche et Innovation
482 884 664	83 249 400	743 321 906	(188 294 586)	555 027 320	Renouvellement de l'infrastructure publique
254 052 735	53 141 333	554 241 093	-	554 241 093	Revenu
117 862 560	14 426 770	674 736 251	122 054 691	796 790 942	Richesses naturelles
37 169 977 096	10 822 304	38 004 901 919	(200 808 511)	37 804 093 408	Santé et Soins de longue durée
14 739 187	201 000 000	233 690 431	-	233 690 431	Secrétariat des affaires autochtones de l'Ontario
-	-	3 380 587	-	3 380 587	Secrétariat du renouveau démocratique
123 692 785	10 436 202	2 016 403 817	(13 518 209)	2 002 885 608	Sécurité communautaire et Services correctionnels
3 498 152 954	40 423 583	3 805 279 471	(88 770 992)	3 716 508 479	Services à l'enfance et à la jeunesse
112 200	11 167 186	1 456 308 896	(37 726 799)	1 418 582 097	Services gouvernementaux
7 067 554 454	20 639 638	7 563 786 306	(15 534 274)	7 548 252 032	Services sociaux et communautaires
156 503 282	-	181 579 048	52 153 616	233 732 664	Tourisme
2 451 912 620	405 390 692	3 537 815 876	(98 674 998)	3 439 140 878	Transports
46 000	-	155 647 949	14 550 300	170 198 249	Travail
76 373 874 423	9 538 846 662	95 228 040 155	1 294 250 573	96 522 290 728	
-	-	-	-	-	Reclassification des dépenses**
76 373 874 423	9 538 846 662	95 228 040 155	1 294 250 573	96 522 290 728	Total avant la consolidation
(2 499 360 300)	1 635 177 538				Redressements de consolidation et autres
73 874 514 123	11 174 024 200			96 522 290 728	Selon les états financiers consolidés

SOMMAIRE DES DÉPENSES PAR MINISTÈRE ET

pour l'exercice clos

Ministère	Traitements et salaires	Avantages sociaux	Transports et communications	Services
	\$	\$	\$	\$
Affaires civiles et Immigration	23 467 741	3 201 152	1 664 153	17 868 379
Affaires intergouvernementales	4 534 889	578 691	271 904	1 698 109
Affaires municipales et Logement	54 400 004	7 430 487	3 154 405	61 134 088
Agriculture, Alimentation et Affaires rurales	65 082 365	9 153 753	5 078 636	41 773 267
Bureau de l'Assemblée législative	69 912 011	15 826 392	6 641 998	32 034 560
Bureau du Conseil des ministres	10 468 216	1 086 899	352 671	1 947 327
Bureau du directeur général des élections	4 331 038	838 016	37 650	1 120 713
Bureau du lieutenant-gouverneur	672 295	72 616	46 695	285 799
Bureau du vérificateur général	8 316 994	1 575 785	397 196	2 890 536
Cabinet du Premier ministre	2 308 428	252 462	247 502	57 859
Culture	7 009 815	1 123 597	312 384	1 861 994
Développement du Nord et Mines	28 657 054	3 979 771	2 751 129	19 974 076
Développement économique et du Commerce	23 879 122	2 928 835	2 834 456	39 958 042
Éducation	106 024 582	13 988 116	12 274 225	85 146 614
Énergie	11 193 068	1 272 635	518 510	14 951 696
Environnement	146 956 068	20 355 401	6 477 313	93 512 004
Finances	67 875 796	11 736 564	10 958 910	112 055 207
Formation, Collèges et Universités	77 310 081	10 542 520	5 609 571	46 773 397
Office des affaires francophones	1 738 309	178 845	183 633	2 541 005
Ombudsman Ontario	5 894 900	1 300 800	338 700	1 386 700
Petites Entreprises et Entrepreneurat	7 662 835	897 462	640 958	9 540 566
Procureur général	575 243 312	66 391 199	26 538 977	260 023 936
Promotion de la santé	10 592 535	1 233 388	1 003 573	17 789 181
Recherche et Innovation	9 732 352	1 163 577	755 712	5 225 455
Renouvellement de l'infrastructure publique	13 418 121	1 503 285	653 323	66 505 723
Revenu	171 008 011	31 304 198	10 331 360	28 902 892
Richesses naturelles	192 467 300	29 158 644	14 849 817	226 717 433
Santé et Soins de longue durée	365 210 005	60 186 622	39 290 115	281 832 200
Secrétariat des affaires autochtones de l'Ontario	7 202 822	758 637	774 341	8 176 948
Secrétariat du nouveau démocratique	1 882 981	136 765	245 997	1 051 652
Sécurité communautaire et Services correctionnels	1 170 003 859	158 183 696	52 891 451	277 976 894
Services à l'enfance et à la jeunesse	168 464 777	26 810 742	8 255 237	52 916 725
Services gouvernementaux	352 381 381	812 342 900	56 280 427	155 009 196
Services sociaux et communautaires	280 070 577	56 655 653	48 288 140	74 974 209
Tourisme	11 331 872	1 503 156	567 591	5 065 792
Transports	142 459 779	22 410 053	9 498 381	297 407 684
Travail	94 130 399	12 586 479	7 420 802	37 027 157
	4 293 295 694	1 390 649 793	338 437 843	2 385 115 015
Reclassification des dépenses**	91 265 628	9 795 675	43 195 737	(148 226 756)
Total avant la consolidation	4 384 561 322	1 400 445 468	381 633 580	2 236 888 259

*On trouvera (p. iii-v) un exposé de la classification par catégorie des dépenses. Les charges législatives ont été affectées aux postes correspondants.

Le recouvrement des charges par compte type est ramené à la valeur nette au niveau des ministères de façon à refléter la structure du budget des dépenses.

**Les charges sont reclassées pour les recouvrements liés à ce qui suit : Services juridiques détachés (ministère du Procureur général), Services

d'information et de technologie de l'information (ministères des Éducation et Transports) et Admin. du ministère, Services d'information

et de technologie de l'information et Services communs de l'Ontario (ministère des services gouvernementaux).

1. Les charges totales-Trésor désignent les charges assujetties aux affectations de crédits selon la structure des ministères qui existait au moment où le budget des dépenses de 2007-2008 a été publié.

2. Les rajustements faits à la suite de la reclassification des ministères visent à reclasser les charges en fonction de la nouvelle structure des ministères.

PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES - FONCTIONNEMENT*

le 31 mars 2008

Fournitures et matériel	Paiements de transfert	Autres opérations	Total avant la consolidation ¹	Ministère
\$	\$	\$	\$	
973 692	95 000 012	-	142 175 129	Affaires civiles et Immigration
208 840	6 868 539	-	14 160 972	Affaires intergouvernementales
1 599 412	624 519 510	75 000	752 312 906	Affaires municipales et Logement
3 757 608	640 642 544	-	765 488 173	Agriculture, Alimentation et Affaires rurales
9 402 366	202 000	-	134 019 327	Bureau de l'Assemblée législative
282 148	-	-	14 137 261	Bureau du Conseil des ministres
97 208	-	98 062 225	104 486 850	Bureau du directeur général des élections
79 329	-	150 800	1 307 534	Bureau du lieutenant-gouverneur
469 394	50 000	-	13 699 905	Bureau du vérificateur général
49 909	-	-	2 916 160	Cabinet du Premier ministre
235 018	324 666 285	-	335 209 093	Culture
3 546 377	85 423 489	1 006 754	145 338 650	Développement du Nord et Mines
1 276 322	340 312 029	518 020	411 706 826	Développement économique et du Commerce
9 984 856	12 335 572 993	1 907 814	12 564 899 200	Éducation
436 274	48 756 880	-	77 129 063	Énergie
14 420 621	21 274 972	-	302 996 379	Environnement
11 609 295	987 168 119	8 202 237 545	9 403 641 436	Finances
2 344 067	5 745 034 184	25 701 332	5 913 315 152	Formation, Collèges et Universités
182 373	124 000	-	4 948 165	Office des affaires francophones
783 300	-	-	9 704 400	Ombudsman Ontario
307 558	12 384 395	21 748	31 455 522	Petites Entreprises et Entrepreneurat
25 434 019	479 473 224	44 149 012	1 477 253 679	Procureur général
668 788	331 767 982	95 000	363 150 447	Promotion de la santé
548 332	272 120 311	-	289 545 739	Recherche et Innovation
428 121	-	-	82 508 573	Renouvellement de l'infrastructure publique
5 500 564	254 052 735	53 141 333	554 241 093	Revenu
28 660 085	104 720 534	11 828 169	608 401 982	Richesses naturelles
77 583 577	36 499 704 996	600 000	37 324 407 515	Santé et Soins de longue durée
1 038 496	11 039 187	201 000 000	229 990 431	Secrétariat des affaires autochtones de l'Ontario
63 192	-	-	3 380 587	Secrétariat du renouveau démocratique
174 889 045	123 692 785	10 436 202	1 968 073 932	Sécurité communautaire et Services correctionnels
10 255 453	3 473 634 535	-	3 740 337 469	Services à l'enfance et à la jeunesse
47 704 454	112 200	11 167 186	1 434 997 744	Services gouvernementaux
15 603 635	7 015 778 848	18 140 245	7 509 511 307	Services sociaux et communautaires
1 137 100	107 726 339	-	127 331 850	Tourisme
55 908 289	568 708 966	300 000	1 096 693 152	Transports
4 437 112	46 000	-	155 647 949	Travail
511 906 229	70 510 578 593	8 680 538 385	88 110 521 552	
3 969 716	-	-	-	Reclassification des dépenses**
515 875 945	70 510 578 593	8 680 538 385	88 110 521 552	Total avant la consolidation

SOMMAIRE DES DÉPENSES PAR MINISTÈRE ET

pour l'exercice clos

Ministère	Traitements et salaires	Avantages sociaux	Transports et communications	Services
	\$	\$	\$	\$
Affaires civiles et Immigration	-	-	-	-
Affaires municipales et Logement	-	-	-	-
Agriculture, Alimentation et Affaires rurales	-	-	-	491 548
Culture	-	-	-	-
Développement du Nord et Mines	-	-	16 732	21 218 559
Développement économique et du Commerce	-	-	-	-
Éducation	-	-	-	-
Environnement	-	-	-	-
Finances	-	-	-	-
Formation, Collèges et Universités	-	-	-	-
Petites Entreprises et Entrepreneuriat	-	-	-	-
Procureur général	-	-	-	-
Promotion de la santé	-	-	-	-
Recherche et Innovation	-	-	-	-
Renouvellement de l'infrastructure publique	-	-	-	94 679 269
Revenu	-	-	-	-
Richesses naturelles	-	-	579 109	32 445 990
Santé et Soins de longue durée	-	-	-	-
Secrétariat des affaires autochtones de l'Ontario	-	-	-	-
Sécurité communautaire et Services correctionnels	-	-	-	45 731 623
Services à l'enfance et à la jeunesse	-	-	-	-
Services gouvernementaux	-	-	119 673	21 163 015
Services sociaux et communautaires	-	-	-	-
Tourisme	-	-	-	4 691 282
Transports	47 711 072	8 749 287	2 784 819	72 930 663
Total avant la consolidation	47 711 072	8 749 287	3 500 333	293 351 949

*On trouvera (p. iii-v) un exposé de la classification par catégorie des dépenses. Les charges législatives ont été affectées aux postes correspondants.

Le recouvrement des charges par compte type est ramené à la valeur nette au niveau des ministères de façon à refléter la structure du budget des dépenses.

1. Les charges totales-Trésor désignent les charges assujetties aux affectations de crédits selon la structure des ministères qui existait au moment où le budget des dépenses de 2007-2008 a été publié.

PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES - IMMOBILISATIONS*

le 31 mars 2008

Fournitures et matériel	Paiements de transfert	Autres opérations	Total avant la consolidation ¹	Ministère
\$	\$	\$	\$	
-	-	-	-	Affaires civiques et Immigration
-	196 072 940	1 989 600	198 062 540	Affaires municipales et Logement
-	192 280 003	-	192 771 551	Agriculture, Alimentation et Affaires rurales
-	24 252 672	-	24 252 672	Culture
975 076	42 989 108	160 711 874	225 911 349	Développement du Nord et Mines
-	28 780 000	-	28 780 000	Développement économique et du Commerce
-	-	17 069 724	17 069 724	Éducation
-	32 693 714	8 393 404	41 087 118	Environnement
-	1 148 985 655	-	1 148 985 655	Finances
-	885 274 045	-	885 274 045	Formation, Collèges et Universités
-	-	-	-	Petites Entreprises et Entrepreneurat
-	-	126 059 702	126 059 702	Procureur général
-	9 244 598	-	9 244 598	Promotion de la santé
-	124 449 683	-	124 449 683	Recherche et Innovation
-	482 884 664	83 249 400	660 813 333	Renouvellement de l'infrastructure publique
-	-	-	-	Revenu
17 568 543	13 142 026	2 598 601	66 334 269	Richesses naturelles
-	670 272 100	10 222 304	680 494 404	Santé et Soins de longue durée
-	3 700 000	-	3 700 000	Secrétariat des affaires autochtones de l'Ontario
2 598 262	-	-	48 329 885	Sécurité communautaire et Services correctionnels
-	24 518 419	40 423 583	64 942 002	Services à l'enfance et à la jeunesse
28 464	-	-	21 311 152	Services gouvernementaux
-	51 775 606	2 499 393	54 274 999	Services sociaux et communautaires
778 973	48 776 943	-	54 247 198	Tourisme
20 652 537	1 883 203 654	405 090 692	2 441 122 724	Transports
42 601 855	5 863 295 830	858 308 277	7 117 518 603	Total avant la consolidation

Fonds ontarien d'initiative**Pour l'exercice clos le 31 mars 2008**

Pour l'exercice se terminant le 31 mars	2008	2007

Fonds ontarien d'initiative

Contribution d'ontariens ¹	\$ 135 947	\$ 157 359

	\$ 135 947	\$ 157 359

1. Représente les fonds versés à la province de l'Ontario pour la réduction du déficit et de la dette.

section 2

États financiers des ministères

SOMMAIRE DES CRÉDITS AUTORISÉS POUR DES DÉPENSES ET ACTIFS - FONCTIONNEMENT ET IMMOBILISATIONS

Pour l'exercice clos le 31 mars 2008

CRÉDITS AUTORISÉS						
DÉPENSES				ACTIFS		
Ministère	Votés	Législatifs	Total	Votés	Législatifs	Total
	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Affaires civiles et Immigration	142 701 300	78 540	142 779 840	-	-	-
Affaires intergouvernementales	14 999 900	62 699	15 062 599	-	-	-
Affaires municipales et Logement	964 557 000	153 540	964 710 540	100 000	200 000	300 000
Agriculture, Alimentation et Affaires rurales	975 281 900	110 540	975 392 440	4 100 000	11 800 000	15 900 000
Bureau de l'Assemblée législative	143 714 900	-	143 714 900	-	-	-
Bureau du Conseil des ministres	14 401 300	-	14 401 300	-	-	-
Bureau du directeur général des élections	7 914 900	-	7 914 900	-	-	-
Bureau du lieutenant-gouverneur	1 310 200	-	1 310 200	-	-	-
Bureau du vérificateur général	14 920 600	387 000	15 307 600	-	-	-
Cabinet du Premier ministre	2 852 800	103 686	2 956 486	-	-	-
Culture	360 606 100	62 699	360 668 799	-	-	-
Développement du Nord et Mines	216 507 600	159 637 199	376 144 799	499 802 000	-	499 802 000
Développement économique et du Commerce	448 354 900	2 063 699	450 418 599	127 575 500	-	127 575 500
Éducation	12 266 614 700	349 062 699	12 615 677 399	750 000	-	750 000
Énergie	79 832 300	62 699	79 894 999	-	-	-
Environnement	344 776 800	64 699	344 841 499	-	-	-
Finances	3 812 718 100	7 926 064 699	11 738 782 799	-	-	-
Formation, Collèges et Universités	6 790 734 300	41 750 699	6 832 484 999	302 750 000	-	302 750 000
Office des affaires francophones	4 962 000	-	4 962 000	-	-	-
Ombudsman Ontario	9 704 400	-	9 704 400	-	-	-
Petites Entreprises et Entrepreneurat	31 846 900	63 699	31 910 599	1 000	-	1 000
Procureur général	1 575 758 300	4 764 699	1 580 522 999	761 000	-	761 000
Promotion de la santé	377 588 000	78 540	377 666 540	500 000	-	500 000
Recherche et Innovation	414 832 400	16 841	414 849 241	8 263 000	-	8 263 000
Renouvellement de l'infrastructure publique	761 598 000	206 699	761 804 699	761 300	-	761 300
Revenu	508 331 500	58 046 958	566 378 458	5 275 000	-	5 275 000
Richesses naturelles	673 374 300	5 458 799	678 833 099	33 829 400	-	33 829 400
Santé et Soins de longue durée	38 057 971 500	834 381	38 058 805 881	93 893 500	-	93 893 500
Secrétariat des affaires autochtones de l'Ontario	34 696 500	-	34 696 500	-	-	-
Secrétariat du renouveau démocratique	3 550 900	-	3 550 900	-	-	-
Sécurité communautaire et Services correctionnels	2 023 726 300	131 540	2 023 857 840	16 000	-	16 000
Services à l'enfance et à la jeunesse	3 813 912 400	62 699	3 813 975 099	2 100 000	-	2 100 000
Services gouvernementaux	1 456 034 100	13 882 699	1 469 916 799	11 001 000	-	11 001 000
Services sociaux et communautaires	7 587 701 400	15 278 540	7 602 979 940	22 630 600	-	22 630 600
Tourisme	182 108 600	62 699	182 171 299	-	-	-
Transports	3 170 678 000	444 855 099	3 615 533 099	1 087 369 800	-	1 087 369 800
Travail	160 589 400	63 699	160 653 099	-	-	-
Total des ministères	87 451 764 500	9 023 472 688	96 475 237 188	2 201 479 100	12 000 000	2 213 479 100

SOMMAIRE DES DÉPENSES RÉELLES ET ACTIFS - FONCTIONNEMENT ET IMMOBILISATIONS

Pour l'exercice clos le 31 mars 2008

DÉPENSES RÉELLES						
DÉPENSES				ACTIFS		
Ministère	Votés	Législatifs	Total	Votés	Législatifs	Total
	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Affaires civiles et Immigration	142 100 591	74 538	142 175 129	-	-	-
Affaires intergouvernementales	14 123 975	36 997	14 160 972	-	-	-
Affaires municipales et Logement	950 220 259	155 187	950 375 446	-	-	-
Agriculture, Alimentation et Affaires rurales	958 186 363	73 361	958 259 724	2 157 056	7 491 900	9 648 956
Bureau de l'Assemblée législative	134 019 327	-	134 019 327	-	-	-
Bureau du Conseil des ministres	14 137 261	-	14 137 261	-	-	-
Bureau du directeur général des élections	6 762 333	97 724 517	104 486 850	-	-	-
Bureau du lieutenant-gouverneur	1 307 534	-	1 307 534	-	-	-
Bureau du vérificateur général	13 355 686	344 219	13 699 905	-	-	-
Cabinet du Premier ministre	2 811 599	104 561	2 916 160	-	-	-
Culture	359 401 751	60 014	359 461 765	-	-	-
Développement du Nord et Mines	212 316 731	158 933 268	371 249 999	496 662 205	-	496 662 205
Développement économique et du Commerce	439 898 322	588 504	440 486 826	51 958 415	-	51 958 415
Éducation	12 238 376 830	343 592 094	12 581 968 924	-	-	-
Énergie	77 065 049	64 014	77 129 063	-	-	-
Environnement	344 019 483	64 014	344 083 497	-	-	-
Finances	2 772 325 532	7 780 301 559	10 552 627 091	-	-	-
Formation, Collèges et Universités	6 772 823 851	25 765 346	6 798 589 197	256 687 747	-	256 687 747
Office des affaires francophones	4 948 165	-	4 948 165	-	-	-
Ombudsman Ontario	9 704 400	-	9 704 400	-	-	-
Petites Entreprises et Entrepreneurat	31 400 855	54 667	31 455 522	-	-	-
Procureur général	1 559 100 355	44 213 026	1 603 313 381	-	-	-
Promotion de la santé	372 226 684	168 361	372 395 045	500 000	-	500 000
Recherche et Innovation	413 959 058	36 364	413 995 422	1 657 388	-	1 657 388
Renouvellement de l'infrastructure publique	743 257 892	64 014	743 321 906	-	-	-
Revenu	501 046 898	53 194 195	554 241 093	-	-	-
Richesses naturelles	660 582 909	14 153 342	674 736 251	32 013 053	-	32 013 053
Santé et Soins de longue durée	38 003 233 811	1 668 108	38 004 901 919	66 919 004	-	66 919 004
Secrétariat des affaires autochtones de l'Ontario	32 663 414	201 027 017	233 690 431	-	-	-
Secrétariat du renouveau démocratique	3 380 587	-	3 380 587	-	-	-
Sécurité communautaire et Services correctionnels	2 005 887 429	10 516 388	2 016 403 817	-	-	-
Services à l'enfance et à la jeunesse	3 805 224 804	54 667	3 805 279 471	-	-	-
Services gouvernementaux	1 446 782 045	9 526 851	1 456 308 896	10 983 831	-	10 983 831
Services sociaux et communautaires	7 545 577 569	18 208 737	7 563 786 306	22 626 600	-	22 626 600
Tourisme	181 515 034	64 014	181 579 048	-	-	-
Transports	3 537 452 171	363 705	3 537 815 876	1 076 263 002	-	1 076 263 002
Travail	155 583 935	64 014	155 647 949	-	-	-
Total des ministères	86 466 780 492	8 761 259 663	95 228 040 155	2 018 428 301	7 491 900	2 025 920 201

SOMMAIRE DES CRÉDITS AUTORISÉS POUR DES DÉPENSES ET ACTIFS - FONCTIONNEMENT

Pour l'exercice clos le 31 mars 2008

CRÉDITS AUTORISÉS						
DÉPENSES				ACTIFS		
Ministère	Votés	Législatifs	Total	Votés	Législatifs	Total
	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Affaires civiles et Immigration	142 701 300	78 540	142 779 840	-	-	-
Affaires intergouvernementales	14 999 900	62 699	15 062 599	-	-	-
Affaires municipales et Logement	762 199 700	153 540	762 353 240	100 000	200 000	300 000
Agriculture, Alimentation et Affaires rurales	782 141 300	110 540	782 251 840	4 100 000	11 800 000	15 900 000
Bureau de l'Assemblée législative	143 714 900	-	143 714 900	-	-	-
Bureau du Conseil des ministres	14 401 300	-	14 401 300	-	-	-
Bureau du directeur général des élections	7 914 900	-	7 914 900	-	-	-
Bureau du lieutenant-gouverneur	1 310 200	-	1 310 200	-	-	-
Bureau du vérificateur général	14 920 600	387 000	15 307 600	-	-	-
Cabinet du Premier ministre	2 852 800	103 686	2 956 486	-	-	-
Culture	335 615 900	62 699	335 678 599	-	-	-
Développement du Nord et Mines	147 944 300	1 774 699	149 718 999	20 002 000	-	20 002 000
Développement économique et du Commerce	419 574 900	2 063 699	421 638 599	127 575 500	-	127 575 500
Éducation	12 249 544 700	349 062 699	12 598 607 399	750 000	-	750 000
Énergie	79 832 300	62 699	79 894 999	-	-	-
Environnement	303 353 800	64 699	303 418 499	-	-	-
Finances	1 812 718 100	7 926 064 699	9 738 782 799	-	-	-
Formation, Collèges et Universités	5 905 354 900	41 750 699	5 947 105 599	302 750 000	-	302 750 000
Office des affaires francophones	4 962 000	-	4 962 000	-	-	-
Ombudsman Ontario	9 704 400	-	9 704 400	-	-	-
Petites Entreprises et Entrepreneuriat	31 846 900	63 699	31 910 599	1 000	-	1 000
Procureur général	1 444 485 900	4 764 699	1 449 250 599	761 000	-	761 000
Promotion de la santé	366 343 800	78 540	366 422 340	500 000	-	500 000
Recherche et Innovation	290 382 400	16 841	290 399 241	8 263 000	-	8 263 000
Renouvellement de l'infrastructure publique	84 539 700	206 699	84 746 399	761 300	-	761 300
Revenu	508 331 500	58 046 958	566 378 458	5 275 000	-	5 275 000
Richesses naturelles	606 810 500	2 465 699	609 276 199	7 300 000	-	7 300 000
Santé et Soins de longue durée	37 376 376 200	834 381	37 377 210 581	93 893 500	-	93 893 500
Secrétariat des affaires autochtones de l'Ontario	30 996 500	-	30 996 500	-	-	-
Secrétariat du nouveau démocratique	3 550 900	-	3 550 900	-	-	-
Sécurité communautaire et Services correctionnels	1 975 109 300	131 540	1 975 240 840	16 000	-	16 000
Services à l'enfance et à la jeunesse	3 747 365 900	62 699	3 747 428 599	2 100 000	-	2 100 000
Services gouvernementaux	1 433 832 500	13 882 699	1 447 715 199	11 001 000	-	11 001 000
Services sociaux et communautaires	7 533 426 400	15 278 540	7 548 704 940	22 630 600	-	22 630 600
Tourisme	127 538 200	62 699	127 600 899	-	-	-
Transports	1 101 870 700	365 699	1 102 236 399	5 000	-	5 000
Travail	160 589 400	63 699	160 653 099	-	-	-
Total des ministères	79 979 158 900	8 418 127 688	88 397 286 588	607 784 900	12 000 000	619 784 900

SOMMAIRE DES DÉPENSES RÉELLES ET ACTIFS - FONCTIONNEMENT

Pour l'exercice clos le 31 mars 2008

DÉPENSES RÉELLES						
DÉPENSES				ACTIFS		
Ministère	Votés	Législatifs	Total	Votés	Législatifs	Total
	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Affaires civiles et Immigration	142 100 591	74 538	142 175 129	-	-	-
Affaires intergouvernementales	14 123 975	36 997	14 160 972	-	-	-
Affaires municipales et Logement	752 157 719	155 187	752 312 906	-	-	-
Agriculture, Alimentation et Affaires rurales	765 414 812	73 361	765 488 173	2 157 056	7 491 900	9 648 956
Bureau de l'Assemblée législative	134 019 327	-	134 019 327	-	-	-
Bureau du Conseil des ministres	14 137 261	-	14 137 261	-	-	-
Bureau du directeur général des élections	6 762 333	97 724 517	104 486 850	-	-	-
Bureau du lieutenant-gouverneur	1 307 534	-	1 307 534	-	-	-
Bureau du vérificateur général	13 355 686	344 219	13 699 905	-	-	-
Cabinet du Premier ministre	2 811 599	104 561	2 916 160	-	-	-
Culture	335 149 079	60 014	335 209 093	-	-	-
Développement du Nord et Mines	144 267 882	1 070 768	145 338 650	17 000 000	-	17 000 000
Développement économique et du Commerce	411 118 322	588 504	411 706 826	51 958 415	-	51 958 415
Éducation	12 221 307 106	343 592 094	12 564 899 200	-	-	-
Énergie	77 065 049	64 014	77 129 063	-	-	-
Environnement	302 932 365	64 014	302 996 379	-	-	-
Finances	1 623 339 877	7 780 301 559	9 403 641 436	-	-	-
Formation, Collèges et Universités	5 887 549 806	25 765 346	5 913 315 152	256 687 747	-	256 687 747
Office des affaires francophones	4 948 165	-	4 948 165	-	-	-
Ombudsman Ontario	9 704 400	-	9 704 400	-	-	-
Petites Entreprises et Entrepreneurat	31 400 855	54 667	31 455 522	-	-	-
Procureur général	1 433 040 653	44 213 026	1 477 253 679	-	-	-
Promotion de la santé	362 982 086	168 361	363 150 447	500 000	-	500 000
Recherche et Innovation	289 509 375	36 364	289 545 739	1 657 388	-	1 657 388
Renouvellement de l'infrastructure publique	82 444 559	64 014	82 508 573	-	-	-
Revenu	501 046 898	53 194 195	554 241 093	-	-	-
Richesses naturelles	596 509 799	11 892 183	608 401 982	5 573 545	-	5 573 545
Santé et Soins de longue durée	37 322 739 407	1 668 108	37 324 407 515	66 919 004	-	66 919 004
Secrétariat des affaires autochtones de l'Ontario	28 963 414	201 027 017	229 990 431	-	-	-
Secrétariat du nouveau démocratique	3 380 587	-	3 380 587	-	-	-
Sécurité communautaire et Services correctionnels	1 957 557 544	10 516 388	1 968 073 932	-	-	-
Services à l'enfance et à la jeunesse	3 740 282 802	54 667	3 740 337 469	-	-	-
Services gouvernementaux	1 425 470 893	9 526 851	1 434 997 744	10 983 831	-	10 983 831
Services sociaux et communautaires	7 491 302 570	18 208 737	7 509 511 307	22 626 600	-	22 626 600
Tourisme	127 267 836	64 014	127 331 850	-	-	-
Transports	1 096 329 447	363 705	1 096 693 152	-	-	-
Travail	155 583 935	64 014	155 647 949	-	-	-
Total des ministères	79 509 385 548	8 601 136 004	88 110 521 552	436 063 586	7 491 900	443 555 486

SOMMAIRE DES CRÉDITS AUTORISÉS POUR DES DÉPENSES ET ACTIFS - IMMOBILISATIONS

Pour l'exercice clos le 31 mars 2008

CRÉDITS AUTORISÉS						
DÉPENSES				ACTIFS		
Ministère	Votés	Législatifs	Total	Votés	Législatifs	Total
	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Affaires municipales et Logement	202 357 300	-	202 357 300	-	-	-
Agriculture, Alimentation et Affaires rurales	193 140 600	-	193 140 600	-	-	-
Culture	24 990 200	-	24 990 200	-	-	-
Développement du Nord et Mines	68 563 300	157 862 500	226 425 800	479 800 000	-	479 800 000
Développement économique et du Commerce	28 780 000	-	28 780 000	-	-	-
Éducation	17 070 000	-	17 070 000	-	-	-
Environnement	41 423 000	-	41 423 000	-	-	-
Finances	2 000 000 000	-	2 000 000 000	-	-	-
Formation, Collèges et Universités	885 379 400	-	885 379 400	-	-	-
Procureur général	131 272 400	-	131 272 400	-	-	-
Promotion de la santé	11 244 200	-	11 244 200	-	-	-
Recherche et Innovation	124 450 000	-	124 450 000	-	-	-
Renouvellement de l'infrastructure publique	677 058 300	-	677 058 300	-	-	-
Richesses naturelles	66 563 800	2 993 100	69 556 900	26 529 400	-	26 529 400
Santé et Soins de longue durée	681 595 300	-	681 595 300	-	-	-
Secrétariat des affaires autochtones de l'Ontario	3 700 000	-	3 700 000	-	-	-
Sécurité communautaire et Services correctionnels	48 617 000	-	48 617 000	-	-	-
Services à l'enfance et à la jeunesse	66 546 500	-	66 546 500	-	-	-
Services gouvernementaux	22 201 600	-	22 201 600	-	-	-
Services sociaux et communautaires	54 275 000	-	54 275 000	-	-	-
Tourisme	54 570 400	-	54 570 400	-	-	-
Transports	2 068 807 300	444 489 400	2 513 296 700	1 087 364 800	-	1 087 364 800
Total des ministères	7 472 605 600	605 345 000	8 077 950 600	1 593 694 200	-	1 593 694 200

SOMMAIRE DES DÉPENSES RÉELLES ET ACTIFS - IMMOBILISATIONS

Pour l'exercice clos le 31 mars 2008

DÉPENSES RÉELLES						
DÉPENSES				ACTIFS		
Ministère	Votés	Législatifs	Total	Votés	Législatifs	Total
	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Affaires municipales et Logement	198 062 540	-	198 062 540	-	-	-
Agriculture, Alimentation et Affaires rurales	192 771 551	-	192 771 551	-	-	-
Culture	24 252 672	-	24 252 672	-	-	-
Développement du Nord et Mines	68 048 849	157 862 500	225 911 349	479 662 205	-	479 662 205
Développement économique et du Commerce	28 780 000	-	28 780 000	-	-	-
Éducation	17 069 724	-	17 069 724	-	-	-
Environnement	41 087 118	-	41 087 118	-	-	-
Finance	1 148 985 655	-	1 148 985 655	-	-	-
Formation, Collèges et Universités	885 274 045	-	885 274 045	-	-	-
Procureur général	126 059 702	-	126 059 702	-	-	-
Promotion de la santé	9 244 598	-	9 244 598	-	-	-
Recherche et Innovation	124 449 683	-	124 449 683	-	-	-
Renouvellement de l'infrastructure publique	660 813 333	-	660 813 333	-	-	-
Richesses naturelles	64 073 110	2 261 159	66 334 269	26 439 508	-	26 439 508
Santé et Soins de longue durée	680 494 404	-	680 494 404	-	-	-
Secrétariat des affaires autochtones de l'Ontario	3 700 000	-	3 700 000	-	-	-
Sécurité communautaire et Services correctionnels	48 329 885	-	48 329 885	-	-	-
Services à l'enfance et à la jeunesse	64 942 002	-	64 942 002	-	-	-
Services gouvernementaux	21 311 152	-	21 311 152	-	-	-
Services sociaux et communautaires	54 274 999	-	54 274 999	-	-	-
Tourisme	54 247 198	-	54 247 198	-	-	-
Transports	2 441 122 724	-	2 441 122 724	1 076 263 002	-	1 076 263 002
Total des ministères	6 957 394 944	160 123 659	7 117 518 603	1 582 364 715	-	1 582 364 715

MINISTÈRE DES AFFAIRES CIVIQUES ET DE L'IMMIGRATION

EXERCICE 2007 – 2008

TABLE DES MATIÈRES

	PAGE
ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS	
SOMMAIRE	2-10
ADMINISTRATION DU MINISTÈRE	2-11
AFFAIRES CIVIQUES ET IMMIGRATION	2-13
DIRECTION GÉNÉRALE DE LA CONDITION FÉMININE DE L'ONTARIO	2-15
SECRÉTARIAT AUX AFFAIRES DES PERSONNES ÂGÉES DE L'ONTARIO	2-17
SERVICES RÉGIONAUX	2-19
DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L).....	2-12
ÉTAT DES RECETTES	2-21

MINISTÈRE DES AFFAIRES CIVIQUES ET DE L'IMMIGRATION
ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

2006 – 2007 Dépenses réelles	PROGRAMMES	2007 – 2008	
		Crédits autorisés	Dépenses réelles
\$		\$	\$
FONCTIONNEMENT			
22 521 420	Administration du ministère	21 268 440	20 837 181
91 750 728	Affaires civiles et immigration	93 194 600	93 170 037
19 285 308	Direction générale de la condition féminine de l'Ontario	17 695 200	17 565 438
3 870 819	Secrétariat aux affaires des personnes âgées de l'Ontario	3 848 200	3 833 436
6 408 102	Services régionaux	6 773 400	6 769 037
143 836 377	TOTAL (FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE	*142 779 840	142 175 129

* Y Compris le Mandats spéciaux de 42 201 100 \$

IMMOBILISATIONS

22 870 000	Immobilisations des Affaires civiles et immigration	0	0
22 870 000	TOTAL (IMMOBILISATIONS) DU MINISTÈRE	0	0

MINISTÈRE DES AFFAIRES CIVIQUES ET DE L'IMMIGRATION

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
601 FONCTIONNEMENT				PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE
1	19 477 200	1 712 700	21 189 900	Administration du ministère 20 762 643
L	46 858		46 858	Traitement versé au ministre en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> 35 366
L	31 682		31 682	Traitement versé aux adjoints parlementaires en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> 39 172
	* 19 555 740	1 712 700	21 268 440	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE 20 837 181

Description du programme :

Le programme d'administration du ministère met tout en œuvre pour réaliser les objectifs du ministère et du gouvernement en offrant des conseils stratégiques et des services de soutien essentiels (communications, ressources humaines, services en français, technologie de l'information et solutions technologiques, services juridiques et planification des ressources, affectation des tâches, etc). Le programme offre des services généraux à trois ministères (Affaires civiles et Immigration, Culture et Tourisme) et à l'Office des affaires francophones.

* Y Compris le Mandats spéciaux de 6 275 600 \$

MINISTÈRE DES AFFAIRES CIVIQUES ET DE L'IMMIGRATION

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE – CRÉDIT 601

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

\$		\$	
FONCTIONNEMENT			
Administration du ministère (Poste 1)			
Traitements et salaires.....	7 375 603		
Avantages sociaux.....	1 072 709		
Transports et communications.....	457 964		
Services	11 435 919		
Fournitures et matériel	420 448		

	20 762 643		

<i>Bureau principal</i>			
Traitements et salaires.....	1 426 190		
Avantages sociaux.....	186 487		
Transports et communications.....	86 919		
Services	125 890		
Fournitures et matériel	79 996		

	1 905 482		

<i>Services financiers et administratifs</i>			
Traitements et salaires.....	1 991 969		
Avantages sociaux.....	356 488		
Transports et communications.....	53 955		
Services	3 659 772		
Fournitures et matériel	145 114		

	6 207 298		

<i>Ressources humaines</i>			
Traitements et salaires.....	1 406 442		
Avantages sociaux.....	158 943		
Transports et communications.....	23 080		
Services	8 732		
Fournitures et matériel	26 574		

	1 623 771		

		<i>Services de communication</i>	
		Traitements et salaires.....	2 136 362
		Avantages sociaux	320 996
		Transports et communications.....	53 937
		Services	1 026 772
		Fournitures et matériel	74 256

			3 612 323

		<i>Analyse et planification</i>	
		Traitements et salaires.....	414 640
		Avantages sociaux	49 795
		Transports et communications.....	6 374
		Services	18 685
		Fournitures et matériel	8 362

			497 856

		<i>Services juridiques</i>	
		Transports et communications.....	22 943
		Services	2 131 097
		Fournitures et matériel	65 640

			2 219 680

		<i>Systèmes informatiques</i>	
		Transports et communications.....	210 756
		Services	4 464 971
		Fournitures et matériel	20 506

			4 696 233

		<i>Crédits législatifs</i>	
		Traitement versé au ministre en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	35 366
		Traitement versé aux adjoints parlementaires en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	39 172

			74 538

		TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE	20 837 181
			=====

MINISTÈRE DES AFFAIRES CIVIQUES ET DE L'IMMIGRATION

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
602				
FONCTIONNEMENT				
				PROGRAMME DES AFFAIRES CIVIQUES ET DE L'IMMIGRATION
1	94 730 700	(1 536 100)	93 194 600	Affaires civiles et immigration..... 93 170 037
				TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR
				LE PROGRAMME DES AFFAIRES
				CIVIQUES ET DE L'IMMIGRATION.....
	* 94 730 700	(1 536 100)	93 194 600	93 170 037
	=====	=====	=====	=====

Description du programme :

Le programme des Affaires civiles et de l'Immigration est responsable de l'immigration, de la diversité et des affaires civiles, y compris le bénévolat ainsi que les distinctions et les prix. La division travaille en partenariat avec d'autres paliers de gouvernement pour que les personnes qui immigreront en Ontario puissent participer pleinement à la vie socio-économique de la province, pour encourager davantage d'Ontariens et d'Ontariennes à faire du bénévolat dans leurs communautés et pour décerner des distinctions et prix provinciaux aux programmes qui reconnaissent la contribution de particuliers et de groupes de tous les horizons à leurs communautés et à la province.

* Y Compris le Mandats spéciaux de 25 441 800 \$

MINISTÈRE DES AFFAIRES CIVIQUES ET DE L'IMMIGRATION
PROGRAMME DES AFFAIRES CIVIQUES ET DE L'IMMIGRATION – CRÉDIT 602

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

	\$	\$
FONCTIONNEMENT		
Affaires civiles et immigration (Poste 1)		
Traitements et salaires.....		7 489 500
Avantages sociaux.....		997 845
Transports et communications.....		440 128
Services		4 568 897
Fournitures et matériel		288 958
Paiements de transfert		
Course de langues	48 612 831	
Formation en milieu de travail.....	18 486 100	
Subventions pour l'établissement		
et l'intégration	9 938 300	
Initiatives de bénévolat	2 347 478	
	-----	79 384 709

		93 170 037

TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR		
LE PROGRAMME DES AFFAIRES		
CIVILES ET DE L'IMMIGRATION		93 170 037
		=====

MINISTÈRE DES AFFAIRES CIVIQUES ET DE L'IMMIGRATION

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
603				
FONCTIONNEMENT				
				PROGRAMME DE LA DIRECTION GÉNÉRALE DE LA CONDITION FÉMININE DE L'ONTARIO
1	17 387 200	308 000	17 695 200	Direction générale de la condition féminine de l'Ontario 17 565 438
				TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DE LA DIRECTION GÉNÉRALE DE LA CONDITION FÉMININE DE L'ONTARIO.....
	* 17 387 200	308 000	17 695 200	17 565 438
	=====	=====	=====	=====

Description du programme :

La Direction générale de la condition féminine de l'Ontario travaille à prévenir la violence à l'égard des femmes et des enfants et encourage l'autonomie financière des femmes afin que les jeunes filles et les femmes puissent faire les choix judicieux qui leur permettront de réussir leur vie et leur carrière.

* Y Compris le Mandats spéciaux de 7 722 400 \$

MINISTÈRE DES AFFAIRES CIVIQUES ET DE L'IMMIGRATION
**PROGRAMME DE LA DIRECTION GÉNÉRALE DE LA
CONDITION FÉMININE DE L'ONTARIO – CRÉDIT 603**
**Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008**

	\$	\$
FONCTIONNEMENT		
Direction générale de la condition féminine de l'Ontario (Poste 1)		
Traitements et salaires.....		2 111 477
Avantages sociaux.....		250 572
Transports et communications.....		248 843
Services		1 004 429
Fournitures et matériel		66 572
Paiements de transfert		
Initiatives de prévention de la violence.....	6 768 923	
Initiatives de promotion de l'autonomie financière	7 114 622	
	-----	13 883 545

		17 565 438

TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DE LA DIRECTION GÉNÉRALE DE LA CONDITION FÉMININE DE L'ONTARIO		17 565 438
		=====

MINISTÈRE DES AFFAIRES CIVIQUES ET DE L'IMMIGRATION

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
604				
FONCTIONNEMENT				
				PROGRAMME DU SECRÉTARIAT AUX AFFAIRES DES PERSONNES ÂGÉES DE L'ONTARIO
1	2 514 500	1 333 700	3 848 200	Secrétariat aux affaires des personnes âgées de l'Ontario.....
				3 833 436
				TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DU SECRÉTARIAT AUX AFFAIRES DES PERSONNES ÂGÉES DE L'ONTARIO.....
	* 2 514 500	1 333 700	3 848 200	3 833 436

Description du programme :

Le Secrétariat aux affaires des personnes âgées de l'Ontario entreprend ou appuie les initiatives en matière de politique qui améliorent la qualité de vie des personnes âgées et les campagnes d'éducation du public visant les personnes âgées de l'Ontario.

* Y Compris le Mandats spéciaux de 687 500 \$

MINISTÈRE DES AFFAIRES CIVIQUES ET DE L'IMMIGRATION
**PROGRAMME DU SECRÉTARIAT AUX AFFAIRES DES
PERSONNES ÂGÉES DE L'ONTARIO – CRÉDIT 604**
**Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008**

\$

FONCTIONNEMENT

Secrétariat aux affaires des personnes
âgées de l'Ontario (Poste 1)

Traitements et salaires.....	1 292 066
Avantages sociaux.....	141 172
Transports et communications.....	104 828
Services	523 398
Fournitures et matériel.....	40 214
Paiements de transfert	
Initiatives du Secrétariat aux affaires	
des personnes âgées	1 731 758

	3 833 436

TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR	
LE PROGRAMME DU SECRÉTARIAT	
AUX AFFAIRES DES PERSONNES	
ÂGÉES DE L'ONTARIO	3 833 436
	=====

MINISTÈRE DES AFFAIRES CIVIQUES ET DE L'IMMIGRATION

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
605				
FONCTIONNEMENT				PROGRAMME DES SERVICES RÉGIONAUX
1	6 813 400	(40 000)	6 773 400	Services régionaux..... 6 769 037
				TOTAL (FONCTIONNEMENT)
				POUR LE PROGRAMME DES
				SERVICES RÉGIONAUX 6 769 037
	* 6 813 400	(40 000)	6 773 400	

Description du programme :

Les Services régionaux dispensent à l'échelon local et régional des programmes et services aux clients afin de soutenir le ministère des Affaires civiles et de l'Immigration, le ministère de la Culture, le ministère du Tourisme et la Direction des sports et des loisirs du ministère de la Promotion de la santé.

* Y Compris le Mandats spéciaux de 2 073 800 \$

MINISTÈRE DES AFFAIRES CIVIQUES ET DE L'IMMIGRATION

PROGRAMME DES SERVICES RÉGIONAUX – CRÉDIT 605

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

	\$
FONCTIONNEMENT	
Services régionaux (Poste 1)	
Traitements et salaires.....	5 124 556
Avantages sociaux.....	738 854
Transports et communications.....	412 390
Services	335 737
Fournitures et matériel	157 500

	6 769 037

TOTAL (FONCTIONNEMENT)	
POUR LE PROGRAMME DES	
SERVICES RÉGIONAUX	6 769 037
	=====

MINISTÈRE DES AFFAIRES CIVIQUES ET DE L'IMMIGRATION

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

	2008 \$	2007 \$
GOUVERNEMENT DU CANADA		
Accord d'immigration	2 384 883	(637 980)
	-----	-----
REMBOURSEMENTS DE DÉPENSES	15 000	0
	-----	-----
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS	223 486	513
	-----	-----
RECOUVREMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES	113 952	219 645
	-----	-----
DIVERS	95	0
	-----	-----
TOTAL DES RECETTES DU MINISTÈRE	2 737 416	(417 822)
	=====	=====

MINISTÈRE DES AFFAIRES INTERGOUVERNEMENTALES

EXERCICE 2007 – 2008

TABLE DES MATIÈRES

	PAGE
ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS	
SOMMAIRE.....	2-24
ADMINISTRATION DU MINISTÈRE.....	2-25
RELATIONS INTERGOUVERNEMENTALES.....	2-27
DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L)	2-26
ÉTAT DES RECETTES	2-29

MINISTÈRE DES AFFAIRES INTERGOUVERNEMENTALES
ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

2006 – 2007 Dépenses réelles	PROGRAMMES	2007 – 2008	
		Crédits autorisés	Dépenses réelles
\$		\$	\$
FONCTIONNEMENT			
1 544 886	Administration du ministère	2 291 199	1 746 347
9 806 866	Relations intergouvernementales	12 771 400	12 414 625
11 351 752	TOTAL (FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE	*15 062 599	14 160 972

* Y Compris le Mandats spéciaux de 3 200 000 \$

MINISTÈRE DES AFFAIRES INTERGOUVERNEMENTALES

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
1501 FONCTIONNEMENT				
				PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE
1	2 228 500		2 228 500	Administration du ministère 1 709 350
L	46 858		46 858	Traitement versé au ministre en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> 27 650
L	15 841		15 841	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> 9 347
	<u>2 291 199</u>		<u>2 291 199</u>	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE 1 746 347

Description du programme :

Le programme d'administration du ministère comporte deux volets distincts. Le premier a trait aux activités des bureaux du ministre et du sous-ministre. Ces bureaux offrent une orientation et des conseils stratégiques pour soutenir et faire progresser les priorités intergouvernementales de l'Ontario. Le deuxième concerne les services administratifs venant appuyer le mandat du ministère.

* Y Compris le Mandats spéciaux de 700 000 \$

MINISTÈRE DES AFFAIRES INTERGOUVERNEMENTALES
PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE – CRÉDIT 1501

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

	\$	\$
FONCTIONNEMENT		
<i>Administration du ministère (Poste 1)</i>		
Traitements et salaires.....		907 627
Avantages sociaux.....		149 816
Transports et communications.....		88 465
Services.....		537 818
Fournitures et matériel.....		25 624

		1 709 350

<i>Bureau principal</i>		
Traitements et salaires.....	781 657	
Avantages sociaux.....	136 086	
Transports et communications.....	73 636	
Services.....	36 946	
Fournitures et matériel.....	17 525	

		1 045 850

<i>Coordination administrative et technologie de l'information</i>		
Traitements et salaires.....	125 970	
Avantages sociaux.....	13 730	
Transports et communications.....	14 829	
Services.....	500 872	
Fournitures et matériel.....	8 099	

		663 500

<i>Crédits législatifs</i>		
Traitement versé au ministre en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>		27 650
Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>		9 347

		36 997

TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE		1 746 347
		=====

MINISTÈRE DES AFFAIRES INTERGOUVERNEMENTALES

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
1502 FONCTIONNEMENT				
				PROGRAMME DES RELATIONS INTERGOUVERNEMENTALES
1	6 971 400	5 800 000	12 771 400	Conseils stratégiques intergouvernementaux 12 414 625
	* 6 971 400	5 800 000	12 771 400	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DES RELATIONS INTERGOUVERNEMENTALES..... 12 414 625

Description du programme :

Le programme conseille l'Ontario sur les questions fédérales-provinciales, inter-provinciales et internationales. Il administre aussi le Bureau du protocole et les activités internationales du premier ministre, des hauts fonctionnaires et du lieutenant-gouverneur.

* Y Compris le Mandats spéciaux de 2 500 000 \$

MINISTÈRE DES AFFAIRES INTERGOUVERNEMENTALES
PROGRAMME DES RELATIONS INTERGOUVERNEMENTALES – CRÉDIT 1502

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

	\$	\$
FONCTIONNEMENT		
Conseils stratégiques intergouvernementaux (Poste 1)		
Traitements et salaires.....		3 590 265
Avantages sociaux.....		428 875
Transports et communications.....		183 439
Services		1 160 291
Fournitures et matériel		183 216
Paiements de transfert		
Secrétariat des conférences		
intergouvernementales		
canadiennes	126 736	
Subventions pour la promotion des		
relations fédérales-provinciales	5 000	
Institut des relations		
intergouvernementales	24 000	
Programme international de		
secours en cas de catastrophe.....	800 000	
Conseil de la fédération.....	912 803	
Ontario Research Institute.....	5 000 000	
	-----	6 868 539

		12 414 625

TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE		
PROGRAMME DES RELATIONS		
INTERGOUVERNEMENTALES.....		12 414 625
		=====

MINISTÈRE DES AFFAIRES INTERGOUVERNEMENTALES

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

	2008 \$	2007 \$
RECouvreMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES	51	0
	-----	-----
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS	5	75
	-----	-----
TOTAL DES RECETTES DU MINISTÈRE	56	75
	=====	=====

MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DU LOGEMENT

EXERCICE 2007 – 2008

TABLE DES MATIÈRES

	PAGE
ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS	
SOMMAIRE.....	2-32
ADMINISTRATION DU MINISTÈRE.....	2-33
ADMINISTRATIONS LOCALES.....	2-35
AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE ET RÉGLEMENTATION DU BÂTIMENT.....	2-37
LOGEMENT ABORDABLE	2-39
DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L)	2-34, 2-40
ÉTAT DES RECETTES	2-41
ÉTAT DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS ET DOTATIONS EN IMMOBILISATIONS	2-42

MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DU LOGEMENT
ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

2006 – 2007 Dépenses réelles	PROGRAMMES	2007 – 2008	
		Crédits autorisés	Dépenses réelles
\$		\$	\$
FONCTIONNEMENT			
27 652 141	Administration du ministère	28 652 640	28 206 698
36 256 653	Administrations locales	34 626 100	34 369 753
14 801 280	Aménagement du territoire et réglementation du bâtiment	14 320 900	13 926 801
662 241 448	Logement abordable	684 753 600	675 809 654
740 951 522	TOTAL (FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE	* 762 353 240	752 312 906

* Y Compris le Mandats spéciaux de 267 395 400 \$

ACTIFS DE FONCTIONNEMENT

0	Administrations locales	300 000	0
0	TOTAL (ACTIFS DE FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE	‡ 300 000	0

‡ Y Compris le Mandats spéciaux de 50 000 \$

IMMOBILISATIONS

11 125 000	Administrations locales	1 202 000	1 200 000
2 058 705	Aménagement du territoire et réglementation du bâtiment	989 600	989 600
189 904 924	Logement abordable	200 165 700	195 872 940
203 088 629	TOTAL (IMMOBILISATIONS) DU MINISTÈRE	† 202 357 300	198 062 540

† Y Compris le Mandats spéciaux de 65 786 000 \$

MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DU LOGEMENT

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
1901 FONCTIONNEMENT				PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE
1	27 738 900	835 200	28 574 100	Administration du ministère 28 126 511
L	46 858		46 858	Traitement versé au ministre en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> 47 841
L	31 682		31 682	Traitements versés aux adjoints parlementaires en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> 32 346
	<u>27 817 440</u>	<u>835 200</u>	<u>28 652 640</u>	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE ... 28 206 698

Description du programme :

Les objectifs de ce programme sont les suivants : administrer, orienter, coordonner et contrôler l'ensemble des programmes et activités du ministère; offrir des services efficaces de communication et de soutien à la gestion des dossiers; fournir au ministère, de façon efficace et efficiente, des conseils stratégiques, des conseils et services juridiques, des services de planification des activités et des ressources, des services de gestion du risque et le soutien nécessaire à la gestion de la prestation des services; mettre en place des mécanismes de contrôle et de vérification des dépenses, des normes en matière de rapports et de gestion et des méthodes d'évaluation des résultats; surveiller l'utilisation par le ministère de ses ressources humaines et financières, de ses ressources en information et technologie de l'information et de ses biens matériels; assurer la gestion des installations. Le programme offre également des services de gestion et de soutien opérationnel aux organismes, conseils et commissions du ministère.

* Y Compris le Mandats spéciaux de 9 199 100 \$

MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DU LOGEMENT

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE – CRÉDIT 1901

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

\$		\$	
FONCTIONNEMENT			
Administration du ministère (Poste 1)		<i>Ressources humaines</i>	
Traitements et salaires.....	10 505 577	Traitements et salaires.....	1 730 209
Avantages sociaux.....	1 425 644	Avantages sociaux.....	292 540
Transports et communications.....	524 933	Transports et communications.....	40 387
Services.....	15 183 614	Services.....	430 516
Fournitures et matériel.....	486 743	Fournitures et matériel.....	82 147
	-----		-----
	28 126 511		2 575 799
	-----		-----
<i>Bureau principal</i>		<i>Services juridiques</i>	
Traitements et salaires.....	1 917 752	Traitements et salaires.....	38 000
Avantages sociaux.....	250 848	Avantages sociaux.....	2 000
Transports et communications.....	107 021	Transports et communications.....	53 555
Services.....	74 494	Services.....	4 368 848
Fournitures et matériel.....	67 567	Fournitures et matériel.....	103 096
	-----		-----
	2 417 682		4 565 499
	-----		-----
<i>Services de communication</i>		<i>Services de vérification</i>	
Traitements et salaires.....	2 567 763	Transports et communications.....	1 300
Avantages sociaux.....	362 247	Services.....	988 853
Transports et communications.....	57 454		-----
Services.....	388 254		990 153
Fournitures et matériel.....	57 391		-----

	3 433 109		

<i>Services financiers et administratifs</i>		<i>Systèmes informatiques</i>	
Traitements et salaires.....	4 251 853	Transports et communications.....	56 361
Avantages sociaux.....	518 009	Services.....	6 043 320
Transports et communications.....	208 855	Fournitures et matériel.....	26 224
Services.....	2 889 329		-----
Fournitures et matériel.....	150 318		6 125 905
	-----		-----
	8 018 364		

		Crédits législatifs	
		Traitement versé au ministre en vertu	
		de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	47 841
		Traitements versés aux adjoints parlementaires	
		en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	32 346

			80 187

		TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR	
		L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE.....	28 206 698
			=====

MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DU LOGEMENT

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
1902 FONCTIONNEMENT				
4	27 626 100	7 000 000	34 626 100	Administrations locales..... 34 369 753
	* 27 626 100	7 000 000	34 626 100	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DES ADMINISTRATIONS LOCALES 34 369 753
Actifs				
6	100 000		100 000	Aide spéciale aux municipalités – Prêts..... 0
L	200 000		200 000	Prêts du Programme d'aide aux propriétaires riverains, <i>Loi sur l'aide aux propriétaires riverains</i> 0
	‡ 300 000		300 000	TOTAL (ACTIFS) POUR LE PROGRAMME DES ADMINISTRATIONS LOCALES..... 0
IMMOBILISATIONS				
3	2 000	1 200 000	1 202 000	Administrations locales..... 1 200 000
	† 2 000	1 200 000	1 202 000	TOTAL (IMMOBILISATIONS) POUR LE PROGRAMME DES ADMINISTRATIONS LOCALES 1 200 000

Description du programme :

L'objectif de ce programme est d'encourager la responsabilité des administrations locales qui ont les outils nécessaires pour devenir plus autonomes et améliorer la prestation des services locaux, atteindre une solvabilité durable et prendre les mesures nécessaires face aux catastrophes locales et aux situations d'urgence. Le ministère poursuit cet objectif en élaborant et mettant en œuvre des lois, politiques, mécanismes de consultation formels et programmes, en offrant ses conseils, ainsi que l'éducation et la formation nécessaires, et en se livrant à d'autres activités qui encouragent la concertation et la coopération avec les municipalités et les intervenants.

* Y Compris le Mandats spéciaux de 8 833 200 \$

‡ Y Compris le Mandats spéciaux de 50 000 \$

† Y Compris le Mandats spéciaux de 2 000 \$

MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DU LOGEMENT

PROGRAMME DES ADMINISTRATIONS LOCALES – CRÉDIT 1902

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

\$		\$	
FONCTIONNEMENT		IMMOBILISATIONS	
Administrations locales (Poste 4)		Administrations locales (Poste 3)	
Traitements et salaires.....	11 179 019	Paiements de transfert	
Avantages sociaux.....	1 488 180	Aide spéciale aux municipalités et	
Transports et communications.....	493 789	aux organisations municipales.....	1 200 000
Services	3 314 937	-----	
Fournitures et matériel	261 373		1 200 000
Paiements de transfert		-----	
Équité salariale dans		TOTAL (IMMOBILISATIONS)	
les municipalités.....	2 148 406	POUR LE PROGRAMME DES	
Paiements en vertu de la <i>Loi</i>		ADMINISTRATIONS LOCALES	1 200 000
sur les subventions tenant lieu		=====	
d'impôt aux municipalités.....	55 432 905		
Impôts sur les propriétés			
provinciales louées en			
vertu de la <i>Loi</i> sur les			
subventions tenant lieu			
d'impôt aux municipalités.....	8 284 316		
Aide au Conseil de la zone de			
développement de Moosonee.....	1 146 000		
Aide spéciale aux municipalités et			
aux organisations municipales.....	14 338 048		
-----	81 349 675		

	98 086 973		
Moins : Recouvrements	63 717 220		

	34 369 753		

TOTAL (FONCTIONNEMENT)			
POUR LE PROGRAMME DES			
ADMINISTRATIONS LOCALES.....	34 369 753		
	=====		

MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DU LOGEMENT

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
1903 FONCTIONNEMENT				AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE ET RÉGLEMENTATION DU BÂTIMENT
7	14 320 900		14 320 900	Aménagement du territoire et réglementation du bâtiment.....
				TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE ET LA RÉGLEMENTATION DU BÂTIMENT..
	* 14 320 900		14 320 900	13 926 801
IMMOBILISATIONS				
8	1 659 600	(670 000)	989 600	Aménagement du territoire – Immobilisations.....
				TOTAL (IMMOBILISATIONS) POUR L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE ET LA RÉGLEMENTATION DU BÂTIMENT..
	† 1 659 600	(670 000)	989 600	989 600

Description du programme :

L'objectif de ce programme est d'avoir des communautés bien planifiées et dynamiques offrant une meilleure qualité de vie par une gestion judicieuse de la croissance, de manière à préserver les espaces verts, à encourager le réaménagement des friches industrielles et à favoriser la croissance démographique et la croissance de l'emploi. Pour atteindre cet objectif, le programme veille à la sécurité des bâtiments grâce à un système de réglementation efficace. Il doit aussi disposer d'un cadre législatif, stratégique et administratif approprié pour l'aménagement du territoire ainsi que d'excellents conseils et de l'éducation et de la formation nécessaires pour soutenir les capacités municipales et provinciales et la mise en œuvre des nouveaux plans, programmes et initiatives du gouvernement. Tout ce travail est orienté par la participation et la consultation fructueuses des intervenants.

* Y Compris le Mandats spéciaux de 5 346 100 \$

† Y Compris le Mandats spéciaux de 940 700 \$

MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DU LOGEMENT
AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE ET RÉGLEMENTATION DU BÂTIMENT – CRÉDIT 1903

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

	§
FONCTIONNEMENT	
Aménagement du territoire et réglementation du bâtiment (Poste 7)	
Traitements et salaires	9 518 826
Avantages sociaux	1 247 669
Transports et communications	357 993
Services	3 253 623
Fournitures et matériel	188 290
Paiements de transfert	
Aide aux conseils d'aménagement	350 000

	14 916 401
Moins : Recouvrements	989 600

	13 926 801

TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR	
AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE ET	
RÉGLEMENTATION DU BÂTIMENT.....	13 926 801
	=====
IMMOBILISATIONS	
Aménagement du territoire – Immobilisations (Poste 8)	
Autres opérations	
Investissements dans les immobilisations	989 600

	989 600

TOTAL (IMMOBILISATIONS) POUR	
AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE ET	
RÉGLEMENTATION DU BÂTIMENT.....	989 600
	=====

MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DU LOGEMENT

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
1904 FONCTIONNEMENT				PROGRAMME DE LOGEMENT ABORDABLE
2	662 357 000	(6 835 200)	655 521 800	Logement social et logement du marché privé..... 647 450 767
3	29 156 800		29 156 800	Location à usage d'habitation 28 283 887
L	75 000		75 000	Créances irrécouvrables des collectivités rurales et autochtones, <i>Loi sur l'administration financière</i> 75 000
	* 691 588 800	(6 835 200)	684 753 600	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DE LOGEMENT ABORDABLE 675 809 654
IMMOBILISATIONS				
4	211 558 900	(11 393 200)	200 165 700	Logement abordable – Immobilisations..... 195 872 940
	† 211 558 900	(11 393 200)	200 165 700	TOTAL (IMMOBILISATIONS) POUR LE PROGRAMME DE LOGEMENT ABORDABLE 195 872 940

Description du programme :

Ce programme a pour objectifs d'honorer les engagements du gouvernement en matière de logement abordable, de créer un cadre réglementaire qui protège les locataires et encourage un niveau d'entretien et d'investissement adéquat dans le secteur du logement locatif, et d'aider les municipalités, les fournisseurs de logements et autres intervenants indépendants à s'acquitter de leurs responsabilités en matière de logement. Pour atteindre ces objectifs, le programme offre aux fournisseurs de logements sociaux un éventail complet de services : élaboration de politiques; conception et prestation de programmes; aide financière.

* Y Compris le Mandats spéciaux de 244 017 000 \$

† Y Compris le Mandats spéciaux de 64 843 300 \$

MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DU LOGEMENT

PROGRAMME DE LOGEMENT ABORDABLE – CRÉDIT 1904

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

\$		\$	
FONCTIONNEMENT		IMMOBILISATIONS	
Logement social et logement du marché privé (Poste 2)		Logement abordable – Immobilisations (Poste 4)	
Traitements et salaires.....	8 210 758		
Avantages sociaux.....	1 065 761		
Transports et communications.....	290 433		
Services.....	36 330 905		
Fournitures et matériel.....	202 835		
Paiements de transfert		Paiements de transfert	
Paiements aux gestionnaires des		Programme de logement	
services, y compris pour les		abordable – Contribution du	
activités sans but lucratif offertes		gouvernement fédéral.....	76 877 707
dans les territoires non		Programme de logement	
érigés en municipalité.....	465 039 874	abordable – Contribution du	
Paiements à la Société de		gouvernement provincial.....	17 155 494
logement de l'Ontario.....	114 752 897	Dépenses en immobilisations – Société	
Programme d'allocations		de logement de l'Ontario.....	714 739
de logement.....	8 101 784	Logement des Autochtones.....	125 000
Programme de logement abordable ...	937 374	Logement social.....	100 000 000
Programme de logement en milieu			-----
rural et autochtone.....	13 850 000		194 872 940
Programme ontarien d'aide		Autres opérations	
aux familles locataires.....	5 992 500	Investissements dans les immobilisations –	
	-----	Réparations – Logement en milieux	
	608 674 429	rural et autochtone.....	1 000 000
	-----		-----
	654 775 121		195 872 940
Moins : Recouvrements.....	7 324 354		-----
	-----	TOTAL (IMMOBILISATIONS)	
	647 450 767	 POUR LE PROGRAMME DE	
	-----	 LOGEMENT ABORDABLE.....	195 872 940
			=====
Crédits législatifs			
Autres opérations			
Créances irrécouvrables des collectivités			
rurales et autochtones <i>Loi sur</i>			
<i>l'administration financière</i>	75 000		

	75 000		

Location à usage d'habitation (Poste 3)			
Traitements et salaires.....	18 073 390		
Avantages sociaux.....	2 566 796		
Transports et communications.....	1 586 690		
Services.....	5 540 082		
Fournitures et matériel.....	516 929		

	28 283 887		

TOTAL (FONCTIONNEMENT)			
 POUR LE PROGRAMME DE			
 LOGEMENT ABORDABLE.....	675 809 654		
	=====		

MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DU LOGEMENT

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

	2008 \$	2007 \$
GOUVERNEMENT DU CANADA		
Remboursements de dépenses pour logements sans but lucratifs (C.M.H.C.)	508 296 519	509 743 161
Accord de logement à prix abordable (C.M.H.C.)	84 968 655	47 954 666
Régime Canada/Ontario de construction de logements locatifs	135 257	115 885
Divers – Expatriation de citoyens canadiens et libanais	0	389 953
	<u>593 400 431</u>	<u>558 203 665</u>
REMBOURSEMENTS DE DÉPENSES		
Remboursement obtenu des GSMR pour le paiement de la dette de la SDLO	96 927 493	97 259 497
Intérêt sur la dette publique	17 277 211	17 482 276
Programme de logement en milieu rural et autochtone	2 615 029	3 585 406
Remaniement des services locaux	758 630	1 070 062
Remboursement – SDLO – prêts pour le logement étudiant et intérêts	517 350	245 842
Programme de rénovation des logements de l'Ontario – Municipalités	444 466	288 592
Rénovation urbaine	46 355	2 563
Subventions des années précédentes	30 457	428 517
Programme de rénovation des logements de l'Ontario – territoires non érigés en municipalités.	3 721	6 372
Syndicat/Association	324	0
Programme de revitalisation des centre-ville	0	342 047
Autres remboursements des dépenses	1 322 661	2 114 843
	<u>119 943 697</u>	<u>122 826 017</u>
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS		
Droits – Tribunal du logement de l'Ontario	10 392 296	10 216 675
Droits – Qualification code du bâtiment droits prévus dans les règlements	470 730	816 073
Droits – Formation adm. code du bâtiment	156 398	168 740
Droits relatifs aux autorisations d'aménagement	63 500	77 870
Droits d'entretien et liés aux normes	19 345	5 565
Évaluation de matériaux de construction	17 194	19 115
Frais pour chèques refusés	70	0
	<u>11 119 533</u>	<u>11 304 038</u>
VENTES ET LOCATIONS		
Logement locatifs en milieux rural et autochtone – Ventes	3 822 136	4 154 928
Conversion de bails – Société d'hypothèques de l'Ontario	266 751	197 330
Société de logement de l'Ontario – Hypothèque différée	104 329	122 402
Recettes de bails – Société d'hypothèques de l'Ontario	90 692	101 750
ORHT – Ventes et locations	37 798	49 500
Services de révision des loyers – CBO et Guide	5 423	91 158
Ventes et locations – Publications, cartes, etc.	0	518
Autres	2 035	17 447
	<u>4 329 434</u>	<u>4 735 033</u>
RECOUVREMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES	<u>7 488 273</u>	<u>7 074 986</u>

MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DU LOGEMENT

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

	2008 \$	2007 \$
DIVERS		
Société d'hypothèques de l'Ontario – Revenu net	276 789	387 277
Intérêts gagnés sur prêts	34 992	40 190
Pénalités – intérêts	4 786	14 360
Autres	9 117	2 407
	-----	-----
	325 684	444 234
	-----	-----
TOTAL DES RECETTES DU MINISTÈRE	736 607 052	704 587 973
	=====	=====

ÉTAT DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS ET DOTATIONS EN IMMOBILISATIONS

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

	2008 \$	2007 \$
<i>Loi sur l'aide aux propriétaires riverains</i>	117 976	81 637
Crédits d'impôts pour les écoles	30 743	36 870
	-----	-----
TOTAL - REMBOURSEMENTS DES PRÊTS ET DOTATIONS EN IMMOBILISATIONS	148 719	118 507
	=====	=====

**MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DE L'ALIMENTATION
ET DES AFFAIRES RURALES**

EXERCICE 2007 – 2008

TABLE DES MATIÈRES

	PAGE
ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS	
SOMMAIRE.....	2-44
ADMINISTRATION DU MINISTÈRE.....	2-45
SECTEUR AGROALIMENTAIRE, Y COMPRIS GESTION DES RISQUES DES ENTREPRISES.....	2-47
DÉVELOPPEMENT DES COLLECTIVITÉS RURALES	2-49
STRATÉGIE AMÉLIORATION DE LA SANTÉ PUBLIQUE ET DE L'ENVIRONNEMENT	2-51
DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L)	2-46, 2-52
ÉTAT DES RECETTES	2-53
ÉTAT DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS ET DOTATIONS EN IMMOBILISATIONS	2-53

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DE L'ALIMENTATION ET DES AFFAIRES RURALES
ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

2006 – 2007 Dépenses réelles	PROGRAMMES	2007 – 2008	
		Crédits autorisés	Dépenses réelles
\$		\$	\$
FONCTIONNEMENT			
26 875 488	Administration du ministère	32 795 140	30 633 503
407 911 382	Secteur agroalimentaire, y compris gestion des risques des entreprises	639 262 600	634 025 484
26 823 677	Développement des collectivités rurales	27 810 100	27 559 482
60 641 678	Stratégie Amélioration de la santé publique et de l'environnement	82 384 000	73 269 704
522 252 225	TOTAL (FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE	* 782 251 840	765 488 173

* Y Compris le Mandats spéciaux de 153 200 000 \$

ACTIFS DE FONCTIONNEMENT			
0	Administration du ministère	300 000	0
0	Secteur agroalimentaire, y compris gestion des risques des entreprises	3 000 000	2 064 856
0	Développement des collectivités rurales	300 000	0
4 853 000	Stratégie Amélioration de la santé publique et de l'environnement	12 300 000	7 584 100
4 853 000	TOTAL (ACTIFS DE FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE	‡ 15 900 000	9 648 956

‡ Y Compris le Mandats spéciaux de 800 000 \$

IMMOBILISATIONS			
65 887 024	Secteur agroalimentaire, y compris gestion des risques des entreprises	5 000 000	4 929 548
242 004 190	Développement des collectivités rurales	188 140 600	187 842 003
307 891 214	TOTAL (IMMOBILISATIONS) DU MINISTÈRE	† 193 140 600	192 771 551

† Y Compris le Mandats spéciaux de 56 400 000 \$

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DE L'ALIMENTATION ET DES AFFAIRES RURALES

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
101 FONCTIONNEMENT				PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE
1	28 289 800	4 410 800	32 700 600	Administration du ministère 30 560 142
L	46 858		46 858	Traitement versé au ministre en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> 47 841
L	31 682		31 682	Traitement versé aux adjoints parlementaires en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> 25 520
L	1 000		1 000	Paiements au titre de prêts bancaires garantis, <i>Loi sur l'administration financière</i> 0
L	15 000		15 000	Créances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i> 0
	<u>* 28 384 340</u>	<u>4 410 800</u>	<u>32 795 140</u>	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE 30 633 503
Actifs				
2	300 000		300 000	Administration du ministère 0
	<u>‡ 300 000</u>		<u>300 000</u>	TOTAL (ACTIFS) POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE 0

Description du programme :

La stratégie menée dans le cadre de ce crédit consiste à faire bénéficier le personnel du ministère des conseils et de l'expertise nécessaires en matière de politiques, de finances et de ressources humaines, à élaborer des politiques et procédures fonctionnelles pour l'administration et les ressources humaines en collaboration avec chaque direction du ministère, à fournir des services de planification financière et de vérification, à administrer la technologie de l'information, à offrir des services de gestion des locaux et d'administration centrale, et à maintenir les liens avec les organismes centraux du gouvernement, ainsi que les programmes de gestion des situations d'urgence et les initiatives de promotion de la qualité des services.

* Y Compris le Mandats spéciaux de 15 500 000 \$

‡ Y Compris le Mandats spéciaux de 100 000 \$

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DE L'ALIMENTATION ET DES AFFAIRES RURALES

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE – CRÉDIT 101

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

\$		\$	
FONCTIONNEMENT			
Administration du ministère (Poste 1)		<i>Services juridiques</i>	
Traitements et salaires.....	16 310 998	Transports et communications.....	19 352
Avantages sociaux.....	2 822 553	Services.....	2 329 238
Transports et communications.....	863 436	Fournitures et matériel.....	36 552
Services.....	8 972 967		-----
Fournitures et matériel.....	2 006 195		2 385 142
	-----	Moins : Recouvrements.....	213 543
	30 976 149		-----
Moins : Recouvrements.....	416 007		2 171 599

	30 560 142		

<i>Bureau principal</i>		<i>Services de vérification</i>	
Traitements et salaires.....	1 251 029	Transports et communications.....	2 220
Avantages sociaux.....	138 167	Services.....	340 626
Transports et communications.....	104 821		-----
Services.....	192 340		342 846
Fournitures et matériel.....	21 161		-----

	1 707 518		

<i>Services financiers et administratifs</i>		<i>Systèmes informatiques</i>	
Traitements et salaires.....	10 682 637	Traitements et salaires.....	245 676
Avantages sociaux.....	2 126 008	Avantages sociaux.....	27 378
Transports et communications.....	556 481	Transports et communications.....	36 682
Services.....	5 047 959	Services.....	5 845
Fournitures et matériel.....	1 806 442	Fournitures et matériel.....	37 789
	-----		-----
	20 219 527		353 370
Moins : Recouvrements.....	202 464		-----

	20 017 063		

<i>Ressources humaines</i>		Crédits législatifs	
Traitements et salaires.....	692 334	Traitement versé au ministre en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	47 841
Avantages sociaux.....	72 163	Traitement versé aux adjoints parlementaires en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	25 520
Transports et communications.....	16 396		-----
Services.....	156 363		73 361
Fournitures et matériel.....	8 615		-----

	945 871		

<i>Services de communication</i>		TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE.....	
Traitements et salaires.....	3 439 322		30 633 503
Avantages sociaux.....	458 837		=====
Transports et communications.....	127 484		
Services.....	900 596		
Fournitures et matériel.....	95 636		

	5 021 875		

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DE L'ALIMENTATION ET DES AFFAIRES RURALES

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
105 FONCTIONNEMENT				PROGRAMME DE SECTEUR AGROALIMENTAIRE, Y COMPRIS GESTION DES RISQUES DES ENTREPRISES
1	651 418 900	(12 162 300)	639 256 600	Secteur agroalimentaire, y compris gestion des risques des entreprises 634 025 484
L	5 000		5 000	Créances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i> 0
L	1 000		1 000	Paiements au titre de prêts bancaires garantis, <i>Loi sur l'administration financière</i> 0
				TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DE SECTEUR AGROALIMENTAIRE, Y COMPRIS GESTION DES RISQUES DES ENTREPRISES
	* 651 424 900	(12 162 300)	639 262 600	634 025 484
Actifs				
2	3 000 000		3 000 000	Secteur agroalimentaire, y compris gestion des risques des entreprises 2 064 856
				TOTAL (ACTIFS) POUR LE PROGRAMME DE SECTEUR AGROALIMENTAIRE, Y COMPRIS GESTION DES RISQUES DES ENTREPRISES
	‡ 3 000 000		3 000 000	2 064 856
IMMOBILISATIONS				
3	4 750 000	250 000	5 000 000	Secteur agroalimentaire 4 929 548
				TOTAL (IMMOBILISATIONS) POUR LE PROGRAMME DE SECTEUR AGROALIMENTAIRE, Y COMPRIS GESTION DES RISQUES DES ENTREPRISES
	† 4 750 000	250 000	5 000 000	4 929 548

Description du programme :

Dans le cadre de cette stratégie, le ministère offre des programmes de stabilisation du revenu agricole et d'autres programmes d'aide au secteur agricole et il encourage le développement de l'industrie agroalimentaire. Le ministère travaille aussi avec les agriculteurs et les entreprises agricoles, les municipalités et d'autres partenaires des secteurs agricole et rural afin d'identifier les besoins et les débouchés, d'adopter de nouvelles technologies et de prendre des décisions commerciales éclairées. Le ministère est chargé de promouvoir les ventes agroalimentaires de l'Ontario sur le marché international et national et d'aider l'industrie de la transformation en attirant et retenant les investisseurs et en facilitant le développement des secteurs. La stratégie englobe également la recherche agroalimentaire, l'éducation et les services de laboratoire, ainsi que l'administration de l'entente entre le ministère de l'Agriculture, de l'Alimentation et des Affaires rurales et l'Université de Guelph.

* Y Compris le Mandats spéciaux de 73 700 000 \$

‡ Y Compris le Mandats spéciaux de 500 000 \$

† Y Compris le Mandats spéciaux de 2 400 000 \$

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DE L'ALIMENTATION ET DES AFFAIRES RURALES

**PROGRAMME DE SECTEUR AGROALIMENTAIRE, Y COMPRIS
GESTION DES RISQUES DES ENTREPRISES – CRÉDIT 105**

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

	\$	\$		\$	\$
FONCTIONNEMENT					
Secteur agroalimentaire, y compris gestion des risques des entreprises (Poste 1)			Actifs		
Traitements et salaires.....		18 349 307	Secteur agroalimentaire, y compris gestion des risques des entreprises (Poste 5)		
Avantages sociaux.....		2 405 650			
Transports et communications		1 625 815			
Services		21 671 323			
Fournitures et matériel		907 010			
Paiements de transfert					
Assurance-production			Dépôts et charges payées d'avance.....		2 064 856
et autres aides	97 595 479				-----
AgriCorp.....	11 000 000				2 064 856
Fonds ontarien de développement			-----		
de la production d'éthanol	9 502 554		TOTAL (ACTIFS) POUR LE PROGRAMME DE		
Provision pour garanties d'emprunt –			SECTEUR AGROALIMENTAIRE, Y		
Programme de garanties d'emprunt			COMPRIS GESTION DES RISQUES		
pour les produits agricoles	436 000		DES ENTREPRISES.....		
Autre aide à la gestion des risques.....	10 000 820				2 064 856
Université de Guelph	54 800 000		=====		
Recherche concurrentielle.....	450 000				
Sociétés agricoles et horticoles	1 115 509		IMMOBILISATIONS		
Développement du leadership.....	826 000		Secteur agroalimentaire, y compris gestion des risques des entreprises (Poste 3)		
Partenariats stratégiques.....	58 227 000				
Éducation agro-alimentaire					
de l'Ontario	400 000				
Subventions tenant lieu d'impôt	357 000				
Association pour l'amélioration					
des sols et des récoltes					
de l'Ontario	150 000				
Royal Agricultural Winter Fair.....	140 000				
Association pour la					
sécurité à la ferme inc.	120 000				
Farmers' Market Ontario	90 000				
Aide – Bovins d'engraissement	40 276				
Renforcement de l'interdiction relative à					
l'ESB frappant les aliments pour					
animaux	11 739 038				
Programme ontarien de					
gestion des risques	58 966 844				
Aide à l'élevage des bovins et					
des porcs et à l'horticulture					
en Ontario.....	140 178 615				
Autre aide au titre de					
l'agriculture, de la					
recherche et du transfert					
de la technologie	14 320 970				
Agri-stabilité	92 954 367				
Agri-investissement	26 000 000				
	-----	589 410 472			

		634 369 577			
Moins : Recouvrements		344 093			

		634 025 484			

TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR			TOTAL (IMMOBILISATIONS) POUR		
LE PROGRAMME DE SECTEUR			LE PROGRAMME DE SECTEUR		
AGROALIMENTAIRE, Y COMPRIS GESTION			AGROALIMENTAIRE, Y COMPRIS		
DES RISQUES DES ENTREPRISES			GESTION DES RISQUES		
		634 025 484	DES ENTREPRISES.....		
					4 929 548
			=====		

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DE L'ALIMENTATION ET DES AFFAIRES RURALES

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
106 FONCTIONNEMENT				
				PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT DES COLLECTIVITÉS RURALES
1	28 436 100	(626 000)	27 810 100	Services pour le développement des collectivités rurales..... 27 559 482
	* 28 436 100	(626 000)	27 810 100	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT DÉS COLLECTIVITÉS RURALES..... 27 559 482
Actifs				
2	300 000		300 000	Développement des collectivités rurales..... 0
	‡ 300 000		300 000	TOTAL (ACTIFS) POUR LE PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT DÉS COLLECTIVITÉS RURALES 0
IMMOBILISATIONS				
3	178 890 600	9 250 000	188 140 600	Développement des collectivités rurales – Immobilisations..... 187 842 003
	† 178 890 600	9 250 000	188 140 600	TOTAL (IMMOBILISATIONS) POUR LE PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT DÉS COLLECTIVITÉS RURALES 187 842 003

Description du programme :

Cette stratégie aide l'Ontario rural à bâtir des collectivités dynamiques et fortes, dotées d'économies diversifiées et jouissant d'un climat social et environnemental sain. Pour y parvenir, le ministère travaille en collaboration avec les collectivités rurales, les municipalités, des entreprises et des organismes afin d'exécuter des initiatives de développement économique. La stratégie permet aussi d'exposer le point de vue de l'Ontario rural sur les politiques et programmes du gouvernement provincial et les initiatives entreprises avec le gouvernement fédéral.

* Y Compris le Mandats spéciaux de 20 000 000 \$

‡ Y Compris le Mandats spéciaux de 100 000 \$

† Y Compris le Mandats spéciaux de 54 000 000 \$

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

	\$	\$		\$	\$
FONCTIONNEMENT			IMMOBILISATIONS		
Services pour le développement des collectivités rurales (Poste 1)			Développement des collectivités rurales – Immobilisations (Poste 3)		
Traitements et salaires.....	4 602 543		Paiements de transfert		
Avantages sociaux.....	617 816		Infrastructure des collectivités		
Transports et communications	412 933		rurales et des petites		
Services	2 323 757		localités de l'Ontario.....	21 305 900	
Fournitures et matériel	120 404		Infrastructure des collectivités		
Paiements de transfert			rurales et des petites		
Programme de développement			localités de l'Ontario –		
des collectivités rurales	14 536 059		Contribution au Programme		
Autre aide aux			d'infrastructures		
collectivités rurales	2 129 789		Canada-Ontario.....	9 458 853	
Programme d'emplois d'été pour			Fonds sur l'infrastructure municipale		
les jeunes en milieu rural	2 637 002		rurale Canada-Ontario.....	66 835 889	
Biogaz –Changement climatique	2 500 010		Fonds sur l'infrastructure municipale		
	-----	21 802 860	rurale Canada-Ontario –		
		-----	Contribution du		
		29 880 313	gouvernement fédéral	66 835 890	
Moins : Recouvrements		2 320 831	Partenariats du millénaire	2 434 200	
		-----	Autre infrastructure rurale	12 500 000	
		27 559 482	Stratégie d'accès à large bande	8 471 271	
		-----		-----	187 842 003
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE					-----
 PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT					187 842 003
 DES COLLECTIVITÉS RURALES	27 559 482				-----
	=====		TOTAL (IMMOBILISATIONS) POUR LE		
			 PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT		
			 DES COLLECTIVITÉS RURALES	187 842 003	

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DE L'ALIMENTATION ET DES AFFAIRES RURALES

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
107 FONCTIONNEMENT				
				PROGRAMME DE STRATÉGIE AMÉLIORATION DE LA SANTÉ PUBLIQUE ET DE L'ENVIRONNEMENT
1	81 875 000	499 000	82 374 000	Stratégie Amélioration de la santé publique et de l'environnement..... 73 269 704
L	10 000		10 000	Créances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i> 0
	* 81 885 000	499 000	82 384 000	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DE STRATÉGIE AMÉLIORATION DE LA SANTÉ PUBLIQUE ET DE L'ENVIRONNEMENT 73 269 704
Actifs				
2	500 000		500 000	Stratégie Amélioration de la santé publique et de l'environnement..... 92 200
L	11 800 000		11 800 000	Débentures pour le drainage au moyen de tuyaux, <i>Loi sur le drainage au moyen de tuyaux</i> 7 491 900
	‡ 12 300 000		12 300 000	TOTAL (ACTIFS) POUR LE PROGRAMME DE STRATÉGIE AMÉLIORATION DE LA SANTÉ PUBLIQUE ET DE L'ENVIRONNEMENT 7 584 100

Description du programme :

Cette stratégie englobe les principales fonctions de réglementation du ministère liées à l'inspection des aliments et l'observation des règlements sanitaires, à la gestion des éléments nutritifs, aux programmes non régis par les règlements qui visent la salubrité des aliments, la gestion des éléments nutritifs, l'aménagement du territoire et l'environnement, et à l'élaboration de politiques régissant l'adoption de pratiques de production saines, la traçabilité et l'environnement. Cette stratégie comprend aussi le Bureau du vétérinaire hygiéniste en chef.

* Y Compris le Mandats spéciaux de 44 000 000 \$

‡ Y Compris le Mandats spéciaux de 100 000 \$

**PROGRAMME DE STRATÉGIE AMÉLIORATION DE LA SANTÉ
PUBLIQUE ET DE L'ENVIRONNEMENT – CRÉDIT 107**

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

\$	\$		\$
FONCTIONNEMENT			Actifs
Stratégie Amélioration de la santé publique et de l'environnement (Poste 1)		Stratégie Amélioration de la santé publique et de l'environnement (Poste 2)	
Traitements et salaires.....	27 357 188	Prêts et investissements	
Avantages sociaux.....	3 536 454	Prêts pour le drainage au moyen de tuyaux dans les territoires non érigés en municipalités	92 200
Transports et communications	2 248 852		-----
Services	10 213 739		92 200
Fournitures et matériel	756 297		-----
Paiements de transfert			
Initiative de salubrité des aliments.....	9 119 890		
Aide provisoire aux entreprises de transformation de la viande.....	2 695 197		
Salubrité des aliments	500 000		
Ontario Beekeepers' Association.....	665 000		
Programme d'infrastructure de drainage agricole	6 048 709		
Formation en gestion des éléments nutritifs.....	396 995		
Recherche sur les normes agroenvironnementales	615 126		
Autre aide à la santé publique et l'environnement	9 448 295		

	29 489 212		

	73 601 742		
Moins : Recouvrements	332 038		

	73 269 704		

TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DE STRATÉGIE AMÉLIORATION DE LA SANTÉ PUBLIQUE ET DE L'ENVIRONNEMENT			
	73 269 704		

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DE L'ALIMENTATION ET DES AFFAIRES RURALES

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

	2008 \$	2007 \$
GOUVERNEMENT DU CANADA		
Fonds sur l'infrastructure municipale rurale Canada-Ontario	66 835 888	81 901 613
Programme d'infrastructures Canada-Ontario – millénaire	9 458 853	0
Risque précis – Renforcement de l'interdiction relative à l'ESB	7 043 422	0
Initiative de salubrité des aliments – Paiements de transfert	6 878 190	2 094 646
Service canadien de développement des compétences en agriculture (SCDCA)	6 065 754	1 403 342
Initiative de salubrité des aliments – Dépenses de fonctionnement	4 092 685	0
Programme d'indemnisation contre la rage	3 689	2 944
Divers	1 253 843	5 683 360
	<u>101 632 324</u>	<u>91 085 905</u>
REMBOURSEMENTS DE DÉPENSES		
Autres	<u>11 659</u>	<u>18 141</u>
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS	<u>411 560</u>	<u>280 432</u>
VENTES ET LOCATIONS		
Autres	<u>258 723</u>	<u>308 932</u>
REDEVANCES	<u>0</u>	<u>2 312</u>
RECOUVREMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES	<u>64 624 651</u>	<u>39 750 816</u>
DIVERS		
Autres	<u>541 685</u>	<u>1 886 149</u>
TOTAL DES RECETTES DU MINISTÈRE	<u><u>167 480 602</u></u>	<u><u>133 332 687</u></u>

ÉTAT DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS ET DOTATIONS EN IMMOBILISATIONS

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

	2008 \$	2007 \$
Débitures pour le drainage au moyen de tuyaux	5 211 627	5 688 468
Débitures pour le drainage au moyen de tuyaux au Nord de l'Ontario	<u>2 736</u>	<u>3 512</u>
TOTAL DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS ET DOTATIONS EN IMMOBILISATIONS	<u><u>5 214 363</u></u>	<u><u>5 691 980</u></u>

BUREAU DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE

EXERCICE 2007 – 2008

TABLE DES MATIÈRES

	PAGE
ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS	
SOMMAIRE.....	2-56
BUREAU DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE	2-57
COMMISSAIRES	2-60
ÉTAT DES RECETTES	2-62

BUREAU DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE
ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

2006 – 2007 Dépenses réelles	PROGRAMMES	2007 – 2008	
		Crédits autorisés	Dépenses réelles
\$		\$	\$
FONCTIONNEMENT			
106 965 437	Bureau de l'Assemblée législative	126 166 500	117 051 329
14 702 097	Commissaires	17 548 400	16 967 998
<u>121 667 534</u>	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE	<u>143 714 900</u>	<u>134 019 327</u>
=====	BUREAU DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE	=====	=====

Il est à noter que les crédits autorisés et les dépenses réelles de cette entité sont calculés selon la comptabilité de caisse modifiée.

BUREAU DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
201				
FONCTIONNEMENT				PROGRAMME DU BUREAU DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE
1	452 400		452 400	Présidence..... 320 688
2	788 300	1 400	789 700	Bureau du greffier..... 789 646
3	11 970 400	(1 400)	11 969 000	Services parlementaires 10 029 651
4	6 606 800		6 606 800	Bibliothèque de l'Assemblée législative..... 6 512 402
5	5 718 600		5 718 600	Services administratifs..... 5 190 136
6	27 656 400		27 656 400	Sergent d'armes et locaux de l'enceinte parlementaire..... 25 130 851
7	4 029 500		4 029 500	Systèmes informatiques de l'Assemblée législative 3 804 160
8	11 702 700		11 702 700	Services de soutien aux groupes parlementaires..... 11 555 411
9	21 791 000		21 791 000	Indemnités et allocations de déplacement versées aux députés 18 805 369
10	35 173 200		35 173 200	Services de soutien aux bureaux des députés 34 679 572
11	202 000		202 000	Programme de stages à l'Assemblée législative de l'Ontario..... 202 000
12	75 200		75 200	Appartements du lieutenant-gouverneur..... 31 443
	<u>126 166 500</u>	<u>0</u>	<u>126 166 500</u>	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE BUREAU DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE 117 051 329

Description du programme :

Ce programme englobe les traitements et les allocations, ainsi que tous les services de soutien fournis aux députés par les divers bureaux de l'Assemblée.

BUREAU DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE
PROGRAMME DU BUREAU DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE – CRÉDIT 201
Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

	\$		\$
FONCTIONNEMENT		Services administratifs (Poste 5)	
Présidence (Poste 1)		Traitements et salaires.....	3 299 294
Traitements et salaires.....	53 985	Avantages sociaux	673 469
Avantages sociaux.....	6 983	Transports et communications.....	653 564
Transports et communications	40 440	Services	420 800
Services	151 719	Fournitures et matériel	196 361
Fournitures et matériel	67 561		-----
	-----		5 243 488
	320 688	Moins : Recouvrements	53 352
	-----		-----
			5 190 136

Bureau du greffier (Poste 2)		Sergent d'armes et locaux de l'enceinte parlementaire (Poste 6)	
Traitements et salaires.....	435 858	Traitements et salaires.....	6 077 367
Avantages sociaux.....	278 371	Avantages sociaux	1 407 298
Transports et communications	12 825	Transports et communications.....	70 416
Services	46 292	Services	15 469 921
Fournitures et matériel	16 300	Fournitures et matériel	2 349 264
	-----		-----
	789 646		25 374 266
	-----	Moins : Recouvrements	243 415

			25 130 851

Services parlementaires (Poste 3)		Systèmes informatiques de l'Assemblée législative (Poste 7)	
Traitements et salaires.....	6 426 790	Traitements et salaires.....	1 910 442
Avantages sociaux.....	1 421 616	Avantages sociaux	416 475
Transports et communications	305 732	Transports et communications.....	67 744
Services	1 084 759	Services	688 315
Fournitures et matériel	879 847	Fournitures et matériel	721 184
	-----		-----
	10 118 744		3 804 160
Moins : Recouvrements	89 093		-----

	10 029 651		

Bibliothèque de l'Assemblée législative (Poste 4)		Services de soutien aux groupes parlementaires (Poste 8)	
Traitements et salaires.....	4 501 418	Traitements et salaires.....	5 687 560
Avantages sociaux.....	850 158	Avantages sociaux	1 109 768
Transports et communications	51 027	Transports et communications.....	787 931
Services	376 140	Services	3 228 415
Fournitures et matériel	733 825	Fournitures et matériel	741 737
	-----		-----
	6 512 568		11 555 411
Moins : Recouvrements	166		-----

	6 512 402		

BUREAU DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE
PROGRAMME DU BUREAU DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE – CRÉDIT 201

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

	\$
Indemnités et allocations de déplacement versées aux députés (Poste 9)	
Traitements et salaires.....	12 338 269
Avantages sociaux.....	3 943 220
Transports et communications.....	1 430 315
Services	1 075 657
Fournitures et matériel	17 908

	18 805 369

Services de soutien aux bureaux des députés (Poste 10)	
Traitements et salaires.....	18 443 309
Avantages sociaux.....	3 633 688
Transports et communications.....	2 682 926
Services	6 700 287
Fournitures et matériel	3 219 362

	34 679 572

Programme de stages à l'Assemblée législative de l'Ontario (Poste 11)	
Paiements de transfert	
Programme de stages à l'Assemblée législative de l'Ontario.....	202 000

	202 000

Appartements du lieutenant-gouverneur (Poste 12)	
Services	31 443

	31 443

TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE BUREAU DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE..	117 051 329
	=====

BUREAU DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
202				
FONCTIONNEMENT				PROGRAMME DES COMMISSAIRES
1	2 213 300	27 300	2 240 600	Commissaire à l'environnement 2 240 558
2	12 781 500		12 781 500	Bureau du commissaire à l'information et à la protection de la vie privée 12 584 955
3	1 643 600	(116 800)	1 526 800	Bureau du commissaire à l'intégrité 1 143 077
4	910 000	89 500	999 500	Bureau de l'intervenant provincial en faveur des enfants et des jeunes 999 408
	<u>17 548 400</u>	<u>0</u>	<u>17 548 400</u>	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE
				PROGRAMME DES COMMISSAIRES 16 967 998

Description du programme :

Ce programme comprend le Commissaire à l'environnement, chargé de l'application de la *Charte des droits environnementaux*; le Commissaire à l'information et à la protection de la vie privée/Ontario, chargé de l'application de la *Loi sur l'accès à l'information et la protection de la vie privée* de l'Ontario; le Bureau du commissaire à l'intégrité, chargé de l'application de la *Loi sur l'intégrité des députés*, de la *Loi sur l'enregistrement des lobbyistes*, de la *Loi sur l'obligation de rendre compte des dépenses (ministres et chefs d'un parti de l'opposition)* ainsi que de la divulgation et des enquêtes en matière d'actes répréhensibles et de respect de l'éthique en vertu de la *Loi sur la fonction publique de l'Ontario*; et le Bureau de l'intervenant provincial en faveur des enfants et des jeunes, chargé de l'application de la *Loi sur l'intervenant provincial en faveur des enfants et des jeunes*.

BUREAU DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE

PROGRAMME DES COMMISSAIRES – CRÉDIT 202

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

	\$
FONCTIONNEMENT	
Commissaire à l'environnement (Poste 1)	
Traitements et salaires.....	1 149 889
Avantages sociaux.....	216 944
Transports et communications.....	75 970
Services	727 402
Fournitures et matériel	70 353

	2 240 558

Bureau du commissaire à l'information et à la protection de la vie privée (Poste 2)	
Traitements et salaires.....	8 491 382
Avantages sociaux.....	1 671 810
Transports et communications.....	326 511
Services	1 826 643
Fournitures et matériel	268 609

	12 584 955

Bureau du commissaire à l'intégrité (Poste 3)	
Traitements et salaires.....	533 537
Avantages sociaux.....	105 088
Transports et communications.....	45 252
Services	406 190
Fournitures et matériel	53 010

	1 143 077

Bureau de l'intervenant provincial en faveur des enfants et des jeunes (Poste 4)	
Traitements et salaires.....	562 910
Avantages sociaux.....	91 505
Transports et communications.....	91 344
Services	186 602
Fournitures et matériel	67 047

	999 408

TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE	
PROGRAMME DES COMMISSAIRES	16 967 998
	=====

BUREAU DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

	2008 \$	2007 \$
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS	13 723	0
	-----	-----
VENTES ET LOCATIONS.....	121 694	121 163
	-----	-----
RECOUVREMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES	72 196	119 871
	-----	-----
DIVERS.....	1 288	1 004
	-----	-----
TOTAL DES RECETTES POUR LE BUREAU DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE.....	208 901	242 038
	=====	=====

BUREAU DU CONSEIL DES MINISTRES

EXERCICE 2007 – 2008

TABLE DES MATIÈRES

	PAGE
ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS	
SOMMAIRE.....	2-64
BUREAU DU CONSEIL DES MINISTRES	2-65
ÉTAT DES RECETTES	2-67

BUREAU DU CONSEIL DES MINISTRES
ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

2006 – 2007 Dépenses réelles	PROGRAMMES	2007 – 2008	
		Crédits autorisés	Dépenses réelles
\$		\$	\$
FONCTIONNEMENT			
15 117 625	Bureau du conseil des ministres	14 401 300	14 137 261
15 117 625	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE BUREAU DU CONSEIL DES MINISTRES	* 14 401 300	14 137 261

* Y Compris le Mandats spéciaux de 5 135 900 \$

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés				Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total		
	\$	\$	\$		\$
401 FONCTIONNEMENT				PROGRAMME DU BUREAU DU CONSEIL DES MINISTRES	
1	14 073 000		14 073 000	Bureau principal	13 883 417
2	328 300		328 300	Leader parlementaire du gouvernement.....	253 844
				TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DU BUREAU DU CONSEIL DES MINISTRES.....	
	* 14 401 300		14 401 300		14 137 261

Le Bureau du Conseil des ministres est le ministère du Premier ministre. Il offre des conseils et des services d'analyse au chef du gouvernement et au Conseil des ministres pour aider le gouvernement à réaliser ses priorités. À cette fin, le Bureau du Conseil des ministres gère le processus décisionnel du gouvernement, travaille avec les ministères pour coordonner les politiques et les communications, surveille les stratégies gouvernementales et mesure les résultats obtenus, offre un soutien administratif au Cabinet du Premier ministre et au Bureau du leader parlementaire du gouvernement et assure la liaison avec le lieutenant-gouverneur.

* Y Compris le Mandats spéciaux de 5 135 900 \$

BUREAU DU CONSEIL DES MINISTRES

PROGRAMME DU BUREAU DU CONSEIL DES MINISTRES – CRÉDIT 401

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

	\$	
FONCTIONNEMENT		
Bureau principal (Poste 1)		
Traitements et salaires.....	10 257 046	
Avantages sociaux.....	1 062 341	
Transports et communications.....	347 944	
Services	1 940 499	
Fournitures et matériel	275 587	

	13 883 417	

Leader parlementaire du gouvernement (Poste 2)		
Traitements et salaires.....	211 170	
Avantages sociaux.....	24 558	
Transports et communications.....	4 727	
Services	6 828	
Fournitures et matériel	6 561	

	253 844	

TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR		
LE PROGRAMME DU BUREAU DU		
CONSEIL DES MINISTRES	14 137 261	
	=====	

BUREAU DU CONSEIL DES MINISTRES

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

	2008 \$	2007 \$
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS		
Autres	214	1 206
	-----	-----
DIVERS		
Autres	27	101
	-----	-----
TOTAL DES RECETTES POUR LE BUREAU DU CONSEIL DES MINISTRES	241	1 307
	=====	=====

BUREAU DU DIRECTEUR GÉNÉRAL DES ÉLECTIONS

EXERCICE 2007 – 2008

TABLE DES MATIÈRES

	PAGE
ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS	
SOMMAIRE.....	2-70
BUREAU DU DIRECTEUR GÉNÉRAL DES ÉLECTIONS	2-71
DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L)	2-72
ÉTAT DES RECETTES	2-73

BUREAU DU DIRECTEUR GÉNÉRAL DES ÉLECTIONS
ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

2006 – 2007 Dépenses réelles	PROGRAMMES	2007 – 2008	
		Crédits autorisés	Dépenses réelles
\$		\$	\$
FONCTIONNEMENT			
22 374 870	Bureau du directeur général des élections	7 914 900	104 486 850
22 374 870	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE BUREAU DU DIRECTEUR GÉNÉRAL DES ÉLECTIONS	7 914 900	104 486 850

BUREAU DU DIRECTEUR GÉNÉRAL DES ÉLECTIONS
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
501				
FONCTIONNEMENT				
1	4 722 200		4 722 200	Administration des élections..... 4 313 443
2	3 192 700		3 192 700	Administration du financement des élections 2 448 890
L	0		0	<i>Loi électorale</i> 97 724 517
	7 914 900		7 914 900	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE
				PROGRAMME DU BUREAU DU DIRECTEUR
				GÉNÉRAL DES ÉLECTIONS 104 486 850

Description du programme :

Le Bureau organise les élections générales et les élections partielles des membres de l'Assemblée législative, effectue des recherches et donne des renseignements généraux et des conseils sur les politiques en rapport avec le processus électoral. Le Bureau assure aussi la formation, la direction et la supervision des directeurs du scrutin des 107 circonscriptions électorales de l'Ontario.

Le directeur général des élections veille à l'application de la *Loi sur le financement des élections*. Plus de 500 associations de circonscription et 12 partis politiques inscrits doivent fournir une déclaration annuelle et informer Élections Ontario de tout changement à apporter aux renseignements concernant leur inscription. Élections Ontario vérifie tous les formulaires qui lui sont remis pour s'assurer de leur conformité à la *Loi sur le financement des élections*.

Le Bureau administre aussi les référendums en vertu de la *Loi de 1999 sur la protection des contribuables*.

En dehors des périodes électorales, le Bureau offre ses services aux ministères, aux organismes et au public sous forme de recherches historiques et comparatives, de conseils stratégiques et de renseignements généraux sur le processus électoral.

BUREAU DU DIRECTEUR GÉNÉRAL DES ÉLECTIONS
PROGRAMME DU BUREAU DU DIRECTEUR GÉNÉRAL DES ÉLECTIONS – CRÉDIT 501

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

	§	
FONCTIONNEMENT		
Administration des élections (Poste 1)		
Traitements et salaires.....	3 606 030	
Avantages sociaux.....	707 413	

	4 313 443	

Administration du financement des élections (Poste 2)		
Traitements et salaires.....	725 009	
Avantages sociaux.....	130 603	
Transports et communications.....	37 650	
Services	1 120 713	
Fournitures et matériel	97 208	
Autres opérations		
Subventionnement des dépenses électorales en		
vertu de la <i>Loi sur le financement des élections...</i>	367 124	

	2 478 307	
Moins : Recouvrements	29 417	

	2 448 890	

Crédits législatifs		
Autres opérations		
<i>Loi électorale</i>	97 724 517	

	97 724 517	

TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE		
PROGRAMME DU BUREAU DU DIRECTEUR		
GÉNÉRAL DES ÉLECTIONS.....	104 486 850	
	=====	

BUREAU DU DIRECTEUR GÉNÉRAL DES ÉLECTIONS**ÉTAT DES RECETTES****Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008**

	2008 \$	2007 \$
DIVERS		
Divers Recettes	181 258	733 643
	-----	-----
TOTAL DES RECETTES POUR LE BUREAU DU DIRECTEUR GÉNÉRAL DES ÉLECTIONS	181 258	733 643
	=====	=====

BUREAU DU LIEUTENANT-GOUVERNEUR

EXERCICE 2007 – 2008

TABLE DES MATIÈRES

	PAGE
ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS	
SOMMAIRE.....	2-76
BUREAU DU LIEUTENANT-GOUVERNEUR.....	2-77

BUREAU DU LIEUTENANT-GOUVERNEUR
ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

2006 – 2007 Dépenses réelles	PROGRAMMES	2007 – 2008	
		Crédits autorisés	Dépenses réelles
\$		\$	\$
FONCTIONNEMENT			
1 127 153	Bureau du lieutenant-gouverneur	1 130 200	1 307 534
1 127 153	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE BUREAU DU LIEUTENANT-GOUVERNEUR	* 1 130 200	1 307 534

* Y Compris le Mandats spéciaux de 481 700 \$

BUREAU DU LIEUTENANT-GOUVERNEUR
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
1701				
FONCTIONNEMENT				
				PROGRAMME DU BUREAU DU LIEUTENANT-GOUVERNEUR
1	1 130 200	180 000	1 310 200	Bureau du lieutenant-gouverneur..... 1 307 534
				TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DU BUREAU DU LIEUTENANT-GOUVERNEUR
	* 1 130 200	180 000	1 310 200	1 307 534

Description du programme :

Le programme fournit les services dont a besoin le lieutenant-gouverneur pour s'acquitter de ses fonctions constitutionnelles et communautaires, et de représentant officiel de la Reine. Dans son rôle constitutionnel, le lieutenant-gouverneur représente la Reine, nomme le premier ministre qui a l'appui de la majorité, fait prêter serment aux membres du Conseil exécutif, annonce les plans du gouvernement dans le Discours du Trône, accorde la sanction royale aux projets de loi afin qu'ils deviennent lois, approuve les décrets et les nominations recommandées par le Conseil des ministres et proroge ou dissout chaque session de l'Assemblée législative. Dans son rôle communautaire, le lieutenant-gouverneur représente la population de l'Ontario; il est l'hôte officiel de la province et accueille les chefs d'état et diplomates étrangers. Il anime ou participe chaque année à des centaines d'événements communautaires aux quatre coins de l'Ontario. Il met de l'avant des thèmes ou des questions liées à l'accessibilité pour les personnes ayant un handicap visible ou invisible, et fait avancer les possibilités en matière d'alphabétisation en faveur des jeunes autochtones. Il remet des distinctions et prix aux Ontariens et Ontariennes d'exception et, lorsqu'on le lui demande, envoie des messages pour marquer les célébrations spéciales et adresse ses félicitations à l'occasion d'anniversaires de naissance (à partir de 90 ans) et d'anniversaires de mariage (à partir de 50 ans).

* Y Compris le Mandats spéciaux de 481 700 \$

BUREAU DU LIEUTENANT-GOUVERNEUR
PROGRAMME DU BUREAU DU LIEUTENANT-GOUVERNEUR – CRÉDIT 1701
Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

	\$
FONCTIONNEMENT	
Bureau du lieutenant-gouverneur (Poste 1)	
Traitements et salaires.....	672 295
Avantages sociaux.....	72 616
Transports et communications.....	46 695
Services	285 799
Fournitures et matériel	79 329
Autres opérations	
Allocation discrétionnaire.....	150 800

	1 307 534

TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR	
LE PROGRAMME DU BUREAU DU	
LIEUTENANT-GOUVERNEUR.....	1 307 534
	=====

BUREAU DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL

EXERCICE 2007 – 2008

TABLE DES MATIÈRES

	PAGE
ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS	
SOMMAIRE.....	2-80
BUREAU DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL.....	2-81
DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L).....	2-82

BUREAU DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL
ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

2006 – 2007 Dépenses réelles	PROGRAMMES	2007 – 2008	
		Crédits autorisés	Dépenses réelles
\$		\$	\$
FONCTIONNEMENT			
12 262 266	Bureau du vérificateur général	15 307 600	13 699 905
12 262 266	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE BUREAU DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL	15 307 600	13 699 905

BUREAU DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
2501 FONCTIONNEMENT				
				PROGRAMME DU BUREAU DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL
1	14 920 600		14 920 600	Bureau du vérificateur général..... 13 355 686
L	387 000		387 000	<i>Loi sur le vérificateur général</i> 344 219
	<u> </u>	<u> </u>	<u> </u>	<u> </u>
	15 307 600		15 307 600	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DU BUREAU DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL 13 699 905
	<u> </u>	<u> </u>	<u> </u>	<u> </u>

Description du programme :

Le vérificateur général procède à la vérification impartiale de l'optimisation des ressources et des états financiers de la province conformément à la *Loi sur le vérificateur général* et d'autres lois et textes de référence. Le vérificateur général est également tenu, en vertu de la *Loi de 2004 sur la publicité gouvernementale*, d'examiner les annonces publicitaires du gouvernement et certains imprimés proposés par les bureaux gouvernementaux afin d'établir s'ils satisfont aux normes exigées par la Loi. En vertu de la *Loi de 2004 sur la transparence et la responsabilité financières*, le vérificateur général est aussi tenu d'examiner et de produire une déclaration indiquant que le Rapport préélectoral préparé par le ministère des Finances est raisonnable.

BUREAU DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL
PROGRAMME DU BUREAU DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL – CRÉDIT 2501
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

	\$
FONCTIONNEMENT	
Bureau du vérificateur général (Poste 1)	
Traitements et salaires.....	8 088 057
Avantages sociaux.....	1 575 786
Transports et communications.....	397 196
Services	2 775 253
Fournitures et matériel	469 394
Paiements de transfert	
CCAF – FCVI Inc.	50 000

	13 355 686

Crédits législatifs	
<i>Loi sur le vérificateur général</i>	
Traitements et salaires.....	228 936
Services	115 283

	344 219

TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR	
LE PROGRAMME DU BUREAU	
DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL.....	13 699 905
	=====

CABINET DU PREMIER MINISTRE

EXERCICE 2007 – 2008

TABLE DES MATIÈRES

	PAGE
ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS	
SOMMAIRE.....	2-84
CABINET DU PREMIER MINISTRE	2-85
DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L)	2-86
ÉTAT DES RECETTES	2-87

CABINET DU PREMIER MINISTRE
ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

2006 – 2007 Dépenses réelles	PROGRAMMES	2007 – 2008	
		Crédits autorisés	Dépenses réelles
\$		\$	\$
FONCTIONNEMENT			
2 905 468	Cabinet du Premier ministre	2 956 486	2 916 160
2 905 468	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE CABINET DU PREMIER MINISTRE	* 2 956 486	2 916 160

* Y Compris le Mandats spéciaux de 1 668 000 \$

CABINET DU PREMIER MINISTRE
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
2401				
FONCTIONNEMENT				
1	2 852 800		2 852 800	Cabinet du Premier ministre 2 811 599
L	87 845		87 845	Traitement versé au premier ministre en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> 89 688
L	15 841		15 841	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> 14 873
	* 2 956 486		2 956 486	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DU CABINET DU PREMIER MINISTRE 2 916 160

Description du programme :

Le programme a pour objet d'assurer le fonctionnement et l'administration du Cabinet du Premier ministre.

* Y Compris le Mandats spéciaux de 1 668 000 \$

CABINET DU PREMIER MINISTRE

PROGRAMME DU CABINET DU PREMIER MINISTRE – CRÉDIT 2401

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

	\$	
FONCTIONNEMENT		
Cabinet du Premier ministre (Poste 1)		
Traitements et salaires.....	2 203 867	
Avantages sociaux.....	252 462	
Transports et communications.....	247 502	
Services	57 859	
Fournitures et matériel	49 909	

	2 811 599	

Crédits législatifs		
Traitement versé au premier ministre en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	89 688	
Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	14 873	

	104 561	

TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DU CABINET DU PREMIER MINISTRE.....	2 916 160	
	=====	

CABINET DU PREMIER MINISTRE

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

	2008 \$	2007 \$
DIVERS		
Autres	35	0
	-----	-----
TOTAL DES RECETTES POUR LE CABINET DU PREMIER MINISTRE.....	35	0
	=====	=====

MINISTÈRE DE LA CULTURE

EXERCICE 2007 – 2008

TABLE DES MATIÈRES

	PAGE
ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS	
SOMMAIRE.....	2-90
ADMINISTRATION DU MINISTÈRE.....	2-91
CULTURE.....	2-93
FONDATION TRILLIUM DE L'ONTARIO.....	2-95
IMMOBILISATIONS CULTURELLES.....	2-97
DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L).....	2-92
ÉTAT DES RECETTES	2-99

MINISTÈRE DE LA CULTURE
ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

2006 – 2007 Dépenses réelles	PROGRAMMES	2007 – 2008	
		Crédits autorisés	Dépenses réelles
\$		\$	\$
FONCTIONNEMENT			
1 598 922	Administration du ministère	1 397 099	1 387 568
178 631 194	Culture	229 280 500	228 821 525
100 000 000	Fondation Trillium de l'Ontario	105 001 000	105 000 000
280 230 116	TOTAL (FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE	* 335 678 599	335 209 093

* Y Compris le Mandats spéciaux de 34 606 500 \$

IMMOBILISATIONS

75 606 782	Immobilisations culturelles	24 990 200	24 252 672
75 606 782	TOTAL (IMMOBILISATIONS) DU MINISTÈRE	† 24 990 200	24 252 672

† Y Compris le Mandats spéciaux de 8 000 000 \$

MINISTÈRE DE LA CULTURE
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
2801 FONCTIONNEMENT				PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE
1	1 579 400	(245 000)	1 334 400	Administration du ministère 1 323 554
L	46 858		46 858	Traitement versé au ministre en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> 47 841
L	15 841		15 841	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> 16 173
	<u> </u>	<u> </u>	<u> </u>	<u> </u>
	* 1 642 099	(245 000)	1 397 099	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE 1 387 568
	<u> </u>	<u> </u>	<u> </u>	<u> </u>

Description du programme :

Le programme d'administration du ministère comprend le Bureau du ministre et le Bureau du sous-ministre. Il est responsable des opérations et des politiques du ministère.

* Y Compris le Mandats spéciaux de 471 500 \$

MINISTÈRE DE LA CULTURE

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE – CRÉDIT 2801

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

	\$
FONCTIONNEMENT	
Administration du ministère (Poste 1)	
Traitements et salaires.....	879 234
Avantages sociaux.....	133 691
Transports et communications.....	35 301
Services	206 331
Fournitures et matériel	68 997

	1 323 554

Crédits législatifs	
Traitement versé au ministre en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	47 841
Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	16 173

	64 014

TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE	1 387 568
	=====

MINISTÈRE DE LA CULTURE
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
2802				
FONCTIONNEMENT				
1	166 102 800	63 177 700	229 280 500	Culture 228 821 525
	* 166 102 800	63 177 700	229 280 500	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR
				LE PROGRAMME DE LA CULTURE..... 228 821 525

Description du programme :

Le programme de la culture encourage et soutient l'industrie des arts et de la culture, protège le patrimoine de l'Ontario, veille au développement du réseau de bibliothèques publiques et aide les organismes culturels afin de leur donner tous les moyens possibles pour bâtir des communautés fortes et une économie florissante.

* Y Compris le Mandats spéciaux de 34 135 000 \$

MINISTÈRE DE LA CULTURE

PROGRAMME DE LA CULTURE – CRÉDIT 2802

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

	\$	\$
FONCTIONNEMENT		
Culture (Poste 1)		
Traitements et salaires		6 066 567
Avantages sociaux		989 906
Transports et communications		277 084
Services		1 655 663
Fournitures et matériel		166 021
Paiements de transfert		
Soutien au secteur de arts	23 605 524	
Soutien au secteur du patrimoine	6 048 182	
Soutien au secteur		
des bibliothèques	48 787 927	
Soutien aux organismes culturels	2 043 500	
Musée des beaux-arts de l'Ontario	19 782 500	
Collection McMichael		
d'art canadien	2 740 800	
Conseil des arts de l'Ontario	45 702 400	
Société de développement		
de l'industrie des		
médias de l'Ontario	10 483 601	
Fonds du patrimoine ontarien	3 227 150	
Centre des sciences de l'Ontario	20 209 100	
Jardins botaniques royaux	2 853 500	
Musée royal de l'Ontario	30 617 800	
Science Nord	3 564 300	
	-----	219 666 284

		228 821 525

TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE		
PROGRAMME DE LA CULTURE		228 821 525
		=====

MINISTÈRE DE LA CULTURE
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
2803 FONCTIONNEMENT				
				PROGRAMME DE LA FONDATION TRILLIUM DE L'ONTARIO
1	105 001 000		105 001 000	Fondation Trillium de l'Ontario..... 105 000 000
	105 001 000		105 001 000	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DE LA FONDATION TRILLIUM DE L'ONTARIO..... 105 000 000

Description du programme :

La Fondation Trillium de l'Ontario joue un rôle de catalyseur afin de permettre aux Ontariens et aux Ontariennes de bâtir des communautés saines et dynamiques dans toute la province en investissant dans des initiatives communautaires qui renforcent les capacités du secteur bénévole.

MINISTÈRE DE LA CULTURE

PROGRAMME DE LA FONDATION TRILLIUM DE L'ONTARIO – CRÉDIT 2803

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

S	
FONCTIONNEMENT	
Fondation Trillium de l'Ontario (Poste 1)	
Paiements de transfert	
Fondation Trillium de l'Ontario.....	105 000 000

	105 000 000

TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DE LA FONDATION TRILLIUM DE L'ONTARIO	105 000 000
	=====

MINISTÈRE DE LA CULTURE
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
2804				
IMMOBILISATIONS				PROGRAMME D'IMMOBILISATIONS CULTURELLES
1	21 584 200	3 406 000	24 990 200	Immobilisations culturelles..... 24 252 672
	* 21 584 200	3 406 000	24 990 200	TOTAL (IMMOBILISATIONS) POUR LE PROGRAMME D'IMMOBILISATIONS CULTURELLES..... 24 252 672

Description du programme :

Le programme d'immobilisations culturelles veille à la préservation et à la promotion des investissements de l'Ontario dans l'infrastructure culturelle. Le ministère travaille en partenariat avec le ministère du Tourisme afin de gérer les engagements pris en matière de développement de l'infrastructure culturelle dans le programme Partenaires pour les sports, la culture et le tourisme - une initiative consacrée à l'infrastructure et dotée d'un budget de 300 millions de dollars sur cinq ans.

Le ministère de la Culture est responsable de la réfection de l'actif appartenant à la province ou exploité par cette dernière afin de stimuler l'économie, par exemple par la Fiducie du patrimoine ontarien. Les fonds accordés aux organismes voués aux attractions relevant du ministère leur permettent d'entreprendre des réparations et des réfections de l'infrastructure existante (rénovations, aménagements requis par le Code du bâtiment, améliorations de la protection de la santé et la sécurité, conformité aux lois et règlements) afin de demeurer concurrentiels et d'améliorer l'expérience vécue par les visiteurs.

* Y Compris le Mandats spéciaux de 8 000 000 \$

MINISTÈRE DE LA CULTURE

PROGRAMME D'IMMOBILISATIONS CULTURELLES – CRÉDIT 2804

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

	\$	\$
IMMOBILISATIONS		
Immobilisations culturelles (Poste 1)		
Paiements de transfert		
Subventions d'immobilisations pour la culture	12 547 968	
Subventions d'immobilisations pour la culture – Contribution du gouvernement fédéral.....	47 968	
Partenariat du millénaire	73 817	
Réparations et rénovations des organismes culturels.....	8 000 000	
Partenariats pour les sports, la culture et le tourisme.....	2 256 642	
Partenaires pour les sports, la culture et le tourisme – Contribution au Programme d'infrastructures Canada-Ontario	1 326 277	
	-----	24 252 672
		24 252 672

TOTAL (IMMOBILISATIONS) POUR LE PROGRAMME D'IMMOBILISATIONS CULTURELLES.....		24 252 672
		=====

MINISTÈRE DE LA CULTURE

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

	2008 \$	2007 \$
GOUVERNEMENT DU CANADA		
Initiative des endroits historiques	1 114 144	851 595
Programme d'infrastructures Canada-Ontario – quote-part du gouvernement fédéral.....	1 083 205	16 974 088
	<u>2 197 349</u>	<u>17 825 683</u>
REMBOURSEMENTS DE DÉPENSES.....	54 151	0
	<u>94</u>	<u>77</u>
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS	2 768	121 737
	<u>390</u>	<u>0</u>
DIVERS.....		
TOTAL DES RECETTES DU MINISTÈRE	<u>2 254 752</u>	<u>17 947 497</u>

MINISTÈRE DU DÉVELOPPMENT DU NORD ET DES MINES

EXERCICE 2007 – 2008

TABLE DES MATIÈRES

	PAGE
ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS	
SOMMAIRE.....	2-102
ADMINISTRATION DU MINISTÈRE.....	2-103
DÉVELOPPEMENT DU NORD.....	2-105
MINES ET MINÉRAUX.....	2-108
DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L).....	2-104, 2-107, 2-109
ÉTAT DES RECETTES	2-110
ÉTAT DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS ET DOTATIONS EN IMMOBILISATIONS	2-110

MINISTÈRE DU DÉVELOPPMENT DU NORD ET DES MINES
ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

2006 – 2007		2007 – 2008	
Dépenses réelles	PROGRAMMES	Crédits autorisés	Dépenses réelles
\$		\$	\$
FONCTIONNEMENT			
10 168 423	Administration du ministère	10 138 899	9 667 610
71 752 461	Développement du Nord	106 790 900	104 028 163
29 823 470	Mines et minéraux	32 789 200	31 642 877
111 744 354	TOTAL (FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE	* 149 718 999	145 338 650

* Y Compris le Mandats spéciaux de 21 000 000 \$

ACTIFS DE FONCTIONNEMENT

20 000 000	Développement du Nord	20 001 000	17 000 000
0	Mines et minéraux	1 000	0
20 000 000	TOTAL (ACTIFS DE FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE	‡ 20 002 000	17 000 000

‡ Y Compris le Mandats spéciaux de 3 000 000 \$

IMMOBILISATIONS

204 572 272	Développement du Nord	215 475 800	215 113 963
10 761 424	Mines et minéraux	10 950 000	10 797 386
215 333 696	TOTAL (IMMOBILISATIONS) DU MINISTÈRE	† 226 425 800	225 911 349

† Y Compris le Mandats spéciaux de 19 000 000 \$

ACTIFS DE IMMOBILISATIONS

367 603 787	Développement du Nord	479 800 000	479 662 205
367 603 787	TOTAL (ACTIFS DE IMMOBILISATIONS) DU MINISTÈRE	** 479 800 000	479 662 205

** Y Compris le Mandats spéciaux de 180 000 000 \$

MINISTÈRE DU DÉVELOPPMENT DU NORD ET DES MINES

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
2201 FONCTIONNEMENT				
				PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE
1	10 075 200		10 075 200	Administration du ministère 9 603 596
L	1 000		1 000	Créances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i> 0
L	46 858		46 858	Traitement versé au ministre en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> 47 841
L	15 841		15 841	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> 16 173
	<u>10 138 899</u>		<u>10 138 899</u>	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE ... 9 667 610

Description du programme :

Ce programme offre son leadership ainsi que des services de planification stratégique des activités et des ressources pour assurer la prestation efficace et efficiente des programmes du ministère. Le programme appuie les objectifs du ministère et du gouvernement grâce à l'administration judicieuse des ressources du ministère (ressources humaines et financières; information et technologie de l'information) et à son leadership en matière de politiques, de finances et de communications.

* Y Compris le Mandats spéciaux de 4 000 000 \$

MINISTÈRE DU DÉVELOPPMENT DU NORD ET DES MINES
PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE – CRÉDIT 2201

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

	\$	\$		\$	\$
FONCTIONNEMENT					
<i>Administration du ministère (Poste 1)</i>			<i>Analyse et planification</i>		
Traitements et salaires.....		5 192 788	Traitements et salaires.....	752 185	
Avantages sociaux.....		620 494	Avantages sociaux.....	114 024	
Transports et communications.....		446 903	Transports et communications.....	44 597	
Services.....		9 019 987	Services.....	48 114	
Fournitures et matériel.....		299 606	Fournitures et matériel.....	13 204	
		-----		-----	972 124
		15 579 778			-----
Moins : Recouvrements.....		5 976 182			

		9 603 596			

<i>Bureau principal</i>			<i>Services juridiques</i>		
Traitements et salaires.....	1 442 037		Transports et communications.....	15 970	
Avantages sociaux.....	153 481		Services.....	857 102	
Transports et communications.....	184 158		Fournitures et matériel.....	23 163	
Services.....	50 559			-----	896 235
Fournitures et matériel.....	107 611				-----
	-----	1 937 846			

<i>Services financiers et administratifs</i>			<i>Services de vérification</i>		
Traitements et salaires.....	1 062 338		Services.....	130 000	
Avantages sociaux.....	112 520			-----	130 000
Transports et communications.....	74 238				-----
Services.....	5 482 222				
Fournitures et matériel.....	83 729				
	-----	6 815 047			
Moins : Recouvrements.....	4 490 182				
	-----	2 324 865			

<i>Ressources humaines</i>			<i>Systèmes informatiques</i>		
Traitements et salaires.....	666 053		Traitements et salaires.....	190 000	
Avantages sociaux.....	105 695		Services.....	2 274 842	
Transports et communications.....	44 449			-----	2 464 842
Services.....	52 681		Moins : Recouvrements.....	1 486 000	
Fournitures et matériel.....	19 757			-----	978 842
	-----	888 635			-----

<i>Services de communications</i>			<i>Crédits législatifs</i>		
Traitements et salaires.....	1 080 175		Traitement versé au ministre en vertu		
Avantages sociaux.....	134 774		de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	47 841	
Transports et communications.....	83 491		Traitement versé à l'adjoint parlementaire en		
Services.....	124 467		vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	16 173	
Fournitures et matériel.....	52 142			-----	64 014
	-----	1 475 049			-----

			TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR		
			L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE.....	9 667 610	=====

MINISTÈRE DU DÉVELOPPMENT DU NORD ET DES MINES

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
2202 FONCTIONNEMENT				PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT DU NORD
1	77 580 900	27 500 000	105 080 900	Développement économique du Nord..... 104 028 163
L	1 710 000		1 710 000	Créances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i> 0
	* 79 290 900	27 500 000	106 790 900	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT DU NORD..... 104 028 163
Actifs				
3	20 001 000		20 001 000	Actifs de fonctionnement pour le développement du Nord 17 000 000
	‡ 20 001 000		20 001 000	TOTAL (ACTIFS) POUR LE PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT DU NORD..... 17 000 000

* Y Compris le Mandats spéciaux de 4 000 000 \$

‡ Y Compris le Mandats spéciaux de 3 000 000 \$

MINISTÈRE DU DÉVELOPPMENT DU NORD ET DES MINES

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
2202				
IMMOBILISATIONS				PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT DU NORD
2	58 241 300	(628 000)	57 613 300	Développement économique du Nord..... 57 251 463
L	157 862 500		157 862 500	Amortissement – <i>Loi sur l'administration financière</i> 157 862 500
	† 216 103 800	(628 000)	215 475 800	TOTAL (IMMOBILISATIONS) POUR LE PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT DU NORD 215 113 963
Actifs				
4	467 800 000	12 000 000	479 800 000	Routes du Nord – Actifs 479 662 205
	** 467 800 000	12 000 000	479 800 000	TOTAL (ACTIFS) POUR LE PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT DU NORD..... 479 662 205

Description du programme:

Ce programme aide à stimuler l'économie du Nord de l'Ontario et à y bâtir des collectivités plus dynamiques et plus fortes. Le ministère dirige la mise en œuvre du Plan pour la prospérité du Nord. Il s'agit d'un vaste ensemble d'initiatives destinées à stimuler la croissance, la création d'emplois et une meilleure qualité de vie pour la population du Nord. Citons notamment les programmes de la Société de gestion du Fonds du patrimoine du Nord de l'Ontario, le programme pilote d'Obligations de développement du Nord de l'Ontario et le Programme InvestiNord - GO. Le ministère coordonne les initiatives provinciales de développement économique dans le Nord et appuie les investissements stratégiques dans l'infrastructure, comme le Programme des routes du Nord. Il fait la promotion, dans le monde entier, des avantages et débouchés qu'offre le Nord de l'Ontario.

Le programme offre aux Nord-Ontariens un accès aux programmes et services du gouvernement par son réseau de centres d'information et d'équipes régionales. Grâce à ce réseau, à ses politiques coordonnées, à ses activités de planification et aux conseils de développement du Nord, le programme permet également aux résidents du Nord de participer aux décisions concernant les programmes et services du gouvernement qui les touchent.

† Y Compris le Mandats spéciaux de 13 000 000 \$

** Y Compris le Mandats spéciaux de 180 000 000 \$

PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT DU NORD – CRÉDIT 2202

[illegible]

MINISTÈRE DU DÉVELOPPMENT DU NORD ET DES MINES

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
2203 FONCTIONNEMENT				PROGRAMME DES MINES ET DES MINÉRAUX
1	32 788 200		32 788 200	Compétitivité du secteur des minéraux..... 30 636 123
L	1 000		1 000	Créances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i> 1 006 754
	* 32 789 200		32 789 200	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DES MINES ET DES MINÉRAUX 31 642 877
Actifs				
3	1 000		1 000	Actif de fonctionnement pour les mines et les minéraux 0
	1 000		1 000	TOTAL (ACTIFS) POUR LE PROGRAMME DES MINES ET DES MINÉRAUX..... 0
IMMOBILISATIONS				
2	11 000 000	(50 000)	10 950 000	Compétitivité du secteur des minéraux..... 10 797 386
	† 11 000 000	(50 000)	10 950 000	TOTAL (IMMOBILISATIONS) POUR LE PROGRAMME DES MINES ET DES MINÉRAUX 10 797 386

Description du programme :

Ce programme aide à bâtir un secteur minier dynamique et durable qui contribuera à la prospérité de tout l'Ontario. Les relevés cartographiques géologiques provinciaux et l'accès en ligne 24 heures sur 24, sept jours sur sept, aux données géoscientifiques, les services de marketing international et les conseils spécialisés en matière de géologie offerts par le personnel des bureaux locaux à l'échelle de la province donnent un avantage concurrentiel à l'Ontario, en permettant à l'industrie mondiale de l'exploration d'évaluer le potentiel minier de la province et en encourageant les investissements, l'exploration et le développement des ressources minières en Ontario. Les compétences géoscientifiques du programme appuient aussi d'autres priorités du gouvernement, telles que la cartographie des eaux souterraines dans le cadre de la protection de l'eau potable et la recherche de nouvelles possibilités de développement industriel et énergétique.

Le programme administre aussi la *Loi sur les mines de l'Ontario* pour assurer le développement durable et responsable des ressources minières de la province. Pour y parvenir, il offre au public l'accès équitable aux droits miniers de la Couronne, gère équitablement et efficacement les terrains miniers de l'Ontario et assure la sécurité et le respect de l'environnement en matière d'exploitation des minéraux ainsi que la réhabilitation des terrains miniers.

* Y Compris le Mandats spéciaux de 13 000 000 \$

† Y Compris le Mandats spéciaux de 6 000 000 \$

MINISTÈRE DU DÉVELOPPMENT DU NORD ET DES MINES

PROGRAMME DES MINES ET DES MINÉRAUX – CRÉDIT 2203

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

\$		\$	
FONCTIONNEMENT		IMMOBILISATIONS	
Compétitivité du secteur des minéraux (Poste 1)		Compétitivité du secteur des minéraux (Poste 2)	
Traitements et salaires.....	12 967 937	Transports et communications.....	16 732
Avantages sociaux.....	1 830 337	Services.....	9 658 828
Transports et communications.....	1 444 860	Fournitures et matériel.....	975 076
Services.....	11 527 339	Palements de transfert.....	146 750
Fournitures et matériel.....	2 565 650		-----
Palements de transfert			10 797 386
Initiative de cartographie			-----
géologique du Grand Nord.....	300 000	TOTAL (IMMOBILISATIONS)	
	-----	POUR LE PROGRAMME DES	
	30 636 123	MINES ET DES MINÉRAUX.....	10 797 386
	-----		=====
Crédits législatifs			
Autres opérations			
Créances irrécouvrables,			
<i>Loi sur l'administration financière.....</i>	1 006 754		

	1 006 754		

TOTAL (FONCTIONNEMENT)			
POUR LE PROGRAMME DES			
MINES ET DES MINÉRAUX.....	31 642 877		
	=====		

MINISTÈRE DU DÉVELOPPMENT DU NORD ET DES MINES

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

	2008 \$	2007 \$
RECETTES FISCALES		
Impôt sur les zones affectées à l'exploitation minière – <i>Loi sur les mines</i>	2 051 175	5 395 371
	-----	-----
GOUVERNEMENT DU CANADA		
Strategic Highway Improvement Plan*	(1 892 900)	1 892 900
	-----	-----
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS		
Droits d'exploitation minière (<i>Loi sur les mines</i>)	1 224 600	2 156 263
Frais pour chèques refusés	315	245
	-----	-----
	1 224 915	2 156 508
	-----	-----
AMENDES ET PÉNALITÉS		
Frais de confiscations	1 800	3 925
	-----	-----
VENTES ET LOCATIONS.....	523 192	373 019
	-----	-----
REDEVANCES.....	1 975 560	2 088 766
	-----	-----
RECOUVREMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES	64 194	23 307
	-----	-----
DIVERS		
Prêts - Intérêts	671 988	207 123
Autres	33 404	25 991
	-----	-----
	705 392	233 114
	-----	-----
TOTAL DES RECETTES DU MINISTÈRE	4 653 328	12 166 910
	=====	=====

* En 2006-2007, le ministère des Transports a aussi comptabilisé des recettes dans le cadre du Programme stratégique d'infrastructures routières.

ÉTAT DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS ET DOTATIONS EN IMMOBILISATIONS

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

	2008 \$	2007 \$
Développement économique – Remboursements	2 748 822	20 000 000
	-----	-----
TOTAL - REMBOURSEMENTS DES PRÊTS ET DOTATIONS EN IMMOBILISATIONS	2 748 822	20 000 000
	=====	=====

MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET DU COMMERCE

EXERCICE 2007 – 2008

TABLE DES MATIÈRES

	PAGE
ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS	
SOMMAIRE.....	2-112
ADMINISTRATION DU MINISTÈRE.....	2-113
DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET COMMERCE.....	2-115
DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L)	2-114, 2-116
ÉTAT DES RECETTES	2-118
ÉTAT DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS ET DOTATIONS EN IMMOBILISATIONS	2-118

MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET DU COMMERCE

ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

2006 – 2007 Dépenses réelles	PROGRAMMES	2007 – 2008	
		Crédits autorisés	Dépenses réelles
\$		\$	\$
FONCTIONNEMENT			
14 350 061	Administration du ministère	13 712 099	13 063 106
159 080 019	Développement économique et Commerce	407 926 500	398 643 720
173 430 080	TOTAL (FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE	* 421 638 599	411 706 826

* Y Compris le Mandats spéciaux de 234 775 000 \$

ACTIFS DE FONCTIONNEMENT

37 006 348	Développement économique et Commerce	127 575 500	51 958 415
37 006 348	TOTAL (ACTIFS DE FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE	‡ 127 575 500	51 958 415

‡ Y Compris le Mandats spéciaux de 70 000 000 \$

IMMOBILISATIONS

20 000 000	Développement économique et Commerce	28 780 000	28 780 000
20 000 000	TOTAL (IMMOBILISATIONS) DU MINISTÈRE	† 28 780 000	28 780 000

† Y Compris le Mandats spéciaux de 6 000 000 \$

MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET DU COMMERCE

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
901 FONCTIONNEMENT				
				PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE
1	15 248 400	(1 600 000)	13 648 400	Administration du ministère 12 992 623
L	46 858		46 858	Traitement versé au ministre en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> 47 841
L	15 841		15 841	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> 22 642
L	1 000		1 000	Créances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i> 0
	<u>* 15 312 099</u>	<u>(1 600 000)</u>	<u>13 712 099</u>	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE ... 13 063 106

Description du programme :

Ce programme offre des services administratifs et juridiques, des services d'information et de planification générale, et d'autres services de soutien aux programmes du ministère et à certains de ses organismes. Il fournit aussi des services de soutien au ministère de la Recherche et de l'Innovation, au ministère des Petites Entreprises et de l'Entrepreneuriat, au ministère des Affaires intergouvernementales et au Secrétariat du renouveau démocratique.

* Y Compris le Mandats spéciaux de 7 500 000 \$

MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET DU COMMERCE

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE – CRÉDIT 901

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

	\$	\$		\$	\$
FONCTIONNEMENT					
Administration du ministère (Poste 1)			<i>Services de communication</i>		
Traitements et salaires.....	6 896 251		Traitements et salaires.....	1 695 403	
Avantages sociaux.....	777 428		Avantages sociaux.....	204 302	
Transports et communications.....	243 072		Transports et communications.....	46 591	
Services.....	4 789 810		Services.....	872 479	
Fournitures et matériel.....	286 062		Fournitures et matériel.....	40 789	
	-----			-----	2 859 564
	12 992 623				-----
	-----		<i>Services juridiques</i>		
<i>Bureau principal</i>			Transports et communications.....	10 260	
Traitements et salaires.....	2 172 940		Services.....	1 487 727	
Avantages sociaux.....	194 456		Fournitures et matériel.....	22 271	
Transports et communications.....	137 221			-----	1 520 258
Services.....	441 566				-----
Fournitures et matériel.....	64 827		<i>Services de vérification</i>		
	-----		Services.....	412 322	
	3 011 010			-----	412 322
	-----				-----
<i>Planification et finances</i>			<i>Systèmes informatiques</i>		
Traitements et salaires.....	2 097 164		Services.....	777 489	
Avantages sociaux.....	262 209			-----	777 489
Transports et communications.....	25 615				-----
Services.....	572 131		<i>Crédits législatifs</i>		
Fournitures et matériel.....	117 109		Traitement versé au ministre en vertu		
	-----		de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>		47 841
	3 074 228		Traitement versé à l'adjoint parlementaire		
	-----		en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>		22 642
<i>Ressources humaines</i>					-----
Traitements et salaires.....	930 744				70 483
Avantages sociaux.....	116 461		TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR		
Transports et communications.....	23 385		L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE.....		13 063 106
Services.....	226 096				=====
Fournitures et matériel.....	41 066				

	1 337 752				

MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET DU COMMERCE

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
902 FONCTIONNEMENT				PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET COMMERCE
1	318 489 700	36 985 000	355 474 700	Secteurs industriels 351 259 950
9	58 121 500	(7 925 000)	50 196 500	Investissements et commerce..... 46 668 842
6	355 300	(100 000)	255 300	Société de développement de l'Ontario 196 907
L	2 000 000		2 000 000	Créances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i> 518 021
	* 378 966 500	28 960 000	407 926 500	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET COMMERCE 398 643 720
Actifs				
8	127 575 500		127 575 500	Développement économique..... 51 958 415
	‡ 127 575 500		127 575 500	TOTAL (ACTIFS) POUR LE PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET COMMERCE 51 958 415
IMMOBILISATIONS				
7	33 780 000	(5 000 000)	28 780 000	Développement économique..... 28 780 000
	† 33 780 000	(5 000 000)	28 780 000	TOTAL (IMMOBILISATIONS) POUR LE PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET COMMERCE 28 780 000

Description du programme :

Ce programme appuie la croissance économique et la création d'emplois en Ontario. Pour ce faire, il dirige l'élaboration de politiques économiques dans tout le gouvernement; il encourage l'innovation; il soutient le développement communautaire, sectoriel et industriel; il fait la promotion de l'Ontario comme lieu privilégié où investir et il aide les investisseurs qui souhaitent s'installer dans la province et y étendre leurs activités; il attire les investissements dans les secteurs stratégiques, comme l'industrie automobile; il stimule les exportations internationales de l'Ontario en aidant les PME de la province à exporter sur les marchés mondiaux; il rehausse le profil international de l'Ontario en représentant la province sur les principaux marchés internationaux. Le programme gère également les engagements financiers en cours de la Société de développement de l'Ontario.

* Y Compris le Mandats spéciaux de 227 275 000 \$

‡ Y Compris le Mandats spéciaux de 70 000 000 \$

† Y Compris le Mandats spéciaux de 6 000 000 \$

MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET DU COMMERCE
PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET COMMERCE – CRÉDIT 902

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

\$		\$	
FONCTIONNEMENT			
Secteurs industriels (Poste 1)		Investissements et commerce (Poste 9)	
Traitements et salaires.....	6 986 526	Traitements et salaires.....	9 852 011
Avantages sociaux.....	807 847	Avantages sociaux	1 332 069
Transports et communications	340 235	Transports et communications	2 247 746
Services	2 765 273	Services	32 295 512
Fournitures et matériel	331 542	Fournitures et matériel	658 004
Paielements de transfert		Paielements de transfert	
Subventions à l'appui du		Subventions à l'appui des	
développement de l'industrie.....	1 352 951	investissements et du	
Institut for Competitiveness		développement du commerce	183 500
and Prosperity.....	916 750	Société de développement	
Bonifications d'intérêts –		du transport urbain	100 000
Stratégie d'investissement		-----	283 500
dans le secteur de			-----
fabrication de pointe	5 215 705		46 668 842
Bonifications d'intérêts –			-----
Fonds pour la Stratégie			
ontarienne d'investissement			
dans l'industrie automobile.....	22 196 876		
Fonds d'investissements stratégiques			
dans des grands projets	11 534 794		
Fonds pour la Stratégie ontarienne			
d'investissement dans			
l'industrie automobile	119 473 966		
Stratégie de redressement économique			
régional et local	8 822 900		
Initiative Investissement stratégique			
dans le secteur manufacturier.....	54 147 838		
Investissement dans les			
compétences stratégiques	390 600		
Centre pour l'innovation			
dans la gouvernance			
internationale	17 000 000		
Initiatives pour accroître la			
compétitivité et la prospérité.....	2 220 000		
Soutien au secteur manufacturier	25 500 000		
Soutien à la formation dans le			
secteur manufacturier	53 400 000		
Soutien au financement des ventes	17 856 147		
-----	340 028 527		

	351 259 950		

Crédits législatifs		Société de développement de l'Ontario (Poste 6)	
Autres opérations		Traitements et salaires.....	73 851
Créances irrécouvrables, <i>Loi sur</i>		Avantages sociaux	11 491
<i>l'administration financière</i>	518 021	Transports et communications	3 403
	-----	Services	107 448
	518 021	Fournitures et matériel	714
	-----		-----
			196 907

		TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR	
		LE PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT	
		ÉCONOMIQUE ET COMMERCE	398 643 720
			=====

MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET DU COMMERCE
PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET COMMERCE – CRÉDIT 902

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

\$		\$	
Actifs		IMMOBILISATIONS	
Développement économique (Poste 8)		Développement économique (Poste 7)	
Dépôts et charges payées d'avance.....	91 528		
Prêts et investissements			
Stratégie d'investissement			
dans le secteur de			
fabrication de pointe.....	25 901 045		
Fonds pour la Stratégie ontarienne			
d'investissement dans			
l'industrie automobile	25 965 842		

	51 866 887		

	51 958 415		

TOTAL (ACTIFS) POUR LE		TOTAL (IMMOBILISATIONS) POUR LE	
PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT		PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT	
ÉCONOMIQUE ET COMMERCE.....	51 958 415	ÉCONOMIQUE ET COMMERCE	28 780 000
	=====		=====

Paiements de transfert		
Université de Toronto	27 780 000	
Stratégie de redressement économique		
régional et local.....	1 000 000	28 780 000
	-----	-----
		28 780 000

MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET DU COMMERCE

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

	2008 \$	2007 \$
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS		
Droits d'inscription à des conférences et colloques	38 325	100 319
Frais pour chèques refusés – <i>Loi sur l'administration financière</i>	35	0
Forum sur l'exportation et excellence en commerce international	0	108 578
Autres	1 028	2 874
	<u>39 388</u>	<u>211 771</u>
REDEVANCES		
Bombardier Inc.	<u>3 313 144</u>	<u>2 940 337</u>
RECOUVREMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES		
Recouvrement lié aux radiations	179 210	199 662
Prêts accordés aux jeunes entrepreneurs	12 327	34 743
Traitements et salaires	0	25 401
Recouvrements de dépenses des années précédentes – autres	2 431 882	1 967 358
	<u>2 623 419</u>	<u>2 227 164</u>
DIVERS		
Société Bombardier – Intérêts	1 682 110	2 058 000
Autres	111 543	626 110
	<u>1 793 653</u>	<u>2 684 110</u>
TOTAL DES RECETTES DU MINISTÈRE	<u>7 769 604</u>	<u>8 063 382</u>

ÉTAT DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS ET DOTATIONS EN IMMOBILISATIONS

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

	2008 \$	2007 \$
Palladium Finance Corporation	2 128 792	2 128 792
Société Bombardier	24 500 000	4 900 000
TOTAL DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS ET DOTATIONS EN IMMOBILISATIONS	<u>26 628 792</u>	<u>7 028 792</u>

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION

EXERCICE 2007 – 2008

TABLE DES MATIÈRES

	PAGE
ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS	
SOMMAIRE.....	2-120
ADMINISTRATION DU MINISTÈRE.....	2-121
ÉDUCATION ÉLÉMENTAIRE ET SECONDAIRE	2-123
GROUPEMENT DE L'INFORMATION ET DE LA TECHNOLOGIE DE L'INFORMATION POUR LES SERVICES À LA COLLECTIVITÉ	2-125
DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L)	2-122, 2-124
ÉTAT DES RECETTES	2-127

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION
ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

2006 – 2007 Dépenses réelles	PROGRAMMES	2007 – 2008	
		Crédits autorisés	Dépenses réelles
\$		\$	\$
FONCTIONNEMENT			
23 919 164	Administration du ministère	23 936 299	23 758 315
11 912 155 374	Éducation élémentaire et secondaire	12 563 172 000	12 530 259 271
1 000	Groupement de l'information et de la technologie de l'information pour les services à la collectivité	11 499 100	10 881 614
11 936 075 538	TOTAL (FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE	* 12 598 607 399	12 564 899 200

* Y Compris le Mandats spéciaux de 3 451 822 300 \$

ACTIFS DE FONCTIONNEMENT

750 000	Éducation élémentaire et secondaire	750 000	0
750 000	TOTAL (ACTIFS DE FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE	‡ 750 000	0

‡ Y Compris le Mandats spéciaux de 187 500 \$

IMMOBILISATIONS

6 400 000	Éducation élémentaire et secondaire	17 070 000	17 069 724
6 400 000	TOTAL (IMMOBILISATIONS) DU MINISTÈRE	† 17 070 000	17 069 724

† Y Compris le Mandats spéciaux de 3 250 000 \$

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
1001 FONCTIONNEMENT				
				PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE
1	23 873 600		23 873 600	Administration du ministère 21 777 141
L	46 858		46 858	Traitement versé au ministre en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> 47 841
L	15 841		15 841	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> 25 520
L	0		0	Créances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i> 1 907 813
	<u>* 23 936 299</u>		<u>23 936 299</u>	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE 23 758 315

Description du programme :

Fournir l'orientation générale requise pour permettre au ministère de l'Éducation d'atteindre ses objectifs et offrir les services d'administration et de soutien nécessaires à la prestation des programmes du ministère.

* Y Compris le Mandats spéciaux de 4 710 800 \$

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION
PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE – CRÉDIT 1001

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

\$		\$	
FONCTIONNEMENT			
Administration du ministère (Poste 1)		<i>Services de communication</i>	
Traitements et salaires.....	14 799 402	Traitements et salaires.....	5 551 476
Avantages sociaux.....	2 163 182	Avantages sociaux.....	733 456
Transports et communications.....	504 475	Transports et communications.....	175 020
Services.....	13 895 180	Services.....	906 282
Fournitures et matériel.....	555 302	Fournitures et matériel.....	97 291
	-----		-----
	31 917 541		7 463 525
Moins : Recouvrements.....	10 140 400	Moins : Recouvrements.....	1 986 500
	-----		-----
	21 777 141		5 477 025
	-----		-----
<i>Bureau principal</i>		<i>Services juridiques</i>	
Traitements et salaires.....	1 566 584	Transports et communications.....	26 109
Avantages sociaux.....	232 090	Services.....	2 676 902
Transports et communications.....	82 096	Fournitures et matériel.....	79 786
Services.....	109 028		-----
Fournitures et matériel.....	67 685		2 782 797
	-----	Moins : Recouvrements.....	725 900
	2 057 483		-----
	-----		2 056 897

<i>Services financiers et administratifs</i>		<i>Services de vérification</i>	
Traitements et salaires.....	4 994 261	Transports et communications.....	2 007 573
Avantages sociaux.....	897 379	Services.....	815 000
Transports et communications.....	157 092		-----
Services.....	2 348 425		1 192 573
Fournitures et matériel.....	197 808		-----

	8 594 965	<i>Systèmes informatiques</i>	
Moins : Recouvrements.....	4 259 100	Services.....	5 570 900
	-----		-----
	4 335 865		5 570 900
	-----		-----
<i>Ressources humaines</i>		Crédits législatifs	
Traitements et salaires.....	2 687 081	Traitement versé au ministre en vertu	
Avantages sociaux.....	300 257	de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	47 841
Transports et communications.....	64 158	Traitement versé à l'adjoint parlementaire	
Services.....	276 070	en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	25 520
Fournitures et matériel.....	112 732	Autres opérations	
	-----	Créances irrécouvrables,	
	3 440 298	<i>Loi sur l'administration financière</i>	1 907 813
Moins : Recouvrements.....	2 353 900		-----
	-----		1 981 174
	1 086 398		-----
	-----	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR	
		L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE.....	23 758 315
			=====

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
1002 FONCTIONNEMENT				PROGRAMME D'ÉDUCATION ÉLÉMENTAIRE ET SECONDAIRE
1 12 234 938 900	(160 903 700)	12 074 035 200	Politiques et prestation des programmes.....	12 050 305 496
2 134 936 800	5 200 000	140 136 800	Activités éducatives.....	138 342 855
L 349 000 000		349 000 000	Caisse de retraite des enseignantes et des enseignants de l'Ontario	341 610 920
* 12 718 875 700	(155 703 700)	12 563 172 000	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME D'ÉDUCATION ÉLÉMENTAIRE ET SECONDAIRE	12 530 259 271
Actifs				
4 750 000		750 000	Politiques et prestation des programmes.....	0
‡ 750 000		750 000	TOTAL (ACTIFS) POUR LE PROGRAMME D'ÉDUCATION ÉLÉMENTAIRE ET SECONDAIRE	0
IMMOBILISATIONS				
3 17 070 000		17 070 000	Soutien à l'éducation élémentaire et secondaire ...	17 069 724
† 17 070 000		17 070 000	TOTAL (IMMOBILISATIONS) POUR LE PROGRAMME D'ÉDUCATION ÉLÉMENTAIRE ET SECONDAIRE	17 069 724

Description du programme :

Le programme fournit une orientation en matière de politiques et de programmes, ainsi qu'un soutien financier aux écoles élémentaires et secondaires et aux organismes de l'Ontario afin d'encourager la mise en place et le maintien d'un système d'éducation de qualité pour tous les élèves de la province, quel que soit leur lieu de résidence. Le programme cherche à atteindre trois objectifs fondamentaux : excellence du rendement scolaire; préparation de tous les élèves au succès dans leurs études, au travail et dans la vie communautaire; amélioration de la compétitivité de l'Ontario sur la scène internationale.

Les éléments-clés du programme sont les suivants : appuyer la mise en œuvre d'un curriculum rigoureux, favoriser l'apprentissage des élèves, maintenir des normes de rendement élevées et appuyer l'excellence de l'enseignement; assurer le financement d'un système d'éducation rationalisé et efficace mettant l'accent sur l'enseignement et l'apprentissage en salle de classe, la responsabilité du financement de l'éducation élémentaire et secondaire et le fonctionnement des écoles provinciales accueillant des élèves sourds, aveugles, sourds et aveugles, ou ayant des difficultés d'apprentissage.

* Y Compris le Mandats spéciaux de 3 443 145 000 \$

* Y Compris le Mandats spéciaux de 187 500 \$

† Y Compris le Mandats spéciaux de 3 250 000 \$

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION

PROGRAMME D'ÉDUCATION ÉLÉMENTAIRE ET SECONDAIRE – CRÉDIT 1002

**Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008**

\$		\$	
FONCTIONNEMENT			
Politiques et prestation des programmes (Poste 1)		Crédits législatifs Caisse de retraite des enseignantes et des enseignants de l'Ontario	
Traitements et salaires.....	44 274 829		
Avantages sociaux.....	5 076 789		
Transports et communications.....	10 459 401		
Services.....	67 328 340		
Fournitures et matériel.....	1 625 088		
Paiements de transfert			
Subventions de fonctionnement			
aux conseils scolaires.....	11 569 172 877		
Programmes d'éducation			
– Autres.....	300 130 788		
Office de la qualité et de la			
responsabilité en éducation.....	30 893 590		
Association canadienne			
d'éducation.....	176 986		
Centre franco-ontarien de			
ressources pédagogiques.....	453 900		
Conseil des ministres de			
l'éducation (Canada).....	1 155 622		
Jeunes voyageurs de l'Ontario.....	319 382		
Projets des langues officielles.....	13 175 204		
Fédération des associations du			
sport scolaire de l'Ontario.....	50 000		
Subventions diverses.....	52 400		
Projet de révision du			
périmètre comptable.....	5 960 300		

	11 921 541 049		

	12 050 305 496		

Activités éducatives (Poste 2)		Paievements de transfert Prestations prises en charge par le gouvernement, <i>Loi sur le régime de retraite des enseignants</i>	
Traitements et salaires.....	42 587 273		341 610 920
Avantages sociaux.....	6 434 317		-----
Transports et communications.....	1 365 403		341 610 920
Services.....	9 278 093		-----
Fournitures et matériel.....	6 256 744		
Paiements de transfert			
Paievements tenant lieu d'impôt			
aux municipalités.....	60 225		
L'Office des télécommunications			
éducatives de langue			
française de l'Ontario.....	26 600 000		
Office de la télécommunication			
éducative de l'Ontario.....	45 760 800		

	72 421 025		

	138 342 855		

		TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME D'ÉDUCATION ÉLÉMENTAIRE ET SECONDAIRE	
		12 530 259 271	
		=====	
		IMMOBILISATIONS	
		Soutien à l'éducation élémentaire et secondaire (Poste 3)	
		Autres opérations	
		Autres opérations.....	
		Soutien à l'Office des	
		télécommunications éducatives	
		de langue française	
		de l'Ontario.....	
		Soutien pour l'Office de la	
		télécommunication éducative de	
		l'Ontario.....	

		17 069 724	

		17 069 724	

		TOTAL (IMMOBILISATIONS) POUR LE PROGRAMME D'ÉDUCATION ÉLÉMENTAIRE ET SECONDAIRE	
		17 069 724	
		=====	

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
1003				
FONCTIONNEMENT				
				GROUPEMENT DE L'INFORMATION ET DE LA TECHNOLOGIE DE L'INFORMATION POUR LES SERVICES À LA COLLECTIVITÉ
1	9 699 100	1 800 000	11 499 100	Groupement de l'information et de la technologie de l'information pour et services à la collectivité..... 10 881 614
				TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE GROUPEMENT DE L'INFORMATION ET DE LA TECHNOLOGIE DE L'INFORMATION POUR LES SERVICES À LA COLLECTIVITÉ.....
	* 9 699 100	1 800 000	11 499 100	10 881 614

Description du programme :

Le Groupement de l'information et de la technologie de l'information pour les services à la collectivité offre des services de gestion de l'information et de technologie de l'information aux ministères suivants : Affaires municipales et Logement; Affaires civiques et Immigration; Formation et Collèges et Universités; Tourisme; Culture; Affaires intergouvernementales; Éducation. Le Groupement travaille en collaboration avec les ministères et leur propose des solutions technologiques rapides et bon marché qui leur permettent d'atteindre leurs objectifs et encouragent les affaires électroniques et les services gouvernementaux en direct afin de mieux servir le public.

* Y Compris le Mandats spéciaux de 3 966 500 \$

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION

GROUPEMENT DE L'INFORMATION ET DE LA TECHNOLOGIE DE
L'INFORMATION POUR LES SERVICES À LA COLLECTIVITÉ – CRÉDIT 1003

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

§	
FONCTIONNEMENT	
Groupement de l'information et de la technologie de l'information pour les services à la collectivité (Poste 1)	
Traitements et salaires.....	15 067 187
Avantages sociaux.....	1 811 775
Transports et communications.....	228 711
Services	12 451 381
Fournitures et matériel.....	1 743 260

	31 302 314
Moins : Recouvrements	20 420 700

	10 881 614

TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE GROUPEMENT DE L'INFORMATION ET DE LA TECHNOLOGIE DE L'INFORMATION POUR LES SERVICES À LA COLLECTIVITÉ.....	10 881 614
	=====

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

	2008 \$	2007 \$
GOUVERNEMENT DU CANADA		
Langues officielles dans l'enseignement	74 767 036	68 602 781
Autres	794 816	576 387
	<u>75 561 852</u>	<u>69 179 168</u>
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS		
Inspection des écoles secondaires et des écoles privées/ des écoles privées de form. prof	197 165	143 448
Frais pour chèques refusés	310	0
	<u>197 475</u>	<u>143 448</u>
VENTES ET LOCATIONS		
Avantages, accessoires.....	73 572	66 103
Locaux mis en location.....	29 078	41 036
Ventes de ressources aux conseils scolaires.....	1 711	1 063
Autres	254 022	126 033
	<u>358 383</u>	<u>234 235</u>
RECOUVREMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES		
Fournisseurs.....	9 870 591	1 413 315
	<u>9 870 591</u>	<u>1 413 315</u>
DIVERS		
Intérêts bancaires	54 993	39 393
Écoles provinciales	0	460 336
	<u>54 993</u>	<u>499 729</u>
TOTAL DES RECETTES DU MINISTÈRE	<u>86 043 294</u>	<u>71 469 895</u>

MINISTÈRE DE L'ÉNERGIE

EXERCICE 2007 – 2008

TABLE DES MATIÈRES

	PAGE
ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS	
SOMMAIRE.....	2-130
ADMINISTRATION DU MINISTÈRE.....	2-131
TRANSFORMATION DU SECTEUR DE L'ÉNERGIE	2-133
DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L)	2-132
ÉTAT DES RECETTES	2-135

MINISTÈRE DE L'ÉNERGIE
ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

2006 – 2007 Dépenses réelles	PROGRAMMES	2007 – 2008	
		Crédits autorisés	Dépenses réelles
\$		\$	\$
FONCTIONNEMENT			
8 129 061	Administration du ministère	8 164 099	7 731 607
30 407 500	Transformation du secteur de l'énergie	71 730 900	69 397 456
38 536 561	TOTAL (FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE	* 79 894 999	77 129 063

* Y Compris le Mandats spéciaux de 26 700 000 \$

MINISTÈRE DE L'ÉNERGIE
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
2901 FONCTIONNEMENT				
				PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE
1	8 101 400		8 101 400	Administration du ministère 7 667 593
L	46 858		46 858	Traitement versé au ministre en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> 47 841
L	15 841		15 841	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> 16 173
	<u>8 164 099</u>		<u>8 164 099</u>	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE 7 731 607
	=====		=====	=====

Description du programme :

Ce programme fournit toute une gamme de services : services financiers et administratifs, vérification, élaboration des politiques ministérielles et planification opérationnelle, soutien aux ressources humaines et développement des systèmes. Il offre également des services juridiques et de communication.

* Y Compris le Mandats spéciaux de 3 100 000 \$

MINISTÈRE DE L'ÉNERGIE

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE – CRÉDIT 2901

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

\$		\$	
FONCTIONNEMENT		<i>Services de communication</i>	
Administration du ministère (Poste 1)		Traitements et salaires.....	1 259 508
		Avantages sociaux	168 936
		Transports et communications	47 240
		Services	361 999
		Fournitures et matériel	50 422
		-----	1 888 105
		<i>Analyse et planification</i>	
Traitements et salaires.....	4 364 732	Traitements et salaires.....	1 419 596
Avantages sociaux.....	569 129	Avantages sociaux	204 363
Transports et communications	229 754	Transports et communications	38 874
Services	3 071 259	Services	97 671
Fournitures et matériel	127 719	Fournitures et matériel	28 400
	-----	-----	1 788 904
	8 362 593	<i>Services juridiques</i>	
Moins : Recouvrements	695 000	Traitements et salaires.....	5 005
	-----	Avantages sociaux	444
	7 667 593	Transports et communications	16 344
	-----	Services	1 061 516
		Fournitures et matériel	11 611
		-----	1 094 920
<i>Bureau principal</i>		<i>Services de vérification</i>	
Traitements et salaires.....	1 680 623	Services	52 023
Avantages sociaux.....	195 386	-----	52 023
Transports et communications	126 563	<i>Systèmes informatiques</i>	
Services	60 862	Services	455 632
Fournitures et matériel	23 156	Moins : Recouvrements	285 000
	-----	-----	170 632
	2 086 590	<i>Crédits législatifs</i>	
	-----	Traitement versé au ministre en vertu	
		de la Loi sur le Conseil exécutif.....	47 841
<i>Services financiers et administratifs</i>		Traitement versé à l'adjoint parlementaire en	
Transports et communications	733	vertu de la Loi sur le Conseil exécutif	16 173
Services	981 271	-----	64 014
Fournitures et matériel	14 130	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR	
	-----	L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE	
	996 134		7 731 607
Moins : Recouvrements	410 000		

	586 134		

<i>Ressources humaines</i>			
Services	285		

	285		

MINISTÈRE DE L'ÉNERGIE
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
2902 FONCTIONNEMENT				
				PROGRAMME DE TRANSFORMATION DU SECTEUR DE L'ÉNERGIE
1	59 410 900	12 320 000	71 730 900	Politiques et programmes..... 69 397 456
	* 59 410 900	12 320 000	71 730 900	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DE TRANSFORMATION DU SECTEUR DE L'ÉNERGIE 69 397 456

Description du programme :

Ce programme est chargé de l'élaboration des politiques énergétiques de l'Ontario qui sont essentielles pour bâtir une économie vigoureuse et prospère. Il apporte son leadership et son soutien au secteur de l'énergie pour disposer d'un approvisionnement énergétique et d'un réseau de transport et de distribution diversifiés et écologiquement viables, à des prix concurrentiels. Ce programme appuie la conservation et le rendement énergétiques, ainsi que le développement des énergies renouvelables.

* Y Compris le Mandats spéciaux de 23 600 000 \$

MINISTÈRE DE L'ÉNERGIE

PROGRAMME DE TRANSFORMATION DU SECTEUR DE L'ÉNERGIE – CRÉDIT 2902

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

	\$	\$
FONCTIONNEMENT		
Politiques et programmes (Poste 1)		
Traitements et salaires.....		6 764 322
Avantages sociaux.....		703 506
Transports et communications.....		288 756
Services		12 575 436
Fournitures et matériel		308 555
Paielements de transfert		
Recherche en bioénergie.....	1 131 868	
Initiatives liées à l'approvisionnement		
énergétique.....	29 115 000	
Initiatives de conservation	1 625 634	
Fonds pour la vérification		
énergétique résidentielle	5 895 128	
Programme ontarien d'encouragement		
au chauffage renouvelable	80 220	
Programme ontarien		
d'amélioration du rendement		
énergétique domiciliaire.....	9 851 845	
Programme de production		
d'énergie renouvelable à usage		
résidentiel.....	131 061	
World Green Building Council....	500 000	
Fonds d'action écologique pour les		
municipalités – Renforcement		
des capacités.....	426 125	
	-----	48 756 881

		69 397 456

TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE		
PROGRAMME DE TRANSFORMATION		
DU SECTEUR DE L'ÉNERGIE.....		69 397 456
		=====

MINISTÈRE DE L'ÉNERGIE

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

	2008 \$	2007 \$
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS		
Droits, Permis et Autorisations - général	200 000	0
FOI – Droits	1 031	1 459
	<u>201 031</u>	<u>1 459</u>
RECOUVREMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES		
Paielements de transfert	0	50 000
Ventes et Locations	643 709	36 112
	<u>643 709</u>	<u>86 112</u>
DIVERS		
Autres	132 184	591 006
	<u>132 184</u>	<u>591 006</u>
TOTAL DES RECETTES DU MINISTÈRE	<u>976 924</u>	<u>678 577</u>

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT

EXERCICE 2007 – 2008

TABLE DES MATIÈRES

	PAGE
ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS	
SOMMAIRE.....	2-138
ADMINISTRATION DU MINISTÈRE.....	2-139
ASSAINISSEMENT DE L'AIR.....	2-142
ASSAINISSEMENT DE L'EAU	2-145
GESTION DES DÉCHETS.....	2-149
DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L)	2-141
ÉTAT DES RECETTES	2-153

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT
ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

2006 – 2007 Dépenses réelles	PROGRAMMES	2007 – 2008	
		Crédits autorisés	Dépenses réelles
\$		\$	\$
FONCTIONNEMENT			
57 673 079	Administration du ministère	58 567 699	58 509 390
57 547 308	Assainissement de l'air	60 929 300	60 878 750
124 341 352	Assainissement de l'eau	141 838 100	141 694 627
39 753 916	Gestion des déchets	42 083 400	41 913 612
279 315 655	TOTAL (FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE	* 303 418 499	302 996 379

* Y Compris le Mandats spéciaux de 72 646 900 \$

IMMOBILISATIONS

0	Assainissement de l'air	300 000	300 000
25 033 561	Assainissement de l'eau	35 774 200	35 735 357
4 411 012	Gestion des déchets	5 348 800	5 051 761
29 444 573	TOTAL (IMMOBILISATIONS) DU MINISTÈRE	† 41 423 000	41 087 118

† Y Compris le Mandats spéciaux de 10 325 600 \$

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
1101 FONCTIONNEMENT				PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE
1	57 989 500	515 500	58 505 000	Soutien à la gestion stratégique..... 58 445 376
L	46 858		46 858	Traitement versé au ministre en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> 47 841
L	15 841		15 841	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> 16 173
	<u>58 052 199</u>	<u>515 500</u>	<u>58 567 699</u>	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE 58 509 390

Description du programme :

Ce programme offre ses conseils stratégiques et son aide en matière de politiques ministérielles, de planification axée sur les résultats et de planification financière, de contrôle financier, de ressources humaines, d'administration, de vérification et de systèmes d'information et de technologie. Il assure aussi la prestation de services efficaces de soutien juridique et en communications, de gestion des connaissances et de pratiques exemplaires innovatrices en gestion environnementale pour faciliter l'atteinte des activités et objectifs clés du ministère.

* Y Compris le Mandats spéciaux de 12 822 000 \$

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT
PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE – CRÉDIT 1101

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

\$		\$	
FONCTIONNEMENT			
Soutien à la gestion stratégique (Poste 1)		<i>Gestion de l'information et services de technologie</i>	
Traitements et salaires.....	21 091 449	Traitements et salaires.....	1 691 432
Avantages sociaux.....	3 394 272	Avantages sociaux.....	253 693
Transports et communications.....	1 375 076	Transports et communications.....	104 952
Services.....	28 975 914	Services.....	3 976 765
Fournitures et matériel.....	3 608 665	Fournitures et matériel.....	1 042 784
	-----		-----
	58 445 376		7 069 626
	-----		-----
<i>Bureau principal</i>		<i>Communications</i>	
Traitements et salaires.....	2 244 981	Traitements et salaires.....	3 282 976
Avantages sociaux.....	236 488	Avantages sociaux.....	449 795
Transports et communications.....	132 122	Transports et communications.....	204 145
Services.....	83 899	Services.....	332 053
Fournitures et matériel.....	68 526	Fournitures et matériel.....	192 176
	-----		-----
	2 766 016		4 461 145
	-----		-----
<i>Planification et contrôle financière</i>		<i>Services juridiques</i>	
Traitements et salaires.....	3 546 222	Traitements et salaires.....	5 684
Avantages sociaux.....	404 081	Transports et communications.....	205 193
Transports et communications.....	81 602	Services.....	4 542 637
Services.....	943 960	Fournitures et matériel.....	269 653
Fournitures et matériel.....	819 168		-----
	-----		5 023 167
	5 795 033		-----
	-----		-----
<i>Ressources humaines</i>		<i>Services de vérification</i>	
Traitements et salaires.....	1 955 955	Services.....	487 617
Avantages sociaux.....	612 961		-----
Transports et communications.....	94 576		487 617
Services.....	343 109		-----
Fournitures et matériel.....	149 048		-----
	-----		-----
	3 155 649		-----
	-----		-----
		<i>Commissions et comités</i>	
Traitements et salaires.....	1 955 955	Traitements et salaires.....	1 137 768
Avantages sociaux.....	612 961	Avantages sociaux.....	142 194
Transports et communications.....	94 576	Transports et communications.....	53 655
Services.....	343 109	Services.....	312 421
Fournitures et matériel.....	149 048	Fournitures et matériel.....	115 196
	-----		-----
	3 155 649		1 761 234
	-----		-----

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT
PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE – CRÉDIT 1101

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

	\$	\$		\$
<i>Locaux</i>			<i>Crédits législatifs</i>	
Avantages sociaux.....	481			
Transports et communications.....	53 779			
Services	16 116 592		Traitement versé au ministre en vertu	
Fournitures et matériel	396 015		de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	47 841
	-----		Traitement versé à l'adjoint parlementaire en	
		16 566 867	vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	16 173
		-----		-----
				64 014
<i>Innovation environnementale</i>				-----
Traitements et salaires.....	2 598 355		TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR	
Avantages sociaux.....	371 447		L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE	58 509 390
Transports et communications	81 532			=====
Services	404 993			
Fournitures et matériel	114 268			

		3 570 595		

<i>Soutien à la gestion des programmes</i>				
Traitements et salaires.....	4 628 076			
Avantages sociaux.....	923 132			
Transports et communications	363 520			
Services	1 431 668			
Fournitures et matériel	435 122			

		7 781 518		

<i>Surveillance environnementale</i>				
Fournitures et matériel	6 709			

		6 709		

<i>Élaboration des politiques et programmes</i>				
Services	200			

		200		

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
1106 FONCTIONNEMENT				PROGRAMME D'ASSAINISSEMENT DE L'AIR
1	32 219 800	3 415 700	35 635 500	Smog et substances toxiques atmosphériques..... 35 613 492
2	20 244 100		20 244 100	Air pur 20 225 802
3	3 742 200	1 307 500	5 049 700	Changement climatique 5 039 456
				TOTAL (FONCTIONNEMENT)
				POUR LE PROGRAMME
				D'ASSAINISSEMENT DE L'AIR 60 878 750
	* 56 206 100	4 723 200	60 929 300	
	=====	=====	=====	=====
IMMOBILISATIONS				
4	300 000		300 000	Immobilisations – Air 300 000
				TOTAL (IMMOBILISATIONS)
				POUR LE PROGRAMME
				D'ASSAINISSEMENT DE L'AIR 300 000
	† 300 000		300 000	
	=====	=====	=====	=====

Description du programme :

Ce programme appuie l'objectif d'améliorer l'air que respirent les Ontariens et les Ontariennes en élaborant des lois, politiques et programmes pour lutter contre la pollution atmosphérique ayant des retombées locales, régionales ou mondiales. Ce programme est également chargé de surveiller la qualité de l'air et d'assurer la conformité aux règlements ministériels.

* Y Compris le Mandats spéciaux de 13 473 200 \$

† Y Compris le Mandats spéciaux de 100 000 \$

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT
PROGRAMME D'ASSAINISSEMENT DE L'AIR – CRÉDIT 1106
Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

	\$	\$		\$	\$
FONCTIONNEMENT					
Smog et substances toxiques atmosphériques (Poste 1)			<i>Élaboration des politiques et programmes</i>		
Traitements et salaires.....	23 692 412		Traitements et salaires.....	735 355	
Avantages sociaux.....	1 578 552		Avantages sociaux	96 512	
Transports et communications.....	915 485		Transports et communications.....	89 018	
Services	2 671 048			-----	920 885
Fournitures et matériel	1 968 470				-----
Paielements de transfert			<i>Prestation des programmes</i>		
Subventions pour les			Services	245 657	
partenariats environnementaux – Air.....	4 787 525		Paielements de transfert		
	-----		Subventions pour les partenariats		
	35 613 492		Environnementaux – Air.....	4 768 025	
	-----			-----	5 013 682
<i>Conformité, application des lois et intervention</i>			<i>Aide aux programmes spécialisés</i>		
Traitements et salaires.....	8 962 030		Fournitures et matériel	890 000	
Avantages sociaux.....	207 453			-----	890 000
Transports et communications.....	387 624				-----
Services	291 313		<i>Air pur (Poste 2)</i>		
Fournitures et matériel	374 807		Traitements et salaires.....	3 584 417	
	-----	10 223 227	Avantages sociaux	371 075	
		-----	Transports et communications.....	97 284	
<i>Science et normes</i>			Services	16 065 522	
Traitements et salaires.....	5 860 689		Fournitures et matériel	107 504	
Avantages sociaux.....	251 066			-----	20 225 802
Transports et communications.....	161 670				-----
Services	1 389 021		<i>Conformité, application des lois et intervention</i>		
Fournitures et matériel	216 371		Traitements et salaires.....	1 036 147	
	-----	7 878 817	Avantages sociaux	105 284	
		-----	Transports et communications.....	57 095	
<i>Autorisations</i>			Services	814 485	
Traitements et salaires.....	4 030 586		Fournitures et matériel	52 526	
Avantages sociaux.....	480 439			-----	2 065 537
Transports et communications.....	122 750				-----
Services	313 545				
Fournitures et matériel	105 243				
Paielements de transfert					
Subventions pour les partenariats					
Environnementaux – Air.....	19 500				
	-----	5 072 063			

<i>Surveillance environnementale</i>					
Traitements et salaires.....	4 103 752				
Avantages sociaux.....	543 082				
Transports et communications.....	154 423				
Services	431 512				
Fournitures et matériel	382 049				
	-----	5 614 818			

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT
PROGRAMME D'ASSAINISSEMENT DE L'AIR – CRÉDIT 1106

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

	\$	\$		\$	\$
<i>Élaboration des politiques et programmes</i>			<i>Conformité, application des lois et intervention</i>		
Traitements et salaires.....	1 127 230		Services	28 000	
Avantages sociaux.....	151 389			-----	28 000
Transports et communications	39 339				-----
Services	642 136				
Fournitures et matériel	38 186				

		1 998 280	TOTAL (FONCTIONNEMENT)		
		-----	POUR LE PROGRAMME		
			D'ASSAINISSEMENT DE L'AIR.....		60 878 750
					=====
<i>Prestation des programmes</i>			IMMOBILISATIONS		
Traitements et salaires.....	1 421 040		Immobilisations – Air (Poste 4)		
Avantages sociaux.....	114 402				
Transports et communications	850				
Services	14 608 901				
Fournitures et matériel	16 792				

		16 161 985			

<i>Changement climatique (Poste 3)</i>					
Traitements et salaires.....	1 233 587		Autres opérations		
Avantages sociaux.....	176 291		Investissements dans les immobilisations		300 000
Transports et communications	44 944				-----
Services	3 583 934		TOTAL (IMMOBILISATIONS)		
Fournitures et matériel	700		POUR LE PROGRAMME		
	-----		D'ASSAINISSEMENT DE L'AIR.....		300 000
		5 039 456			=====

<i>Élaboration des politiques et programmes</i>					
Traitements et salaires.....	1 233 587				
Avantages sociaux.....	176 291				
Transports et communications	44 944				
Services	1 217 155				
Fournitures et matériel	700				

		2 672 677			

<i>Communications</i>					
Services	2 338 779				

		2 338 779			

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
1107				
FONCTIONNEMENT				PROGRAMME D'ASSAINISSEMENT DE L'EAU
1	98 912 100	898 200	99 810 300	Assainissement de l'eau..... 99 782 583
2	34 916 900	1 370 400	36 287 300	Protection des sources..... 36 202 657
3	8 900 300	(3 160 800)	5 739 500	Gestion des éléments nutritifs..... 5 709 387
L	1 000		1 000	Créances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i> 0
	* 142 730 300	(892 200)	141 838 100	TOTAL (FONCTIONNEMENT)
				POUR LE PROGRAMME
				D'ASSAINISSEMENT DE L'EAU..... 141 694 627
IMMOBILISATIONS				
4	9 373 000	26 401 200	35 774 200	Immobilisations – Eau 35 735 357
	† 9 373 000	26 401 200	35 774 200	TOTAL (IMMOBILISATIONS)
				POUR LE PROGRAMME
				D'ASSAINISSEMENT DE L'EAU..... 35 735 357

Description du programme :

Ce programme appuie l'objectif de protéger l'eau que boivent les Ontariens et les Ontariennes en élaborant des lois, politiques et programmes, en surveillant la qualité de l'eau et en appliquant les règlements pour assurer la protection de l'eau potable de la source au robinet et la protection et la conservation des ressources en eau de l'Ontario.

* Y Compris le Mandats spéciaux de 35 312 200 \$

† Y Compris le Mandats spéciaux de 6 584 800 \$

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT
PROGRAMME D'ASSAINISSEMENT DE L'EAU – CRÉDIT 1107
Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

	\$	\$		\$	\$
FONCTIONNEMENT					
Assainissement de l'eau (Poste 1)			<i>Surveillance environnementale</i>		
Traitements et salaires.....	55 596 121		Traitements et salaires.....	3 189 303	
Avantages sociaux.....	8 374 666		Avantages sociaux.....	415 149	
Transports et communications.....	2 610 371		Transports et communications.....	112 149	
Services.....	24 364 132		Services.....	601 847	
Fournitures et matériel.....	5 805 649		Fournitures et matériel.....	300 133	
Paiements de transfert				-----	4 618 581
Subventions pour les partenariats					
Environnementaux – Eau.....	3 244 112				
	-----		<i>Élaboration des politiques et programmes</i>		
	99 995 051				
Moins : Recouvrements.....	212 468				
	-----		Traitements et salaires.....	1 555 690	
	99 782 583		Avantages sociaux.....	159 845	
	-----		Transports et communications.....	37 953	
			Services.....	888 925	
<i>Conformité, application des lois et intervention</i>			Fournitures et matériel.....	46 372	
				-----	2 688 785
Traitements et salaires.....	31 283 589				
Avantages sociaux.....	4 550 759		<i>Prestation des programmes</i>		
Transports et communications.....	1 621 774				
Services.....	4 943 205		Traitements et salaires.....	1 934 228	
Fournitures et matériel.....	1 114 237		Avantages sociaux.....	274 939	
	-----	43 513 564	Transports et communications.....	73 989	
			Fournitures et matériel.....	74 726	
<i>Science et normes</i>			Paiements de transfert		
			Subventions pour les partenariats		
Traitements et salaires.....	11 229 471		Environnementaux – Eau.....	3 229 112	
Avantages sociaux.....	2 129 050			-----	
Transports et communications.....	202 555			5 586 994	
Services.....	1 615 213		Moins : Recouvrements.....	212 468	
Fournitures et matériel.....	875 698			-----	5 374 526
	-----	16 051 987			
<i>Autorisations</i>			<i>Aide aux programmes spécialisés</i>		
Traitements et salaires.....	6 335 033		Transports et communications.....	280 828	
Avantages sociaux.....	844 924		Services.....	6 578 242	
Transports et communications.....	281 123		Fournitures et matériel.....	3 112 698	
Services.....	1 417 334			-----	9 971 768
Fournitures et matériel.....	281 785				
Paiements de transfert			<i>Resources humaines</i>		
Subventions pour les partenariats					
Environnementaux – Eau.....	15 000		Services.....	1 231	
	-----	9 175 199		-----	1 231

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT
PROGRAMME D'ASSAINISSEMENT DE L'EAU – CRÉDIT 1107

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

	\$	\$		\$	\$
<i>Services juridiques</i>			<i>Surveillance environnementale</i>		
Services	45 764		Traitements et salaires.....	3 114 544	
	-----	45 764	Avantages sociaux	518 504	
		-----	Transports et communications	157 475	
<i>Locaux</i>			Services	400 130	
Services	94 576		Fournitures et matériel	686 613	
	-----	94 576		-----	4 877 266
		-----			-----
<i>Gestion de l'information et services de technologie</i>			<i>Élaboration des politiques et programmes</i>		
Traitements et salaires.....	68 807		Traitements et salaires.....	3 430 575	
Services	8 177 795		Avantages sociaux	428 970	
	-----	8 246 602	Transports et communications	236 577	
		-----	Services	1 936 948	
			Fournitures et matériel	435 990	
			Paievements de transfert		
			Subventions pour la		
Protection des sources (Poste 2)			protection des sources	11 995 430	
				-----	18 464 490

Traitements et salaires.....	12 241 182		<i>Prestation des programmes</i>		
Avantages sociaux.....	1 691 844		Traitements et salaires.....	231 069	
Transports et communications	500 462		Avantages sociaux	22 395	
Services	8 142 688		Transports et communications	5 508	
Fournitures et matériel	1 623 671		Fournitures et matériel	8 338	
Paievements de transfert				-----	267 310
Subventions pour la protection des sources	12 002 810				-----
	-----	36 202 657			-----

<i>Science et normes</i>			<i>Partenariat fédéral-provincial</i>		
Traitements et salaires.....	3 667 043		Traitements et salaires.....	640 341	
Avantages sociaux.....	504 750		Avantages sociaux	72 720	
Transports et communications	35 904		Transports et communications	53 438	
Services	804 428		Services	4 816 744	
Fournitures et matériel	437 960		Fournitures et matériel	52 900	
	-----	5 450 085	Paievements de transfert		
		-----	Subventions pour la		
			protection des sources	7 380	
				-----	5 643 523

<i>Autorisations</i>			<i>Locaux</i>		
Traitements et salaires.....	764 263		Services	126 700	
Avantages sociaux.....	143 726			-----	126 700
Transports et communications	11 560				-----
Services	1 364				
Fournitures et matériel	1 309				
	-----	922 222			

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT
PROGRAMME D'ASSAINISSEMENT DE L'EAU – CRÉDIT 1107
Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

	\$	\$		\$	\$
<i>Conformité, application des lois et intervention</i>			<i>Surveillance environnementale</i>		
Traitements et salaires.....	393 347		Traitements et salaires.....	565 642	
Avantages sociaux.....	779		Avantages sociaux	121 775	
Services	56 374		Transports et communications.....	38 195	
Fournitures et matériel	561		Services	440 897	
	-----	451 061	Fournitures et matériel	34 030	
		-----		-----	1 200 539

<i>Gestion des éléments nutritifs (Poste 3)</i>			<i>Élaboration des politiques et programmes</i>		
Traitements et salaires.....	3 376 705		Traitements et salaires.....	222 949	
Avantages sociaux.....	467 737		Avantages sociaux	24 525	
Transports et communications.....	98 682		Transports et communications.....	123	
Services	1 265 911		Services	400	
Fournitures et matériel	183 877			-----	247 997
Paiements de transfert					-----
Subventions pour les partenariats de					
gestion des éléments nutritifs.....	316 475				
	-----	5 709 387			

<i>Conformité, application des lois et intervention</i>			TOTAL (FONCTIONNEMENT)		
Traitements et salaires.....	1 664 510		POUR LE PROGRAMME		
Avantages sociaux.....	197 166		D'ASSAINISSEMENT DE L'EAU.....		
Transports et communications.....	44 715				141 694 627
Services	655 900				=====
Fournitures et matériel	18 880				
	-----	2 581 171			

<i>Science et normes</i>			IMMOBILISATIONS		
Traitements et salaires.....	826 883		<i>Immobilisations – Eau (Poste 4)</i>		
Avantages sociaux.....	114 484		Paielements de transfert		
Transports et communications.....	14 417		Centre de Walkerton pour		
Services	128 714		l'assainissement de l'eau		
Fournitures et matériel	130 707		Subventions pour les projets		
Paiements de transfert			d'assainissement des Grands Lacs..		
Subventions pour les partenariats			Planification de la protection des		
de gestion des éléments nutritifs.....	316 475		sources.....		
	-----	1 531 680			

<i>Autorisations</i>					
Traitements et salaires.....	96 721		Autres opérations		
Avantages sociaux.....	9 787		Investissements dans les immobilisations		
Transports et communications.....	1 232				5 772 257
Services	40 000				-----
Fournitures et matériel	260				35 735 357
	-----	148 000			-----

			TOTAL (IMMOBILISATIONS)		
			POUR LE PROGRAMME		
			D'ASSAINISSEMENT DE L'EAU.....		
					35 735 357
					=====

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
1108				
FONCTIONNEMENT				PROGRAMME DE GESTION DES DÉCHETS
1	15 639 900	1 228 800	16 868 700	Réduction des déchets non dangereux 16 843 647
2	12 368 800	3 129 000	15 497 800	Gestion des déchets dangereux 15 362 501
3	10 966 900	(1 251 000)	9 715 900	Restauration des sols..... 9 707 464
L	1 000		1 000	Créances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i> 0
	* 38 976 600	3 106 800	42 083 400	TOTAL (FONCTIONNEMENT)
				POUR LE PROGRAMME DE
				GESTION DES DÉCHETS..... 41 913 612
IMMOBILISATIONS				
4	14 000 000	(8 651 200)	5 348 800	Immobilisations – gestion des déchets..... 5 051 761
	† 14 000 000	(8 651 200)	5 348 800	TOTAL (IMMOBILISATIONS)
				POUR LE PROGRAMME DE
				GESTION DES DÉCHETS..... 5 051 761

Description du programme :

Ce programme appuie l'objectif de réduire, de réutiliser et de recycler les déchets que produisent les Ontariens et les Ontariennes en élaborant des lois, politiques et programmes et en les faisant respecter pour améliorer la gestion des déchets dangereux et non dangereux et restaurer la qualité des sols par l'assainissement des sites contaminés.

* Y Compris le Mandats spéciaux de 11 039 500 \$

† Y Compris le Mandats spéciaux de 3 640 800 \$

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT
PROGRAMME DE GESTION DES DÉCHETS – CRÉDIT 1108
Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

\$		\$	
FONCTIONNEMENT			
Réduction des déchets non dangereux (Poste 1)		<i>Élaboration des politiques et programmes</i>	
Traitements et salaires.....	11 309 794	Traitements et salaires.....	797 717
Avantages sociaux.....	1 509 468	Transports et communications.....	42 371
Transports et communications.....	341 624	Services.....	473 588
Services.....	2 103 359	Fournitures et matériel.....	66 557
Fournitures et matériel.....	655 352		-----
Paiements de transfert			1 380 233
Subventions pour les partenariats			-----
Environnementaux – déchets.....	924 050		
	-----	<i>Prestation des programmes</i>	
	16 843 647	Paiements de transfert	
	-----	Subventions pour les partenariats	
		environnementaux – déchets.....	894 550

			894 550

<i>Conformité, application des lois et intervention</i>		<i>Gestion de l'information et services de technologie</i>	
Traitements et salaires.....	7 405 060	Services.....	124 167
Avantages sociaux.....	1 122 719		-----
Transports et communications.....	234 212		124 167
Services.....	1 426 528		-----
Fournitures et matériel.....	428 061		
	-----	<i>Gestion des déchets dangereux (Poste 2)</i>	
	10 616 580	Traitements et salaires.....	10 852 161
	-----	Avantages sociaux.....	1 981 726
		Transports et communications.....	422 398
<i>Science et normes</i>		Services.....	1 739 082
Traitements et salaires.....	774 603	Fournitures et matériel.....	367 134
Avantages sociaux.....	53 756		-----
Transports et communications.....	47 593		15 362 501
Services.....	39 167		-----
Fournitures et matériel.....	143 820		
	-----	<i>Conformité, application des lois et intervention</i>	
	1 058 939	Traitements et salaires.....	5 377 082
	-----	Avantages sociaux.....	793 826
		Transports et communications.....	343 868
<i>Autorisations</i>		Services.....	497 830
Traitements et salaires.....	2 332 414	Fournitures et matériel.....	284 787
Avantages sociaux.....	332 993		-----
Transports et communications.....	17 448		7 297 393
Services.....	39 909		-----
Fournitures et matériel.....	16 914		
Paiements de transfert		<i>Sciences et normes</i>	
Subventions – Partenariat concernant		Traitements et salaires.....	1 249 789
les déchets environnementaux.....	29 500	Transports et communications.....	5 519
	-----	Services.....	25 050
	2 769 178	Fournitures et matériel.....	37 964
	-----		-----
			1 318 322

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT
PROGRAMME DE GESTION DES DÉCHETS – CRÉDIT 1108
Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

\$		\$	
<i>Autorisations</i>		<i>Conformité, application des lois et intervention</i>	
Traitements et salaires.....	1 239 042	Traitements et salaires.....	495 640
Avantages sociaux.....	126 378	Avantages sociaux	60 144
Transports et communications	29 765	Transports et communications	2 875
Services	63 002	Services	866 671
Fournitures et matériel	9 126		1 425 330
	-----		-----
	1 467 313		

<i>Surveillance environnementale</i>		<i>Sciences et normes</i>	
Traitements et salaires.....	1 406 642	Traitements et salaires.....	975 058
Avantages sociaux.....	159 954	Avantages sociaux	640 020
Transports et communications	34 358	Transports et communications	7 703
Services	1 121 064	Services	775 250
Fournitures et matériel	34 359	Fournitures et matériel	8 091
	-----		2 406 122
	2 756 377		-----

<i>Élaboration des politiques et programmes</i>		<i>Autorisations</i>	
Traitements et salaires.....	1 579 606	Traitements et salaires.....	115 614
Avantages sociaux.....	901 568	Avantages sociaux	15 176
Transports et communications	8 888	Transports et communications	1 678
Services	32 136	Services	98 035
Fournitures et matériel	898	Fournitures et matériel	15 558
	-----		246 061
	2 523 096		-----

<i>Restauration des sols (Poste 3)</i>		<i>Surveillance environnementale</i>	
Traitements et salaires.....	3 914 226	Traitements et salaires.....	448 304
Avantages sociaux.....	809 769	Avantages sociaux	47 017
Transports et communications	70 987	Transports et communications	14 119
Services	4 812 884	Services	554 491
Fournitures et matériel	99 598	Fournitures et matériel	50 979
	-----		1 114 910
	9 707 464		-----

		<i>Élaboration des politiques et du programme</i>	
		Traitements et salaires.....	1 811 927
		Transports et communications	44 015
		Fournitures et matériel	24 970
			1 880 912

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT
PROGRAMME DE GESTION DES DÉCHETS – CRÉDIT 1108
Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

	\$	\$
<i>Prestation des programmes</i>		
Traitements et salaires.....	67 683	
Avantages sociaux.....	47 412	
Transports et communications.....	597	
Services	2 300 631	
	-----	2 416 323

<i>Gestion de l'information et services de technologie</i>		
Services	217 806	
	-----	217 806

TOTAL (FONCTIONNEMENT)		
POUR LE PROGRAMME DE		
GESTION DES DÉCHETS		41 913 612
		=====
 IMMOBILISATIONS		
 Immobilisations – gestion des déchets (Poste 4)		
Paiements de transfert		
Subventions pour les projets		
d'assainissement de l'environnement	2 730 614	
Autres opérations		
Investissements dans les immobilisations	2 321 147	
		5 051 761

TOTAL (IMMOBILISATIONS)		
POUR LE PROGRAMME DE		
GESTION DES DÉCHETS		5 051 761
		=====

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

	2008 \$	2007 \$
REMBOURSEMENTS DE DÉPENSES		
Autres	182 032	32 339
	<u>182 032</u>	<u>32 339</u>
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS		
Air pur	31 376 991	30 320 315
Certificats d'autorisation.....	6 259 018	6 908 990
Frais liés aux déchets dangereux.....	5 889 795	6 094 554
Droits, permis et autorisations	2 176 833	2 199 840
	<u>45 702 637</u>	<u>45 523 699</u>
VENTES ET LOCATIONS.....	<u>98 420</u>	<u>106 354</u>
RECOUVREMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES		
Recouvrements de dépenses des années précédentes – Autres	<u>186 238</u>	<u>95 000</u>
DIVERS		
Autres	<u>14 602</u>	<u>1 366</u>
TOTAL DES RECETTES DU MINISTÈRE	<u><u>46 183 929</u></u>	<u><u>45 758 758</u></u>

MINISTÈRE DES FINANCES

EXERCICE 2007 – 2008

TABLE DES MATIÈRES

	PAGE
ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS	
SOMMAIRE.....	2-156
ADMINISTRATION DU MINISTÈRE.....	2-157
POLITIQUES FISCALES ET BUDGET.....	2-159
POLITIQUES ÉCONOMIQUES, BUDGÉTAIRES ET FINANCIÈRES.....	2-161
RÉGLEMENTATION DE L'INDUSTRIE DES SERVICES FINANCIERS.....	2-164
BUREAU DES RÉSULTATS.....	2-166
INVESTIR DANS L'ONTARIO.....	2- 168
TRÉSOR.....	2-170
DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L).....	2-158
ÉTAT DES RECETTES.....	2-172
ÉTAT DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS ET DOTATIONS EN IMMOBILISATIONS.....	2-173

MINISTÈRE DES FINANCES
ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

2006 – 2007 Dépenses réelles	PROGRAMMES	2007 – 2008	
		Crédits autorisés	Dépenses réelles
\$		\$	\$
FONCTIONNEMENT			
121 633 843	Administration du ministère	129 656 199	126 549 516
121 718 899	Politiques fiscales et budget	13 747 400	13 510 061
944 506 714	Politiques économiques, budgétaires et financières	1 659 761 000	1 478 850 281
215 896	Réglementation de l'industrie des services financiers	6 501 000	1 443 481
660 000	Bureau des résultats	3 117 200	3 050 552
7 667 111 613	Trésor	7 926 000 000	7 780 237 545
8 855 846 965	TOTAL (FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE	* 9 738 782 799	9 403 641 436

* Y Compris le Mandats spéciaux de 429 300 000 \$

ACTIFS DE FONCTIONNEMENT			
2 869 556	Politiques fiscales et budget	0	0
2 869 556	TOTAL (ACTIFS DE FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE	0	0

IMMOBILISATIONS			
0	Investir dans l'Ontario	2 000 000 000	1 148 985 655
0	TOTAL (IMMOBILISATIONS) DU MINISTÈRE	2 000 000 000	1 148 985 655

MINISTÈRE DES FINANCES
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
1201 FONCTIONNEMENT				PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE
1	148 913 400	(19 320 900)	129 592 500	Administration du ministère 126 485 502
L	46 858		46 858	Traitement versé au ministre en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> 47 841
L	15 841		15 841	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> 16 173
L	1 000		1 000	Créances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i> 0
	<u>148 977 099</u>	<u>(19 320 900)</u>	<u>129 656 199</u>	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE ... 126 549 516

Description du programme :

Ce programme, qui comprend le Bureau du ministre et du sous-ministre, assure les fonctions de planification, de consultation, d'avis juridique, d'information et de technologie de l'information et de contrôle financier nécessaires à l'orientation et la gestion de programmes de fonctionnement conformes aux stratégies politiques et législatives du gouvernement de l'Ontario. Il fournit aussi des services de soutien ministériels, tels que les services de centres d'appel, l'imagerie documentaire, la collecte de données et la gestion de l'encaisse à toutes fins de perception en vertu des lois fiscales administrées par le ministère du Revenu. Le programme gère également les relations en matière de services et de reddition des comptes avec la Vérification interne Ontario, le Groupement de l'information et de la technologie de l'information pour les organismes centraux et les Services communs de l'Ontario; il veille à ce que le ministère des Finances, le ministère du Revenu et ses groupes clients reçoivent un niveau de soutien approprié, et gère stratégiquement les engagements du ministère en matière de services de qualité.

* Y Compris le Mandats spéciaux de 50 000 000 \$

MINISTÈRE DES FINANCES

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE – CRÉDIT 1201

**Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008**

	\$	\$		\$	\$
FONCTIONNEMENT			<i>Analyse et planification</i>		
Administration du ministère (Poste 1)			Traitements et salaires.....	1 713 958	
Traitements et salaires.....	40 125 230		Avantages sociaux	215 169	
Avantages sociaux.....	5 562 897		Transports et communications.....	11 251	
Transports et communications.....	9 656 931		Services	260 486	
Services	71 049 981		Fournitures et matériel	39 272	
Fournitures et matériel	3 491 506			-----	2 240 136

	129 886 545		<i>Services juridiques</i>		
Moins : Recouvrements	3 401 043		Traitements et salaires.....	48 899	
	-----		Transports et communications.....	114 178	
	126 485 502		Services	5 422 911	
	-----		Fournitures et matériel	218 029	
				-----	5 804 017

<i>Bureau principal</i>			<i>Services de vérification</i>		
Traitements et salaires.....	2 700 352		Services	1 247 266	
Avantages sociaux.....	313 767			-----	1 247 266
Transports et communications.....	165 990				-----
Services	301 265				
Fournitures et matériel	109 448				
	-----	3 590 822			

<i>Services financiers et administratifs</i>			<i>Systèmes informatiques</i>		
Traitements et salaires.....	3 180 422		Traitements et salaires.....	13 481 029	
Avantages sociaux.....	530 137		Avantages sociaux	1 631 963	
Transports et communications.....	137 848		Transports et communications.....	8 684 975	
Services	8 469 082		Services	47 984 963	
Fournitures et matériel	93 968		Fournitures et matériel	2 034 562	
	-----	12 411 457		-----	73 817 492
		-----			-----
<i>Ressources humaines</i>			<i>Administration des recettes et services à la clientèle</i>		
Traitements et salaires.....	4 563 904		Traitements et salaires.....	12 070 857	
Avantages sociaux.....	627 159		Avantages sociaux	1 932 190	
Transports et communications.....	92 154		Transports et communications.....	351 269	
Services	737 980		Services	5 812 487	
Fournitures et matériel	156 021		Fournitures et matériel	662 821	
	-----	6 177 218		-----	20 829 624
		-----	Moins : Recouvrements	3 401 043	
				-----	17 428 581

<i>Services de communication</i>			Crédits législatifs		
Traitements et salaires.....	2 365 809		Traitement versé au ministre en vertu		
Avantages sociaux.....	312 512		de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>		47 841
Transports et communications.....	99 266		Traitement versé à l'adjoint parlementaire en		
Services	813 541		vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>		16 173
Fournitures et matériel	177 385				-----
	-----	3 768 513			64 014
		-----			-----
			TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR		
			L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE		126 549 516
					=====

MINISTÈRE DES FINANCES
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés				Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total		
	\$	\$	\$		\$
1202 FONCTIONNEMENT				PROGRAMME DES POLITIQUES FISCALES ET DU BUDGET	
1	13 049 200	698 200	13 747 400	Budget et politiques fiscales	13 510 061
				TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DES POLITIQUES FISCALES ET DU BUDGET	13 510 061
	* 13 049 200	698 200	13 747 400		

Description du programme :

Le programme du Bureau du budget et de la fiscalité conseille et aide le ministre des Finances et le gouvernement à préparer le budget de l'Ontario. Il est aussi chargé de l'élaboration des politiques et de la conception des lois en matière de fiscalité, de régimes de retraite et de sécurité du revenu, des politiques intergouvernementales dans ces trois domaines et d'autres documents importants de nature économique et budgétaire comme le rapport sur les dépenses fiscales. Il effectue des recherches et des analyses sur les nouvelles tendances en matière de fiscalité, de régimes de retraite et de sécurité du revenu, y compris sur la compétitivité fiscale de l'Ontario.

* Y Compris le Mandats spéciaux de 6 900 000 \$

MINISTÈRE DES FINANCES

PROGRAMME DES POLITIQUES FISCALES ET DU BUDGET – CRÉDIT 1202

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

	\$	
FONCTIONNEMENT		
Budget et politiques fiscales (Poste 1)		
Traitements et salaires.....	7 619 411	
Avantages sociaux.....	843 331	
Transports et communications.....	163 721	
Services	4 206 062	
Fournitures et matériel	677 536	

	13 510 061	

TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DES POLITIQUES FISCALES ET DU BUDGET	13 510 061	
	=====	

MINISTÈRE DES FINANCES
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
1203				
FONCTIONNEMENT				PROGRAMME DES POLITIQUES ÉCONOMIQUES, BUDGÉTAIRES ET FINANCIÈRES
1	7 867 600	(100 000)	7 767 600	Politiques économiques 7 731 594
5	30 777 800	(10 500 000)	20 277 800	Relations provinciales-municipales en matière de finances..... 18 835 477
6	933 202 400	12 000 000	945 202 400	Stratégie de partenariat avec les municipalités de l'Ontario..... 935 594 498
8	114 067 200	(15 550 000)	98 517 200	Bureau du Conseil du Trésor 90 775 546
9	4 415 600		4 415 600	Vérification interne Ontario 3 913 166
10	997 140 000	(839 560 600)	157 579 400	Fonds de prévoyance [Ⓜ] 0
12	426 000 000		426 000 000	Revenus du secteur de l'électricité réservés à la Société financière de l'industrie de l'électricité de l'Ontario 422 000 000
L	1 000		1 000	Garanties et indemnités, <i>Loi</i> <i>sur l'administration financière</i> 0
				TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DES POLITIQUES ÉCONOMIQUES, BUDGÉTAIRES ET FINANCIÈRES.....
	* 2 513 471 600	(853 710 600)	1 659 761 000	1 478 850 281

Description du programme :

Ce programme élabore et met en œuvre des stratégies économiques et budgétaires éclairées pour stimuler la croissance économique et la création d'emplois; il prévoit et surveille la performance économique de l'Ontario et rend compte des résultats obtenus; il offre son expertise et ses conseils stratégiques sur l'élaboration d'initiatives gouvernementales économiquement saines; il prépare les prévisions démographiques de la province; il élabore les politiques et le cadre législatif régissant l'industrie des services financiers de l'Ontario; il conçoit et met en œuvre le cadre de gestion budgétaire et financière de la fonction publique de l'Ontario; il aide le ministre des Finances et le gouvernement à formuler les politiques fédérales-provinciales en matière de finances; il élabore et surveille le plan financier de la province et rend compte de ses résultats; il offre des conseils stratégiques aux clients, responsables et décideurs sur les questions de comptabilité et de gestion budgétaire et financière; il encourage une plus grande responsabilité et intégrité budgétaire dans la fonction publique de l'Ontario. Le programme surveille aussi les liens financiers et budgétaires que le gouvernement provincial entretient avec les municipalités.

Le Bureau du Conseil du Trésor coordonne la stratégie financière, l'évaluation des risques et les services de vérification interne de la fonction publique de l'Ontario; il aide le Conseil du Trésor et le Conseil de gestion du gouvernement en leur offrant ses conseils sur l'utilisation judicieuse des ressources publiques pour réaliser les priorités du gouvernement. Par ailleurs, le programme supervise la chaîne d'approvisionnement intégrée et les principales pratiques administratives connexes du secteur parapublic de l'Ontario, et reflète le transfert du gouvernement provincial à la Société financière de l'industrie de l'électricité de l'Ontario de revenus du secteur de l'électricité réservés à la Société.

[Ⓜ] Le budget de dépenses comprenait les coûts d'indemnités des employés ainsi que les coûts d'autres initiatives ministérielles. Il n'était cependant pas pratique de répartir ces coûts entre les programmes et activités de chaque ministère. Ainsi, on a inscrit les coûts d'indemnités des employés ainsi que les coûts d'autres initiatives ministérielles sous la rubrique « Imprévus ».

L'allocation de montants de 839 560 600 \$ à la rubrique « Imprévus » du fonctionnement a été approuvée à cet effet. Il s'agit de montants bruts ne prenant pas en considération les montants non dépensés dans le cadre de chaque activité. À mesure que les dépenses étaient engagées, elles étaient portées au débit de la rubrique « Imprévus ». Par conséquent, aucune dépense n'est inscrite sous cette rubrique.

* Y Compris le Mandats spéciaux de 370 900 000 \$

MINISTÈRE DES FINANCES

PROGRAMME DES POLITIQUES ÉCONOMIQUES, BUDGÉTAIRES ET FINANCIÈRES – CRÉDIT 1203

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

	\$	\$		\$	\$
FONCTIONNEMENT			Bureau du Conseil du Trésor (Poste 8)		
Politiques économiques (Poste 1)					
Traitements et salaires.....	5 918 090		Traitements et salaires.....	15 922 685	
Avantages sociaux.....	588 748		Avantages sociaux	1 918 375	
Transports et communications	119 455		Transports et communications	386 373	
Services	725 905		Services	14 845 377	
Fournitures et matériel	199 196		Fournitures et matériel	6 309 315	
Paiements de transfert			Paiements de transfert		
Subventions pour la recherche dans le			Partenariats avec le		
domaine des politiques en matière de			secteur parapublic	10 606 556	
services financiers et économiques.....	180 200		Projet de gestion de la chaîne		
	-----		d'approvisionnement avec le		
	7 731 594		secteur parapublic	40 786 865	
	-----			-----	51 393 421

					90 775 546

Relations provinciales-municipales			<i>Stratégie et coordination fiscales</i>		
en matière de finances (Poste 5)					
Traitements et salaires.....	3 983 849		Traitements et salaires.....	8 263 445	
Avantages sociaux.....	562 040		Avantages sociaux	928 730	
Transports et communications	94 913		Transports et communications	200 531	
Services	13 979 202		Services	4 989 330	
Fournitures et matériel	215 473		Fournitures et matériel	306 162	
	-----		Paiements de transfert		
	18 835 477		Partenariats avec le		
	-----		secteur parapublic	10 606 556	
				-----	25 294 754

Stratégie de partenariat avec les			<i>Bureau du contrôleur provincial</i>		
municipalités de l'Ontario (Poste 6)					
Paiements de transfert			Traitements et salaires.....	6 180 003	
Fonds de partenariat avec les			Avantages sociaux	750 374	
municipalités de l'Ontario.....	907 127 098		Transports et communications	113 356	
Paiements spéciaux			Services	9 008 010	
aux municipalités	16 394 400		Fournitures et matériel	5 942 188	
Aide unique spéciale aux				-----	21 993 931
municipalités	12 073 000				-----
	-----	935 594 498			

		935 594 498			

			<i>Secrétariat de la gestion de la chaîne</i>		
			<i>d'approvisionnement dans le secteur parapublic</i>		
			Traitements et salaires.....	1 479 237	
			Avantages sociaux	239 271	
			Transports et communications	72 486	
			Services	848 037	
			Fournitures et matériel	60 965	
			Paiements de transfert		
			Projet de gestion de la chaîne		
			d'approvisionnement avec		
			le secteur parapublic	40 786 865	
				-----	43 486 861

MINISTÈRE DES FINANCES

PROGRAMME DES POLITIQUES ÉCONOMIQUES, BUDGÉTAIRES ET FINANCIÈRES – CRÉDIT 1203

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

	\$
Vérification interne Ontario (Poste 9)	
Traitements et salaires.....	16 204 490
Avantages sociaux.....	1 869 683
Transports et communications.....	521 125
Services	1 810 571
Fournitures et matériel	607 150

	21 013 019
Moins : Recouvrements	17 099 853

	3 913 166

Revenus du secteur de l'électricité réservés à la Société financière de l'industrie de l'électricité de l'Ontario (Poste 12)	
Autres opérations	
Revenu réservé du secteur de l'électricité	422 000 000

	422 000 000

TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DES POLITIQUES ÉCONOMIQUES, BUDGÉTAIRES ET FINANCIÈRES.....	1 478 850 281
	=====

MINISTÈRE DES FINANCES
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
1204				
FONCTIONNEMENT				
				PROGRAMME DE RÉGLEMENTATION DE L'INDUSTRIE DES SERVICES FINANCIERS
1	6 500 000		6 500 000	Commission des services financiers de l'Ontario . 1 443 481
2	1 000		1 000	Fonds d'indemnisation des victimes d'accidents de véhicules automobiles 0
	6 501 000		6 501 000	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DE RÉGLEMENTATION DE L'INDUSTRIE DES SERVICES FINANCIERS 1 443 481

Description du programme :

La Commission des services financiers de l'Ontario assure la réglementation du secteur de l'assurance, des régimes de retraite, des compagnies de prêt et de fiducie, des crédits unions et des caisses populaires, des courtiers en hypothèques et des coopératives en offrant des services de réglementation efficaces et efficaces qui protègent les consommateurs de services financiers et soutiennent une industrie fiable, dynamique et compétitive. La Commission des services financiers de l'Ontario fait aussi des recommandations au ministre sur les questions touchant les secteurs réglementés. Le Fonds d'indemnisation des victimes d'accidents de véhicules automobiles indemnise les personnes blessées, en Ontario, dans un accident d'automobile causé par un véhicule non assuré, non identifié ou volé, lorsqu'il n'existe aucune autre assurance pour prendre en charge la demande d'indemnisation.

La Commission des valeurs mobilières de l'Ontario est un organisme de réglementation indépendant et financièrement autonome qui régit les lois ontariennes sur les valeurs mobilières; la Commission finance ses activités à partir des droits qu'elle perçoit.

MINISTÈRE DES FINANCES

PROGRAMME DE RÉGLEMENTATION DE L'INDUSTRIE
DES SERVICES FINANCIERES – CRÉDIT 1204Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

	\$
FONCTIONNEMENT	
Commission des services financiers de l'Ontario (Poste 1)	
Traitements et salaires.....	31 817 028
Avantages sociaux.....	6 296 250
Transports et communications.....	694 243
Services	12 447 568
Fournitures et matériel	1 319 106

	52 574 195
Moins : Recouvrements	51 130 714

	1 443 481

Fonds d'indemnisation des victimes d'accidents de véhicules automobiles (Poste 2)	
Traitements et salaires.....	1 544 047
Avantages sociaux.....	203 759
Transports et communications.....	28 992
Services	4 813 879
Fournitures et matériel	58 750

	6 649 427
Moins : Recouvrements	6 649 427

	0

TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DE RÉGLEMENTATION DE L'INDUSTRIE DES SERVICES FINANCIERS.....	1 443 481
	=====

MINISTÈRE DES FINANCES
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés				Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total		
	\$	\$	\$		\$
1207 FONCTIONNEMENT				BUREAU DES RÉSULTATS	
1	3 117 200		3 117 200	Bureau des résultats	3 050 552
	<u> </u>	<u> </u>	<u> </u>		<u> </u>
	* 3 117 200		3 117 200	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE BUREAU DES RÉSULTATS	3 050 552
	<u> </u>	<u> </u>	<u> </u>		<u> </u>

Description du programme :

L'objectif de ce programme est de mettre en valeur les efforts du gouvernement visant à offrir des résultats à la population de l'Ontario. Il surveille les stratégies mises en place dans tous les ministères pour atteindre les priorités et résultats que le gouvernement s'est fixés. Pour aider le gouvernement à réaliser ses priorités, il identifie les obstacles ou risques en matière de prestation des services; il propose des solutions pour y répondre et facilite les relations horizontales entre les ministères. Le programme joue également un rôle clé sur le plan de la transparence des résultats en établissant des indices durables et en publiant le Rapport d'étape annuel de l'Ontario.

* Y Compris le Mandats spéciaux de 1 500 000 \$

MINISTÈRE DES FINANCES

BUREAU DES RÉSULTATS – CRÉDIT 1207

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

S	
FONCTIONNEMENT	
Bureau des résultats (Poste 1)	
Traitements et salaires.....	1 672 958
Avantages sociaux.....	307 210
Transports et communications	65 935
Services	794 305
Fournitures et matériel	210 144

	3 050 552

TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR	
LE BUREAU DES RÉSULTATS.....	3 050 552
	=====

MINISTÈRE DES FINANCES
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
1208				
IMMOBILISATIONS				
1 2 000 000 000			2 000 000 000	Investir dans l'Ontario 1 148 985 655
				TOTAL (IMMOBILISATIONS)
				POUR LE PROGRAMME
2 000 000 000			2 000 000 000	D'INVESTIR DANS L'ONTARIO 1 148 985 655

Description du programme :

Ce programme est assujéti à l'approbation par l'Assemblée législative du projet de loi 35 visant l'établissement d'une loi de 2008 permettant d'investir dans l'Ontario. Le programme aurait la responsabilité de l'allocation de la totalité ou d'une partie de l'excédent correspondant à un exercice (réduit par toute affectation à la réduction du déficit accumulé prescrite par la réglementation) aux bénéficiaires admissibles pour les besoins et de la manière énoncés dans la réglementation. Les bénéficiaires admissibles peuvent être des entités, autres que des particuliers, dont les activités n'ont pas pour objet le gain ou le profit.

MINISTÈRE DES FINANCES

PROGRAMME D'INVESTIR DANS L'ONTARIO – CRÉDIT 1208

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

\$	
IMMOBILISATIONS	
Investir dans l'Ontario (Poste 1)	
Paiements de transfert	
<i>Loi de 2008 permettant d'investir dans l'Ontario..</i>	1 148 985 655

	1 148 985 655

TOTAL (IMMOBILISATIONS) POUR LE PROGRAMME D'INVESTIR DANS L'ONTARIO.....	1 148 985 655
	=====

MINISTÈRE DES FINANCES
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
L				
FONCTIONNEMENT				
L	7 926 000 000		7 926 000 000	Intérêts sur la dette..... 7 780 237 545
	_____	_____	_____	_____
	7 926 000 000		7 926 000 000	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR
	=====	=====	=====	LE PROGRAMME DU TRÉSOR..... 7 780 237 545
				=====

Description du programme :

Ce programme assure l'élaboration, la formulation, l'orientation et l'application des politiques de gestion des liquidités de la province, de ses investissements, de sa dette, de ses finances, de sa cote de crédit, de ses relations avec les investisseurs, de ses transactions bancaires et autres activités de gestion financière. Il se charge d'informer les investisseurs et le public de la situation financière de la province afin d'encourager l'emprunt; il analyse le passif réel et éventuel de la province et prend les mesures nécessaires et surveille les retombées financières du secteur de l'électricité et des initiatives financières du gouvernement et du secteur parapublic, à qui il fournit ses conseils; il gère les garanties accordées par la province et les prêts consentis aux sociétés de la Couronne et organismes gouvernementaux; il agit à titre de gardien et d'agent financier des valeurs mobilières de la province et de certains de ses organismes, comme la Société financière de l'industrie de l'électricité de l'Ontario. Le programme est aussi responsable de l'émission des Obligations d'épargne de l'Ontario.

MINISTÈRE DES FINANCES

PROGRAMME DU TRÉSOR – CRÉDIT LEGISLATIF

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

	\$	\$
FONCTIONNEMENT		
Crédits législatifs		
Intérêts sur la dette		
Intérêts sur les valeurs mobilières de l'Ontario		
À des fins générales	5 963 697 872	
Fonds de placement du Régime de pensions du Canada.....	471 867 412	
Régime de retraite des enseignantes et des enseignants de l'Ontario	632 899 727	
Régime de retraite du Syndicat des employés de la fonction publique de l'Ontario	133 491 154	
Caisse de retraite des employés municipaux de l'Ontario	281 001 700	
Société de logement de l'Ontario	102 149 233	
Société canadienne d'hypothèques et de logement	15 641 324	
Société ontarienne de gestion des fonds des investisseurs immigrants.....	20 730 710	
	-----	7 621 479 132
Moins : Autres paiements à titre d'intérêts, de dépôts, d'escomptes et de commissions		13 164 085
Moins : Intérêts sur les investissements.....		457 179 235

		7 151 135 812
Redressement de l'évaluation du papier commercial adossé à des actifs émis par des tiers.		106 831 336
Intérêts sur la dette payable à la Société financière de l'industrie de l'électricité de l'Ontario		522 270 397

		7 780 237 545

TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DU TRÉSOR		7 780 237 545
		=====

MINISTÈRE DES FINANCES

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

	2008 \$	2007 \$
RECETTES FISCALES		
Entente sur la perception de l'impôt sur le revenu des particuliers.....	25 522 083 609	24 678 000 000
Contributions – santé de l'Ontario	2 712 895 911	2 588 600 000
Impôt sur les dividendes des actions privilégiées des corporations	113 858 883	118 674 768
<i>Loi de 1998 sur l'administration des successions</i>	106 442 923	99 777 590
Crédit d'impôt.....	(984 696 181)	(1 023 300 000)
	<u>27 470 585 145</u>	<u>26 461 752 358</u>
GOUVERNEMENT DU CANADA		
Transfert canadien en matière de santé.....	8 486 603 125	7 702 358 038
Transfert canadien en matière de programmes sociaux	3 778 333 930	3 225 039 030
Fonds de transition.....	574 000 000	0
Réduction des temps d'attente	468 389 791	467 393 516
Reconception de l'administration de l'imposition des sociétés.....	250 000 000	0
Fiducie pour l'éducation postsecondaire.....	195 269 974	194 772 483
Écofiducie Canada pour la qualité de l'air et les changements climatiques.....	194 928 966	0
Fiducie pour l'infrastructure du transport en commun.....	117 161 985	116 863 490
Fiducie pour le logement abordable.....	117 161 985	116 863 490
Places en garderie.....	97 464 483	0
Incitatif – Imposition du capital.....	83 000 000	0
Fiducie pour les garanties de délai d'attente pour les patients	68 309 655	0
Fiducie pour l'immunisation contre le VPH	38 985 793	0
Fiducie pour le logement des Autochtones hors-réserve.....	26 748 613	26 748 613
Subvention annuelle par personne - <i>Loi de 1907 sur l'Amérique du Nord Britannique</i>	7 999 827	7 999 827
Intérêts sur les Fonds des écoles communes	82 494	82 494
Gouvernement du Canada – Fonds pour la réforme de la santé.....	54 000	1 006 127
Apprentissage et garde des jeunes enfants.....	0	252 933 932
Fonds pour la santé publique et l'immunisation	0	52 773 409
Autres	(751 924)	0
	<u>14 503 742 697</u>	<u>12 164 834 449</u>
RECETTES DES ENTREPRISES PUBLIQUES		
Hydro One Inc.	258 765 000	297 765 000
Ontario Power Generation Incorporated	0	128 100 000
	<u>258 765 000</u>	<u>425 865 000</u>
REMBOURSEMENTS DE DÉPENSES		
Évaluation des coûts du système de santé – subrogation de l'Assurance-santé de l'Ontario – Commission des assurances de l'Ontario.....	142 311 823	142 330 528
Évaluations – de base et recouvrements.....	1 889 943	0
Remboursements généraux	908 046	4 168 805
Syndicat - Association	20 145	0
Autres	552	2 622
	<u>145 130 509</u>	<u>146 501 955</u>
DROITS - PERMIS ET AUTORISATIONS		
Droits de garantie – Société financière de l'industrie de l'électricité de l'Ontario.....	139 450 708	140 165 325
Centrale nucléaire Bruce – Restructuration et rendement.....	15 000 000	0
Droits de garantie – Ontario Power Generation Inc	6 612 500	7 550 000
Droits d'administration.....	1 114 783	844 324
Droits - permis et autorisations	17 972	22 817
Droits de garantie – autres	33 184	5 000
Frais pour chèques refusés.....	385	140
	<u>162 229 532</u>	<u>148 587 606</u>

MINISTÈRE DES FINANCES

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

	2008 \$	2007 \$
AMENDES ET PÉNALITÉS	44 842	889
VENTES ET LOCATIONS		
Produits de la vente d'immobilisations	23 564 805	606 316 928
Ventes et Locations	54 285	166 236
	23 619 090	606 483 164
REDEVANCES		
Redevances - Teranet Polaris	15 000 000	15 000 000
RECOUVREMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES		
Recouvrements de dépenses des années précédentes	5 788 163	6 800 917
Société de développement de l'Ontario	74 832	601 680
Autres	0	574
	5 862 995	7 403 171
DIVERS		
Rajustement de la provision pour la restructuration	23 234 403	0
Autre revenu – Toronto	9 459 814	8 542 700
Réserve pour le transfert des chèques en circulation	2 679 417	2 342 291
Dons – Fonds ontarien d'initiative	135 947	157 359
Autre revenu – Oshawa	8 003 072	(6 813 953)
	43 512 653	4 228 397
TOTAL DES RECETTES DU MINISTÈRE	42 628 492 463	39 980 656 989

ÉTAT DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS ET DOTATIONS EN IMMOBILISATIONS

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

	2008 \$	2007 \$
Fiducie pour les prêts aux étudiantes et étudiants de l'Ontario	273 000 000	238 000 000
Office ontarien de financement – financement non fondé sur prêts	277 277 159	784 517 315
Hypothèques – Société foncière de l'Ontario	13 642	0
Office ontarien de financement – Société ontarienne d'aménagement municipal	0	10 000
TOTAL DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS ET DOTATIONS EN IMMOBILISATIONS	550 290 801	1 022 527 315

MINISTÈRE DE LA FORMATION ET DES COLLÈGES ET UNIVERSITÉS

EXERCICE 2007 – 2008

TABLE DES MATIÈRES

	PAGE
ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS	
SOMMAIRE.....	2-176
ADMINISTRATION DU MINISTÈRE.....	2-177
ÉDUCATION POSTSECONDAIRE	2-179
EMPLOI ONTARIO	2-181
DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L)	2-178, 2-180, 2-182
ÉTAT DES RECETTES	2-183
ÉTAT DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS ET DOTATIONS EN IMMOBILISATIONS	2-184

MINISTÈRE DE LA FORMATION ET DES COLLÈGES ET UNIVERSITÉS

ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

2006 – 2007 Dépenses réelles	PROGRAMMES	2007 – 2008	
		Crédits autorisés	Dépenses réelles
\$		\$	\$
FONCTIONNEMENT			
12 564 163	Administration du ministère	18 287 599	17 740 588
4 843 516 224	Éducation postsecondaire	4 960 816 400	4 929 498 706
561 183 950	Emploi Ontario	968 001 600	966 075 858
5 417 264 337	TOTAL (FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE	* 5 947 105 599	5 913 315 152

* Y Compris le Mandats spéciaux de 1 865 600 000 \$

ACTIFS DE FONCTIONNEMENT			
243 830 310	Éducation postsecondaire	283 348 800	237 286 584
15 722 611	Emploi Ontario	19 401 200	19 401 163
259 552 921	TOTAL (ACTIFS DE FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE	‡ 302 750 000	256 687 747

‡ Y Compris le Mandats spéciaux de 43 000 000 \$

IMMOBILISATIONS			
95 200 000	Éducation postsecondaire	860 379 400	860 379 399
0	Emploi Ontario	25 000 000	24 894 646
95 200 000	TOTAL (IMMOBILISATIONS) DU MINISTÈRE	† 885 379 400	885 274 045

† Y Compris le Mandats spéciaux de 56 000 000 \$

MINISTÈRE DE LA FORMATION ET DES COLLÈGES ET UNIVERSITÉS

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
3001 FONCTIONNEMENT				PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE
1	14 062 000	4 162 900	18 224 900	Administration du ministère 17 676 574
L	46 858		46 858	Traitement versé au ministre en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> 47 841
L	15 841		15 841	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> 16 173
	* 14 124 699	4 162 900	18 287 599	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE 17 740 588

Description du programme :

Fournir l'orientation générale requise pour permettre au ministère de la Formation et des Collèges et Universités d'atteindre ses objectifs, et assurer les services d'administration et de soutien nécessaires à la prestation des programmes de fonctionnement du ministère de la Formation et des Collèges et Universités.

* Y Compris le Mandats spéciaux de 3 200 000 \$

MINISTÈRE DE LA FORMATION ET DES COLLÈGES ET UNIVERSITÉS

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE – CRÉDIT 3001

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

\$		\$	
FONCTIONNEMENT			
Administration du ministère (Poste 1)		<i>Services juridiques</i>	
Traitements et salaires.....	1 757 796	Services	725 900
Avantages sociaux.....	313 039		725 900
Transports et communications.....	99 977		
Services	15 437 965		
Fournitures et matériel	67 797		
	17 676 574		
		<i>Services de vérification</i>	
		Services	815 000
<i>Bureau principal</i>			815 000
Traitements et salaires.....	1 757 796		
Avantages sociaux.....	217 399		
Transports et communications.....	99 457		
Services	781 065	<i>Systèmes informatiques</i>	
Fournitures et matériel	67 797	Services	4 524 500
	2 923 514		4 524 500
<i>Services financiers et administratifs</i>			
Avantages sociaux.....	95 640	<i>Crédits législatifs</i>	
Transports et communications.....	520	Traitement versé au ministre en vertu	
Services	4 251 100	de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	47 841
	4 347 260	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en	
		vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	16 173
<i>Ressources humaines</i>			64 014
Services	2 353 900		
	2 353 900	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR	
		L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE	17 740 588
<i>Services de communication</i>			
Services	1 986 500		
	1 986 500		

MINISTÈRE DE LA FORMATION ET DES COLLÈGES ET UNIVERSITÉS

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
3002 FONCTIONNEMENT				PROGRAMME D'ÉDUCATION POSTSECONDAIRE
1	4 311 507 000	45 186 700	4 356 693 700	Collèges et universités 4 355 360 541
2	559 478 500	3 104 200	562 582 700	Soutien aux étudiants 556 419 630
L	41 540 000		41 540 000	Créances irrécouvrables – Prêts aux étudiants – <i>Loi sur l'administration financière</i> 17 718 535
	* 4 912 525 500	48 290 900	4 960 816 400	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME D'ÉDUCATION POSTSECONDAIRE 4 929 498 706
Actifs				
4	214 248 800		214 248 800	Collèges et universités 175 735 003
5	69 100 000		69 100 000	Soutien aux étudiants 61 551 581
	‡ 283 348 800		283 348 800	TOTAL (ACTIFS) POUR LE PROGRAMME D'ÉDUCATION POSTSECONDAIRE 237 286 584
IMMOBILISATIONS				
3	387 529 400	472 850 000	860 379 400	Soutien à l'éducation postsecondaire 860 379 399
	† 387 529 400	472 850 000	860 379 400	TOTAL (IMMOBILISATIONS) POUR LE PROGRAMME D'ÉDUCATION POSTSECONDAIRE 860 379 399

Description du programme :

Le programme fournit des fonds et une orientation en matière de politiques et de programmes aux établissements d'enseignement postsecondaire et aux étudiants de l'Ontario pour atteindre les objectifs socio-économiques du gouvernement, à savoir : offrir une éducation postsecondaire de qualité supérieure, responsable, adaptée aux besoins et accessible.

Les éléments clés du programme consistent, entre autres, à gérer le Régime d'aide financière aux étudiantes et étudiants de l'Ontario, à administrer les paiements de transfert aux collèges et universités, à élaborer des politiques et programmes liés au financement, à la gouvernance et aux programmes des collèges et universités, à réglementer les collèges et les écoles privées de formation professionnelle conformément aux lois applicables et à administrer les programmes d'attribution de grades universitaires régis par la *Loi de 2000 favorisant le choix et l'excellence au niveau postsecondaire*, ainsi que la Commission d'évaluation de la qualité de l'éducation postsecondaire.

* Y Compris le Mandats spéciaux de 1 510 000 000 \$

‡ Y Compris le Mandats spéciaux de 36 000 000 \$

† Y Compris le Mandats spéciaux de 50 000 000 \$

PROGRAMME D'ÉDUCATION POSTSECONDAIRE – CRÉDIT 3002

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

	\$	\$		\$	\$
FONCTIONNEMENT			Crédits législatifs		
			Autres opérations		
Collèges et universités (Poste 1)			Créances irrécouvrables – Prêts aux étudiants – <i>Loi sur l'administration financière.....</i>		17 718 535
					----- 17 718 535 -----
Traitements et salaires.....	8 988 279		TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME D'ÉDUCATION POSTSECONDAIRE		4 929 498 706
Avantages sociaux.....	995 413				=====
Transports et communications	502 106				
Services	3 500 760				
Fournitures et matériel	142 592				
Paiements de transfert					
Subventions pour les coûts de fonctionnement des collèges.....	1 199 829 487		Actifs		
Subventions pour les coûts de fonctionnement des universités..	2 950 364 950		Collèges et Universités (Poste 4)		
Subventions pour le développement des ressources humaines en matière de santé dans les collèges.....	89 065 717		Dépôts et charges payées d'avance		
Subventions pour le développement des ressources humaines en matière de santé dans les universités ...	50 878 003		Subventions pour les universités	175 735 003	175 735 003
Conseil des ministres de l'Éducation (Canada).....	565 258			-----	----- 175 735 003 -----
Subventions diverses.....	20 100				
Projet de révision du périmètre comptable.....	1 090 500		Soutien aux étudiants (Poste 5)		
Renouvellement de l'éducation postsecondaire.....	49 530 152				
	-----	4 341 344 167			
		4 355 473 317	Prêts et investissements		
Moins : Recouvrements		112 776	Soutien aux étudiants		61 551 581
		-----			----- 61 551 581 -----
		4 355 360 541			
		-----	TOTAL (ACTIFS) POUR LE PROGRAMME D'ÉDUCATION POSTSECONDAIRE		237 286 584
					=====
Soutien aux étudiants (Poste 2)			IMMOBILISATIONS		
			Soutien à l'éducation postsecondaire (Poste 3)		
Traitements et salaires.....	5 231 887		Paiements de transfert		
Avantages sociaux.....	716 938		Subventions d'immobilisations		
Transports et communications	702 998		– collèges.....	182 800 000	
Services	8 642 835		Subventions d'immobilisations		
Fournitures et matériel	333 126		– universités	677 579 399	860 379 399
Paiements de transfert				-----	----- 860 379 399 -----
Programmes de soutien aux étudiants.....	489 654 846		TOTAL (IMMOBILISATIONS) POUR LE PROGRAMME D'ÉDUCATION POSTSECONDAIRE		860 379 399
Bourses d'échange Ontario-Québec	54 000				=====
Programmes de langue seconde...	1 083 000				
Fiducie d'aide aux étudiantes et étudiants de l'Ontario.....	50 000 000				
	-----	540 791 846			

		556 419 630			

MINISTÈRE DE LA FORMATION ET DES COLLÈGES ET UNIVERSITÉS

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
3003				
FONCTIONNEMENT				PROGRAMME EMPLOI ONTARIO
7	997 461 600	(38 577 700)	958 883 900	Système Emploi Ontario..... 949 130 373
8	4 705 800	4 263 900	8 969 700	Bureau de gestion de la transition..... 8 962 688
L	148 000		148 000	Créances irrécouvrables – Prêts pour l'acquisition d'outils de travail – <i>Loi sur l'administration financière</i> 7 982 797
	* 1 002 315 400	(34 313 800)	968 001 600	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME EMPLOI ONTARIO 966 075 858
Actifs				
9	14 425 000	4 976 200	19 401 200	Système Emploi Ontario..... 19 401 163
	‡ 14 425 000	4 976 200	19 401 200	TOTAL (ACTIFS) POUR LE PROGRAMME EMPLOI ONTARIO..... 19 401 163
IMMOBILISATIONS				
10	25 000 000		25 000 000	Système Emploi Ontario..... 24 894 646
	† 25 000 000		25 000 000	TOTAL (ACTIFS) POUR LE PROGRAMME EMPLOI ONTARIO..... 24 894 646

Description du programme :

Le Programme Emploi Ontario offre un système intégré d'emploi et de formation qui appuie l'établissement et la préservation de la prospérité et de la compétitivité de l'Ontario. Il propose de la formation professionnelle et d'autres services d'emploi et de planification de carrière pertinents et efficaces, à l'endroit et au moment où ils sont nécessaires. Le programme permet à la population ontarienne d'accéder aux services et au soutien dont elle a besoin pour réussir dans le marché de l'emploi actuel. Emploi Ontario est un guichet unique permettant d'accéder aux programmes et services d'emploi et de formation et qui répond aux besoins des employeurs, des chercheurs d'emploi, des apprentis et des Néo-Canadiens.

Le Programme Emploi Ontario collabore avec des partenaires pour élaborer des normes et inciter les employeurs à soutenir un programme d'apprentissage souple en plein essor; il offre des programmes de littératie et d'amélioration des compétences de base pour faciliter l'entrée sur le marché du travail ou la réinsertion professionnelle; il renforce les services de réadaptation et de réinsertion rapide de l'Ontario; il élargit l'accès à l'information sur les emplois et les tendances en matière de recrutement; il encourage les employeurs à recruter des étudiants pendant l'été; il offre son leadership en matière de politiques, de planification, de recherche et d'évaluation sur les questions liées au marché du travail et à la formation.

* Y Compris le Mandats spéciaux de 352 400 000 \$

‡ Y Compris le Mandats spéciaux de 7 000 000 \$

† Y Compris le Mandats spéciaux de 6 000 000 \$

MINISTÈRE DE LA FORMATION ET DES COLLÈGES ET UNIVERSITÉS

PROGRAMME EMPLOI ONTARIO – CRÉDIT 3003

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

\$		\$	
FONCTIONNEMENT		Actifs	
Système Emploi Ontario (Poste 7)		Système Emploi Ontario (Poste 9)	
Traitements et salaires.....	55 850 148	Dépôts et charges payées d'avance	
Avantages sociaux.....	7 926 730	Entente Canada-Ontario sur le	
Transports et communications.....	3 964 714	développement du marché	
Services.....	16 824 779	du travail.....	3 553 472
Fournitures et matériel.....	1 665 831	Marché du travail et formation.....	13 637 856
Paiements de transfert			17 191 328
Entente Canada-Ontario sur le		Prêts et investissements	
développement du marché		Prêts pour l'acquisition d'outils de travail.....	2 209 835
du travail.....	529 208 558		19 401 163
Marché du travail et formation.....	333 689 613		
	862 898 171		
	949 130 373	TOTAL (ACTIFS) POUR LE	
		PROGRAMME EMPLOI ONTARIO	19 401 163
Crédits législatifs		IMMOBILISATIONS	
Autres opérations		Système Emploi Ontario (Poste 10)	
Créances irrécouvrables – Prêts pour			
l'acquisition d'outils de travail –			
<i>Loi sur l'administration financière.....</i>	<i>7 982 797</i>		
	7 982 797		
Bureau de gestion de la transition (Poste 8)			
Traitements et salaires.....	5 417 956	Paiements de transfert	
Avantages sociaux.....	590 401	Emploi Ontario.....	24 894 646
Transports et communications.....	339 776		24 894 646
Services.....	2 479 834		
Fournitures et matériel.....	134 721	TOTAL (IMMOBILISATIONS) POUR LE	
	8 962 688	PROGRAMME EMPLOI ONTARIO	24 894 646
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR			
LE PROGRAMME EMPLOI ONTARIO	966 075 858		

MINISTÈRE DE LA FORMATION ET DES COLLÈGES ET UNIVERSITÉS

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

	2008 \$	2007 \$
GOUVERNEMENT DU CANADA		
Entente Canada-Ontario sur le développement du marché du travail	582 215 004	181 399 088
Subventions spéciales à des étudiants avant des handicaps permanents	39 972 745	40 076 250
Entente sur le marché du travail pour les personnes handicapées	19 102 869	19 045 428
Langues officielles dans l'enseignement – Complémentaire	18 892 276	10 355 952
Programme canadien de prêts aux étudiants	7 360 689	6 011 699
Entente Canada-Ontario sur le développement du marché du travail		
– Développement des systèmes.....	4 993 891	3 090 378
Frais administratifs des Bourses d'études canadiennes du millénaire.....	825 000	788 856
Entente sur le marché du travail pour les personnes handicapées	0	19 480 059
Gestion des écoles de langue française de l'Ontario	0	8 983 600
	<u>673 362 474</u>	<u>289 231 310</u>
REMBOURSEMENTS DE DÉPENSES		
Formation d'étudiants en optométrie – Université de Waterloo	424 138	431 954
Remboursements – Ententes de partage des coûts	0	39 065
	<u>424 138</u>	<u>471 019</u>
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS		
Gens de métiers et apprentis	8 100 317	7 919 302
Inspection des écoles secondaires et des écoles privées.....	599 223	168 801
Commission d'évaluation de la qualité de l'éducation postsecondaire	165 000	130 752
Conférences et colloques	40 510	221 352
Droits des dépôts des demandes RAFEO.....	34 075	52 671
Frais pour chèques refusés.....	8 764	1 622
	<u>8 947 889</u>	<u>8 494 500</u>
AMENDES ET PÉNALITÉS		
Autres	392 526	261 494
	<u>392 526</u>	<u>261 494</u>
RECOUVREMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES	<u>17 712 805</u>	<u>80 857 567</u>
DIVERS		
Pénalités - intérêt	44 317 142	28 456 414
Autres	38 530	17 020
	<u>44 355 672</u>	<u>28 473 434</u>
TOTAL DES RECETTES DU MINISTÈRE	<u><u>745 195 504</u></u>	<u><u>407 789 324</u></u>

MINISTÈRE DE LA FORMATION ET DES COLLÈGES ET UNIVERSITÉS
ÉTAT DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS ET DOTATIONS EN IMMOBILISATIONS
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

	2008 \$	2007 \$
Remboursement – Prêts aux étudiants	44 638 058	43 835 878
Remboursement – Prêts pour l'acquisition d'outils de travail	1 013 689	612 961
Remboursement – Collège Sheridan.....	0	1 700 000
	-----	-----
TOTAL DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS		
ET DOTATIONS EN IMMOBILISATIONS.....	45 651 747	46 148 839
	=====	=====

OFFICE DES AFFAIRES FRANCOPHONES

EXERCICE 2007 – 2008

TABLE DES MATIÈRES

	PAGE
ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS	
SOMMAIRE.....	2-186
AFFAIRES FRANCOPHONES.....	2-187
ÉTAT DES RECETTES	2-189

OFFICE DES AFFAIRES FRANCOPHONES
ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

2006 – 2007 Dépenses réelles	PROGRAMMES	2007 – 2008	
		Crédits autorisés	Dépenses réelles
\$		\$	\$
FONCTIONNEMENT			
4 304 169	Affaires francophones	4 962 000	4 948 165
4 304 169	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR L'OFFICE DES AFFAIRES FRANCOPHONES	* 4 962 000	4 948 165

* Y Compris le Mandats spéciaux de 2 586 000 \$

OFFICE DES AFFAIRES FRANCOPHONES
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
1301				
FONCTIONNEMENT				
1	4 254 800	707 200	4 962 000	Coordination des affaires francophones..... 4 948 165
	* 4 254 800	707 200	4 962 000	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DES AFFAIRES FRANCOPHONES 4 948 165

Description du programme :

Ce programme donne des conseils au gouvernement, aux ministères et aux organismes gouvernementaux sur les questions en rapport avec les affaires francophones et la prestation des services en français. Il élabore les politiques et les programmes liés aux services en français du gouvernement. Il veille à l'application de la *Loi sur les services en français* dans les ministères et formule des recommandations sur la désignation d'organismes de paiements de transfert en vertu de la Loi. Il évalue aussi la qualité; le volume; et la pertinence des services fournis par les ministères à la population francophone; et fournit des renseignements, des conseils d'experts et de l'aide à la communauté francophone.

* Y Compris le Mandats spéciaux de 2 586 000 \$

OFFICE DES AFFAIRES FRANCOPHONES
PROGRAMME DES AFFAIRES FRANCOPHONES – CRÉDIT 1301
Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

	\$
FONCTIONNEMENT	
Coordination des affaires francophones (Poste 1)	
Traitements et salaires.....	1 738 309
Avantages sociaux.....	178 845
Transports et communications.....	183 633
Services	2 541 005
Fournitures et matériel	182 373
Paielements de transfert	
Programme des services en français	124 000

	4 948 165

TOTAL (FONCTIONNEMENT)	
POUR LE PROGRAMME DES	
AFFAIRES FRANCOPHONES.....	4 948 165
	=====

OFFICE DES AFFAIRES FRANCOPHONES

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

	2008 \$	2007 \$
GOUVERNEMENT DU CANADA		
Mise en œuvre de la <i>Loi sur les services en français</i>	1 533 094	1 627 437
	-----	-----
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS		
Droits de demande – Accès à l'information	5	0
	-----	-----
RECOUVREMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES		
Remboursements des fournisseurs	0	23 184
	-----	-----
TOTAL DES RECETTES POUR L'OFFICE DES AFFAIRES FRANCOPHONES.....	1 533 099	1 650 621
	=====	=====

OMBUDSMAN ONTARIO

EXERCICE 2007 – 2008

TABLE DES MATIÈRES

	PAGE
ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS	
SOMMAIRE.....	2-192
OMBUDSMAN ONTARIO	2-193
ÉTAT DES RECETTES	2-195

OMBUDSMAN ONTARIO

ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

2006 – 2007 Dépenses réelles	PROGRAMMES	2007 – 2008	
		Crédits autorisés	Dépenses réelles
\$		\$	\$
FONCTIONNEMENT			
9 106 100	Ombudsman Ontario	9 704 400	9 704 400
9 106 100	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR OMBUDSMAN ONTARIO	9 704 400	9 704 400

OMBUDSMAN ONTARIO

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
2301				
FONCTIONNEMENT				
1	9 704 400		9 704 400	Ombudsman..... 9 704 400
	<u>9 704 400</u>		<u>9 704 400</u>	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE
	<u>9 704 400</u>		<u>9 704 400</u>	PROGRAMME – OMBUDSMAN ONTARIO 9 704 400

Description du programme:

L'ombudsman est un officier indépendant de l'Assemblée législative nommé en vertu de la *Loi sur l'ombudsman* et chargé d'enquêter sur les plaintes concernant l'administration des institutions gouvernementales de l'Ontario, notamment la mauvaise administration et l'injustice dans la prestation des services gouvernementaux au public. Il enquête sur les plaintes présentées par des particuliers ainsi que sur les problèmes graves et systémiques de premier plan qui touchent directement un grand nombre d'Ontariennes et d'Ontariens. L'ombudsman présente chaque année à l'Assemblée législative un rapport sur les activités de son bureau et publie par ailleurs des rapports consacrés à ses enquêtes, qui éveillent un vif intérêt parmi le public. Il peut à l'issue d'une enquête faire des recommandations, en particulier sur les améliorations devant être apportées à une politique ou une pratique gouvernementale afin de remédier à toute injustice mise en évidence en matière de traitement.

OMBUDSMAN ONTARIO

PROGRAMME – OMBUDSMAN ONTARIO – CRÉDIT 2301

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

	\$	
FONCTIONNEMENT		
Ombudsman (Poste 1)		
Traitements et salaires	5 894 900	
Avantages sociaux	1 300 800	
Transports et communications	338 700	
Services	1 386 700	
Fournitures et matériel	783 300	

	9 704 400	

TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE		
PROGRAMME – OMBUDSMAN ONTARIO ..	9 704 400	
	=====	

OMBUDSMAN ONTARIO

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

	2008 \$	2007 \$
RECOUVREMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES	22 382	18 628
	-----	-----
DIVERS.....	69 114	45 492
	-----	-----
TOTAL DES RECETTES POUR OMBUDSMAN ONTARIO.....	91 496	64 120
	=====	=====

MINISTÈRE DES PETITES ENTREPRISES ET DE L'ENTREPRENEURIAT

EXERCICE 2007 – 2008

TABLE DES MATIÈRES

	PAGE
ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS	
SOMMAIRE.....	2-198
PETITES ENTREPRISES ET ENTREPRENEURIAT.....	2-199
DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L)	2-200
ÉTAT DES RECETTES	2-201

MINISTÈRE DES PETITES ENTREPRISES ET DE L'ENTREPRENEURIAT
ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

2006 – 2007 Dépenses réelles	PROGRAMMES	2007 – 2008	
		Crédits autorisés	Dépenses réelles
\$		\$	\$
FONCTIONNEMENT			
24 849 272	Petites Entreprises et Entrepreneuriat	31 910 599	31 455 522
<u>24 849 272</u>	TOTAL (FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE	<u>* 31 910 599</u>	<u>31 455 522</u>
=====		=====	=====
* Y Compris le Mandats spéciaux de 9 500 000 \$			
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT			
0	Petites Entreprises et Entrepreneuriat	1 000	0
<u>0</u>	TOTAL (ACTIFS DE FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE	<u>1 000</u>	<u>0</u>
=====		=====	=====
IMMOBILISATIONS			
3 400	Petites Entreprises et Entrepreneuriat	0	0
<u>3 400</u>	TOTAL (IMMOBILISATIONS) DU MINISTÈRE	<u>0</u>	<u>0</u>
=====		=====	=====

MINISTÈRE DES PETITES ENTREPRISES ET DE L'ENTREPRENEURIAT

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
3101 FONCTIONNEMENT				PROGRAMME DES PETITES ENTREPRISES ET DE L'ENTREPRENEURIAT
1	26 346 900	5 500 000	31 846 900	Petites Entreprises et Entrepreneuriat 31 400 855
L	46 858		46 858	Traitement versé au ministre en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> 47 841
L	15 841		15 841	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> 6 826
L	1 000		1 000	Créances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i> 0
	<u>26 410 599</u>	<u>5 500 000</u>	<u>31 910 599</u>	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DES PETITES ENTREPRISES ET DE L'ENTREPRENEURIAT 31 455 522
Actifs				
2	1 000		1 000	Petites Entreprises et Entrepreneuriat 0
	<u>1 000</u>		<u>1 000</u>	TOTAL (ACTIFS) POUR LE PROGRAMME DES PETITES ENTREPRISES ET DE L'ENTREPRENEURIAT 0

Description du programme :

Ce programme soutient la croissance économique et la création d'emplois en Ontario de la manière suivante : promotion de l'entrepreneuriat; soutien au démarrage d'entreprise; aide à la croissance des PME sur les marchés intérieurs et internationaux; gestion à l'intention des petites entreprises d'un guichet unique d'accès aux services gouvernementaux afin de réduire les obstacles à la croissance et d'accroître les débouchés.

* Y Compris le Mandats spéciaux de 9 500 000 \$

MINISTÈRE DES PETITES ENTREPRISES ET DE L'ENTREPRENEURIAT
PROGRAMME DES PETITES ENTREPRISES ET DE L'ENTREPRENEURIAT – CRÉDIT 3101

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

\$		\$	
FONCTIONNEMENT		<i>Entrepreneuriat</i>	
Petites Entreprises et Entrepreneuriat (Poste 1)			
Traitements et salaires.....	7 608 168	Traitements et salaires.....	2 214 662
Avantages sociaux.....	897 462	Avantages sociaux	286 316
Transports et communications	640 958	Transports et communications	209 723
Services	9 840 566	Services	7 527 765
Fournitures et matériel	307 558	Fournitures et matériel	45 669
Paiements de transfert		Paiements de transfert	
Subventions pour le développement		Expérience d'entrepreneuriat	
des entreprises	319 500	pour les étudiants –	
Expérience d'entrepreneuriat pour		Entreprise d'été	727 323
les étudiants – Entreprise d'été	727 323	Partenariats Jeunesse.....	745 136
Partenariats Jeunesse.....	745 136	Programme de	
Fonds pour la stratégie d'aide aux		développement des	
petites brasseries de l'Ontario	1 000 000	marchés mondiaux ...	5 000 000
Fonds pour la Stratégie			6 472 459
vinicole de l'Ontario	2 000 000	Autres opérations	
Programme d'aide à la promotion		Garanties honorées – programme	
des vins de la Vintners'		« Entrepreneuriat Jeunesse –	
Quality Alliance	3 316 497	Mon entreprise »	21 748
Programme de développement des			16 778 342
marchés mondiaux	5 000 000	Moins : Recouvrements	1 024 061
			15 754 281
	13 108 456		
Autres opérations		<i>Politiques et liaison</i>	
Garanties honorées – programme		Traitements et salaires.....	895 247
« Entrepreneuriat Jeunesse – Mon entreprise »	21 748	Avantages sociaux	92 348
	32 424 916	Transports et communications	31 074
Moins : Recouvrements	1 024 061	Services	640 422
	31 400 855	Fournitures et matériel	15 618
		Paiements de transfert	
<i>Administration du ministère</i>		Fonds pour la stratégie d'aide	
Traitements et salaires.....	1 025 110	aux petites brasseries	
Avantages sociaux.....	111 066	de l'Ontario	1 000 000
Transports et communications	62 160	Fonds pour la Stratégie	
Services	313 592	vinicole de l'Ontario ..	2 000 000
Fournitures et matériel	77 347	Programme d'aide à la	
	1 589 275	promotion des vins	
		de la Vintners'	
		Quality Alliance	3 316 497
			6 316 497
			7 991 206
<i>Services consultatifs aux entreprises</i>		Crédits législatifs	
Traitements et salaires.....	3 473 149	Traitement versé au ministre en	
Avantages sociaux.....	407 732	vertu de la Loi sur le Conseil exécutif	47 841
Transports et communications	338 001	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en	
Services	1 358 787	vertu de la Loi sur le Conseil exécutif	6 826
Fournitures et matériel	168 924		54 667
Paiements de transfert			
Subventions pour le		TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE	
développement des entreprises	319 500	PROGRAMME DES PETITES ENTREPRISES	
	6 066 093	ET DE L'ENTREPRENEURIAT	31 455 522

MINISTÈRE DES PETITES ENTREPRISES ET DE L'ENTREPRENEURIAT

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

	2008 \$	2007 \$
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS		
Foire aux idées.....	41 722	129 929
	-----	-----
RECOVREMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES		
Recouvrement lié aux radiations.....	21 200	16 619
Prêts accordés aux jeunes entrepreneurs.....	15 319	4 014
Recouvrements de dépenses des années – Paiements de transfert	76	2 827
	-----	-----
	36 595	23 460
	-----	-----
DIVERS		
Autres	885	46
	-----	-----
	885	46
	-----	-----
TOTAL DES RECETTES DU MINISTÈRE	79 202	153 435
	=====	=====

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL

EXERCICE 2007 – 2008

TABLE DES MATIÈRES

	PAGE
ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS	
SOMMAIRE.....	2-204
ADMINISTRATION DU MINISTÈRE.....	2-205
POURSUITES CONTRE LES CRIMINELS.....	2-207
SERVICES DE JUSTICE À LA FAMILLE	2-209
SERVICES JURIDIQUES	2-211
SERVICES AUX TRIBUNAUX	2-214
SERVICES AUX VICTIMES.....	2-216
DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L)	2-206, 2-208 2-213, 2-215
ÉTAT DES RECETTES	2-218

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL
ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

2006 – 2007 Dépenses réelles	PROGRAMMES	2007 – 2008	
		Crédits autorisés	Dépenses réelles
\$		\$	\$
FONCTIONNEMENT			
148 065 736	Administration du ministère	155 504 699	154 990 822
209 270 837	Poursuites contre les criminels	231 066 400	231 288 111
341 940 226	Services de justice à la famille	364 962 100	363 696 856
87 462 509	Services juridiques	79 816 800	116 208 910
352 987 397	Services aux tribunaux	405 621 900	404 501 100
87 834 368	Services aux victimes	212 278 700	206 567 880
1 227 561 073	TOTAL (FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE	* 1 449 250 599	1 477 253 679

* Y Compris le Mandats spéciaux de 400 735 000 \$

ACTIFS DE FONCTIONNEMENT			
0	Services de justice à la famille	761 000	0
0	TOTAL (ACTIFS DE FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE	761 000	0

IMMOBILISATIONS			
48 796 752	Administration du ministère	51 411 900	48 938 430
14 396 368	Services aux tribunaux	79 860 500	77 121 272
63 193 120	TOTAL (IMMOBILISATIONS) DU MINISTÈRE	† 131 272 400	126 059 702

† Y Compris le Mandats spéciaux de 20 000 000 \$

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
301 FONCTIONNEMENT				PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE
1	148 156 200	7 285 800	155 442 000	Administration du ministère 154 926 808
L	46 858		46 858	Traitement versé au ministre en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> 47 841
L	15 841		15 841	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> 16 173
	* 148 218 899	7 285 800	155 504 699	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE 154 990 822
IMMOBILISATIONS				
2	44 827 900	6 584 000	51 411 900	Renouvellement des installations 48 938 430
	† 44 827 900	6 584 000	51 411 900	TOTAL (IMMOBILISATIONS) POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE 48 938 430

Description du programme :

Ce programme est chargé de l'administration générale du ministère; il fournit les services administratifs et de soutien nécessaires aux programmes de fonctionnement. La Division de la gestion des services ministériels offre son appui et ses conseils stratégiques au ministère dans les domaines suivants : planification des activités et des finances; ressources humaines; gestion des urgences; gestion des installations; recherche et analyse; coordination des projets stratégiques clés. La Division fournit aussi des services communs en matière d'accès à l'information et de services en français aux ministères du secteur de la justice, et administre les services de vérification et d'assurance de la qualité dispensés centralement, ainsi que les Services communs de l'Ontario. Le programme d'administration du ministère sert également le Bureau du procureur général, le Bureau du sous-procureur général et le Bureau de l'adjoint parlementaire, ainsi que la Division des politiques et la Direction des communications.

* Y Compris le Mandats spéciaux de 51 862 000 \$

† Y Compris le Mandats spéciaux de 12 000 000 \$

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL
PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE – CRÉDIT 301

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

\$		\$	
FONCTIONNEMENT		<i>Locaux – Frais de location</i>	
Administration du ministère (Poste 1)		Services	125 051 388
		Fournitures et matériel	396 032

			125 447 420

		<i>Planification opérationnelle</i>	
Traitements et salaires.....	20 002 539	Traitements et salaires.....	4 513 772
Avantages sociaux.....	2 719 366	Avantages sociaux	680 511
Transports et communications	1 440 831	Transports et communications	482 687
Services	129 917 111	Services	992 084
Fournitures et matériel	1 022 734	Fournitures et matériel	175 853
	-----		-----
	155 102 581		6 844 907
Moins : Recouvrements	175 773		-----

	154 926 808		

<i>Bureau principal</i>		<i>Ressources humaines</i>	
Traitements et salaires.....	2 390 424	Traitements et salaires.....	4 156 139
Avantages sociaux.....	242 897	Avantages sociaux	523 112
Transports et communications	183 386	Transports et communications	97 828
Services	123 880	Services	373 600
Fournitures et matériel	40 379	Fournitures et matériel	86 051
	-----		-----
	2 980 966		5 236 730
	-----		-----
<i>Services de communication</i>		<i>Division des politiques</i>	
Traitements et salaires.....	2 082 755	Traitements et salaires.....	3 581 408
Avantages sociaux.....	255 836	Avantages sociaux	577 040
Transports et communications	39 149	Transports et communications	322 217
Services	325 628	Services	872 681
Fournitures et matériel	58 320	Fournitures et matériel	69 485
	-----		-----
	2 761 688		5 422 831
	-----		-----
<i>Services de vérification</i>		Crédits législatifs	
Traitements et salaires.....	2 082 755	Traitement versé au ministre en vertu	
Avantages sociaux.....	255 836	de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	47 841
Transports et communications	39 149	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en	
Services	325 628	vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	16 173
Fournitures et matériel	58 320		-----
	-----		64 014
	2 761 688		-----

<i>Services des installations</i>		TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR	
Traitements et salaires.....	3 278 041	L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE	154 990 822
Avantages sociaux.....	439 970		=====
Transports et communications	315 564		
Services	496 299	IMMOBILISATIONS	
Fournitures et matériel	196 614	Renouvellement des installations (Poste 2)	
	-----	Autres opérations	
	4 726 488	Investissements dans les immobilisations	48 938 430
Moins : Recouvrements	175 773		-----
	-----		48 938 430
	4 550 715		-----
	-----	TOTAL (IMMOBILISATIONS) POUR	
		L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE	48 938 430
			=====

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
302				
FONCTIONNEMENT				PROGRAMME DE POURSUITES CONTRE LES CRIMINELS
1	5 716 700	1 150 000	6 866 700	Unité des enquêtes spéciales..... 6 782 888
2	212 031 000	8 340 900	220 371 900	Droit criminel 219 703 212
3	3 716 800	110 000	3 826 800	Projet de la justice applicable aux Autochtones.... 3 766 811
L	1 000		1 000	Paiements effectués en vertu de la <i>Loi sur le ministère du Trésor et de l'Économie</i> 1 035 200
				TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DE POURSUITES CONTRE LES CRIMINELS
	* 221 465 500	9 600 900	231 066 400	231 288 111

Description du programme:

Ce programme assure la représentation juridique de la Couronne du chef de l'Ontario, devant tous les types de tribunaux de la province, pour l'ensemble des affaires criminelles et des appels en droit criminel. Le programme est également chargé du fonctionnement de l'Unité des enquêtes spéciales.

* Y Compris le Mandats spéciaux de 66 270 000 \$

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL
PROGRAMME DE POURSUITES CONTRE LES CRIMINELS – CRÉDIT 302
Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

	\$	\$
FONCTIONNEMENT		
Unité des enquêtes spéciales (Poste 1)		
Traitements et salaires.....		5 065 751
Avantages sociaux.....		543 889
Transports et communications.....		509 138
Services		376 023
Fournitures et matériel		288 087

		6 782 888

Droit criminel (Poste 2)		
Traitements et salaires.....	163 776 436	
Avantages sociaux.....	17 216 472	
Transports et communications.....	4 786 915	
Services	21 881 696	
Fournitures et matériel	6 591 142	
Paiements de transfert		
Comités de justice pour la jeunesse ...	2 832 330	
Programmes de judiciarisation	2 618 221	
	-----	5 450 551

		219 703 212

Crédits législatifs		
Autres opérations		
Paiements effectués en vertu de la <i>Loi sur le ministère du Trésor et de l'Économie</i>		1 035 200

		1 035 200

Projet de la justice applicable aux Autochtones (Poste 3)		
Paiements de transfert		
Programme des travailleurs judiciaires autochtones.....	2 866 397	
Projets de la justice applicable aux Autochtones	900 414	
	-----	3 766 811

		3 766 811

TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DE POURSUITES CONTRE LES CRIMINELS.....		231 288 111
		=====

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
303 FONCTIONNEMENT				
				PROGRAMME DES SERVICES DE JUSTICE À LA FAMILLE
1	70 847 400	10 242 100	81 089 500	Services de justice à la famille..... 79 824 256
2	283 887 600	(15 000)	283 872 600	Aide juridique Ontario 283 872 600
				TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DES SERVICES DE JUSTICE À LA FAMILLE
	* 354 735 000	10 227 100	364 962 100	363 696 856
Actifs				
3	761 000		761 000	Aide juridique Ontario 0
				TOTAL (ACTIFS) POUR LE PROGRAMME DES SERVICES DE JUSTICE À LA FAMILLE.....
	761 000		761 000	0

Description du programme :

Ce programme administre les fonds en fiducie judiciaire et les fonds constitués pour gérer le patrimoine des mineurs et des personnes incapables; il protège l'intérêt du public dans les œuvres de bienfaisance; il enquête sur les allégations de mauvais traitements infligés à des adultes incapables; il prend des décisions en matière de traitement médical au nom de personnes incapables; il administre les successions des personnes décédées sans laisser de testament ni de plus proche parent en Ontario; il protège les intérêts juridiques ainsi que les droits personnels et droits de propriété des enfants dans les affaires liées à la protection de l'enfance, à un divorce ou une séparation, ainsi qu'aux contentieux civils et aux dossiers de succession; il gère le Programme de visites surveillées dans les affaires mettant en cause la garde des enfants et le droit de visite; il est responsable de l'Aide juridique Ontario et du Programme de vérification et de supervision des libérations sous caution.

* Y Compris le Mandats spéciaux de 109 560 000 \$

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL
PROGRAMME DES SERVICES DE JUSTICE À LA FAMILLE – CRÉDIT 303
Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

	\$	\$		\$	\$
FONCTIONNEMENT			<i>Visites surveillées</i>		
Services de justice à la famille (Poste 1)					
Traitements et salaires.....		32 115 952	Traitements et salaires.....	267 307	
Avantages sociaux.....		4 218 426	Avantages sociaux	31 033	
Transports et communications.....		1 547 920	Transports et communications.....	24 725	
Services		28 217 972	Services	128 821	
Fournitures et matériel		1 706 745	Fournitures et matériel	12 925	
Paiements de transfert			Paiements de transfert		
Visites surveillées	5 939 700		Visites surveillées	5 939 700	
Vérification et supervision des					
libérations sous caution.....	6 122 330				
Victimes de mauvais traitements	20 685				
		12 082 715			6 404 511
		79 889 730	<i>Vérification et supervision des</i>		
Moins : Recouvrements		65 474	<i>libérations sous caution</i>		
		79 824 256	Traitements et salaires.....	41 711	
			Avantages sociaux	26 447	
			Services	2 916	
			Paiements de transfert		
			Vérification et supervision		
			des libérations sous caution	6 122 330	
					6 193 404
<i>Gestion des programmes</i>			<i>Victimes de mauvais traitements</i>		
Traitements et salaires.....	737 469		Paiements de transfert		
Avantages sociaux.....	150 072		Victimes de mauvais traitements	20 685	
Transports et communications	10 156				20 685
Services	163 764				
Fournitures et matériel	30 421	1 091 882			
<i>Avocat des enfants</i>			<i>Aide juridique Ontario (Poste 2)</i>		
Traitements et salaires.....	6 843 103		Paiements de transfert		
Avantages sociaux.....	974 596		Réinvestissement dans le		
Transports et communications	276 120		Fonds d'aide juridique	457 000	
Services	22 589 119		Certificats délivrés dans le cadre		
Fournitures et matériel	271 902		du Fonds d'aide juridique		
		30 954 840	– Services aux clients.....	218 786 600	
Moins : Recouvrements	65 474	30 889 366	Certificats délivrés dans le cadre		
			du Fonds d'aide juridique		
			– Administration	27 348 100	
			Cliniques juridiques communautaires		
			financées dans le cadre du		
			Fonds d'aide juridique	37 280 900	
					283 872 600
					283 872 600
<i>Tuteur et curateur public/Comptable de la</i>			TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR		
<i>Cour de l'Ontario (Division générale)</i>			LE PROGRAMME DES SERVICES		
Traitements et salaires.....	24 226 362		DE JUSTICE À LA FAMILLE.....		
Avantages sociaux.....	3 036 278				363 696 856
Transports et communications	1 236 919				
Services	5 333 352				
Fournitures et matériel	1 391 497	35 224 408			

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
304				
FONCTIONNEMENT				PROGRAMME DES SERVICES JURIDIQUES
1	43 811 500	11 237 900	55 049 400	Organismes, conseils et commissions.....
2	18 846 400	591 900	19 438 300	Services juridiques.....
3	4 425 700	902 400	5 328 100	Services des conseillers législatifs.....
L	1 000		1 000	Loi sur les actions contre la Couronne.....
				TOTAL (FONCTIONNEMENT)
				POUR LE PROGRAMME DES
				SERVICES JURIDIQUES
	* 67 084 600	12 732 200	79 816 800	116 208 910

Description du programme:

Ce programme appuie le rôle du procureur général en qualité de premier conseiller juridique de la Couronne; à cet effet, il offre au gouvernement des conseils experts en matière de droit et le représente devant tous les types de tribunaux de la province. Le gouvernement doit pouvoir obtenir rapidement des conseils et services juridiques de qualité pour élaborer et offrir ses activités de base, politiques, programmes et services.

Ce programme comprend le Bureau des conseillers législatifs chargé de rédiger, en français et en anglais, tous les projets de loi et règlements provinciaux et d'offrir des conseils juridiques sur les questions législatives à l'Assemblée législative et au Conseil des ministres. Il s'occupe aussi de la refonte des lois et règlements et assure le fonctionnement des organismes, conseils et commissions du ministère, notamment la Commission de révision de l'évaluation foncière, la Commission des affaires municipales de l'Ontario, la Commission ontarienne des droits de la personne et le Tribunal des droits de la personne de l'Ontario.

Le ministère administre aussi les renseignements au public.

* Y Compris le Mandats spéciaux de 27 673 000 \$

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL
PROGRAMME DES SERVICES JURIDIQUES – CRÉDIT 304
Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

\$		\$	
FONCTIONNEMENT		<i>Tribunal des droits de la personne de l'Ontario</i>	
Organismes, conseils et commissions (Poste 1)			
Traitements et salaires.....	23 868 801	Traitements et salaires.....	1 971 997
Avantages sociaux.....	3 044 717	Avantages sociaux	194 597
Transports et communications.....	2 370 719	Transports et communications.....	94 453
Services	23 269 649	Services	802 370
Fournitures et matériel	1 331 160	Fournitures et matériel	139 208
	-----		-----
	53 885 046		3 202 625
	-----		-----
<i>Commission de révision de l'évaluation foncière</i>		<i>Renseignements au public</i>	
Traitements et salaires.....	4 488 481	Traitements et salaires.....	710 964
Avantages sociaux.....	623 291	Avantages sociaux	86 824
Transports et communications.....	658 930	Transports et communications.....	326 061
Services	2 426 646	Services	18 264 362
Fournitures et matériel	190 656	Fournitures et matériel	268 527
	-----		-----
	8 388 004		19 656 738
	-----		-----
<i>Commission des affaires municipales de l'Ontario</i>		<i>Centre d'assistance juridique en matière de droits de la personne</i>	
Traitements et salaires.....	5 408 227	Traitements et salaires.....	379 800
Avantages sociaux.....	705 775	Avantages sociaux	39 300
Transports et communications.....	649 965	Transports et communications.....	15 600
Services	496 250	Services	90 000
Fournitures et matériel	291 350	Fournitures et matériel	12 000
	-----		-----
	7 551 567		536 700
	-----		-----
<i>Commission ontarienne des droits de la personne</i>		Services juridiques (Poste 2)	
Traitements et salaires.....	10 909 332	Traitements et salaires.....	92 460 798
Avantages sociaux.....	1 394 930	Avantages sociaux	9 452 797
Transports et communications.....	625 710	Transports et communications.....	778 720
Services	1 190 021	Services	4 891 613
Fournitures et matériel	429 419	Fournitures et matériel	712 198
	-----	Paiements de transfert	
	14 549 412	Recours civils à l'égard d'activités illicites – <i>Loi sur les recours civils</i> –	
	-----	Indemnisation des victimes.....	68 205
		Recours civils à l'égard d'activités illicites – <i>Loi sur les recours civils</i> – Subventions	436 667

			504 872

			108 800 998
		Moins : Recouvrements	90 043 524

			18 757 474

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL
PROGRAMME DES SERVICES JURIDIQUES – CRÉDIT 304
Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

	\$	\$		\$
<i>Droit civil et constitutionnel</i>			Services des conseillers législatifs (Poste 3)	
Traitements et salaires.....	19 190 922		Traitements et salaires.....	5 390 982
Avantages sociaux.....	2 054 175		Avantages sociaux	574 450
Transports et communications.....	778 720		Transports et communications.....	65 099
Services	4 891 613		Services	458 108
Fournitures et matériel	712 198		Fournitures et matériel	233 580
Paiements de transfert				-----
Recours civils à l'égard				6 722 219
d'activités illicites – <i>Loi</i>			Moins : Recouvrements	1 486 066
<i>sur les recours civils –</i>				-----
Indemnisation				5 236 153
des victimes.....	68 205			-----
Recours civils à l'égard			TOTAL (FONCTIONNEMENT)	
d'activités illicites – <i>Loi</i>			POUR LE PROGRAMME DES	
<i>sur les recours civils –</i>			SERVICES JURIDIQUES.....	116 208 910
Subventions.....	436 667			=====
	-----	504 872		

		28 132 500		
Moins : Recouvrements	9 376 783			
	-----	18 755 717		

<i>Services juridiques détachés</i>				
Traitements et salaires.....	73 269 876			
Avantages sociaux.....	7 398 622			

		80 668 498		
Moins : Recouvrements	80 666 741			
	-----	1 757		

<i>Crédits législatifs</i>				
Autres opérations				
<i>Loi sur les actions contre la Couronne.....</i>		38 330 237		

		38 330 237		

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés				Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total		
	\$	\$	\$		\$
305				PROGRAMME DES SERVICES	
FONCTIONNEMENT				AUX TRIBUNAUX	
1	220 665 200	23 919 000	244 584 200	Administration de la justice	243 561 670
2	123 990 700	32 347 000	156 337 700	Services judiciaires	156 155 855
L	4 700 000		4 700 000	Créances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i>	4 783 575
				TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR	
				LE PROGRAMME DES SERVICES	
				AUX TRIBUNAUX.....	404 501 100
	* 349 355 900	56 266 000	405 621 900		
	=====	=====	=====		=====
IMMOBILISATIONS					
3	110 113 000	(30 252 500)	79 860 500	Construction de tribunaux.....	77 121 272
				TOTAL (IMMOBILISATIONS) POUR	
				LE PROGRAMME DES SERVICES	
				AUX TRIBUNAUX.....	77 121 272
	† 110 113 000	(30 252 500)	79 860 500		
	=====	=====	=====		=====

Description du programme :

La Division des services aux tribunaux est responsable de l'administration et du fonctionnement des tribunaux criminels, civils et de la famille de l'Ontario. Ces services sont répartis en trois catégories : administration des tribunaux; services judiciaires; construction de tribunaux. L'administration des tribunaux et les services judiciaires contribuent à la gestion efficace et efficiente du système de justice. Le volet Construction de tribunaux finance l'aménagement de nouveaux palais de justice et les rénovations de grande envergure effectuées dans les tribunaux existants afin de mettre en place un système de justice moderne, sûr et accessible.

* Y Compris le Mandats spéciaux de 103 614 000 \$

† Y Compris le Mandats spéciaux de 8 000 000 \$

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL
PROGRAMME DES SERVICES AUX TRIBUNAUX – CRÉDIT 305

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

\$		\$	
FONCTIONNEMENT		IMMOBILISATIONS	
Administration de la justice (Poste 1)		Construction de tribunaux (Poste 3)	
Traitements et salaires.....	152 043 893		
Avantages sociaux.....	23 459 764		
Transports et communications.....	9 188 350	Autres opérations	
Services	47 461 785	Investissements dans les immobilisations	77 121 272
Fournitures et matériel	11 407 878		-----
	-----		77 121 272
	243 561 670		-----
	-----	TOTAL (IMMOBILISATIONS) POUR	
		LE PROGRAMME DES SERVICES	
		AUX TRIBUNAUX.....	77 121 272
			=====
Crédits législatifs			
Autres opérations			
Créances irrécouvrables,			
<i>Loi sur l'administration financière.....</i>	4 783 575		

	4 783 575		

Services judiciaires (Poste 2)			
Traitements et salaires.....	131 690 359		
Avantages sociaux.....	9 283 087		
Transports et communications.....	3 877 158		
Services	9 883 229		
Fournitures et matériel	1 190 071		
Paiements de transfert			
Subventions – Institut national de la magistrature/			
Conférence des Juges	231 951		

	156 155 855		

TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR			
LE PROGRAMME DES SERVICES			
AUX TRIBUNAUX.....	404 501 100		
	=====		

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés				Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total		
	\$	\$	\$		\$
306				PROGRAMME DES SERVICES	
FONCTIONNEMENT				AUX VICTIMES	
1	56 877 700	1 894 000	58 771 700	Gestion des services aux victimes.....	53 213 360
2	16 525 200	654 800	17 180 000	Programme d'aide aux victimes et aux témoins....	17 045 796
3	35 030 200	101 296 800	136 327 000	Commission d'indemnisation des victimes d'actes criminels	136 308 724
				TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR	
				LE PROGRAMME DES SERVICES	
				AUX VICTIMES.....	206 567 880
	* 108 433 100	103 845 600	212 278 700		

Description du programme:

Ce programme offre son soutien aux victimes par le biais du système de justice pénale et administre le financement des services d'assistance et de renvoi communautaires. L'Office des affaires des victimes d'actes criminels et la Commission d'indemnisation des victimes d'actes criminels sont deux organismes faisant partie de ce programme.

* Y Compris le Mandats spéciaux de 41 756 000 \$

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL
PROGRAMME DES SERVICES AUX VICTIMES – CRÉDIT 306

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

\$		\$
FONCTIONNEMENT		
Gestion des services aux victimes (Poste 1)		Commission d'indemnisation des victimes d'actes criminels (Poste 3)
Traitements et salaires.....	5 838 637	Traitements et salaires..... 3 051 013
Avantages sociaux.....	764 119	Avantages sociaux 470 325
Transports et communications.....	715 093	Transports et communications..... 549 557
Services.....	2 110 024	Services..... 1 881 312
Fournitures et matériel.....	383 648	Fournitures et matériel..... 194 632
Paiements de transfert		Paiements de transfert
Leurre des enfants par Internet.....	350 000	Indemnisation des victimes d'actes criminels..... 130 161 885
Initiatives communautaires contre les crimes haineux.....	637 482	 136 308 724
Financement d'urgence aux victimes.....	54 819	
Subventions pour les Services d'orientation et d'aide immédiate aux victimes (y compris le projet de la stratégie pour le Nord).....	9 101 983	
Subventions pour les Programmes d'intervention auprès des partenaires violents.....	8 984 282	
Projets spéciaux d'aide aux victimes.....	675 278	
Subventions pour les initiatives de lutte contre l'agression sexuelle.....	12 788 384	
Programme des enfants témoins.....	677 294	
SupportLink.....	576 200	
Programme de subventions aux communautés.....	9 256 117	
Services juridiques spécialisés – Barbra Schlifer Clinic.....	300 000	

	43 401 839	

	53 213 360	

Programme d'aide aux victimes et aux témoins (Poste 2)		
Traitements et salaires.....	13 130 264	
Avantages sociaux.....	2 054 401	
Transports et communications.....	709 477	
Services.....	603 737	
Fournitures et matériel.....	547 917	

	17 045 796	

		TOTAL (FONCTIONNEMENT)
		POUR LE PROGRAMME DES
		SERVICES AUX VICTIMES
		206 567 880
		=====

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

	2008 \$	2007 \$
GOUVERNEMENT DU CANADA		
Aide juridique – Criminel	50 500 000	50 552 300
Lignes directrices sur les pensions alimentaires pour enfants	4 218 285	4 115 429
<i>Loi sur les contraventions</i> fédérale	1 540 000	1 546 347
Travailleurs judiciaires autochtones	1 019 799	1 039 597
Autres	108 214	105 747
	<u>57 386 298</u>	<u>57 359 420</u>
REMBOURSEMENTS DE DÉPENSES		
Tuteur et curateur public de l'Ontario	17 684 765	17 775 755
Remboursement par les municipalités qui n'administrent pas la <i>Loi sur les infractions provinciales</i>	16 857 970	14 140 691
Avocat des enfants	100 354	186 561
	<u>34 643 089</u>	<u>32 103 007</u>
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS		
Registres locaux	51 541 434	50 971 515
Frais judiciaires	11 638 600	12 146 071
Procédure/Recherche/Shérifs	9 720 282	9 132 461
Commission de révision de l'évaluation foncière (droits)	698 051	3 653 771
Droits à payer pour la Commission des affaires municipales de l'Ontario	243 162	302 715
Frais pour chèques refusés	11 080	100 268
Autres	7 014	(17 027)
	<u>73 859 623</u>	<u>76 289 774</u>
AMENDES ET PÉNALITÉS		
Amendes provinciales/coûts/frais d'administration	31 328 028	30 660 836
Cautionnements non réclamés et restitutions	342 354	4 065 668
Amendes – Paiements en trop	35 526	5 558
	<u>31 705 908</u>	<u>34 732 062</u>
VENTES ET LOCATIONS	<u>505 446</u>	<u>632 966</u>
RECOUVREMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES	<u>1 671 572</u>	<u>5 488 076</u>
DIVERS		
Fonds d'aide aux victimes	69 825 600	45 780 700
Tuteur et curateur public – Biens en déshérence	1 245 506	1 571 914
CRIA – <i>Loi sur les recours civils</i>	711 100	1 259 888
Confiscations – Produits de la criminalité	455 407	391 678
Autres	563 298	2 047 967
	<u>72 800 911</u>	<u>51 052 147</u>
TOTAL DES RECETTES DU MINISTÈRE	<u><u>272 572 847</u></u>	<u><u>257 657 452</u></u>

MINISTÈRE DE LA PROMOTION DE LA SANTÉ

EXERCICE 2007 – 2008

TABLE DES MATIÈRES

	PAGE
ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS	
SOMMAIRE.....	2-220
PROMOTION DE LA SANTÉ	2-221
DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L)	2-222
ÉTAT DES RECETTES	2-224

MINISTÈRE DE LA PROMOTION DE LA SANTÉ
ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

2006 – 2007 Dépenses réelles	PROGRAMMES	2007 – 2008	
		Crédits autorisés	Dépenses réelles
\$		\$	\$
FONCTIONNEMENT			
330 233 324	Promotion de la santé	366 422 340	363 150 447
330 233 324	TOTAL (FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE	* 366 422 340	363 150 447

* Y Compris le Mandats spéciaux de 121 356 900 \$

ACTIFS DE FONCTIONNEMENT			
500 000	Promotion de la santé	500 000	500 000
500 000	TOTAL (ACTIFS DE FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE	‡ 500 000	500 000

‡ Y Compris le Mandats spéciaux de 500 000 \$

IMMOBILISATIONS			
69 810 827	Promotion de la santé	11 244 200	9 244 598
69 810 827	TOTAL (IMMOBILISATIONS) DU MINISTÈRE	† 11 244 200	9 244 598

† Y Compris le Mandats spéciaux de 5 953 600 \$

MINISTÈRE DE LA PROMOTION DE LA SANTÉ
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
4201				
FONCTIONNEMENT				PROGRAMME DE PROMOTION DE LA SANTÉ
1	11 133 000	(200 000)	10 933 000	Administration du ministère 10 275 934
2	355 018 100	392 700	355 410 800	Programmes de promotion de la santé 352 706 152
L	46 858		46 858	Traitement versé au ministre en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> 47 841
L	31 682		31 682	Traitement versé aux adjoints parlementaires en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> 25 520
L	0		0	Créances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i> 95 000
	* 366 229 640	192 700	366 422 340	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DE PROMOTION DE LA SANTÉ 363 150 447
Actifs				
4	500 000		500 000	Promotion de la santé – Actifs de fonctionnement 500 000
	‡ 500 000		500 000	TOTAL (ACTIFS) POUR LE PROGRAMME DE PROMOTION DE LA SANTÉ 500 000
IMMOBILISATIONS				
3	12 845 500	(1 601 300)	11 244 200	Promotion de la santé – Immobilisations 9 244 598
	† 12 845 500	(1 601 300)	11 244 200	TOTAL (IMMOBILISATIONS) POUR LE PROGRAMME DE PROMOTION DE LA SANTÉ 9 244 598

Description du programme :

Le ministère de la Promotion de la santé travaille avec ses partenaires pour exécuter des programmes et services efficaces, axés sur la reddition des comptes, qui contribuent au mieux-être à long terme des Ontariens et Ontariennes. Le ministère offre des outils et des appuis qui font avancer les objectifs gouvernementaux de promotion de la santé par la mise en œuvre de la stratégie Ontario sans fumée, d'initiatives visant à promouvoir le mieux-être par la pratique du sport, l'activité physique et la nutrition, d'activités permettant de prévenir les maladies et les blessures et de soutenir au système de santé publique de l'Ontario (une responsabilité partagée avec le ministère de la Santé et des Soins de longue durée).

* Y Compris le Mandats spéciaux de 121 356 900 \$

‡ Y Compris le Mandats spéciaux de 500 000 \$

† Y Compris le Mandats spéciaux de 5 953 600 \$

MINISTÈRE DE LA PROMOTION DE LA SANTÉ
PROGRAMME DE PROMOTION DE LA SANTÉ – CRÉDIT 4201

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

\$		\$	
FONCTIONNEMENT		Crédits législatifs	
Administration du ministère (Poste 1)		Traitement versé au ministre en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> 47 841 Traitement versé aux adjoints parlementaires en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> 25 520 Créances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i> 95 000 ----- 168 361 -----	
Traitements et salaires.....	5 045 438		
Avantages sociaux.....	595 397		
Transports et communications.....	320 662		
Services.....	4 054 999		
Fournitures et matériel.....	259 438		

	10 275 934		

Bureau principal		Programmes de promotion de la santé (Poste 2)	
Traitements et salaires.....	1 116 903	Traitements et salaires.....	5 568 885
Avantages sociaux.....	120 340	Avantages sociaux.....	637 991
Transports et communications.....	29 477	Transports et communications.....	682 910
Services.....	80 232	Services.....	13 734 182
Fournitures et matériel.....	43 202	Fournitures et matériel.....	409 350
	-----	Paiements de transfert	
	1 390 154	Ontario sans fumée – Prévention	
	-----	des maladies chroniques.....	47 006 202
Services de communication		Promotion du mieux-être par	
Traitements et salaires.....	1 928 723	l'activité physique	
Avantages sociaux.....	212 099	et la nutrition.....	7 323 041
Transports et communications.....	77 644	Activités sportives	
Services.....	1 859 582	et récréatives.....	33 204 016
Fournitures et matériel.....	102 052	Prévention des maladies	
	-----	et des blessures – Prévention	
	4 180 100	des maladies chroniques et	
	-----	promotion de la santé.....	23 320 643
Politiques et planification stratégiques		Organismes officiels locaux	
Traitements et salaires.....	1 269 446	responsables de la santé.....	220 914 080
Avantages sociaux.....	185 484		-----
Transports et communications.....	37 826		331 767 982
Services.....	193 449		-----
Fournitures et matériel.....	52 984		352 801 300
	-----		-----
	1 739 189	Moins : Recouvrements.....	95 148
	-----		-----
Services financiers et généraux			352 706 152
Traitements et salaires.....	730 366		-----
Avantages sociaux.....	77 474	Ontario sans fumée	
Transports et communications.....	175 715	Traitements et salaires.....	1 121 912
Services.....	1 921 736	Avantages sociaux.....	108 836
Fournitures et matériel.....	61 200	Transports et communications.....	164 318
	-----	Services.....	8 250 806
	2 966 491	Fournitures et matériel.....	18 202
	-----	Paiements de transfert	
		Ontario sans fumée – Prévention	
		des maladies chroniques.....	47 006 202

			56 670 276

MINISTÈRE DE LA PROMOTION DE LA SANTÉ
PROGRAMME DE PROMOTION DE LA SANTÉ – CRÉDIT 4201

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

	\$	\$		\$	\$
			<i>Gestion des programmes</i>		
<i>Promotion du mieux-être par le sport, l'activité physique et la nutrition</i>					
Traitements et salaires.....	2 095 754		Traitements et salaires.....	339 035	
Avantages sociaux.....	257 223		Avantages sociaux	29 277	
Transports et communications	384 699		Transports et communications	2 638	
Services	4 232 381		Services	213 613	
Fournitures et matériel	350 390		Fournitures et matériel	9 223	
Paiements de transfert				-----	593 786
Promotion du mieux-être			TOTAL (FONCTIONNEMENT)		
par l'activité physique			POUR LE PROGRAMME DE		
et la nutrition	7 323 041		PROMOTION DE LA SANTÉ		
Activités sportives					363 150 447
et récréatives.....	33 204 016				=====
	-----		Actifs		
	40 527 057				
	-----		Promotion de la santé – Actifs de fonctionnement (Poste 4)		
	47 847 504				
Moins : Recouvrements	95 148				
	-----	47 752 356			

<i>Prévention des maladies et des blessure</i>					
Traitements et salaires.....	2 012 184		Avances et montants récupérables.....	500 000	
Avantages sociaux.....	242 655			-----	
Transports et communications	131 255			500 000	
Services	1 037 382			-----	
Fournitures et matériel	31 535		TOTAL (ACTIFS) POUR LE PROGRAMME		
Paiements de transfert			DE PROMOTION DE LA SANTÉ.....		
Prévention des maladies et des					500 000
blessures – Prévention des					=====
maladies chroniques et			IMMOBILISATIONS		
promotion de la santé	23 320 643		Promotion de la santé – Immobilisations (Poste 3)		
	-----	26 775 654			

<i>Soutien à la santé publique</i>					
Paiements de transfert			Paiements de transfert		
Organismes officiels locaux			Partenaires pour les sports,		
responsables de la santé	220 914 080		la culture et le tourisme.....	2 613 092	
	-----	220 914 080	Partenaires pour les sports, la culture		
		-----	et le tourisme – Programme		
			d'infrastructures Canada-Ontario ..	1 944 469	
			Stade de soccer de Toronto	2 241 711	
			Subventions d'immobilisations		
			à l'appui de la promotion		
			de la santé.....	2 445 326	
				-----	9 244 598

					9 244 598

			TOTAL (IMMOBILISATIONS)		
			POUR LE PROGRAMME DE		
			PROMOTION DE LA SANTÉ		
					9 244 598
					=====

MINISTÈRE DE LA PROMOTION DE LA SANTÉ

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

	2008 \$	2007 \$
GOUVERNEMENT DU CANADA		
Programme d'infrastructures Canada-Ontario	1 820 889	8 571 009
Autre	1 070 450	171 090
	<u>2 891 339</u>	<u>8 742 099</u>
RECOVREMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES		
Palements de transfert – Recouvrements de dépenses des années précédentes.....	4 145 070	756 985
Subventions – Recouvrements de dépenses des années précédentes	287 771	103 235
	<u>4 432 841</u>	<u>860 220</u>
TOTAL DES RECETTES DU MINISTÈRE	<u>7 324 180</u>	<u>9 602 319</u>

MINISTÈRE DE LA RECHERCHE ET DE L'INNOVATION

EXERCICE 2007 – 2008

TABLE DES MATIÈRES

	PAGE
ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS	
SOMMAIRE.....	2-226
RECHERCHE ET INNOVATION.....	2-227
DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L)	2-229
ÉTAT DES RECETTES	2-230

MINISTÈRE DE LA RECHERCHE ET DE L'INNOVATION
ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

2006 – 2007 Dépenses réelles	PROGRAMMES	2007 – 2008	
		Crédits autorisés	Dépenses réelles
\$		\$	\$
FONCTIONNEMENT			
261 631 371	Recherche et innovation	290 399 241	289 545 739
<u>261 631 371</u>	TOTAL (FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE	<u>* 290 399 241</u>	<u>289 545 739</u>
=====		=====	=====
* Y Compris le Mandats spéciaux de 88 700 000 \$			
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT			
7 034 430	Recherche et innovation	8 263 000	1 657 388
<u>7 034 430</u>	TOTAL (ACTIFS DE FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE	<u>8 263 000</u>	<u>1 657 388</u>
=====		=====	=====
IMMOBILISATIONS			
81 905 058	Recherche et innovation	124 450 000	124 449 683
<u>81 905 058</u>	TOTAL (IMMOBILISATIONS) DU MINISTÈRE	<u>† 124 450 000</u>	<u>124 449 683</u>
=====		=====	=====

† Y Compris le Mandats spéciaux de 45 000 000 \$

MINISTÈRE DE LA RECHERCHE ET DE L'INNOVATION
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
4301 FONCTIONNEMENT				PROGRAMME DE RECHERCHE ET D'INNOVATION
1	295 552 400	(5 170 000)	290 382 400	Recherche et innovation..... 289 509 375
L	15 841		15 841	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> 20 191
L	1 000		1 000	Traitement versé aux adjoints parlementaires en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> 16 173
	* 295 569 241	(5 170 000)	290 399 241	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DE RECHERCHE ET D'INNOVATION 289 545 739
Actifs				
2	8 263 000		8 263 000	Recherche et innovation..... 1 657 388
	8 263 000		8 263 000	TOTAL (ACTIFS) POUR LE PROGRAMME DE RECHERCHE ET D'INNOVATION 1 657 388
IMMOBILISATIONS				
3	67 320 000	57 130 000	124 450 000	Recherche et innovation..... 124 449 683
	† 67 320 000	57 130 000	124 450 000	TOTAL (IMMOBILISATIONS) POUR LE PROGRAMME DE RECHERCHE ET D'INNOVATION 124 449 683

Description du programme :

Le programme appuie la croissance économique et la création d'emplois en Ontario. Pour y parvenir, il travaille en partenariat étroit avec le Conseil ontarien de la recherche et de l'innovation, qui le fait bénéficier de ses conseils d'expert, afin de mettre au point un programme stratégique, ciblé et coordonné pour promouvoir la recherche et l'innovation en Ontario; il offre des programmes de recherche et de commercialisation axés sur des secteurs clés et des possibilités de développement régional, et il élabore et met en œuvre une stratégie globale de sensibilisation du public et des intervenants afin de promouvoir l'excellence et la réussite dans le domaine de la recherche et de l'innovation en Ontario et d'attirer et de retenir les chercheurs les plus doués.

* Y Compris le Mandats spéciaux de 88 700 000 \$

† Y Compris le Mandats spéciaux de 45 000 000 \$

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

	\$	\$		\$	\$
FONCTIONNEMENT					
Recherche et innovation (Poste 1)			Administration du ministère		
Traitements et salaires.....	9 695 988		Traitements et salaires.....	1 597 866	
Avantages sociaux.....	1 163 577		Avantages sociaux	236 795	
Transports et communications	755 712		Transports et communications	291 352	
Services	5 225 455		Services	216 093	
Fournitures et matériel	548 332		Fournitures et matériel	118 015	
Paiements de transfert				-----	2 460 121
Baycrest-Rotman Health -					
soins gériatriques.....	3 630 000				
Partenariats et sensibilisation aux					
sciences et à la technologie.....	2 202 074				
Programme de mentorat					
commercial et de formation					
à l'entrepreneuriat	2 536 255				
Centre pour l'innovation dans					
la gouvernance internationale	2 045 649				
Bourses de nouveaux chercheurs....	10 920 000		Innovation, liaison et promotion		
Subventions à l'appui de la recherche,					
de la commercialisation					
et de l'innovation	272 661		Traitements et salaires.....	3 535 989	
Fonds pour les projets pilotes			Avantages sociaux	444 165	
d'innovation	4 860 434		Transports et communications	199 695	
Consortium international sur les			Services	3 038 625	
thérapies anti-virales	2 000 000		Fournitures et matériel	306 559	
Fonds d'accélération des			Paiements de transfert		
investissements.....	3 540 923		Partenariats et sensibilisation		
Centres d'excellence			aux sciences et à la		
de l'Ontario	34 300 000		technologie.....	2 202 074	
Réseau ontarien de			Partenariats et		
commercialisation	4 735 913		sensibilisation		
Institut ontarien de recherche			aux sciences et à		
sur le cancer.....	70 151 643		la technologie.....	5 000 000	
Fonds ontarien d'encouragement				-----	7 202 074
à la recherche-développement.....	30 766 865				14 727 107
Programme ontarien de commercialisation					
de la recherche.....	8 378 414				
Fonds pour la recherche					
en Ontario	66 146 850				
Bourses de recherche					
postdoctorale	2 140 000				
Prix Catalyseur – programme de					
bourses d'excellence					
du premier ministre	960 000				
Prix Découverte – programme de					
bourses d'excellence					
du premier ministre	1 350 000				
Programmes de technologie					
et d'innovation	2 480 727				
District de la découverte MaRS	6 001 903				
Partenariat ontarien de recherche					
sur la moelle épinière	500 000				
University of Guelph --					
Code à barres de la vie	5 000 000				
Windsor Institute for					
Diagnostic Imaging Research	2 200 000				
Sensibilisation à l'innovation					
(jeunes).....	5 000 000				
	-----	272 120 311			

		289 509 375			

MINISTÈRE DE LA RECHERCHE ET DE L'INNOVATION
PROGRAMME DE RECHERCHE ET D'INNOVATION – CRÉDIT 4301

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

	\$	\$		\$	\$
<i>Recherche et commercialisation</i>			Crédits législatifs		
Traitements et salaires.....		4 562 133	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>		20 191
Avantages sociaux.....		482 617	Traitement versé aux adjoints parlementaires en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>		16 173
Transports et communications.....		264 665			-----
Services		1 970 737			36 364
Fournitures et matériel		123 758			-----
Paiements de transfert			TOTAL (FONCTIONNEMENT)		
Baycrest-Rotman Health -			POUR LE PROGRAMME DE		
Soins gériatriques	3 630 000		RECHERCHE ET D'INNOVATION		289 545 739
Programme de mentorat commercial et de formation à l'entrepreneuriat		2 536 255			=====
Centre pour l'innovation dans la gouvernance internationale		2 045 649			
Bourses de nouveaux chercheurs....		10 920 000	Actifs		
Subventions à l'appui de la recherche, de la commercialisation et de l'innovation		272 661	Recherche et innovation (Poste 2)		
Fonds pour les projets pilotes d'innovation		4 860 434	Dépôts et charges payées d'avance		
Consortium international sur les thérapies antivirales.....		2 000 000	Centre d'excellence de l'Ontario	1 372 000	
Fonds d'accélération des investissements.....		3 540 923	Institut ontarien de recherche sur le cancer	285 388	
Centres d'excellence de l'Ontario		34 300 000			1 657 388
Réseau ontarien de commercialisation		4 735 913			-----
Institut ontarien de recherche sur le cancer.....		70 151 643			1 657 388
Fonds ontarien d'encouragement à la recherche-développement.....		30 766 865	TOTAL (ACTIFS) POUR LE PROGRAMME DE RECHERCHE ET D'INNOVATION.....		1 657 388
Programme ontarien de commercialisation de la recherche.....		8 378 414			=====
Fonds pour la recherche en Ontario.....		66 146 850	IMMOBILISATIONS		
Bourses de recherche postdoctorale		2 140 000	Recherche et innovation (Poste 3)		
Prix Catalyseur – programme de bourses d'excellence du premier ministre		960 000	Paiements de transfert		
Prix Découverte – programme de bourses d'excellence du premier ministre		1 350 000	Fonds pour la recherche en Ontario.....	63 199 683	
Programmes de technologie et d'innovation		2 480 727	Études sur la planification de la recherche	120 000	
District de la découverte MaRS		6 001 903	Robarts Research Institute	4 000 000	
Partenariat ontarien de recherche sur la moelle épinière		500 000	Baycrest-Rotman Health - Soins gériatriques.....	6 370 000	
University of Guelph -- Code à barres de la vie.....		5 000 000	Windsor Institute for Diagnostic Imaging Research	2 800 000	
Windsor Institute for Diagnostic Imaging Research		2 200 000	Institute for Quantum Computing.....	17 960 000	
		-----	Bioproducts Innovation Network ..	7 500 000	
		264 918 237	Soutien au secteur des multimédias numériques	19 000 000	
		-----	Sarnia-Lambton Research Park – Centre d'innovation bio industriel de l'Ontario	3 500 000	
		272 322 147			124 449 683
		-----			-----
					124 449 683

			TOTAL (IMMOBILISATIONS) POUR LE PROGRAMME DE RECHERCHE ET D'INNOVATION		124 449 683
					=====

MINISTÈRE DE LA RECHERCHE ET DE L'INNOVATION

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

	2008 \$	2007 \$
GOUVERNEMENT DU CANADA		
Partenaires du millénaire	384 667	955 333
	-----	-----
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS	0	5
	-----	-----
RECOVREMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES.....	560 276	420 347
	-----	-----
DIVERS.....	256 390	0
	-----	-----
TOTAL DES RECETTES DU MINISTÈRE	1 201 333	1 375 685
	=====	=====

**MINISTÈRE DU RENOUVELLEMENT
DE L'INFRASTRUCTURE PUBLIQUE**

EXERCICE 2007 – 2008

TABLE DES MATIÈRES

	PAGE
ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS	
SOMMAIRE.....	2-232
INFRASTRUCTURE ET PLANIFICATION DE LA GESTION DE LA CROISSANCE / PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE	2-233
DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L)	2-235
ÉTAT DES RECETTES.....	2-237
ÉTAT DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS ET DOTATIONS EN IMMOBILISATIONS.....	2-237

MINISTÈRE DU RENOUVELLEMENT DE L'INFRASTRUCTURE PUBLIQUE

ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

2006 – 2007 Dépenses réelles	PROGRAMMES	2007 – 2008	
		Crédits autorisés	Dépenses réelles
\$		\$	\$
FONCTIONNEMENT			
78 712 456	Infrastructure et planification de la gestion de la croissance/ Programme d'administration du ministère	84 746 399	82 508 573
78 712 456	TOTAL (FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE	* 84 746 399	82 508 573

* Y Compris le Mandats spéciaux de 23 100 000 \$

ACTIFS DE FONCTIONNEMENT

0	Infrastructure et planification de la gestion de la croissance/ Programme d'administration du ministère	761 300	0
0	TOTAL (ACTIFS DE FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE	761 300	0

IMMOBILISATIONS

298 725 794	Infrastructure et planification de la gestion de la croissance/ Programme d'administration du ministère	677 058 300	660 813 333
298 725 794	TOTAL (IMMOBILISATIONS) DU MINISTÈRE	† 677 058 300	660 813 333

† Y Compris le Mandats spéciaux de 97 800 000 \$

MINISTÈRE DU RENOUVELLEMENT DE L'INFRASTRUCTURE PUBLIQUE

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
4001 FONCTIONNEMENT				
				INFRASTRUCTURE ET PLANIFICATION DE LA GESTION DE LA CROISSANCE/PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE
				Infrastructure et planification de la gestion de la croissance / Programme d'administration du ministère
1	87 139 700	(2 600 000)	84 539 700	82 444 559
L	46 858		46 858	Traitement versé au ministre en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>
L	15 841		15 841	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>
L	144 000		144 000	Créances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i>
				TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR L'INFRASTRUCTURE ET PLANIFICATION DE LA GESTION DE LA CROISSANCE/ PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE.....
	* 87 346 399	(2 600 000)	84 746 399	82 508 573
Actifs				
				Programme d'utilisation des couloirs de transport de l'électricité
6	761 300		761 300	0
				TOTAL (ACTIFS) POUR L'INFRASTRUCTURE ET PLANIFICATION DE LA GESTION DE LA CROISSANCE / PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE.....
	761 300		761 300	0

* Y Compris le Mandats spéciaux de 23 100 000 \$

MINISTÈRE DU RENOUVELLEMENT DE L'INFRASTRUCTURE PUBLIQUE

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
4001				
IMMOBILISATIONS				
				INFRASTRUCTURE ET PLANIFICATION DE LA GESTION DE LA CROISSANCE/PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE
2	482 456 000	(9 188 900)	473 267 100	Programmes d'infrastructure 472 928 809
3	1 235 000 000	(1 224 129 100)	10 870 900	Fonds de prévoyance pour les immobilisations 0
4	5 600 000		5 600 000	Fonds pour les grands projets 5 600 000
5	98 928 000	88 392 300	187 320 300	Services immobiliers 182 284 524
				TOTAL (IMMOBILISATIONS) POUR L'INFRASTRUCTURE ET PLANIFICATION DE LA GESTION DE LA CROISSANCE / PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE 660 813 333
	† 1 821 984 000	(1 144 925 700)	677 058 300	

Description du programme :

Par l'entremise de la Division des politiques et de la planification infrastructurelles, ce programme élabore et coordonne, pour le gouvernement de l'Ontario, la mise en œuvre de stratégies ingénieuses visant l'infrastructure, notamment la gestion par les organismes centraux du processus de planification de l'infrastructure, l'aide à la préparation du plan d'immobilisations relié au Budget de l'Ontario, l'élaboration de stratégies sectorielles visant l'infrastructure, les négociations avec le gouvernement fédéral sur les programmes d'infrastructure à frais partagés et la coordination des programmes d'infrastructure dispensés par les ministères de tutelle.

Par l'entremise du Bureau de liaison pour les politiques de transport en commun, le programme se charge du leadership et de l'établissement de partenariats pour la mise en œuvre des projets prioritaires de Transports-Action Ontario.

Le programme offre, par l'entremise du Secrétariat des initiatives de croissance de l'Ontario, son leadership pour la mise en œuvre de la stratégie de gestion de la croissance et pour l'élaboration et la mise en œuvre des plans de gestion de la croissance.

Par l'entremise de l'Unité de la gestion stratégique des biens, le programme étudie les possibilités d'optimisation de l'actif de la province, y compris les avoirs immobiliers, afin de faire en sorte qu'elles soutiennent les politiques et les programmes et qu'elles répondent à des objectifs d'optimisation des ressources conformes aux priorités gouvernementales.

Le programme offre en outre, par l'entremise de la Division des organismes (qui a été restructurée par la suite pour devenir la Division de la stratégie relative aux biens commerciaux et la Division de l'immobilier), des conseils stratégiques et des services de gestion ponctuelle et de liaison avec les organismes du ministère : la Régie des alcools de l'Ontario, la Société des loteries et des jeux de l'Ontario, la Société immobilière de l'Ontario et la Société ontarienne de travaux d'infrastructure. Le programme fournit aussi des services d'analyse stratégique et dirige l'élaboration de stratégies à long terme et durables en matière de planification et d'approvisionnement, ainsi que la mise en œuvre de pratiques exemplaires pour l'infrastructure.

À l'appui du plan d'investissement dans l'infrastructure ReNouvelé Ontario, Infrastructure Ontario est chargée de mettre en œuvre et d'administrer les projets d'infrastructure liés à la diversification des modes de financement et de l'approvisionnement et propose des modes de financement abordables aux emprunteurs du secteur parapublic.

Le programme fournit aussi les services nécessaires pour soutenir toutes les facettes du mandat du ministère - communications, planification stratégique, gestion et contrôle financiers, coordination des politiques, ressources humaines, locaux, etc.

† Y Compris le Mandats spéciaux de 97 800 000 \$

MINISTÈRE DU RENOUVELLEMENT DE L'INFRASTRUCTURE PUBLIQUE
INFRASTRUCTURE ET PLANIFICATION DE LA GESTION DE LA CROISSANCE /
PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE – CRÉDIT 4001

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

\$		\$	
FONCTIONNEMENT		<i>Gestion de la croissance</i>	
Infrastructure et planification de la gestion de la croissance / Programme d'administration du ministère (Poste 1)		Traitements et salaires.....	2 504 356
		Avantages sociaux	317 360
		Transports et communications	128 728
		Services	1 576 983
		Fournitures et matériel	85 882

			4 613 309

Traitements et salaires.....	13 548 468	<i>Division des organismes</i>	
Avantages sociaux.....	1 503 285	Traitements et salaires.....	3 436 509
Transports et communications	653 323	Avantages sociaux	342 291
Services	66 509 938	Transports et communications	42 857
Fournitures et matériel	428 121	Services	59 544 751
	-----	Fournitures et matériel	70 627
	82 643 135		-----
Moins : Recouvrements	198 576		63 437 035
	-----	Moins : Recouvrements	198 576
	82 444 559		-----
	-----		63 238 459
<i>Administration du ministère</i>			-----
Traitements et salaires.....	3 326 004	<i>Unité de la gestion stratégique des biens</i>	
Avantages sociaux.....	363 256	Traitements et salaires.....	620 555
Transports et communications	432 395	Avantages sociaux	63 784
Services	4 675 493	Transports et communications	7 719
Fournitures et matériel	164 710	Services	364 928
	-----	Fournitures et matériel	15 982
	8 961 858		-----
	-----		1 072 968
<i>Politiques et planification infrastructurelles</i>			-----
Traitements et salaires.....	3 661 044	<i>Crédits législatifs</i>	
Avantages sociaux.....	416 594	Traitement versé au ministre en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	47 841
Transports et communications	41 624	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	16 173
Services	347 783		-----
Fournitures et matériel	90 920		64 014
	-----		-----
	4 557 965		

		TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR	
		L'INFRASTRUCTURE ET PLANIFICATION	
		DE LA GESTION DE LA CROISSANCE /	
		PROGRAMME D'ADMINISTRATION	
		DU MINISTÈRE.....	82 508 573
			=====

MINISTÈRE DU RENOUVELLEMENT DE L'INFRASTRUCTURE PUBLIQUE
INFRASTRUCTURE ET PLANIFICATION DE LA GESTION DE LA CROISSANCE /
PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE – CRÉDIT 4001

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

	\$	\$		\$	\$
IMMOBILISATIONS					
Programme d'infrastructure (Poste 2)			<i>Gestion de l'actif</i>		
Services	1 816 540		Services	1 752 390	
Paiements de transfert				-----	1 752 390
Revitalisation du secteur					
riverain de Toronto.....	21 112 269				
Initiative d'investissement dans					
l'infrastructure municipale.....	450 000 000				
	-----	471 112 269			

		472 928 809			

			Fonds pour les grands projets (Poste 4)		
			Paiements de transfert		
			Société ontarienne de travaux d'infrastructure.....		5 600 000

					5 600 000

<i>Programmes d'infrastructure</i>					
Services	64 150				
Paiements de transfert					
Revitalisation du secteur					
riverain de Toronto.....	21 112 269				
Investissements dans les					
installations d'eaux					
et d'eaux usées	450 000 000				
	-----	471 112 269			

		471 176 419			

			Services immobiliers (Poste 5)		
			Services		92 862 729
			Paiements de transfert		
			Transactions immobilières		6 172 395
			Autre opérations		83 249 400

					182 284 524

			TOTAL (IMMOBILISATIONS) POUR		
			L'INFRASTRUCTURE ET PLANIFICATION		
			DE LA GESTION DE LA CROISSANCE /		
			PROGRAMME D'ADMINISTRATION		
			DU MINISTÈRE.....		660 813 333
					=====

MINISTÈRE DU RENOUVELLEMENT DE L'INFRASTRUCTURE PUBLIQUE

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

	2008 \$	2007 \$
GOUVERNEMENT DU CANADA	15 800 000	0
RECETTES DES ENTREPRISES PUBLIQUES		
Bénéfices des loteries	1 685 575 304	1 679 540 886
Société des loteries et des jeux de l'Ontario – Bénéfices des loteries	1 340 000 000	1 275 000 000
	3 025 575 304	2 954 540 886
REMBOURSEMENTS DE DÉPENSES		
Due Diligence costs re: Sale of Land/Building/Easement	753 148	0
Frais pour chèques refusés	686 933	0
	1 440 081	0
DROITS PERMIS ET AUTORISATIONS		
FOI – Droits	10 393	5 720
Frais pour chèques refusés	35	0
	10 428	5 720
VENTES ET LOCATIONS		
Locations – Terrains et bâtiments	31 995 051	29 065 059
Ventes – Terrains et bâtiments	18 974 425	24 809 465
Locations – Autres	2 363 908	2 151 886
	53 333 384	56 026 410
RECOUVREMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES		
Créances irrécouvrables	321 731	0
Services et Ventes	63 184	399 462
Paievements de transfert	40 637	508 963
Traitements et salaires	11 650	0
	437 202	908 425
DIVERS		
Intérêt	4 844 066	3 626 313
Autres	1 500	1 500
	4 845 566	3 627 813
TOTAL DES RECETTES DU MINISTÈRE	3 101 441 965	3 015 109 254

ÉTAT DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS ET DOTATIONS EN IMMOBILISATIONS

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

	2008 \$	2007 \$
Opérations liées à la liquidation de la Société foncière de l'Ontario	67 250	0
TOTAL - REMBOURSEMENTS DES PRÊTS ET DOTATIONS EN IMMOBILISATIONS	67 250	0

MINISTÈRE DU REVENU

EXERCICE 2007 – 2008

TABLE DES MATIÈRES

	PAGE
ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS	
SOMMAIRE.....	2-240
REVENUS FISCAUX.....	2-241
DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L)	2-242
ÉTAT DES RECETTES	2-243

MINISTÈRE DU REVENU
ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

2006 – 2007 Dépenses réelles	PROGRAMMES	2007 – 2008	
		Crédits autorisés	Dépenses réelles
\$		\$	\$
FONCTIONNEMENT			
562 782 967	Revenus fiscaux	566 378 458	554 241 093
<u>562 782 967</u>	TOTAL (FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE	<u>* 566 378 458</u>	<u>554 241 093</u>
=====		=====	=====

* Y Compris le Mandats spéciaux de 196 000 000 \$

ACTIFS DE FONCTIONNEMENT			
0	Revenus fiscaux	5 275 000	0
<u>0</u>	TOTAL (ACTIFS DE FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE	<u>5 275 000</u>	<u>0</u>
=====		=====	=====

MINISTÈRE DU REVENU
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
3201 FONCTIONNEMENT				PROGRAMME DES REVENUS FISCAUX
1	519 831 400	(11 499 900)	508 331 500	Revenus fiscaux 501 046 898
L	46 858		46 858	Traitement versé au ministre en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> 52 862
L	58 000 100		58 000 100	Créances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i> 53 141 333
	<u>577 878 358</u>	<u>(11 499 900)</u>	<u>566 378 458</u>	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DES REVENUS FISCAUX ... 554 241 093
Actifs				
2	5 275 000		5 275 000	Revenus fiscaux - Actifs 0
	<u>5 275 000</u>		<u>5 275 000</u>	TOTAL (ACTIFS) POUR LE PROGRAMME DES REVENUS FISCAUX ... 0

Description du programme :

Le programme des revenus fiscaux est chargé de l'administration des principales lois de l'Ontario régissant l'imposition, les crédits d'impôts et les avantages fiscaux. En ce qui concerne l'imposition, les principales lois provinciales sont la *Loi sur la taxe de vente au détail*, la *Loi sur l'imposition des sociétés*, la *Loi sur l'impôt-santé des employeurs* et la *Loi de la taxe sur le tabac*. Les programmes d'avantages fiscaux comprennent le Régime de revenu annuel garanti et le Supplément de revenu de l'Ontario pour les familles travailleuses ayant des frais de garde d'enfants. Les crédits d'impôts sont notamment les Fonds communautaires de placement dans les petites entreprises, le crédit d'impôt de l'Ontario relatif aux options d'achat d'actions accordées aux employés pour le développement de la recherche, les Obligations de financement de projets de l'Ontario et le Régime d'épargne-logement de l'Ontario.

* Y Compris le Mandats spéciaux de 196 000 000 \$

PROGRAMME DES REVENUS FISCAUX – CRÉDIT 3201

\$	\$	\$	\$
FONCTIONNEMENT		<i>Programmes liés aux avantages fiscaux</i>	
Revenus Fiscaux (Poste 1)			
Traitements et salaires.....	170 955 149	Traitements et salaires.....	1 938 901
Avantages sociaux.....	31 304 198	Avantages sociaux	325 782
Transports et communications	10 331 360	Transports et communications	609 398
Services	28 902 892	Services	128 726
Fournitures et matériel	5 500 564	Fournitures et matériel	30 915
Paielements de transfert		Paielements de transfert	
Régime de revenu		Régime de revenu	
annuel garanti	104 880 113	annuel garanti	104 880 113
Supplément de revenu de		Supplément de revenu	
l'Ontario pour les familles		de l'Ontario pour les	
travailleuses ayant des		familles travailleuses	
frais de garde d'enfants.....	149 172 622	ayant des frais de	
	-----	garde d'enfants....	149 172 622

	254 052 735		254 052 735
	-----		-----
	501 046 898		257 086 457
	-----		-----
		Crédits législatifs	
<i>Bureau principal</i>			
Traitements et salaires.....	380 197	Traitement versé au ministre en	
Avantages sociaux.....	52 104	vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	52 862
Transports et communications	29 901	Autre opérations	
Services	66 807	Créances irrécouvrables, <i>Loi sur</i>	
Fournitures et matériel	6 429	<i>l'administration financière</i>	53 141 333
	-----		-----
	535 438		53 194 195
	-----		-----
<i>Administration fiscale</i>		TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE	
Traitements et salaires.....	168 641 072	PROGRAMME DES REVENUS FISCAUX.....	
Avantages sociaux.....	30 926 312		554 241 093
Transports et communications	9 692 061		=====
Services	28 707 359		
Fournitures et matériel	5 463 220		

	243 430 024		

MINISTÈRE DU REVENU

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

	2008 \$	2007 \$
RECETTES FISCALES		
Taxe de vente au détail	16 975 517 192	16 228 174 467
Impôt sur les sociétés.....	12 989 669 963	10 845 016 003
Impôt- santé des employeurs	4 605 031 704	4 370 949 648
Taxe sur l'essence.....	2 360 501 746	2 310 157 935
Droits de cession immobilière	1 350 727 289	1 186 185 400
Taxe sur le tabac	1 127 204 074	1 236 314 141
Taxe sur les carburants	733 289 212	723 423 073
Impôt sur les bénéfices miniers.....	231 402 661	146 989 493
Impôt sur les barrages hydroélectriques.....	20 755 117	22 109 350
Impôt foncier provincial	12 323 150	10 316 180
Taxe sur le pari mutuel	5 619 547	5 591 952
Droits de succession	513 803	142 974
Impôt – santé des travailleurs autonomes	136 310	139 069
Crédits d'impôt de l'Ontario.....	191 289	0
	<u>40 412 883 057</u>	<u>37 085 509 685</u>
REMBOURSEMENTS DE DÉPENSES.....	1 744 114	0
	<u>1 744 114</u>	<u>0</u>
DROITS PERMIS ET AUTORISATIONS.....	666 264	0
	<u>666 264</u>	<u>0</u>
RECOUVREMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES	2 668 378	2 596 624
	<u>2 668 378</u>	<u>2 596 624</u>
DIVERS		
Autre revenu – Oshawa.....	8 596	(57 131)
	<u>8 596</u>	<u>(57 131)</u>
TOTAL DES RECETTES DU MINISTÈRE	<u><u>40 417 970 409</u></u>	<u><u>37 088 049 178</u></u>

MINISTÈRE DES RICHESSES NATURELLES

EXERCICE 2007 – 2008

TABLE DES MATIÈRES

	PAGE
ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS	
SOMMAIRE.....	2-246
ADMINISTRATION DU MINISTÈRE.....	2-247
INFORMATION GÉOGRAPHIQUE	2-249
GESTION DES RICHESSES NATURELLES	2-251
SÉCURITÉ PUBLIQUE ET D'INTERVENTION D'URGENCE	2-256
INFORMATION ET TECHNOLOGIE DE L'INFORMATION – GROUPEMENT POUR LES TERRES ET LES RESSOURCES.....	2-258
DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L)	2-248, 2-254, 2-255
ÉTAT DES RECETTES	2-260

MINISTÈRE DES RICHESSES NATURELLES
ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

2006 – 2007 Dépenses réelles	PROGRAMMES	2007 – 2008	
		Crédits autorisés	Dépenses réelles
\$		\$	\$
FONCTIONNEMENT			
32 595 782	Administration du ministère	33 738 099	33 583 608
33 419 057	Information géographique	31 459 700	30 998 531
306 056 214	Gestion des richesses naturelles	408 633 100	408 829 522
177 150 794	Sécurité publique et d'intervention d'urgence	135 444 300	134 989 321
0	Information et technologie de l'information – Groupement pour les terres et les ressources	1 000	1 000
549 221 847	TOTAL (FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE	* 609 276 199	608 401 982

* Y Compris le Mandats spéciaux de 178 500 000 \$

ACTIFS DE FONCTIONNEMENT			
0	Gestion des richesses naturelles	5 400 000	5 336 638
75 466	Sécurité publique et d'intervention d'urgence	100 000	64 824
103 905	Information et technologie de l'information – Groupement pour les terres et les ressources	1 800 000	172 083
179 371	TOTAL (ACTIFS DE FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE	‡ 7 300 000	5 573 545

‡ Y Compris le Mandats spéciaux de 100 000 \$

IMMOBILISATIONS			
65 139 862	Gestion des richesses naturelles	69 556 900	66 334 269
65 139 862	TOTAL (IMMOBILISATIONS) DU MINISTÈRE	† 69 556 900	66 334 269

† Y Compris le Mandats spéciaux de 35 000 000 \$

ACTIFS DE IMMOBILISATIONS			
11 713 056	Gestion des richesses naturelles	26 529 400	26 439 508
11 713 056	TOTAL (ACTIFS DE IMMOBILISATIONS) DU MINISTÈRE	** 26 529 400	26 439 508

** Y Compris le Mandats spéciaux de 9 000 000 \$

MINISTÈRE DES RICHESSES NATURELLES
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
2101				
FONCTIONNEMENT				
1	33 674 400		33 674 400	Administration du ministère 33 519 594
L	1 000		1 000	Créances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i> 0
L	46 858		46 858	Traitement versé au ministre en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> 47 841
L	15 841		15 841	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> 16 173
	<u>* 33 738 099</u>		<u>33 738 099</u>	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE ... 33 583 608

Description du programme:

Le programme d'administration offre son leadership aux secteurs d'activités du ministère sous forme de services et conseils en matière de gestion stratégique, de conseils juridiques, d'élaboration de politiques, de communications et de services administratifs.

Il offre aussi son leadership et ses conseils pour la planification axée sur les résultats, la gestion et le contrôle financiers et la gestion des ressources humaines.

* Y Compris le Mandats spéciaux de 10 500 000 \$

MINISTÈRE DES RICHESSES NATURELLES
PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE – CRÉDIT 2101

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

\$		\$	
FONCTIONNEMENT			
Administration du ministère (Poste 1)		<i>Coordination des politiques et de la planification</i>	
Traitements et salaires.....	18 264 059	Traitements et salaires.....	3 062 659
Avantages sociaux.....	5 348 565	Avantages sociaux.....	381 927
Transports et communications.....	895 895	Transports et communications.....	136 916
Services.....	8 523 517	Services.....	345 692
Fournitures et matériel.....	520 604	Fournitures et matériel.....	61 124
	-----		-----
	33 552 640		3 988 318
Moins : Recouvrements.....	33 046		-----

	33 519 594		

<i>Bureau principal</i>		<i>Services juridiques</i>	
Traitements et salaires.....	2 329 565	Traitements et salaires.....	406 848
Avantages sociaux.....	249 094	Avantages sociaux.....	40 378
Transports et communications.....	159 807	Transports et communications.....	55 451
Services.....	549 280	Services.....	3 615 149
Fournitures et matériel.....	98 718	Fournitures et matériel.....	77 876
	-----		-----
	3 386 464		4 195 702
Moins : Recouvrements.....	19 481		-----

	3 366 983		

<i>Finances et services opérationnels</i>		<i>Services de vérification</i>	
Traitements et salaires.....	4 132 341	Services.....	308 200
Avantages sociaux.....	586 506		-----
Transports et communications.....	175 664		308 200
Services.....	2 062 431		-----
Fournitures et matériel.....	53 472		

	7 010 414		

<i>Ressources humaines</i>		<i>Commission de l'escarpement du Niagara</i>	
Traitements et salaires.....	4 108 946	Traitements et salaires.....	1 664 435
Avantages sociaux.....	3 540 298	Avantages sociaux.....	215 314
Transports et communications.....	229 931	Transports et communications.....	71 731
Services.....	593 339	Services.....	379 708
Fournitures et matériel.....	110 617	Fournitures et matériel.....	62 231
	-----		-----
	8 583 131		2 393 419

		Moins : Recouvrements.....	13 565

			2 379 854

<i>Services de communication</i>		Crédits législatifs	
Traitements et salaires.....	2 559 265	Traitement versé au ministre en vertu	
Avantages sociaux.....	335 048	de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	47 841
Transports et communications.....	66 395	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en	
Services.....	669 718	vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	16 173
Fournitures et matériel.....	56 566		-----
	-----		64 014
	3 686 992		-----

		TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR	
		L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE.....	33 583 608
			=====

MINISTÈRE DES RICHESSES NATURELLES
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
2102				
FONCTIONNEMENT				PROGRAMME D'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE
1	31 458 700		31 458 700	Information géographique..... 30 998 531
L	1 000		1 000	Créances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i> 0
	* 31 459 700		31 459 700	TOTAL (FONCTIONNEMENT)
				POUR LE PROGRAMME
				D'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE.... 30 998 531

Description du programme :

Le Programme d'information géographique fournit une orientation pour la gestion des fonds de renseignements afin d'aider le ministère à atteindre ses objectifs opérationnels. Il fait preuve de leadership au niveau ministériel dans l'élaboration de l'information géographique et son application à la gestion des ressources naturelles et la prise de décisions connexes. Il offre également des renseignements de base sur les terres et une infrastructure permettant d'améliorer le partage de ces données de manière à ce que le gouvernement de l'Ontario mette à profit la valeur stratégique de ses investissements en matière d'information.

* Y Compris le Mandats spéciaux de 11 000 000 \$

MINISTÈRE DES RICHESSES NATURELLES
PROGRAMME D'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE – CRÉDIT 2102

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

	S
FONCTIONNEMENT	
Information géographique (Poste 1)	
Traitements et salaires.....	11 960 654
Avantages sociaux.....	1 746 784
Transports et communications.....	560 378
Services	18 913 230
Fournitures et matériel	464 671

	33 645 717
Moins : Recouvrements	2 647 186

	30 998 531

TOTAL (FONCTIONNEMENT)	
POUR LE PROGRAMME	
D'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE.....	30 998 531
	=====

MINISTÈRE DES RICHESSES NATURELLES
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés				Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total		
	\$	\$	\$		\$
2103				PROGRAMME DE GESTION DES	
FONCTIONNEMENT				RICHESSES NATURELLES	
1	365 483 000	25 417 900	390 900 900	Gestion des richesses naturelles.....	381 671 331
2	15 341 200		15 341 200	Parcs Ontario	15 330 022
L	2 390 000		2 390 000	Créances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i>	11 828 169
L	1 000		1 000	Créances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i>	0
	<u> </u>	<u> </u>	<u> </u>		<u> </u>
	* 383 215 200	25 417 900	408 633 100	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR	
	<u> </u>	<u> </u>	<u> </u>	LE PROGRAMME DE GESTION	
				DES RICHESSES NATURELLES.....	408 829 522
	<u> </u>	<u> </u>	<u> </u>		<u> </u>
Actifs					
5	5 400 000		5 400 000	Aide au Fonds de réserve forestier et au Fonds de reboisement – Actifs.....	5 336 638
	<u> </u>	<u> </u>	<u> </u>		<u> </u>
	5 400 000		5 400 000	TOTAL (ACTIFS) POUR LE	
	<u> </u>	<u> </u>	<u> </u>	PROGRAMME DE GESTION DES	
				RICHESSES NATURELLES	5 336 638
	<u> </u>	<u> </u>	<u> </u>		<u> </u>

MINISTÈRE DES RICHESSES NATURELLES
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
2103				
IMMOBILISATIONS				
				PROGRAMME DE GESTION DES RICHESSES NATURELLES
3	57 061 300	9 502 500	66 563 800	Infrastructure pour la gestion des richesses naturelles 64 073 110
L	2 993 100		2 993 100	Amortissement, <i>Loi sur</i> <i>l'administration financière</i> 2 261 159
	† 60 054 400	9 502 500	69 556 900	TOTAL (IMMOBILISATIONS) POUR LE PROGRAMME DE GESTION DES RICHESSES NATURELLES..... 66 334 269
Actifs				
4	26 529 400		26 529 400	Infrastructure pour la gestion des richesses naturelles – Actifs..... 26 439 508
	** 26 529 400		26 529 400	TOTAL (ACTIFS) POUR LE PROGRAMME DE GESTION DES RICHESSES NATURELLES 26 439 508

Description du programme:

Le Programme de gestion des richesses naturelles dirige et supervise la gestion des forêts, de la pêche et de la faune, des terres de la Couronne et de ses ressources en eau, des parcs et des secteurs protégés de l'Ontario; il veille en outre à la protection et la gestion des attractions naturelles, culturelles et récréatives importantes pour la province.

En 2007-2008, le Programme concentrera ses efforts sur les enjeux sans précédent auxquels fait face l'industrie forestière et leurs retombées socio-économiques, ainsi que sur l'amélioration de la compétitivité du secteur forestier ontarien.

Le Programme dirige et supervise aussi la gestion des ressources non renouvelables, telles que le pétrole et les agrégats, et les investissements dans l'infrastructure du ministère (c.-à-d. les immobilisations).

* Y Compris le Mandats spéciaux de 140 000 000 \$

† Y Compris le Mandats spéciaux de 35 000 000 \$

** Y Compris le Mandats spéciaux de 9 000 000 \$

MINISTÈRE DES RICHESSES NATURELLES

PROGRAMME DE GESTION DES RICHESSES NATURELLES – CRÉDIT 2103

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

	\$	\$		\$	\$
FONCTIONNEMENT					
Gestion des richesses naturelles (Poste 1)			<i>Gestion de forêts</i>		
Traitements et salaires.....	139 160 414		Traitements et salaires.....	41 415 405	
Avantages sociaux.....	20 044 578		Avantages sociaux	5 889 524	
Transports et communications	12 029 474		Transports et communications	3 294 368	
Services	152 187 142		Services	100 575 719	
Fournitures et matériel	17 656 004		Fournitures et matériel	2 782 845	
Paiements de transfert			Paiements de transfert		
Fonds de prospérité pour			Fonds de prospérité pour		
le secteur forestier	18 815 120		le secteur forestier	18 815 120	
Programme de transition et de réduction			Programme de transition et de		
des coûts d'électricité pour l'industrie			réduction des coûts d'électricité pour		
des pâtes et papiers du Nord de			l'industrie des pâtes et papiers		
l'Ontario	35 888 994		du Nord de l'Ontario	13 890 151	
Institut de la fourrure du Canada	40 000		Programme de transition et de		
Intendance des espèces en			réduction des coûts d'électricité pour		
péril en Ontario	3 473 119		l'industrie des pâtes et papiers		
Paiements tenant lieu d'impôt			du Nord de l'Ontario	35 888 994	
aux municipalités	6 340 173			-----	
Impôts acquittés sur les				222 552 126	
bien-fonds provinciaux			Moins : Recouvrements	4 164 002	
occupés par des locataires	1 777 851			-----	218 388 124
Subventions aux offices de					-----
protection de la nature –					
Frais d'administration	133 297		<i>Gestion des pêches et de la faune</i>		
Subventions aux offices de			Traitements et salaires.....	35 479 885	
protection de la nature –			Avantages sociaux	5 126 166	
Fonctionnement des programmes ...	7 600 000		Transports et communications	3 074 938	
Expérience Été	546 653		Services	17 556 924	
Rentes et primes versées			Fournitures et matériel	2 994 760	
aux Indiens en vertu du			Paiements de transfert		
Traité numéro 9	76 629		Institut de la fourrure		
Mise en valeur des ressources			du Canada.....	40 000	
des Premières nations	970 101		Intendance des espèces		
Partenaires pour la prestation des			en péril en Ontario	3 473 119	
programmes de reboisement des				-----	3 513 119
terres privées et en milieu urbain				-----	
dans le Sud de l'Ontario	1 458 000			67 745 792	
Aide au Fonds de réserve forestier			Moins : Recouvrements	46 727 569	
et au fonds de reboisement.....	13 890 151			-----	21 018 223
Subventions aux offices de protection					-----
de la nature – Protection					
des sources d'eau	14 000 000				
	-----	105 010 088			

		446 087 700			
Moins : Recouvrements		64 416 369			

		381 671 331			

MINISTÈRE DES RICHESSES NATURELLES

PROGRAMME DE GESTION DES RICHESSES NATURELLES – CRÉDIT 2103

**Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008**

	\$	\$		\$	\$
<i>Gestion des terres et des eaux</i>			<i>Parcs Ontario (Poste 2)</i>		
Traitements et salaires.....	17 221 446		Traitements et salaires.....	39 140 912	
Avantages sociaux.....	2 474 568		Avantages sociaux.....	4 927 609	
Transports et communications.....	815 016		Transports et communications.....	1 889 264	
Services.....	10 676 821		Services.....	16 289 101	
Fournitures et matériel.....	769 987		Fournitures et matériel.....	13 249 806	
Paiements de transfert					
Paiements tenant lieu d'impôt				75 496 692	
aux municipalités.....	6 340 173		Moins : Recouvrements.....	60 166 670	
Impôts acquittés sur les bien-					
fonds provinciaux occupés				15 330 022	
par des locataires.....	1 777 851				
Subventions aux offices de			TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR		
protection de la nature –			LE PROGRAMME DE GESTION		
Frais d'administration..	133 297		DES RICHESSES NATURELLES.....	408 829 522	
Subventions aux offices de					
protection de la nature –					
Fonctionnement			Actifs		
des programmes.....	7 600 000				
Grants to Conservation			Aide au Fonds de réserve forestier		
Authorities - Source			et au Fonds de reboisement – Actifs (Poste 5)		
Water Protection....	14 000 000				
			Avances et montants récupérables.....	5 336 638	
	29 851 321				
				5 336 638	
	61 809 159		TOTAL (ACTIFS) POUR LE		
Moins : Recouvrements.....	31 257		PROGRAMME DE GESTION		
		61 777 902	DES RICHESSES NATURELLES.....	5 336 638	
<i>Soutien aux services régionaux</i>			IMMOBILISATIONS		
Traitements et salaires.....	45 043 678				
Avantages sociaux.....	6 554 320		Infrastructure pour la gestion		
Transports et communications.....	4 845 152		des richesses naturelles (Poste 3)		
Services.....	23 377 678				
Fournitures et matériel.....	11 108 412		Transports et communications.....	579 109	
Paiements de transfert			Services.....	35 025 686	
Expérience Été.....	546 653		Fournitures et matériel.....	17 568 543	
Rentes et primes versées			Paiements de transfert		
aux Indiens en vertu			Infrastructure des offices		
du Traité numéro 9....	76 629		de protection de la nature.....	5 000 000	
Mise en valeur des ressources			Partenariats du millénaire –		
des Premières nations....	970 101		Barrage Springbank.....	441 841	
Partenaires pour la prestation			Partenariats du millénaire –		
des programmes de			Contribution au Programme		
reboisement des terres			d'infrastructures		
privées et en milieu urbain			Canada-Ontario.....	477 319	
dans le Sud de l'Ontario	1 458 000		Partenaires du millénaire – Zone		
		3 051 383	naturelle de Huron.....	460 366	
			Protection des sources d'eau –		
	93 980 623		budgets consacrés à l'eau.....	3 260 000	
Moins : Recouvrements.....	13 493 541		Cession de biens immobiliers à une		
		80 487 082	valeur inférieure à celle du marché...	3 502 500	
					13 142 026
			Autres opérations.....		337 442
Crédits législatifs					
					66 652 806
Autres opérations			Moins : Recouvrements.....		2 579 696
Créances irrécouvrables,					
Loi sur l'administration financière.....		11 828 169			64 073 110
		11 828 169			

MINISTÈRE DES RICHESSES NATURELLES

PROGRAMME DE GESTION DES RICHESSES NATURELLES – CRÉDIT 2103

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

	\$	\$		\$	\$
<i>Infrastructure pour la gestion des richesses naturelles</i>			Crédits législatifs		
Transports et communications	464 219		Autres opérations		
Services	22 540 272		Amortissement, <i>Loi sur l'administration financière</i>	2 261 159	
Fournitures et matériel	7 952 557				2 261 159
	30 957 048				
Moins : Recouvrements	2 579 696		TOTAL (IMMOBILISATIONS) POUR LE PROGRAMME DE GESTION DES RICHESSES NATURELLES.....	66 334 269	
		28 377 352			
<i>Infrastructure de Parcs Ontario</i>			Actifs		
Transports et communications	18 821		Infrastructure pour la gestion des richesses naturelles – Actifs (Poste 4)		
Services	7 751 702				
Fournitures et matériel	2 458 363		Immobilisations matérielles	26 439 508	
Autres opérations	337 442			26 439 508	
		10 566 328			
<i>Infrastructure pour l'aviation et la lutte contre les feux de forêt</i>					
Transports et communications	96 069		<i>Infrastructure de Parcs Ontario - Actifs</i>		
Services	4 733 712		Immobilisations matérielles	6 856 139	
Fournitures et matériel	7 157 623			6 856 139	
		11 987 404			
<i>Infrastructure des offices de protection de la nature et des municipalités</i>					
Paiements de transfert			<i>Infrastructure pour l'aviation et la lutte contre les feux de forêt - Actifs</i>		
Infrastructure des offices de protection de la nature	5 000 000		Immobilisations matérielles	6 758 174	
Partenariats du millénaire – Barrage Springbank	441 841			6 758 174	
Partenariats du millénaire – Contribution au Programme d'infrastructures Canada-Ontario	477 319				
Partenaires du millénaire – Zone naturelle Huron	460 366		<i>Infrastructure pour la gestion des richesses naturelles - Actifs</i>		
Protection des sources d'eau - budgets consacrés à l'eau	3 260 000		Immobilisations matérielles	12 825 195	
Cession de biens immobiliers à une valeur inférieure à celle du marché	3 502 500			12 825 195	
		13 142 026	TOTAL (ACTIFS) POUR LE PROGRAMME DE GESTION DES RICHESSES NATURELLES.....	26 439 508	

MINISTÈRE DES RICHESSES NATURELLES
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
2104 FONCTIONNEMENT				
				PROGRAMME DE SÉCURITÉ PUBLIQUE ET D'INTERVENTION D'URGENCE
1	40 222 900		40 222 900	Aviation et lutte contre les feux de forêt..... 39 893 283
2	65 286 400	29 925 000	95 211 400	Ressources supplémentaires pour la lutte contre les incendies 95 096 038
L	10 000		10 000	Créances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i> 0
	* 105 519 300	29 925 000	135 444 300	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DE SÉCURITÉ PUBLIQUE ET D'INTERVENTION D'URGENCE 134 989 321
Actifs				
3	100 000		100 000	Aviation et la lutte contre les feux de forêt..... 64 824
	‡ 100 000		100 000	TOTAL (ACTIFS) POUR LE PROGRAMME DE SÉCURITÉ PUBLIQUE ET D'INTERVENTION D'URGENCE 64 824

Description du programme :

Le programme de sécurité publique et d'intervention d'urgence administre le Programme de gestion des situations d'urgence du ministère dont le rôle est d'assurer la protection du public et des biens dans les circonstances suivantes : incendies de forêt; inondations; sécheresse; érosion; instabilité du sol et de l'assise rocheuse; prospection de pétrole brut et de gaz naturel (en particulier l'entreposage souterrain de gaz naturel et d'hydrocarbures); situations d'urgence résultant de l'extraction de soluté salin; autres catastrophes survenant dans la province auxquelles il faut faire face.

Le programme assure également la planification et la prestation, directe et indirecte, des services de transport aériens non réguliers pour le compte du gouvernement de l'Ontario.

* Y Compris le Mandats spéciaux de 17 000 000 \$

‡ Y Compris le Mandats spéciaux de 100 000 \$

MINISTÈRE DES RICHESSES NATURELLES

PROGRAMME DE SÉCURITÉ PUBLIQUE ET D'INTERVENTION D'URGENCE – CRÉDIT 2104

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

\$		\$	
FONCTIONNEMENT		Actifs	
Aviation et lutte contre les feux de forêt (Poste 1)		Aviation et la lutte contre les feux de forêt (Poste 3)	
Traitements et salaires.....	26 528 316	Dépôts et charges payées d'avance.....	64 824
Avantages sociaux.....	3 687 061		-----
Transports et communications.....	2 911 820		64 824
Services	22 249 640		-----
Fournitures et matériel	5 521 475	TOTAL (ACTIFS) POUR LE PROGRAMME	
	-----	DE SÉCURITÉ PUBLIQUE ET	
	60 898 312	D'INTERVENTION D'URGENCE	64 824
Moins : Recouvrements	21 005 029		=====

	39 893 283		

Ressources supplémentaires pour la lutte contre les incendies (Poste 2)			
Traitements et salaires.....	27 381 959		
Avantages sociaux.....	2 858 043		
Transports et communications.....	1 822 927		
Services	56 570 482		
Fournitures et matériel	8 517 611		

	97 151 022		
Moins : Recouvrements	2 054 984		

	95 096 038		

TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE			
PROGRAMME DE SÉCURITÉ PUBLIQUE			
ET D'INTERVENTION D'URGENCE	134 989 321		
	=====		

MINISTÈRE DES RICHESSES NATURELLES
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
2105				
FONCTIONNEMENT				
				PROGRAMME D'INFORMATION ET DE TECHNOLOGIE D'INFORMATION – GROUPEMENT POUR LES TERRES ET LES RESSOURCES
1	1 000		1 000	Information et technologie de l'information – Groupement pour les terres et les ressources... 1 000
				TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME D'INFORMATION ET DE TECHNOLOGIE DE L'INFORMATION – GROUPEMENT POUR LES TERRES ET LES RESSOURCES.....
	1 000		1 000	1 000
	=====	=====	=====	=====
Actifs				
2	1 800 000		1 800 000	Information et technologie de l'information – Groupement pour les terres et les ressources... 172 083
				TOTAL (ACTIFS) POUR LE PROGRAMME D'INFORMATION ET DE TECHNOLOGIE DE L'INFORMATION – GROUPEMENT POUR LES TERRES ET LES RESSOURCES.....
	1 800 000		1 800 000	172 083
	=====	=====	=====	=====

Description du programme:

Le Groupement pour les terres et les ressources assure la prestation des programmes et offre son leadership pour l'élaboration et l'application de la technologie de l'information et de la gestion de l'information aux ministères qui sont ses clients, à savoir : Richesses naturelles; Environnement; Agriculture, Alimentation et Affaires rurales; Développement du Nord et Mines. Il est chargé de mettre en place une infrastructure de technologie de l'information intégrée pour faciliter et rationaliser les activités du gouvernement grâce à la prestation électronique des services et d'améliorer les services publics grâce aux affaires électroniques et aux services gouvernementaux en direct.

MINISTÈRE DES RICHESSES NATURELLES

PROGRAMME D'INFORMATION ET DE TECHNOLOGIE DE L'INFORMATION
– GROUPEMENT POUR LES TERRES ET LES RESSOURCES – CRÉDIT 2105Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

	\$
FONCTIONNEMENT	
Information et technologie de l'information	
– Groupement pour les terres et les ressources (Poste 1)	
Traitements et salaires.....	13 604 955
Avantages sociaux.....	1 774 510
Transports et communications.....	836 465
Services	36 890 566
Fournitures et matériel	877 364

	53 983 860
Moins : Recouvrements	53 982 860

	1 000

TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE	
PROGRAMME D'INFORMATION ET	
DE TECHNOLOGIE DE L'INFORMATION	
– GROUPEMENT POUR LES	
TERRES ET LES RESSOURCES.....	1 000
	=====
Actifs	
Information et technologie de l'information	
– Groupement pour les terres et les ressources (Poste 2)	
Dépôts et charges payées d'avance.....	172 083

	172 083

TOTAL (ACTIFS) POUR LE	
PROGRAMME D'INFORMATION ET	
DE TECHNOLOGIE DE L'INFORMATION	
– GROUPEMENT POUR LES	
TERRES ET LES RESSOURCES.....	172 083
	=====

MINISTÈRE DES RICHESSES NATURELLES

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

	2008 \$	2007 \$
GOUVERNEMENT DU CANADA		
Accord sur le bois d'œuvre résineux	21 552 217	0
Affaires indiennes et Nord canadien – sécurité incendie dans le Grand-Nord	2 245 961	6 161 906
Partenaires du millénaire	330 703	529 297
Projet de gestion du Lac Supérieur	0	241 000
	<u>24 128 881</u>	<u>6 932 203</u>
REMBOURSEMENTS DE DÉPENSES.....	<u>4 823 171</u>	<u>10 837 474</u>
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS		
Agrégats.....	2 356 583	1 851 119
Autres droits, permis et autorisations.....	492 120	502 775
	<u>2 848 703</u>	<u>2 353 894</u>
AMENDES ET PÉNALITÉS.....	<u>506 215</u>	<u>355 773</u>
VENTES ET LOCATIONS		
Ventes d'immobilisations	865 018	2 422 284
Autres	16 774 994	8 830 859
	<u>17 640 012</u>	<u>11 253 143</u>
REDEVANCES		
Énergie hydraulique.....	122 252 668	123 989 676
Droits de la Couronne.....	38 491 464	60 213 322
Ressources pétrolières en mer.....	8 326 852	8 399 369
Agrégats.....	1 878 142	973 065
Autres	1 919	2 192
	<u>170 951 045</u>	<u>193 577 624</u>
RECOUVREMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES.....	<u>1 219 716</u>	<u>1 672 065</u>
DIVERS		
Autres	<u>1 383 797</u>	<u>58 686</u>
TOTAL DES RECETTES DU MINISTÈRE.....	<u><u>223 501 540</u></u>	<u><u>227 040 862</u></u>

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SOINS DE LONGUE DURÉE

EXERCICE 2007 – 2008

TABLE DES MATIÈRES

	PAGE
ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS	
SOMMAIRE.....	2-262
ADMINISTRATION DU MINISTÈRE.....	2-263
POLITIQUES DE SANTÉ ET DE LA RECHERCHE.....	2-266
SYSTÈMES INTELLIGENTS ET GESTION DES CONNAISSANCES.....	2-268
ASSURANCE-SANTÉ DE L'ONTARIO.....	2-270
DIVISION DE LA SANTÉ PUBLIQUE.....	2-272
RÉSEAUX LOCAUX D'INTÉGRATION DES SERVICES DE SANTÉ ET FOURNISSEURS DE SERVICES DE SANTÉ S'Y RATTACHANT.....	2-274
PROGRAMMES PROVINCIAUX ET INTENDANCE.....	2-283
IMMOBILISATIONS DANS LE DOMAINE DE LA SANTÉ.....	2-286
DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L).....	2-265, 2-284
ÉTAT DES RECETTES	2-288

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SOINS DE LONGUE DURÉE
ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

2006 – 2007 Dépenses réelles	PROGRAMMES	2007 – 2008	
		Crédits autorisés	Dépenses réelles
\$		\$	\$
FONCTIONNEMENT			
154 985 116	Administration du ministère	189 806 181	187 232 628
560 184 905	Politiques de santé et de la recherche	644 205 200	632 574 363
146 964 499	Systèmes intelligents et gestion des connaissances	172 179 200	172 179 200
12 487 752 313	Assurance-santé de l'Ontario	13 359 868 900	13 346 969 000
506 687 547	Division de la santé publique	555 124 700	544 966 101
18 706 024 284	Réseaux locaux d'intégration des services de santé et fournisseurs de services de santé s'y rattachant	19 552 973 700	19 552 153 943
2 518 091 571	Programmes provinciaux et intendance	2 903 052 700	2 888 332 280
35 080 690 235	TOTAL (FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE	* 37 377 210 581	37 324 407 515

* Y Compris le Mandats spéciaux de 10 486 007 900 \$

ACTIFS DE FONCTIONNEMENT			
2 200 000	Politiques de santé et de la recherche	5 030 000	3 030 000
425 860	Assurance-santé de l'Ontario	25 895 500	921 104
1 000 000	Division de la santé publique	1 000 000	1 000 000
64 501 000	Réseaux locaux d'intégration des services de santé et fournisseurs de services de santé s'y rattachant	59 501 000	59 500 900
914 500	Programmes provinciaux et intendance	2 467 000	2 467 000
69 041 360	TOTAL (ACTIFS DE FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE	‡ 93 893 500	66 919 004

‡ Y Compris le Mandats spéciaux de 46 946 800 \$

IMMOBILISATIONS			
388 501 920	Immobilisations dans le domaine de la santé	681 595 300	680 494 404
388 501 920	TOTAL (IMMOBILISATIONS) DU MINISTÈRE	† 681 595 300	680 494 404

† Y Compris le Mandats spéciaux de 171 200 000 \$

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SOINS DE LONGUE DURÉE

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
1401 FONCTIONNEMENT				PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE
1	75 133 700	15 040 100	90 173 800	Administration du ministère 87 972 591
2	3 879 300	1 926 500	5 805 800	Commission ontarienne d'examen 5 805 573
3	85 311 200	8 421 000	93 732 200	Systèmes informatiques 93 367 621
L	46 858		46 858	Traitement versé au ministre en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> 47 841
L	47 523		47 523	Traitements versés aux adjoints parlementaires vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> 39 002
	<u>* 164 418 581</u>	<u>25 387 600</u>	<u>189 806 181</u>	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE..... 187 232 628

Description du programme :

Le programme d'administration du ministère apporte son soutien au ministre de la Santé et des Soins de longue durée pour lui permettre de remplir les exigences de son portefeuille, et veille à la mise en place des cadres de gestion, de reddition des comptes et de contrôle financier du ministère pour assurer l'utilisation rationnelle et efficiente des ressources et atteindre ainsi les objectifs opérationnels visés.

Le programme offre une vaste gamme de services stratégiques et opérationnels essentiels à la prestation efficace des programmes du ministère : planification des activités, du budget et des immobilisations dans le domaine de la santé; politiques et décisions en matière d'investissement et de financement du système de santé; vérification; approvisionnements, services financiers et gestion des contrats; Service d'approvisionnement médico-pharmaceutique du gouvernement de l'Ontario; locaux; ressources humaines et développement organisationnel; gestion du changement/projets ministériels et amélioration des activités; accès à l'information, protection de la vie privée et protection des renseignements personnels sur la santé; coordination des soumissions et liaisons avec le Bureau du Conseil des ministres; processus de nominations; gestion de l'information et technologie de l'information; services juridiques; communications et information; gestion et administration du programme des initiatives ontariennes de cybersanté, notamment la surveillance de l'Agence des systèmes intelligents pour la santé; Secrétariat des services consultatifs médicaux, qui se charge de l'analyse factuelle et donne des conseils stratégiques sur l'application coordonnée des nouvelles technologies et des nouveaux services de santé pour l'Ontario.

Le programme apporte son soutien administratif à la Commission ontarienne d'examen, à la Commission du consentement et de la capacité, à la Commission d'appel et de révision des services de santé, à la Commission d'appel et de révision des professions de la santé et au Comité de révision pour le Programme ontarien d'aide aux victimes de l'hépatite C.

* Y Compris le Mandats spéciaux de 52 532 200 \$

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SOINS DE LONGUE DURÉE

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE – CRÉDIT 1401

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

	\$	\$		\$	\$
FONCTIONNEMENT					
Administration du ministère (Poste 1)			<i>Services de communication</i>		
Traitements et salaires.....	39 259 203		Traitements et salaires.....	7 420 200	
Avantages sociaux.....	6 527 752		Avantages sociaux	1 033 612	
Transports et communications	2 401 371		Transports et communications	136 654	
Services	37 125 590		Services	4 344 479	
Fournitures et matériel	2 683 173		Fournitures et matériel	159 285	
				-----	13 094 230
	87 997 089		<i>Services juridiques</i>		
Moins : Recouvrements	24 498		Traitements et salaires.....	16 395	
	-----		Avantages sociaux	1 013	
	87 972 591		Transports et communications	27 914	
	-----		Services	2 897 815	
			Fournitures et matériel	116 259	
<i>Bureau principal</i>				-----	3 059 396
Traitements et salaires.....	3 556 622		<i>Services de vérification</i>		
Avantages sociaux.....	363 704		Services	1 949 400	
Transports et communications	52 332		Fournitures et matériel	331	
Services	196 183			-----	1 949 731
Fournitures et matériel	79 950		<i>Secrétariat des services consultatifs médicaux</i>		
	-----	4 248 791	Traitements et salaires.....	1 231 969	
	-----	-----	Avantages sociaux	131 204	
<i>Services financiers et administratifs</i>			Transports et communications	23 838	
Traitements et salaires.....	21 774 620		Services	292 119	
Avantages sociaux.....	4 264 624		Fournitures et matériel	61 171	
Transports et communications	2 098 677			-----	1 740 301
Services	25 287 965				
Fournitures et matériel	2 119 551				

	55 545 437				
Moins : Recouvrements	24 498				
	-----	55 520 939			
	-----	-----			
<i>Ressources humaines</i>					
Traitements et salaires.....	5 259 397				
Avantages sociaux.....	733 595				
Transports et communications	61 956				
Services	2 157 629				
Fournitures et matériel	146 626				
	-----	8 359 203			
	-----	-----			

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SOINS DE LONGUE DURÉE

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE – CRÉDIT 1401

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

	\$
Crédits législatifs	
Traitement versé au ministre en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	47 841
Traitements versés aux adjoints parlementaires vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	39 002

	86 843

Commission ontarienne d'examen (Poste 2)	
Traitements et salaires.....	974 566
Avantages sociaux.....	113 116
Transports et communications	612 179
Services	4 036 633
Fournitures et matériel	69 079

	5 805 573

Systèmes informatiques (Poste 3)	
Traitements et salaires.....	37 757 621
Avantages sociaux.....	4 663 486
Transports et communications	9 642 999
Services	34 490 860
Fournitures et matériel	6 812 655

	93 367 621

TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE	187 232 628
	=====

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SOINS DE LONGUE DURÉE

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
1402				
FONCTIONNEMENT				PROGRAMME DES POLITIQUES DE SANTÉ ET DE LA RECHERCHE
1	667 233 800	(23 028 600)	644 205 200	Politiques de santé et recherche 632 574 363
	* 667 233 800	(23 028 600)	644 205 200	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DES POLITIQUES DE SANTÉ ET DE LA RECHERCHE..... 632 574 363
Actifs				
2	5 030 000		5 030 000	Politiques de santé et recherche 3 030 000
	‡ 5 030 000		5 030 000	TOTAL (ACTIFS) POUR LE PROGRAMME DES POLITIQUES DE SANTÉ ET DE LA RECHERCHE..... 3 030 000

Description du programme:

Le Programme des politiques de santé et de la recherche a deux grandes fonctions : élaborer les politiques stratégiques et planifier les activités du ministère afin d'offrir rapidement des directives claires et uniformes pour soutenir et améliorer le système de santé. Cette planification à l'échelle du système permet au ministère de répartir ses ressources stratégiquement et d'assurer la prestation homogène des services de santé dans toute la province, conformément aux priorités du gouvernement. Les politiques stratégiques et les initiatives de planification mises en œuvre par le Secrétariat des soins infirmiers sur les questions touchant la profession infirmière et la formation du personnel infirmier font partie de ce travail.

* Y Compris le Mandats spéciaux de 237 030 500 \$

‡ Y Compris le Mandats spéciaux de 2 515 000 \$

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SOINS DE LONGUE DURÉE
PROGRAMME DES POLITIQUES DE SANTÉ ET DE LA RECHERCHE – CRÉDIT 1402

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

\$		\$	
FONCTIONNEMENT		Actifs	
Politiques de santé et recherche (Poste 1)		Politiques de santé et recherche (Poste 2)	
Traitements et salaires.....	15 688 512	Avances et montants récupérables	
Avantages sociaux.....	1 835 998	Formation clinique.....	2 500 000
Transports et communications.....	1 236 976	Plan de développement	
Services.....	22 401 079	des ressources dans le	
Fournitures et matériel.....	782 060	domaine de la santé.....	500 000
Paiements de transfert		Écho : pour l'amélioration de	
Recherches cliniques, appliquées,		la santé des Ontariennes.....	30 000
opérationnelles et autres			-----
poursuivies dans le			3 030 000
domaine de la santé.....	6 523 000		-----
Plan de développement			3 030 000
des ressources dans le			-----
domaine de la santé.....	38 885 339		
Santé des Autochtones.....	24 861 000	TOTAL (ACTIFS) POUR LE	
Formation clinique.....	507 701 608	PROGRAMME DES POLITIQUES	
Programme de		DE SANTÉ ET DE LA RECHERCHE.....	3 030 000
neurotraumatologie.....	4 000 000		=====
Écho : pour l'amélioration de			
la santé des Ontariennes.....	2 600 252		
Gestion de l'information			
dans le système de santé.....	6 058 539		

	590 629 738		

	632 574 363		

TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR			
LE PROGRAMME DES POLITIQUES			
DE SANTÉ ET DE LA RECHERCHE	632 574 363		
	=====		

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SOINS DE LONGUE DURÉE

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
1403				
FONCTIONNEMENT				
				PROGRAMME DES SYSTÈMES INTELLIGENTS ET GESTION DES CONNAISSANCES
1	172 179 200		172 179 200	Systèmes intelligents et gestion des connaissances 172 179 200
				TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DES SYSTÈMES INTELLIGENTS ET GESTION DES CONNAISSANCES
	* 172 179 200		172 179 200	172 179 200
	=====	=====	=====	=====

Description du programme :

L'Agence des systèmes intelligents pour la santé offre l'infrastructure d'information nécessaire à la transmission et l'échange électroniques sécuritaires des renseignements personnels entre les fournisseurs de soins de l'Ontario, et appuie les initiatives de cybersanté du ministère.

* Y Compris le Mandats spéciaux de 46 173 900 \$

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SOINS DE LONGUE DURÉE

PROGRAMME DES SYSTÈMES INTELLIGENTS ET
GESTION DES CONNAISSANCES – CRÉDIT 1403Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

	\$
FONCTIONNEMENT	
Systèmes intelligents et gestion des connaissances (Poste 1)	
Paiements de transfert	
Systèmes intelligents pour la santé	172 179 200

	172 179 200

TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DES SYSTÈMES INTELLIGENTS ET GESTION DES CONNAISSANCES	172 179 200
	=====

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SOINS DE LONGUE DURÉE

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
1405 FONCTIONNEMENT				PROGRAMME D'ASSURANCE-SANTÉ DE L'ONTARIO
1 9 728 836 900	134 354 600	9 863 191 500	Assurance-santé de l'Ontario	9 857 094 165
2 3 163 646 700	(52 761 400)	3 110 885 300	Programmes de médicaments	3 104 633 864
3 71 968 100	6 937 300	78 905 400	Services de laboratoire	78 733 599
4 324 216 000	(17 418 300)	306 797 700	Programme d'appareils et accessoires fonctionnels	306 507 372
L 89 000		89 000	Créances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i>	0
			TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME D'ASSURANCE-SANTÉ DE L'ONTARIO	13 346 969 000
* 13 288 756 700	71 112 200	13 359 868 900		
Actifs				
5 25 895 500		25 895 500	Programme d'assurance-santé de l'Ontario	921 104
			TOTAL (ACTIFS) POUR LE PROGRAMME D'ASSURANCE-SANTÉ DE L'ONTARIO ..	921 104
‡ 25 895 500		25 895 500		

Description du programme:

L'Assurance-santé de l'Ontario administre des volets essentiels du système de santé ontarien : l'inscription des Ontariens et Ontariennes admissibles; la rémunération des médecins; la rémunération des autres praticiens; le remboursement des services hors province/hors pays; les établissements de soins autonomes; les programmes de médicaments; les services de laboratoire; les appareils et accessoires fonctionnels; l'intégrité des règlements; et la protection contre la fraude dans les services de santé.

En Ontario, les soins sont dispensés par des professionnels de la santé exerçant dans divers cadres : cabinets de généralistes ou hôpitaux. Les services de santé sont financés par le gouvernement et offerts aux Ontariens et Ontariennes qui sont inscrits, et admissibles, au Régime d'assurance-santé de l'Ontario. Le Programme des services aux régions insuffisamment desservies et le Programme de subventions accordées aux résidents du Nord de l'Ontario pour frais de transport à des fins médicales offrent divers services de soutien intégrés permettant aux communautés des régions rurales et du Nord d'obtenir les soins dont elles ont besoin.

* Y Compris le Mandats spéciaux de 4 310 701 700 \$

‡ Y Compris le Mandats spéciaux de 12 947 800 \$

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SOINS DE LONGUE DURÉE
PROGRAMME D'ASSURANCE-SANTÉ DE L'ONTARIO – CRÉDIT 1405

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

\$	\$	\$	\$
FONCTIONNEMENT		Services de laboratoire (Poste 3)	
Assurance-santé de l'Ontario (Poste 1)			
Traitements et salaires.....	80 634 599	Traitements et salaires.....	32 965 718
Avantages sociaux.....	12 291 772	Avantages sociaux	5 205 629
Transports et communications	13 922 192	Transports et communications	3 265 395
Services	60 363 543	Services	11 385 383
Fournitures et matériel	2 790 359	Fournitures et matériel	25 911 474
Paiements de transfert			-----
Paiements effectués au			
titre des services et soins			
fournis par des médecins			
et autres praticiens.....	9 526 402 433		
Établissements de			
santé autonomes	44 061 193		
Programme des services aux			
régions insuffisamment			
desservies	36 048 176		
Programme de subventions			
aux résidents du Nord de			
l'Ontario pour frais de			
transport à des			
fins médicales.....	33 347 699		
Services de télétriage	42 633 299		
Programme de gestion			
de la qualité – Services			
de laboratoire.....	4 598 900		

	9 687 091 700		
	9 857 094 165		

Programmes de médicaments (Poste 2)		Programme d'appareils et accessoires fonctionnels (Poste 4)	
Traitements et salaires.....	7 828 589	Traitements et salaires.....	2 601 674
Avantages sociaux.....	1 210 191	Avantages sociaux	516 407
Transports et communications	682 203	Transports et communications	257 619
Services	31 906 539	Services	795 576
Fournitures et matériel	369 600	Fournitures et matériel	30 957
Paiements de transfert		Paiements de transfert	
Programmes de médicaments de l'Ontario	3 062 636 742	Programme d'appareils et	
	-----	accessoires fonctionnels.....	236 934 814
	3 104 633 864	Programme d'oxygénothérapie	
	-----	à domicile.....	65 370 325

			302 305 139

			306 507 372

TOTAL (FONCTIONNEMENT)		TOTAL (FONCTIONNEMENT)	
POUR LE PROGRAMME		POUR LE PROGRAMME	
D'ASSURANCE-SANTÉ DE L'ONTARIO		D'ASSURANCE-SANTÉ DE L'ONTARIO	
			13 346 969 000
			=====
		Actifs	
Programmes de médicaments (Poste 2)		Programme d'assurance-santé de l'Ontario (Poste 5)	
Traitements et salaires.....	7 828 589	Avances et montants récupérables	
Avantages sociaux.....	1 210 191	Paiements effectués au	
Transports et communications	682 203	titre des services et soins	
Services	31 906 539	fournis par des médecins	
Fournitures et matériel	369 600	et autres praticiens	816 920
Paiements de transfert		Programmes de	
Programmes de médicaments de l'Ontario	3 062 636 742	médicaments de l'Ontario	104 184
	-----		-----
	3 104 633 864		921 104
	-----		-----
			921 104

TOTAL (ACTIFS) POUR LE PROGRAMME		TOTAL (ACTIFS) POUR LE PROGRAMME	
D'ASSURANCE-SANTÉ DE L'ONTARIO		D'ASSURANCE-SANTÉ DE L'ONTARIO	
			921 104
			=====

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SOINS DE LONGUE DURÉE

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
1406				
FONCTIONNEMENT				DIVISION DE LA SANTÉ PUBLIQUE
4	582 534 800	(27 410 100)	555 124 700	Santé publique 544 966 101
	* 582 534 800	(27 410 100)	555 124 700	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LA
				DIVISION DE LA SANTÉ PUBLIQUE 544 966 101
Actifs				
6	1 000 000		1 000 000	Santé publique 1 000 000
	‡ 1 000 000		1 000 000	TOTAL (ACTIFS) POUR LA
				DIVISION DE LA SANTÉ PUBLIQUE 1 000 000

Description du programme :

L'objectif du programme de santé publique est de protéger et d'améliorer la santé et de prévenir l'apparition des maladies et le décès prématuré des Ontariens et Ontariennes à toutes les étapes de la vie. Ce programme illustre la stratégie du ministère d'axer les ressources en santé sur les activités de prévention. Le programme de santé publique établit les normes et protocoles et finance les conseils de santé de l'Ontario. Il comprend le Bureau du médecin hygiéniste en chef, qui a des pouvoirs indépendants et doit présenter son rapport annuel sur la santé publique à l'Assemblée législative de l'Ontario. Dans ce contexte, le mandat de la santé publique englobe toutes les maladies infectieuses, les maladies chroniques et la prévention des blessures, la santé et le développement des enfants ainsi que la santé familiale, communautaire et environnementale – l'accent est mis à tous ces égards sur les déterminants clés de la santé et de la maladie. Le programme assume par ailleurs le leadership dans la planification et l'intervention face aux situations d'urgence liées d'une façon ou d'une autre à la santé.

* Y Compris le Mandats spéciaux de 176 352 400 \$

‡ Y Compris le Mandats spéciaux de 500 000 \$

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SOINS DE LONGUE DURÉE

DIVISION DE LA SANTÉ PUBLIQUE – CRÉDIT 1406

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

	\$	\$
FONCTIONNEMENT		
Santé publique (Poste 4)		
Traitements et salaires.....		14 263 037
Avantages sociaux.....		1 635 908
Transports et communications.....		836 901
Services		26 794 448
Fournitures et matériel		26 539 580
Paiements de transfert		
Organismes de santé		
locaux officiels.....	266 493 051	
Épidémies	144 416 637	
Prévention de la tuberculose	5 343 750	
Lutte contre les maladies		
transmissibles sexuellement....	1 591 336	
Association pour la		
santé publique.....	326 550	
Prévention des infections	18 549 409	
Programme ontarien		
de dépistage du		
cancer du sein.....	38 175 494	
	-----	474 896 227
		544 966 101

TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LA		
 DIVISION DE LA SANTÉ PUBLIQUE		544 966 101
		=====
Actifs		
Santé publique (Poste 6)		
Avances et montants récupérables		
Organismes locaux officiels		
responsables de la santé	1 000 000	
	-----	1 000 000

		1 000 000

TOTAL (ACTIFS) POUR LA		
 DIVISION DE LA SANTÉ PUBLIQUE		1 000 000
		=====

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SOINS DE LONGUE DURÉE

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
1411 FONCTIONNEMENT				
				PROGRAMME DES RÉSEAUX LOCAUX D'INTÉGRATION DES SERVICES DE SANTÉ ET FOURNISSEURS DE SERVICES DE SANTÉ S'Y RATTACHANT
1	19 012 666 500	540 307 200	19 552 973 700	Réseaux locaux d'intégration des services de santé et fournisseurs de services de santé s'y rattachant 19 552 153 943
				TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DES RÉSEAUX LOCAUX D'INTÉGRATION DES SERVICES DE SANTÉ ET FOURNISSEURS DE SERVICES DE SANTÉ S'Y RATTACHANT
	* 19 012 666 500	540 307 200	19 552 973 700	19 552 153 943
Actifs				
2	59 501 000		59 501 000	Réseaux locaux d'intégration des services de santé et fournisseurs de services de santé s'y rattachant 59 500 900
				TOTAL (ACTIFS) POUR LE PROGRAMME DES RÉSEAUX LOCAUX D'INTÉGRATION DES SERVICES DE SANTÉ ET FOURNISSEURS DE SERVICES DE SANTÉ S'Y RATTACHANT
	‡ 59 501 000		59 501 000	59 500 900

Description du programme:

En tant que protecteur de l'intégrité et de la viabilité à long terme du système de soins de santé de l'Ontario, le ministère collabore avec 14 réseaux locaux d'intégration des services de santé (RLISS) dans 14 régions de la province afin de promouvoir un système de soins de santé intégré, coordonné, axé sur les patients et inspiré par des valeurs. Le ministère se charge de l'orientation stratégique et les RLISS sont responsables de la planification, de l'intégration et du financement des fournisseurs de services de santé dans leurs systèmes de santé locaux. Les RLISS exercent leurs pouvoirs en vertu de la *Loi de 2006 sur l'intégration du système de santé local*. Des responsabilités supplémentaires et des attentes en matière de rendement sont définies dans le protocole d'entente et l'entente de responsabilité conclus avec le ministère de la Santé et des Soins de longue durée. Ces réseaux ont la souplesse nécessaire pour répondre aux priorités et besoins locaux uniques en matière de santé par l'entremise des hôpitaux, des centres d'accès aux soins communautaires, des foyers de soins de longue durée, des centres de santé communautaire, des services communautaires de soutien et des organismes de toxicomanie et de santé mentale. Associé aux RLISS, le ministère veille à la prestation d'un système de santé accessible, équilibré, sensible aux besoins de la collectivité et de haute qualité pour toute la population ontarienne.

* Y Compris le Mandats spéciaux de 4 738 114 100 \$

‡ Y Compris le Mandats spéciaux de 29 750 500 \$

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SOINS DE LONGUE DURÉE
PROGRAMME DES RÉSEAUX LOCAUX D'INTÉGRATION DES SERVICES DE SANTÉ
ET FOURNISSEURS DE SERVICES DE SANTÉ S'Y RATTACHANT – CRÉDIT 1411

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

\$		\$	
FONCTIONNEMENT		<i>Sud-Ouest</i>	
Réseaux locaux d'intégration des services de santé et fournisseurs de services de santé s'y rattachant (Poste 1)		Paiements de transfert	
Paiements de transfert		Fonctionnement des hôpitaux ...	1 385 587 403
Érié St-Clair	874 514 182	Subventions versées en compensation des taxes municipales – hôpitaux publics	451 350
Sud-Ouest	1 840 211 804	Foyers de soins de longue durée	219 506 845
Waterloo Wellington	794 437 909	Centres d'accès aux soins communautaires	138 854 597
Hamilton Niagara Haldimand Brant	2 279 825 420	Services communautaires de soutien	23 132 094
Centre-Ouest	597 639 572	Logement avec services de soutien	11 210 977
Mississauga Halton	1 022 141 458	Centres de santé communautaire	6 947 262
Centre-Toronto	3 898 732 224	Services communautaires de santé mentale	43 137 003
Centre	1 496 449 449	Programme de lutte contre les dépendances	6 929 317
Centre-Est	1 714 757 458	RLISS – Fonctionnement	4 454 956
Sud-Est	866 526 103		
Champlain	1 994 535 549		
Simcoe-Nord Muskoka	535 981 600		
Nord-Est	1 115 094 359		
Nord-Ouest	521 306 856		
	-----		-----
	19 552 153 943		1 840 211 804
	-----		-----
	19 552 153 943		

<i>Érié St. Clair</i>		<i>Waterloo Wellington</i>	
Paiements de transfert		Paiements de transfert	
Fonctionnement des hôpitaux ...	570 173 727	Fonctionnement des hôpitaux ...	494 945 850
Subventions versées en compensation des taxes municipales – hôpitaux publics	163 650	Subventions versées en compensation des taxes municipales – hôpitaux publics	159 225
Foyers de soins de longue durée	142 902 574	Foyers de soins de longue durée	123 026 762
Centres d'accès aux soins communautaires	92 307 918	Centres d'accès aux soins communautaires	83 569 435
Services communautaires de soutien	12 978 813	Services communautaires de soutien	11 541 900
Logement avec services de soutien	4 992 700	Logement avec services de soutien	5 186 800
Centres de santé communautaire	14 281 963	Centres de santé communautaire	13 632 511
Services communautaires de santé mentale	25 484 242	Services communautaires de santé mentale	25 088 603
Programme de lutte contre les dépendances	7 476 484	Programme de lutte contre les dépendances	5 689 408
RLISS – Fonctionnement	3 752 111	Services d'hôpitaux psychiatriques spécialisés	27 820 502
	-----	RLISS – Fonctionnement	3 776 913
	874 514 182		-----
	-----		794 437 909

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SOINS DE LONGUE DURÉE
PROGRAMME DES RÉSEAUX LOCAUX D'INTÉGRATION DES SERVICES DE SANTÉ
ET FOURNISSEURS DE SERVICES DE SANTÉ S'Y RATTACHANT – CRÉDIT 1411

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

	\$	\$		\$	\$
<i>Hamilton Niagara Haldimand Brant</i>			<i>Mississauga Halton</i>		
Paiements de transfert			Paiements de transfert		
Fonctionnement des hôpitaux ...	1 598 050 205		Fonctionnement des hôpitaux ...	712 937 454	
Subventions versées en compensation des taxes municipales – hôpitaux publics	462 075		Subventions versées en compensation des taxes municipales – hôpitaux publics	140 700	
Foyers de soins de longue durée	354 100 092		Foyers de soins de longue durée	145 201 836	
Centres d'accès aux soins communautaires	202 779 689		Centres d'accès aux soins communautaires	101 374 286	
Services communautaires de soutien	34 867 682		Services communautaires de soutien	20 560 460	
Logement avec services de soutien	21 987 542		Logement avec services de soutien	13 429 338	
Centres de santé communautaire	8 914 688		Services communautaires de santé mentale	20 975 614	
Services communautaires de santé mentale	42 222 038		Programme de lutte contre les dépendances	3 787 319	
Programme de lutte contre les dépendances	11 966 689		RLISS – Fonctionnement	3 734 451	
RLISS – Fonctionnement	4 474 720				1 022 141 458
		2 279 825 420			
<i>Centre-Ouest</i>			<i>Centre-Toronto</i>		
Paiements de transfert			Paiements de transfert		
Fonctionnement des hôpitaux ...	374 167 355		Fonctionnement des hôpitaux ...	3 069 578 818	
Subventions versées en compensation des taxes municipales – hôpitaux publics	97 725		Subventions versées en compensation des taxes municipales – hôpitaux publics	736 800	
Foyers de soins de longue durée	113 321 894		Foyers de soins de longue durée	210 577 464	
Centres d'accès aux soins communautaires	69 635 266		Centres d'accès aux soins communautaires	160 834 213	
Services communautaires de soutien	3 407 000		Services communautaires de soutien	37 350 370	
Logement avec services de soutien	3 859 600		Logement avec services de soutien	36 552 672	
Centres de santé communautaire	2 300 530		Centres de santé communautaire	61 408 213	
Services communautaires de santé mentale	24 032 194		Services communautaires de santé mentale	82 994 318	
Programme de lutte contre les dépendances	3 053 706		Programme de lutte contre les dépendances	21 329 541	
RLISS – Fonctionnement	3 764 302		Services d'hôpitaux psychiatriques spécialisés	211 492 750	
		597 639 572	Subventions versées en compensation des taxes municipales – hôpitaux psychiatriques	44 550	
			RLISS – Fonctionnement	5 832 515	
					3 898 732 224

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SOINS DE LONGUE DURÉE
PROGRAMME DES RÉSEAUX LOCAUX D'INTÉGRATION DES SERVICES DE SANTÉ
ET FOURNISSEURS DE SERVICES DE SANTÉ S'Y RATTACHANT – CRÉDIT 1411

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

	\$	\$		\$	\$
<i>Centre</i>			<i>Sud-Est</i>		
Paiements de transfert			Paiements de transfert		
Fonctionnement des hôpitaux ...	952 617 332		Fonctionnement des hôpitaux ...	583 550 991	
Subventions versées en compensation des taxes municipales – hôpitaux publics	216 450		Subventions versées en compensation des taxes municipales – hôpitaux publics	188 475	
Foyers de soins de longue durée	254 885 301		Foyers de soins de longue durée	128 668 919	
Centres d'accès aux soins communautaires	170 228 408		Centres d'accès aux soins communautaires	84 313 562	
Services communautaires de soutien	33 487 424		Services communautaires de soutien	16 813 894	
Logement avec services de soutien	18 191 200		Logement avec services de soutien	1 891 600	
Centres de santé communautaire	3 245 972		Centres de santé communautaire	12 228 560	
Services communautaires de santé mentale	51 358 633		Services communautaires de santé mentale	28 984 575	
Programme de lutte contre les dépendances	3 893 825		Programme de lutte contre les dépendances	5 787 125	
RLISS – Fonctionnement	4 274 904		RLISS – Fonctionnement	4 098 402	
e-santé	4 050 000				
	-----	1 496 449 449		-----	866 526 103
		-----			-----
<i>Centre-Est</i>			<i>Champlain</i>		
Paiements de transfert			Paiements de transfert		
Fonctionnement des hôpitaux ...	1 012 900 516		Fonctionnement des hôpitaux ...	1 356 542 763	
Subventions versées en compensation des taxes municipales – hôpitaux publics	294 975		Subventions versées en compensation des taxes municipales – hôpitaux publics	352 125	
Foyers de soins de longue durée	331 144 358		Foyers de soins de longue durée	235 258 048	
Centres d'accès aux soins communautaires	182 900 268		Centres d'accès aux soins communautaires	158 205 250	
Services communautaires de soutien	25 020 666		Services communautaires de soutien	24 314 354	
Logement avec services de soutien	9 948 949		Logement avec services de soutien	5 893 300	
Centres de santé communautaire	8 662 126		Centres de santé communautaire	39 143 029	
Services communautaires de santé mentale	40 031 590		Services communautaires de santé mentale	55 788 965	
Programme de lutte contre les dépendances	7 716 544		Programme de lutte contre les dépendances	14 372 165	
Services d'hôpitaux psychiatriques spécialisés	91 882 894		Services d'hôpitaux psychiatriques spécialisés	99 909 679	
Subventions versées en compensation des taxes municipales – hôpitaux psychiatriques	51 666		Subventions versées en compensation des taxes municipales – hôpitaux psychiatriques	28 425	
RLISS – Fonctionnement	4 202 906		RLISS – Fonctionnement	4 727 446	
	-----	1 714 757 458		-----	1 994 535 549
		-----			-----

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SOINS DE LONGUE DURÉE
PROGRAMME DES RÉSEAUX LOCAUX D'INTÉGRATION DES SERVICES DE SANTÉ
ET FOURNISSEURS DE SERVICES DE SANTÉ S'Y RATTACHANT – CRÉDIT 1411

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

	\$	\$		\$	\$
<i>Simcoe-Nord Muskoka</i>			<i>Nord-Ouest</i>		
Paiements de transfert			Paiements de transfert		
Fonctionnement des hôpitaux ...	335 348 971		Fonctionnement des hôpitaux ...	369 709 796	
Subventions versées en			Subventions versées en		
compensation des taxes			compensation des taxes		
municipales – hôpitaux			municipales – hôpitaux		
publics	77 625		publics	104 250	
Foyers de soins de			Foyers de soins de		
longue durée	95 918 262		longue durée	52 743 725	
Centres d'accès aux soins			Centres d'accès aux soins		
communautaires	61 383 326		communautaires	33 741 853	
Services communautaires			Services communautaires		
de soutien	8 475 278		de soutien	11 506 083	
Logement avec			Logement avec		
services de soutien	4 453 100		services de soutien	4 188 706	
Centres de santé			Centres de santé		
communautaire	3 348 123		communautaire	6 457 255	
Services communautaires			Services communautaires		
de santé mentale	19 847 115		de santé mentale	27 465 937	
Programme de lutte			Programme de lutte		
contre les dépendances	3 381 629		contre les dépendances	11 017 966	
RLISS – Fonctionnement	3 748 171		RLISS – Fonctionnement	4 371 285	
	-----	535 981 600		-----	521 306 856
		-----			-----
<i>Nord-Est</i>			TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR		
Paiements de transfert			LE PROGRAMME DES RÉSEAUX LOCAUX		
Fonctionnement des hôpitaux ...	699 737 302		D'INTÉGRATION DES SERVICES DE		
Subventions versées en			SANTÉ ET FOURNISSEURS DE		
compensation des taxes			SERVICES DE SANTÉ		
municipales – hôpitaux			S'Y RATTACHANT	19 552 153 943	
publics	244 950			=====	
Foyers de soins de					
longue durée	155 165 014				
Centres d'accès aux soins					
communautaires	87 786 970				
Services communautaires					
de soutien	20 273 238				
Logement avec					
services de soutien	7 203 000				
Centres de santé					
communautaire	6 404 073				
Services communautaires					
de santé mentale	46 014 720				
Programme de lutte					
contre les dépendances	18 212 765				
Services d'hôpitaux					
psychiatriques spécialisés	69 659 347				
Subventions versées					
en compensation des					
taxes municipales –					
hôpitaux psychiatriques	20 025				
RLISS – Fonctionnement	4 372 955				
	-----	1 115 094 359			

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SOINS DE LONGUE DURÉE
PROGRAMME DES RÉSEAUX LOCAUX D'INTÉGRATION DES SERVICES DE SANTÉ
ET FOURNISSEURS DE SERVICES DE SANTÉ S'Y RATTACHANT – CRÉDIT 1411

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

\$		\$	
Actifs			
Réseaux locaux d'intégration des services de santé et fournisseurs de services de santé s'y rattachant (Poste 2)		<i>Sud-Ouest</i>	
Paiements de transfert		Paiements de transfert	
Érié St-Clair	3 166 800	Fonctionnement des hôpitaux ...	589 700
Sud-Ouest	4 453 400	Foyers de soins de	
Waterloo Wellington.....	2 824 200	longue durée.....	1 788 000
Hamilton Niagara		Centres d'accès aux soins	
Haldimand Brant.....	6 449 100	communautaires	431 400
Centre-Ouest	2 150 100	Services communautaires	
Mississauga Halton	2 759 600	de soutien	254 500
Centre-Toronto.....	8 796 100	Logement avec	
Centre	4 777 100	services de soutien	60 000
Centre-Est.....	5 426 100	Centres de santé	
Sud-Est	3 003 500	communautaire.....	107 500
Champlain	6 291 500	Services communautaires	
Simcoe-Nord Muskoka	1 972 400	de santé mentale.....	1 174 100
Nord-Est	4 905 400	Programme de lutte	
Nord-Ouest.....	2 525 600	contre les dépendances.....	48 200
	-----		-----
	59 500 900		4 453 400
	-----		-----
	59 500 900		

		<i>Waterloo Wellington</i>	
		Paiements de transfert	
<i>Érié St. Clair</i>		Fonctionnement des hôpitaux ...	484 400
Paiements de transfert		Foyers de soins de	
Fonctionnement des hôpitaux ...	599 570	longue durée.....	983 800
Foyers de soins de		Centres d'accès aux soins	
longue durée.....	1 138 230	communautaires	255 800
Centres d'accès aux soins		Services communautaires	
communautaires	286 100	de soutien	151 500
Services communautaires		Logement avec	
de soutien	161 700	services de soutien	32 300
Logement avec		Centres de santé	
services de soutien	27 200	communautaire.....	198 200
Centres de santé		Services communautaires	
communautaire.....	206 100	de santé mentale.....	678 600
Services communautaires		Programme de lutte	
de santé mentale.....	698 900	contre les dépendances.....	39 600
Programme de lutte			-----
contre les dépendances.....	49 000		2 824 200
	-----		-----
	3 166 800		

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SOINS DE LONGUE DURÉE
PROGRAMME DES RÉSEAUX LOCAUX D'INTÉGRATION DES SERVICES DE SANTÉ
ET FOURNISSEURS DE SERVICES DE SANTÉ S'Y RATTACHANT – CRÉDIT 1411

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

	\$	\$		\$	\$
<i>Hamilton Niagara Haldimand Brant</i>			<i>Mississauga Halton</i>		
Paiements de transfert			Paiements de transfert		
Fonctionnement des hôpitaux ...	1 036 800		Fonctionnement des hôpitaux ...	453 100	
Foyers de soins de			Foyers de soins de		
longue durée	2 760 000		longue durée	1 202 900	
Centres d'accès aux soins			Centres d'accès aux soins		
communautaires	624 800		communautaires	311 000	
Services communautaires			Services communautaires		
de soutien	373 400		de soutien	225 100	
Logement avec			Logement avec		
services de soutien	114 500		services de soutien	69 800	
Centres de santé			Services communautaires		
communautaire	146 000		de santé mentale	460 600	
Services communautaires			Programme de lutte		
de santé mentale	1 308 800		contre les dépendances	37 100	
Programme de lutte				-----	2 759 600
contre les dépendances	84 800				-----
	-----	6 449 100			
		-----	<i>Centre-Toronto</i>		
<i>Centre-Ouest</i>			Paiements de transfert		
Paiements de transfert			Fonctionnement des hôpitaux ...	1 956 900	
Fonctionnement des hôpitaux ...	159 700		Foyers de soins de		
Foyers de soins de			longue durée	1 737 000	
longue durée	972 700		Centres d'accès aux soins		
Centres d'accès aux soins			communautaires	487 200	
communautaires	203 600		Services communautaires		
Services communautaires			de soutien	949 200	
de soutien	44 000		Logement avec		
Logement avec			services de soutien	210 700	
services de soutien	20 800		Centres de santé		
Centres de santé			communautaire	1 061 400	
communautaire	40 500		Services communautaires		
Services communautaires			de santé mentale	2 233 600	
de santé mentale	695 700		Programme de lutte		
Programme de lutte			contre les dépendances	160 100	
contre les dépendances	13 100			-----	8 796 100
	-----	2 150 100			-----

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SOINS DE LONGUE DURÉE
PROGRAMME DES RÉSEAUX LOCAUX D'INTÉGRATION DES SERVICES DE SANTÉ
ET FOURNISSEURS DE SERVICES DE SANTÉ S'Y RATTACHANT – CRÉDIT 1411

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

	\$	\$		\$	\$
			<i>Sud-Est</i>		
<i>Centre</i>					
Paiements de transfert			Paiements de transfert		
Fonctionnement des hôpitaux ...	355 630		Fonctionnement des hôpitaux ...	516 600	
Foyers de soins de			Foyers de soins de		
longue durée	2 007 370		longue durée	1 004 000	
Centres d'accès aux soins			Centres d'accès aux soins		
communautaires	509 500		communautaires	259 300	
Services communautaires			Services communautaires		
de soutien	316 500		de soutien	187 700	
Logement avec			Logement avec		
services de soutien	80 700		services de soutien	10 300	
Centres de santé			Centres de santé		
communautaire	54 800		communautaire	181 800	
Services communautaires			Services communautaires		
de santé mentale	1 423 500		de santé mentale	801 500	
Programme de lutte			Programme de lutte		
contre les dépendances	29 100		contre les dépendances	42 300	
	-----	4 777 100		-----	3 003 500
		-----			-----
			<i>Champlain</i>		
<i>Centre-Est</i>					
Paiements de transfert			Paiements de transfert		
Fonctionnement des hôpitaux ...	668 800		Fonctionnement des hôpitaux ...	1 264 700	
Foyers de soins de			Foyers de soins de		
longue durée	2 599 800		longue durée	1 992 700	
Centres d'accès aux soins			Centres d'accès aux soins		
communautaires	560 400		communautaires	505 800	
Services communautaires			Services communautaires		
de soutien	322 900		de soutien	302 300	
Logement avec			Logement avec		
services de soutien	52 700		services de soutien	32 600	
Centres de santé			Centres de santé		
communautaire	124 800		communautaire	595 600	
Services communautaires			Services communautaires		
de santé mentale	1 042 000		de santé mentale	1 494 300	
Programme de lutte			Programme de lutte		
contre les dépendances	54 700		contre les dépendances	103 500	
	-----	5 426 100		-----	6 291 500
		-----			-----

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SOINS DE LONGUE DURÉE
PROGRAMME DES RÉSEAUX LOCAUX D'INTÉGRATION DES SERVICES DE SANTÉ
ET FOURNISSEURS DE SERVICES DE SANTÉ S'Y RATTACHANT – CRÉDIT 1411

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

	\$	\$		\$	\$
			<i>Nord-Ouest</i>		
<i>Simcoe-Nord Muskoka</i>					
Paiements de transfert			Paiements de transfert		
Fonctionnement des hôpitaux ...	291 000		Fonctionnement des hôpitaux ...	950 700	
Foyers de soins de			Foyers de soins de		
longue durée	711 000		longue durée	405 900	
Centres d'accès aux soins			Centres d'accès aux soins		
communautaires	190 100		communautaires	107 400	
Services communautaires			Services communautaires		
de soutien	117 100		de soutien	136 300	
Logement avec			Logement avec		
services de soutien	27 700		services de soutien	22 700	
Centres de santé			Centres de santé		
communautaire	56 800		communautaire	100 200	
Services communautaires			Services communautaires		
de santé mentale	554 900		de santé mentale	724 600	
Programme de lutte			Programme de lutte		
contre les dépendances	23 800		contre les dépendances	77 800	
	-----	1 972 400		-----	2 525 600
		-----			-----
			TOTAL (ACTIFS) POUR LE		
			PROGRAMME DES RÉSEAUX LOCAUX		
			D'INTÉGRATION DES SERVICES DE		
			SANTÉ ET FOURNISSEURS DE		
			SERVICES DE SANTÉ		
			S'Y RATTACHANT		59 500 900
					=====
<i>Nord-Est</i>					
Paiements de transfert					
Fonctionnement des hôpitaux ...	1 672 400				
Foyers de soins de					
longue durée	1 197 600				
Centres d'accès aux soins					
communautaires	267 600				
Services communautaires					
de soutien	257 800				
Logement avec					
services de soutien	38 000				
Centres de santé					
communautaire	126 300				
Services communautaires					
de santé mentale	1 208 900				
Programme de lutte					
contre les dépendances	136 800				
	-----	4 905 400			

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SOINS DE LONGUE DURÉE

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
1412				
FONCTIONNEMENT				PROGRAMMES PROVINCIAUX ET INTENDANCE
1	2 650 000 200	(539 699 900)	2 110 300 300	Programmes provinciaux 2 106 231 710
2	606 567 700	(1 866 300)	604 701 400	Services de santé d'urgence 604 687 629
3	86 229 400	7 226 100	93 455 500	Hôpitaux psychiatriques 91 944 572
4	62 165 400	31 779 100	93 944 500	Intendance..... 84 868 369
L	601 000		601 000	Créances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i> 600 000
L	50 000		50 000	Créances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i> 0
	* 3 405 613 700	(502 561 000)	2 903 052 700	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LES PROGRAMMES PROVINCIAUX ET INTENDANCE..... 2 888 332 280
Actifs				
5	2 467 000		2 467 000	Programmes provinciaux et intendance 2 467 000
	‡ 2 467 000		2 467 000	TOTAL (ACTIFS) POUR LES PROGRAMMES PROVINCIAUX ET INTENDANCE..... 2 467 000

Description du programme :

Ce programme englobe les programmes provinciaux, les services de santé d'urgence, les hôpitaux psychiatriques de la province et l'intendance. Ce crédit est responsable de la responsabilité à l'égard des paiements de transfert, de l'élaboration des politiques opérationnelles, de la planification et du financement d'un large éventail de programmes de financement ou de prestation spécialisés. Parmi ces paiements de transfert, mentionnons Action Cancer Ontario, les services communautaires et prioritaires, le fonctionnement des établissements connexes, les services de sages-femmes, les programmes de lutte contre le sida et l'hépatite C et le programme de lutte contre le diabète. De plus, le programme verse la part de financement de l'Ontario à la Société canadienne du sang et soutient une stratégie de gestion de l'utilisation du sang pour l'Ontario.

Les programmes provinciaux et l'intendance comprennent aussi les dépenses de fonctionnement directes (DFD) correspondant à la gestion et à la prestation des paiements de transfert à l'intérieur du crédit ainsi qu'à l'administration de la supervision (l'intendance) des réseaux locaux d'intégration des services de santé.

Les services de santé d'urgence garantissent l'existence d'un système équilibré et intégré de services de santé d'urgence partout en Ontario. Le système actuel se compose d'une série de programmes et services interreliés, y compris les services d'ambulance terrestre contractuels ou exploités au niveau municipal, l'organisme à but non lucratif d'ambulance aérienne appelé Ornge, et les services de répartition d'ambulances.

* Y Compris le Mandats spéciaux de 925 103 100 \$

‡ Y Compris le Mandats spéciaux de 1 233 500 \$

PROGRAMMES PROVINCIAUX ET INTENDANCE – CRÉDIT 1412

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

[illegible]

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SOINS DE LONGUE DURÉE

PROGRAMMES PROVINCIAUX ET INTENDANCE – CRÉDIT 1412

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

	\$	\$
Actifs		
Programmes provinciaux et intendance (Poste 5)		
Avances et montants récupérables		
Programme de lutte		
contre le diabète	550 000	
Services de sages-femmes.....	1 000 000	
Programmes de lutte contre		
le sida et l'hépatite C.....	175 000	
Premières nations	80 000	
Autres CIRA.....	126 000	
Hôpitaux de base.....	136 000	
Traumatismes crâniens.....	400 000	
	-----	2 467 000

		2 467 000

TOTAL (ACTIFS) POUR LES PROGRAMMES		
PROVINCIAUX ET INTENDANCE		2 467 000
		=====

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SOINS DE LONGUE DURÉE

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
1407 IMMOBILISATIONS				
				PROGRAMME D'IMMOBILISATIONS DANS LE DOMAINE DE LA SANTÉ
1	681 595 300		681 595 300	Immobilisations dans le domaine de la santé..... 680 494 404
				TOTAL (IMMOBILISATIONS) POUR LE PROGRAMME D'IMMOBILISATIONS DANS LE DOMAINE DE LA SANTÉ.....
	† 681 595 300		681 595 300	680 494 404

Description du programme:

Le programme d'immobilisations dans le domaine de la santé est responsable du processus de planification des immobilisations, de l'élaboration des politiques en matière d'immobilisations et de l'octroi de fonds pour les immobilisations aux établissements de santé, y compris les hôpitaux publics, les centres régionaux de cancérologie, les centres de santé communautaire et les foyers de soins de longue durée. Le programme finance également la construction de nouveaux bâtiments dans le cadre de la restructuration des hôpitaux.

† Y Compris le Mandats spéciaux de 171 200 000 \$

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SOINS DE LONGUE DURÉE
PROGRAMME D'IMMOBILISATIONS DANS LE DOMAINE DE LA SANTÉ – CRÉDIT 1407

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

	\$	\$
IMMOBILISATIONS		
Immobilisations dans le domaine de la santé (Poste 1)		
Paiements de transfert		
Projets visant les grands hôpitaux.....	478 236 800	
Fonds pour le réaménagement de l'infrastructure du système de santé.....	36 188 500	
Planification et conception.....	37 319 800	
Projets visant les petits hôpitaux.....	31 146 300	
Fonds pour l'équipement médical et diagnostique.....	39 500 000	
Programme des soins de longue durée	3 993 100	
Programmes de santé communautaire.....	43 887 600	
	-----	670 272 100
Autres opérations		10 222 304

		680 494 404

TOTAL (IMMOBILISATIONS) POUR LE PROGRAMME D'IMMOBILISATIONS DANS LE DOMAINE DE LA SANTÉ.....		680 494 404
		=====

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SOINS DE LONGUE DURÉE

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

	2008 \$	2007 \$
GOUVERNEMENT DU CANADA		
Accord sur la réadaptation professionnelle des personnes	19 102 869	19 102 861
Réserve nationale d'antiviraux	17 993 618	0
Système d'information de laboratoire de l'Ontario	17 002 313	0
Logement en milieu de soutien	6 593 196	6 593 554
Services sociaux dispensés aux Indiens	5 760 000	5 942 176
Inforoute Santé du Canada - Panorama	5 653 152	0
Formation clinique	4 753 219	2 022 308
Accord pour le traitement et la réadaptation des toxicomanes	3 999 646	4 000 000
Entente sur l'accès prioritaire des anciens combattants aux lits d'hôpitaux	2 296 570	2 078 359
Rapport sur les antécédents pharmaceutiques	745 584	3 339 497
Langue française	216 000	321 851
Étape d'élaboration du projet de système de surveillance améliorée	110 332	72 497
Politique de santé applicable aux Autochtones	20 000	0
Centre national de la rage	16 667	0
Fonds de transition pour soins primaires	0	23 542 744
Accès aux antécédents pharmaceutiques	0	(837 957)
	<u>84 263 166</u>	<u>66 177 890</u>
REMBOURSEMENTS DE DÉPENSES		
Assurance-santé de l'Ontario – Subrogation	13 217 983	14 126 275
Salaires et avantages sociaux	100 954	0
Logement en milieu rural et des Autochtones	12 131	56 250
Autres – Remboursements	16 225	39 326
	<u>13 347 293</u>	<u>14 221 851</u>
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS		
Quote-part des usagers des services d'ambulance	3 085 942	2 712 051
Services d'avocats – enquêtes	2 361 978	2 253 568
Vérification de la qualité des services des laboratoires	1 142 700	1 226 430
Droits pour effectuer le paiement des réclamations	581 267	632 707
Frais d'administration de la Commission des accidents du travail	400 000	400 000
Octroi de permis aux laboratoires	318 497	346 311
Droits de permis – Centres de prélèvement	259 838	249 007
Droits d'examen – Préposés aux soins médicaux d'urgence	191 805	214 235
Frais de permis pour les ensembles d'établissements de santé mixtes	23 540	26 680
Autres – droits, permis et autorisations	40 189	69 223
	<u>8 405 756</u>	<u>8 130 212</u>
AMENDES ET PÉNALITÉS	17 500	5 100
VENTES ET LOCATIONS		
Vente de matériel d'ambulance*	(139 628)	49 895
Atelier de formation professionnelle	0	16 736
Repas	0	10 645
Autres ventes et locations	0	86 032
	<u>(139 628)</u>	<u>163 308</u>

*Redressement pour rectifier les débiteurs surévalués.

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SOINS DE LONGUE DURÉE

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

	2008 \$	2007 \$
RECOUVREMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES	149 056 079	146 673 855
	-----	-----
DIVERS		
Pénalités - intérêt	219 557	248 548
Autres*	(363 502)	790 572
	-----	-----
	(143 945)	1 039 120
	-----	-----
TOTAL DES RECETTES DU MINISTÈRE	254 806 221	236 411 336
	=====	=====

* Redressement principalement attribuable à la surévaluation des recettes en 2006-2007 (remises sur les contrats).

SECRÉTARIAT DES AFFAIRES AUTOCHTONES DE L'ONTARIO

EXERCICE 2007 – 2008

TABLE DES MATIÈRES

	PAGE
ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS	
SOMMAIRE.....	2-292
SECRÉTARIAT DES AFFAIRES AUTOCHTONES DE L'ONTARIO.....	2-293
ÉTAT DES RECETTES	2-295

SECRÉTARIAT DES AFFAIRES AUTOCHTONES DE L'ONTARIO
ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

2006 – 2007 Dépenses réelles	PROGRAMMES	2007 – 2008	
		Crédits autorisés	Dépenses réelles
\$		\$	\$
FONCTIONNEMENT			
21 989 666	Secrétariat des affaires autochtones de l'Ontario	30 996 500	229 990 431
21 989 666	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR SECRÉTARIAT DES AFFAIRES AUTOCHTONES DE L'ONTARIO	* 30 996 500	229 990 431

* Y Compris le Mandats spéciaux de 6 166 000 \$

IMMOBILISATIONS			
3 400 000	Secrétariat des affaires autochtones de l'Ontario	3 700 000	3 700 000
3 400 000	TOTAL (IMMOBILISATIONS) POUR SECRÉTARIAT DES AFFAIRES AUTOCHTONES DE L'ONTARIO	† 3 700 000	3 700 000

† Y Compris le Mandats spéciaux de 1 200 000 \$

SECRÉTARIAT DES AFFAIRES AUTOCHTONES DE L'ONTARIO

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
2001				
FONCTIONNEMENT				
				PROGRAMME DU SECRÉTARIAT DES AFFAIRES AUTOCHTONES DE L'ONTARIO
1	24 664 000	6 331 500	30 995 500	Secrétariat des affaires autochtones de l'Ontario .. 28 963 414
2	1 000		1 000	Revendications territoriales et initiatives sur l'autonomie gouvernementale 0
L	0		0	Entente – Recettes des jeux (Premières nations)... 201 000 000
L	0		0	Traitement versé au ministre en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> 20 191
L	0		0	Traitement versé aux adjoints parlementaires en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> 6 826
	* 24 665 000	6 331 500	30 996 500	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DU SECRÉTARIAT DES AFFAIRES AUTOCHTONES DE L'ONTARIO 229 990 431
IMMOBILISATIONS				
3	3 700 000		3 700 000	Secrétariat des affaires autochtones de l'Ontario .. 3 700 000
	† 3 700 000		3 700 000	TOTAL (IMMOBILISATIONS) POUR LE PROGRAMME DU SECRÉTARIAT DES AFFAIRES AUTOCHTONES DE L'ONTARIO 3 700 000

Description du programme :

Le mandat du Secrétariat des affaires autochtones de l'Ontario est de représenter le gouvernement dans les affaires autochtones, de protéger les intérêts du gouvernement, de remplir ses obligations juridiques et de travailler en collaboration avec le gouvernement fédéral au bien-être des peuples autochtones de l'Ontario.

* Y Compris le Mandats spéciaux de 6 166 000 \$

† Y Compris le Mandats spéciaux de 1 200 000 \$

SECRÉTARIAT DES AFFAIRES AUTOCHTONES DE L'ONTARIO

PROGRAMME DU SECRÉTARIAT DES AFFAIRES AUTOCHTONES DE L'ONTARIO – CRÉDIT 2001

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

	\$	\$		\$
FONCTIONNEMENT			IMMOBILISATIONS	
Secrétariat des affaires autochtones de l'Ontario (Poste 1)			Secrétariat des affaires autochtones de l'Ontario (Poste 3)	
Traitements et salaires.....		7 175 805		
Avantages sociaux.....		758 637	Paiements de transfert	
Transports et communications.....		774 341	Programme de subventions d'immobilisations	
Services		8 176 948	de la communauté autochtone	3 700 000
Fournitures et matériel		1 038 496		-----
Paiements de transfert				3 700 000
Fonds de participation.....	5 601 665			-----
Soutien au fonds de			TOTAL (IMMOBILISATIONS)	
négociations communautaires.....	2 574 368		POUR LE PROGRAMME DU	
Soutien au fonds de négociations			SECRÉTARIAT DES AFFAIRES	
avec les Algonquins	796 500		AUTOCHTONES DE L'ONTARIO	3 700 000
Négociations sur les revendications				=====
territoriales des Six-Nations.....	405 754			
Les Chefs de l'Ontario	222 100			
Ontario Native Women's				
Association.....	337 700			
Ontario Federation of				
Indian Friendship Centres	405 100			
Fonds pour cas d'invalidité dus au				
mercure dans les bandes de				
Grassy Narrows et d'Islington	696 000			
	-----	11 039 187		

		28 963 414		

Crédits législatifs				
Traitement versé au ministre en vertu				
de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>		20 191		
Traitement versé aux adjoints parlementaires				
en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>		6 826		
Autres opérations				
Entente – Recettes des jeux (Premières nations)		201 000 000		

		201 027 017		

TOTAL (FONCTIONNEMENT)				
POUR LE PROGRAMME DU				
SECRÉTARIAT DES AFFAIRES				
AUTOCHTONES DE L'ONTARIO.....		229 990 431		
		=====		

SECRÉTARIAT DES AFFAIRES AUTOCHTONES DE L'ONTARIO

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

	2008 \$	2007 \$
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS		
Droits de demande – Accès à l'information.....	35	4 545
	-----	-----
RECouvreMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES	1 396 332	205 630
	-----	-----
TOTAL DES RECETTES POUR LE SECRÉTARIAT DES AFFAIRES AUTOCHTONES DE L'ONTARIO	1 396 367	210 175
	=====	=====

SECRÉTARIAT DU RENOUVEAU DÉMOCRATIQUE

EXERCICE 2007 – 2008

TABLE DES MATIÈRES

	PAGE
ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS	
SOMMAIRE.....	2-298
SECRÉTARIAT DU RENOUVEAU DÉMOCRATIQUE	2-299
ÉTAT DES RECETTES	2-301

SECRÉTARIAT DU RENOUVEAU DÉMOCRATIQUE
ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

2006 – 2007 Dépenses réelles	PROGRAMMES	2007 – 2008	
		Crédits autorisés	Dépenses réelles
\$		\$	\$
FONCTIONNEMENT			
6 308 473	Secrétariat du renouveau démocratique	3 550 900	3 380 587
6 308 473	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE SECRÉTARIAT DU RENOUVEAU DÉMOCRATIQUE	* 3 550 900	3 380 587

* Y Compris le Mandats spéciaux de 750 000 \$

SECRÉTARIAT DU RENOUVEAU DÉMOCRATIQUE
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés				Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total		
	\$	\$	\$		\$
4101 FONCTIONNEMENT				PROGRAMME DU SECRÉTARIAT DU RENOUVEAU DÉMOCRATIQUE	
1	8 050 900	(4 500 000)	3 550 900	Secrétariat du renouvellement démocratique	3 380 587
	* 8 050 900	(4 500 000)	3 550 900	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DU SECRÉTARIAT DU RENOUVEAU DÉMOCRATIQUE	3 380 587

Description du programme:

Le programme du Secrétariat du renouvellement démocratique est chargé de l'élaboration des politiques, de la coordination et de la mise en œuvre d'initiatives appuyant le programme de renouvellement démocratique du gouvernement.

* Y Compris le Mandats spéciaux de 750 000 \$

SECRÉTARIAT DU RENOUVEAU DÉMOCRATIQUE
PROGRAMME DU SECRÉTARIAT DU RENOUVEAU DÉMOCRATIQUE – CRÉDIT 4101

**Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008**

	S
FONCTIONNEMENT	
Secrétariat du renouveau démocratique (Poste 1)	
Traitements et salaires.....	1 882 980
Avantages sociaux.....	136 765
Transports et communications.....	245 996
Services	1 051 653
Fournitures et matériel	63 193

	3 380 587

TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DU SECRÉTARIAT DU RENOUVEAU DÉMOCRATIQUE.....	3 380 587
	=====

SECRÉTARIAT DU RENOUVEAU DÉMOCRATIQUE

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

	2008 \$	2007 \$
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS	0	410
	-----	-----
TOTAL DES RECETTES DU MINISTÈRE	0	410
	=====	=====

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ COMMUNAUTAIRE ET DES SERVICES CORRECTIONNELS

EXERCICE 2007 – 2008

TABLE DES MATIÈRES

	PAGE
ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS	
SOMMAIRE.....	2-304
ADMINISTRATION DU MINISTÈRE.....	2-305
SERVICES INTERNES DE LA POLICE.....	2-308
POLICE PROVINCIALE DE L'ONTARIO	2-310
SERVICES CORRECTIONNELS	2-312
SERVICES TECHNOLOGIQUES POUR LA JUSTICE	2-315
ORGANISMES, CONSEILS ET COMMISSIONS.....	2-317
DIVISION DES PROGRAMMES DE SÉCURITÉ PUBLIQUE ET DES POLITIQUES	2-319
DIVISION DE LA GESTION DES SITUATIONS D'URGENCE	2-321
DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L)	2-306, 2-311, 2-318
ÉTAT DES RECETTES	2-323

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ COMMUNAUTAIRE ET DES SERVICES CORRECTIONNELS
ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

2006 – 2007 Dépenses réelles	PROGRAMMES	2007 – 2008	
		Crédits autorisés	Dépenses réelles
\$		\$	\$
FONCTIONNEMENT			
106 868 996	Administration du ministère	105 876 840	115 305 915
128 943 786	Services internes de la police	151 741 000	146 437 500
809 306 269	Police provinciale de l'Ontario	850 729 400	839 913 515
664 655 914	Services correctionnels	704 848 300	704 724 027
51 373 109	Services technologiques pour la justice	61 685 800	61 581 047
3 888 498	Organismes, conseils et commissions	4 328 500	4 353 107
78 064 226	Division des programmes de sécurité publique et des politiques	86 565 700	86 360 891
10 370 942	Division de la gestion des situations d'urgence	9 465 300	9 397 930
1 853 471 740	TOTAL (FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE	* 1 975 240 840	1 968 073 932

* Y Compris le Mandats spéciaux de 658 000 000 \$

ACTIFS DE FONCTIONNEMENT			
0	Administration du ministère	2 000	0
0	Services internes de la police	2 000	0
0	Police provinciale de l'Ontario	2 000	0
0	Services correctionnels	2 000	0
0	Services technologiques pour la justice	2 000	0
0	Organismes, conseils et commissions	2 000	0
0	Division des programmes de sécurité publique et des politiques	2 000	0
0	Division de la gestion des situations d'urgence	2 000	0
0	TOTAL (ACTIFS DE FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE	‡ 16 000	0

‡ Y Compris le Mandats spéciaux de 16 000 \$

IMMOBILISATIONS			
26 277 909	Administration du ministère	34 777 000	34 492 613
10 180 760	Services correctionnels	13 840 000	13 837 272
36 458 669	TOTAL (IMMOBILISATIONS) DU MINISTÈRE	† 48 617 000	48 329 885

† Y Compris le Mandats spéciaux de 16 100 000 \$

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ COMMUNAUTAIRE ET DES SERVICES CORRECTIONNELS
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
2601 FONCTIONNEMENT				PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE
1	101 363 400	4 383 900	105 747 300	Administration du ministère 105 181 516
L	46 858		46 858	Traitement versé au ministre en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> 47 841
L	31 682		31 682	Traitement versé aux adjoints parlementaires en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> 32 346
L	1 000		1 000	Paiements effectués en vertu de la <i>Loi sur le ministère du Trésor et de l'Économie</i> 9 994 212
L	50 000		50 000	Créances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i> 50 000
	<u> </u>	<u> </u>	<u> </u>	
	* 101 492 940	4 383 900	105 876 840	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE 115 305 915
	<u> </u>	<u> </u>	<u> </u>	<u> </u>
Actifs				
3	2 000		2 000	Administration du ministère 0
	<u> </u>	<u> </u>	<u> </u>	
	‡ 2 000		2 000	TOTAL (ACTIFS) POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE 0
	<u> </u>	<u> </u>	<u> </u>	<u> </u>
IMMOBILISATIONS				
2	34 890 000	(113 000)	34 777 000	Renouvellement des installations 34 492 613
	<u> </u>	<u> </u>	<u> </u>	
	† 34 890 000	(113 000)	34 777 000	TOTAL (IMMOBILISATIONS) POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE 34 492 613
	<u> </u>	<u> </u>	<u> </u>	<u> </u>

Description du programme :

Le programme offre une grande variété de services d'administration générale pour le ministère (ressources humaines, planification financière et axée sur les résultats, contrôle financier, communications, services juridiques, gestion des installations, gestion des urgences, initiative de changements systémiques en matière d'antiracisme, etc.) et partage les services liés au secteur de la justice en matière d'accès à l'information, de services en français et de vérification et d'assurance de la qualité.

* Y Compris le Mandats spéciaux de 40 000 000 \$

‡ Y Compris le Mandats spéciaux de 2 000 \$

† Y Compris le Mandats spéciaux de 8 475 000 \$

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ COMMUNAUTAIRE ET DES SERVICES CORRECTIONNELS

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE – CRÉDIT 2601

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

	\$	\$		\$	\$
FONCTIONNEMENT			<i>Services juridiques</i>		
Administration du ministère (Poste 1)					
Traitements et salaires.....	19 712 145		Traitements et salaires.....	23 892	
Avantages sociaux.....	2 497 363		Transports et communications.....	116 119	
Transports et communications	1 435 892		Services	3 894 275	
Services	79 740 362		Fournitures et matériel	110 399	
Fournitures et matériel	1 795 754			-----	4 144 685
	-----				-----
	105 181 516		<i>Locaux – Frais de location</i>		
	-----		Services	70 352 728	
			Fournitures et matériel	474 686	
				-----	70 827 414

<i>Bureau principal</i>			<i>Coûts des services communs</i>		
Traitements et salaires.....	2 110 057		Services	292 304	
Avantages sociaux.....	236 718			-----	292 304
Transports et communications	143 603				-----
Services	193 477				
Fournitures et matériel	47 414				
	-----	2 731 269			
		-----	<i>Division de l'efficacité organisationnelle</i>		
			Traitements et salaires.....	1 855 925	
			Avantages sociaux	239 940	
			Transports et communications	242 262	
			Services	3 239 290	
			Fournitures et matériel	454 905	
				-----	6 032 322

<i>Planification et services ministériels</i>			<i>Crédits législatifs</i>		
Traitements et salaires.....	6 064 541		Traitement versé au ministre en vertu		
Avantages sociaux.....	736 277		de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>		47 841
Transports et communications	239 590		Traitement versé aux adjoints parlementaires		
Services	766 127		en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>		32 346
Fournitures et matériel	341 742			-----	80 187
	-----	8 148 277			-----

			<i>Crédits législatifs</i>		
			Autres opérations		
			Paiements effectués en vertu		
			de la <i>Loi sur le ministère du</i>		
			<i>Trésor et de l'Économie</i>	9 994 212	
			Créances irrécouvrables, <i>Loi sur</i>		
			<i>l'administration financière</i>	50 000	
				-----	10 044 212

					10 044 212

<i>Services de communication</i>			TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR		
Traitements et salaires.....	2 669 302		L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE		
Avantages sociaux.....	355 562		115 305 915		
Transports et communications	55 462				
Services	798 224				
Fournitures et matériel	124 283				
	-----	4 002 833			

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ COMMUNAUTAIRE ET DES SERVICES CORRECTIONNELS

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE – CRÉDIT 2601

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

	\$
IMMOBILISATIONS	
Renouvellement des installations (Poste 2)	
Services	33 853 890
Fournitures et matériel	638 723

	34 492 613

TOTAL (IMMOBILISATIONS) POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE	34 492 613
	=====

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ COMMUNAUTAIRE ET DES SERVICES CORRECTIONNELS
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
2603				
FONCTIONNEMENT				PROGRAMME DES SERVICES INTERNES DE LA POLICE
1	1 237 700	41 700	1 279 400	Administration du programme..... 1 278 087
2	15 422 800	2 218 300	17 641 100	Collège de police de l'Ontario 17 627 606
3	134 315 000	(1 494 500)	132 820 500	Normes policières et services de soutien 127 531 807
				TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DES SERVICES INTERNES DE LA POLICE 146 437 500
	* 150 975 500	765 500	151 741 000	
	=====	=====	=====	=====
Actifs				
4	2 000		2 000	Services policiers 0
				TOTAL (ACTIFS) POUR LE PROGRAMME DES SERVICES INTERNES DE LA POLICE 0
	‡ 2 000		2 000	
	=====	=====	=====	=====

Description du programme:

Les services policiers offrent du leadership et collaborent avec les intervenants du secteur de la police afin de promouvoir la sécurité dans les collectivités et la prévention du crime. Le programme soutient la formation et le perfectionnement professionnel, surveille et élabore les normes professionnelles et les politiques à l'appui des lois, et fait observer la loi par différents moyens : conseils, inspections et vérifications du Centre d'information de la police canadienne. Il améliore et appuie les services provinciaux de renseignements, administre les nominations provinciales, recommande des processus efficaces de sélection et de recrutement, se charge de la réglementation et fait observer la loi en matière d'enquêtes et de sécurité privées.

* Y Compris le Mandats spéciaux de 64 000 000 \$

‡ Y Compris le Mandats spéciaux de 2 000 \$

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ COMMUNAUTAIRE ET DES SERVICES CORRECTIONNELS
PROGRAMME DES SERVICES INTERNES DE LA POLICE – CRÉDIT 2603

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

	\$		\$	\$
FONCTIONNEMENT		Normes policières et services de soutien (Poste 3)		
Administration du programme (Poste 1)				
Traitements et salaires.....	840 800	Traitements et salaires.....	7 577 849	
Avantages sociaux.....	140 848	Avantages sociaux.....	977 806	
Transports et communications.....	66 822	Transports et communications.....	1 762 853	
Services.....	103 459	Services.....	10 119 318	
Fournitures et matériel.....	126 158	Fournitures et matériel.....	865 659	
	-----	Paiements de transfert		
	1 278 087	Programme de recrutement		
	-----	de 1 000 agents – partenariat pour		
		des collectivités plus sûres.....	42 115 771	
		Subventions pour les services		
		de police communautaire		
		et les programmes de		
		prévention du crime.....	30 596 450	
		Subventions pour les programmes		
		municipaux RIDE.....	1 171 980	
		Subventions diverses –		
		Services policiers.....	2 522 259	
		Subventions pour la création de		
		collectivités sûres et dynamiques....	579 744	
		Entente fédérale-provinciale		
		sur les services policiers		
		des Premières nations.....	26 993 366	
		Financement des enquêtes		
		municipales sur les crimes		
		haineux et l'extrémisme.....	250 000	
		Ontario Association of		
		Crime Stoppers.....	200 000	
		Subvention pour les enfants		
		d'agressions sexuelles et		
		d'actes pornographiques.....	1 798 752	
			-----	106 228 322

				127 531 807

		TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR		
		LE PROGRAMME DES SERVICES		
		INTERNES DE LA POLICE		146 437 500
				=====

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ COMMUNAUTAIRE ET DES SERVICES CORRECTIONNELS
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
2604				
FONCTIONNEMENT				POLICE PROVINCIALE DE L'ONTARIO
1	136 610 900	25 454 200	162 065 100	Services ministériels et stratégiques 157 986 415
2	5 334 400	342 800	5 677 200	Bureau du chef des préposés aux armes à feu..... 5 673 919
3	81 888 000	(730 400)	81 157 600	Enquêtes et crime organisé 80 977 736
4	506 104 100	27 857 400	533 961 500	Services régionaux et circulation 527 113 179
5	60 582 400	7 284 600	67 867 000	Gestion du parc automobile 67 798 871
L	1 000		1 000	Paielements en vertu de la <i>Loi sur</i> <i>les services policiers</i> 363 395
	* 790 520 800	60 208 600	850 729 400	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LA POLICE PROVINCIALE DE L'ONTARIO ... 839 913 515

Actifs

6	2 000		2 000	Police provinciale de l'Ontario 0
	‡ 2 000		2 000	TOTAL (ACTIFS) POUR LA POLICE PROVINCIALE DE L'ONTARIO..... 0

Description du programme :

Cette division assure l'application uniforme et impartiale de la loi et fournit, sur demande, une aide et des services à d'autres organismes chargés de l'application de la loi.

* Y Compris le Mandats spéciaux de 306 000 000 \$

‡ Y Compris le Mandats spéciaux de 2 000 \$

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ COMMUNAUTAIRE ET DES SERVICES CORRECTIONNELS

POLICE PROVINCIALE DE L'ONTARIO – CRÉDIT 2604

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
 Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

	\$		\$
FONCTIONNEMENT			
Services ministériels de stratégies (Poste 1)		Gestion du parc automobile (Poste 5)	
Traitements et salaires.....	81 472 564	Transports et communications.....	177 556
Avantages sociaux.....	9 730 657	Services.....	16 920 761
Transports et communications.....	13 719 841	Fournitures et matériel.....	51 804 011
Services.....	27 186 571		-----
Fournitures et matériel.....	27 649 126	Moins : Recouvrements.....	68 902 328
	-----		1 103 457
	159 758 759		-----
Moins : Recouvrements.....	1 772 344		67 798 871
	-----		-----
	157 986 415		

Bureau du chef des préposés aux armes à feu (Poste 2)		Crédits législatifs	
Traitements et salaires.....	2 704 071	Autres opérations	
Avantages sociaux.....	303 938	Paielements en vertu de la	
Transports et communications.....	141 571	Loi sur les services policiers.....	
Services.....	2 236 356		363 395
Fournitures et matériel.....	287 983		-----
	-----		363 395
	5 673 919		-----

Enquêtes et crime organisé (Poste 3)		TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LA	
Traitements et salaires.....	58 208 570	POLICE PROVINCIALE DE L'ONTARIO....	
Avantages sociaux.....	5 690 983		839 913 515
Transports et communications.....	4 492 251		=====
Services.....	8 274 010		
Fournitures et matériel.....	6 415 985		

	83 081 799		
Moins : Recouvrements.....	2 104 063		

	80 977 736		

Services régionaux et circulation (Poste 4)			
Traitements et salaires.....	453 325 821		
Avantages sociaux.....	55 881 172		
Transports et communications.....	6 051 330		
Services.....	7 445 382		
Fournitures et matériel.....	5 506 321		

	528 210 026		
Moins : Recouvrements.....	1 096 847		

	527 113 179		

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ COMMUNAUTAIRE ET DES SERVICES CORRECTIONNELS
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
2605				
FONCTIONNEMENT				PROGRAMME DES SERVICES CORRECTIONNELS
1	19 251 000	(2 772 400)	16 478 600	Administration du programme..... 16 476 719
2	6 358 000	181 200	6 539 200	Formation du personnel 6 512 908
3	555 604 100	19 455 800	575 059 900	Services en établissement 574 972 598
4	116 981 300	(10 210 700)	106 770 600	Services communautaires 106 761 802
				TOTAL (FONCTIONNEMENT)
				POUR LE PROGRAMME DES
				SERVICES CORRECTIONNELS 704 724 027
	* 698 194 400	6 653 900	704 848 300	
Actifs				
7	2 000		2 000	Services correctionnels 0
				TOTAL (ACTIFS) POUR LE PROGRAMME
				DES SERVICES CORRECTIONNELS 0
	‡ 2 000		2 000	
IMMOBILISATIONS				
6	16 900 000	(3 060 000)	13 840 000	Établissements correctionnels 13 837 272
				TOTAL (IMMOBILISATIONS)
				POUR LE PROGRAMME DES
				SERVICES CORRECTIONNELS 13 837 272
	† 16 900 000	(3 060 000)	13 840 000	

Description du programme:

Cette division fournit une vaste gamme de services de garde et de services communautaires aux contrevenants adultes et aux tribunaux, assure la protection et la sécurité de la population et encourage la réadaptation des contrevenants. Les principaux services offerts consistent à administrer les centres correctionnels, les centres de détention, les prisons, la surveillance en milieu communautaire (notamment la surveillance des contrevenants adultes sous probation et en liberté conditionnelle), les programmes éducatifs, la formation professionnelle et la préparation à la vie quotidienne et les services de counselling et de traitement pour contrevenants adultes.

* Y Compris le Mandats spéciaux de 221 000 000 \$

‡ Y Compris le Mandats spéciaux de 2 000 \$

† Y Compris le Mandats spéciaux de 7 625 000 \$

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

* Le recouvrement en trop des dépenses est attribuable à des écarts temporaires découlant des coûts de production engagés.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ COMMUNAUTAIRE ET DES SERVICES CORRECTIONNELS

PROGRAMME DES SERVICES CORRECTIONNELS – CRÉDIT 2605

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

	\$	
Services communautaires (Poste 4)		
Traitements et salaires.....	72 096 236	
Avantages sociaux.....	11 542 567	
Transports et communications.....	3 225 125	
Services	9 889 927	
Fournitures et matériel	3 039 007	
Paiements de transfert		
Services à la clientèle en résidences		
communautaires ou résidences externes	6 968 940	

	106 761 802	

TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR		
 LE PROGRAMME DES SERVICES		
 CORRECTIONNELS.....	704 724 027	
	=====	
 IMMOBILISATIONS		
Établissements correctionnels (Poste 6)		
Services	11 877 733	
Fournitures et matériel	1 959 539	

	13 837 272	

TOTAL (IMMOBILISATIONS) POUR		
 LE PROGRAMME DES SERVICES		
 CORRECTIONNELS.....	13 837 272	
	=====	

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ COMMUNAUTAIRE ET DES SERVICES CORRECTIONNELS
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
2606				
FONCTIONNEMENT				
				PROGRAMME DES SERVICES TECHNOLOGIQUES POUR LA JUSTICE
1	55 157 800	6 528 000	61 685 800	Services technologiques pour la justice 61 581 047
				TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DES SERVICES TECHNOLOGIQUES POUR LA JUSTICE 61 581 047
	55 157 800	6 528 000	61 685 800	
Actifs				
3	2 000		2 000	Services technologiques pour la justice 0
				TOTAL (ACTIFS) POUR LE PROGRAMME DES SERVICES TECHNOLOGIQUES POUR LA JUSTICE 0
	‡ 2 000		2 000	

Description du programme :

Le programme fournit des services et soutiens modernes, efficaces et efficients de technologie de l'information aux ministères du secteur de la justice et à leurs partenaires externes. Il s'efforce d'atteindre les buts du ministère en matière de justice et de sécurité publique par la réorganisation intégrée des activités; pour ce faire, il a recours à la technologie qui facilite l'accès du public aux services.

‡ Y Compris le Mandats spéciaux de 2 000 \$

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ COMMUNAUTAIRE ET DES SERVICES CORRECTIONNELS
PROGRAMME DES SERVICES TECHNOLOGIQUES POUR LA JUSTICE – CRÉDIT 2606

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

	§
FONCTIONNEMENT	
Services technologiques pour la justice (Poste 1)	
Traitements et salaires.....	19 621 839
Avantages sociaux.....	2 491 573
Transports et communications.....	9 068 369
Services	27 636 668
Fournitures et matériel	4 453 698

	63 272 147
Moins : Recouvrements	1 691 100

	61 581 047

TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR	
LE PROGRAMME DES SERVICES	
TECHNOLOGIQUES POUR LA JUSTICE.....	61 581 047
	=====

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ COMMUNAUTAIRE ET DES SERVICES CORRECTIONNELS
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
2607 FONCTIONNEMENT				PROGRAMME DES ORGANISMES, CONSEILS ET COMMISSIONS
1	5 079 000	(751 500)	4 327 500	Organismes, conseils et commissions.....
L	1 000		1 000	Audiences tenues en vertu de la <i>Loi sur les services policiers</i>
	* 5 080 000	(751 500)	4 328 500	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DES ORGANISMES, CONSEILS ET COMMISSIONS
				4 353 107
Actifs				
2	2 000		2 000	Organismes, conseils et commissions.....
	‡ 2 000		2 000	TOTAL (ACTIFS) POUR LE PROGRAMME DES ORGANISMES, CONSEILS ET COMMISSIONS
				0

Description du programme:

Ce programme assure le fonctionnement des organismes créés par la loi.

* Y Compris le Mandats spéciaux de 1 200 000 \$

‡ Y Compris le Mandats spéciaux de 2 000 \$

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

	\$	\$		\$
FONCTIONNEMENT			Crédits législatifs	
Organismes, conseils et commissions (Poste 1)				
Traitements et salaires.....	2 506 068		Autres opérations	
Avantages sociaux.....	278 413		Audiences tenues en vertu de la	
Transports et communications	504 651		Loi sur les services policiers.....	28 594
Services	911 819			-----
Fournitures et matériel	123 562			28 594
	-----			-----
	4 324 513		TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR	
	-----		LE PROGRAMME DES ORGANISMES,	
			CONSEILS ET COMMISSIONS	4 353 107
				=====
 <i>Commission ontarienne des libérations conditionnelles</i>				
<i>et des mises en liberté méritées</i>				
Traitements et salaires.....	1 225 974			
Avantages sociaux.....	145 214			
Transports et communications	380 301			
Services	668 654			
Fournitures et matériel	71 337			

	2 491 480			

 <i>Commission civile des services policiers de l'Ontario</i>				
Traitements et salaires.....	1 140 612			
Avantages sociaux.....	118 643			
Transports et communications	78 021			
Services	90 174			
Fournitures et matériel	47 485			

	1 474 935			

 <i>Commission d'arbitrage de la police de l'Ontario</i>				
Traitements et salaires.....	139 482			
Avantages sociaux.....	14 556			
Transports et communications	46 329			
Services	152 991			
Fournitures et matériel	4 740			

	358 098			

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ COMMUNAUTAIRE ET DES SERVICES CORRECTIONNELS
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
2608				
FONCTIONNEMENT				DIVISION DES PROGRAMMES DE SÉCURITÉ PUBLIQUE ET DES POLITIQUES
1	1 235 100	4 818 700	6 053 800	Bureau du sous-ministre adjoint 6 052 844
2	2 888 700	(379 100)	2 509 600	Politiques en matière de services correctionnels et de sécurité communautaire 2 508 426
3	24 878 600	881 000	25 759 600	Centre des sciences judiciaires..... 25 748 091
4	25 595 300	3 352 500	28 947 800	Bureau du coroner en chef 28 816 047
5	21 860 700	1 434 200	23 294 900	Bureau du commissaire des incendies..... 23 235 483
				TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LA DIVISION DES PROGRAMMES DE SÉCURITÉ PUBLIQUE ET DES POLITIQUES 86 360 891
	* 76 458 400	10 107 300	86 565 700	
	=====	=====	=====	=====
Actifs				
6	2 000		2 000	Division des programmes de sécurité publique et des politiques 0
				TOTAL (ACTIFS) POUR LA DIVISION DES PROGRAMMES DE SÉCURITÉ PUBLIQUE ET DES POLITIQUES 0
	‡ 2 000		2 000	
	=====	=====	=====	=====

Description du programme :

Cette division exécute, par l'entremise du Bureau du commissaire aux incendies, du Bureau du coroner en chef, du Centre des sciences judiciaires et des services du Bien-être des animaux, les programmes de sécurité publique chargés d'assurer la protection des citoyens, des biens et de la justice.

* Y Compris le Mandats spéciaux de 23 800 000 \$

‡ Y Compris le Mandats spéciaux de 2 000 \$

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ COMMUNAUTAIRE ET DES SERVICES CORRECTIONNELS

DIVISION DES PROGRAMMES DE SÉCURITÉ PUBLIQUE ET DES POLITIQUES – CRÉDIT 2608

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

	\$		\$
FONCTIONNEMENT			
Bureau du sous-ministre adjoint (Poste 1)		Bureau du commissaire des incendies (Poste 5)	
Traitements et salaires.....	348 689	Traitements et salaires.....	14 758 453
Avantages sociaux.....	34 429	Avantages sociaux.....	2 489 534
Transports et communications.....	22 276	Transports et communications.....	1 082 757
Services.....	35 196	Services.....	2 200 834
Fournitures et matériel.....	12 254	Fournitures et matériel.....	2 103 905
Paiements de transfert		Paiements de transfert	
Subventions pour la sécurité publique.....	5 600 000	Subventions pour la sécurité-incendie.....	600 000
	-----		-----
	6 052 844		23 235 483
	-----		-----
Politiques en matière de services correctionnels et de sécurité communautaire (Poste 2)		TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LA DIVISION DES PROGRAMMES DE SÉCURITÉ PUBLIQUE ET DES POLITIQUES	
Traitements et salaires.....	1 951 252		86 360 891
Avantages sociaux.....	248 787		=====
Transports et communications.....	61 803		
Services.....	198 328		
Fournitures et matériel.....	48 256		

	2 508 426		

Centre des sciences judiciaires (Poste 3)			
Traitements et salaires.....	17 024 907		
Avantages sociaux.....	2 601 154		
Transports et communications.....	816 152		
Services.....	1 636 321		
Fournitures et matériel.....	3 669 557		

	25 748 091		

Bureau du coroner en chef (Poste 4)			
Traitements et salaires.....	7 319 206		
Avantages sociaux.....	725 378		
Transports et communications.....	505 459		
Services.....	18 845 735		
Fournitures et matériel.....	350 269		
Paiements de transfert			
Grants for Forensic Services.....	1 070 000		

	28 816 047		

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ COMMUNAUTAIRE ET DES SERVICES CORRECTIONNELS
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
2609				
FONCTIONNEMENT				
				DIVISION DE LA GESTION DES SITUATIONS D'URGENCE
1	978 500	114 000	1 092 500	Bureau du commissaire à la gestion des situations d'urgence..... 1 051 840
2	8 547 800	(175 000)	8 372 800	Gestion des situations d'urgence Ontario 8 346 090
	* 9 526 300	(61 000)	9 465 300	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LA DIVISION DE LA GESTION DES SITUATIONS D'URGENCE 9 397 930
Actifs				
3	2 000		2 000	Division de la gestion des situations d'urgence 0
	‡ 2 000		2 000	TOTAL (ACTIFS) POUR LA DIVISION DE LA GESTION DES SITUATIONS D'URGENCE 0

Description du programme:

Cette division offre son leadership, encourage les partenariats et exécute des programmes et services axés sur la gestion des situations d'urgence et l'évaluation des risques. Elle s'attache à être un chef de file dans le domaine de la sécurité publique et à aider le gouvernement à atteindre sa priorité de créer des communautés plus fortes et plus sûres. La sécurité publique permet de sauver des vies, de protéger les biens, de promouvoir la sûreté et la justice et d'offrir une meilleure qualité de vie à la population de l'Ontario.

* Y Compris le Mandats spéciaux de 2 000 000 \$

‡ Y Compris le Mandats spéciaux de 2 000 \$

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ COMMUNAUTAIRE ET DES SERVICES CORRECTIONNELS

DIVISION DE LA GESTION DES SITUATIONS D'URGENCE – CRÉDIT 2609

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

	\$	
FONCTIONNEMENT		
Bureau du commissaire à la gestion des situations d'urgence (Poste 1)		
Traitements et salaires.....	851 468	
Avantages sociaux.....	62 029	
Transports et communications.....	81 578	
Services	5 782	
Fournitures et matériel	50 983	

	1 051 840	

Gestion des situations d'urgence Ontario (Poste 2)		
Traitements et salaires.....	4 781 247	
Avantages sociaux.....	605 364	
Transports et communications.....	502 465	
Services	1 907 970	
Fournitures et matériel	549 044	

	8 346 090	

TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LA DIVISION DE LA GESTION DES SITUATIONS D'URGENCE.....	9 397 930	
	=====	

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ COMMUNAUTAIRE ET DES SERVICES CORRECTIONNELS

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

	2008 \$	2007 \$
GOUVERNEMENT DU CANADA		
Entente sur la surveillance des immigrants	16 562 700	14 620 550
Entente de placement dans un établissement pénitencier	5 842 683	3 048 648
Contrôle des armes à feu	5 268 682	4 915 573
Entente relative aux services de biologie – SCF	2 277 953	2 277 953
Les services policiers des Premières nations	1 823 914	6 454 890
Recouvrements	1 335 562	0
Planification des mesures d'urgence pour les communautés autochtones	795 400	750 750
Programme conjoint de protection civile	78 523	358 150
Fiducie pour l'acquisition d'équipement diagnostique et médical	5 097	0
Divers	10 600 000	0
	<u>44 590 514</u>	<u>32 426 514</u>
REMBOURSEMENTS DE DÉPENSES		
Maintien de l'ordre dans les municipalités	188 682 017	173 979 187
Remaniement des services locaux	79 529 081	73 852 529
Coopérative d'automatisation des services de police provinciaux et municipaux de l'Ontario ...	2 407 511	2 348 819
Acquittement – Compte Bell	1 763 288	1 731 581
Ontario Hydro (au titre du programme nucléaire)	750 000	750 000
Casino Rama	200 000	200 000
Lieux de détention provisoire municipale	130	147
Remboursements de dépenses – Salaires	0	796
Autres	1 287 447	277 574
	<u>274 619 474</u>	<u>253 140 633</u>
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS		
Droits, permis et autorisations	18 770 265	17 709 502
Frais pour chèques refusés	6 509	945
	<u>18 776 774</u>	<u>17 710 447</u>
AMENDES ET PÉNALITÉS	<u>6</u>	<u>378</u>
VENTES ET LOCATIONS		
Les Industries Trilcor	430 788	507 927
Ventes et locations	211 805	264 403
	<u>642 593</u>	<u>772 330</u>
REDEVANCES		
Systèmes de sélection d'agents – Association des chefs de police de l'Ontario	668 416	366 593
	<u>668 416</u>	<u>366 593</u>
RECOUVREMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES	<u>5 198 158</u>	<u>9 964 349</u>
DIVERS		
Pénalités – intérêt	122 988	111 236
Autres	1 009 857	1 148 615
	<u>1 132 845</u>	<u>1 259 851</u>
TOTAL DES RECETTES DU MINISTÈRE	<u><u>345 628 780</u></u>	<u><u>315 641 095</u></u>

MINISTÈRE DES SERVICES À L'ENFANCE ET À LA JEUNESSE

EXERCICE 2007 – 2008

TABLE DES MATIÈRES

	PAGE
ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS	
SOMMAIRE.....	2-326
ADMINISTRATION DU MINISTÈRE.....	2-327
SERVICES À L'ENFANCE ET À LA JEUNESSE	2-329
INFRASTRUCTURE	2-332
DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L)	2-328
ÉTAT DES RECETTES	2-334

MINISTÈRE DES SERVICES À L'ENFANCE ET À LA JEUNESSE
ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

2006 – 2007 Dépenses réelles	PROGRAMMES	2007 – 2008	
		Crédits autorisés	Dépenses réelles
\$		\$	\$
FONCTIONNEMENT			
10 528 997	Administration du ministère	12 407 299	11 900 029
3 276 122 442	Services à l'enfance et à la jeunesse	3 735 021 300	3 728 437 440
3 286 651 439	TOTAL (FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE	* 3 747 428 599	3 740 337 469
* Y Compris le Mandats spéciaux de 1 041 541 400 \$			
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT			
1 343 537	Services à l'enfance et à la jeunesse	2 100 000	0
1 343 537	TOTAL (ACTIFS DE FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE	‡ 2 100 000	0
‡ Y Compris le Mandats spéciaux de 1 500 000 \$			
IMMOBILISATIONS			
52 195 804	Infrastructure	66 546 500	64 942 002
52 195 804	TOTAL (IMMOBILISATIONS) DU MINISTÈRE	† 66 546 500	64 942 002
† Y Compris le Mandats spéciaux de 11 595 000 \$			

MINISTÈRE DES SERVICES À L'ENFANCE ET À LA JEUNESSE

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
3701 FONCTIONNEMENT				PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE
1	12 744 800	(400 200)	12 344 600	Administration du ministère 11 845 362
L	46 858		46 858	Traitement versé au ministre en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> 47 841
L	15 841		15 841	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> 6 826
	* 12 807 499	(400 200)	12 407 299	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE ... 11 900 029

Description du programme :

Appuyer le mandat du ministère en matière de priorités stratégiques, de réorganisation et de prestation des programmes en offrant aux cadres, aux bureaux du ministère et au personnel sur le terrain le leadership et l'orientation stratégique nécessaires, des conseils en planification axée sur les résultats et des services d'aide administrative et opérationnelle. Son partenariat avec le ministère des Services sociaux et communautaires lui permet d'offrir ses services de façon efficace et efficiente.

* Y Compris le Mandats spéciaux de 5 508 700 \$

MINISTÈRE DES SERVICES À L'ENFANCE ET À LA JEUNESSE

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE – CRÉDIT 3701

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

	\$	\$		\$	\$
FONCTIONNEMENT					
Administration du ministère (Poste 1)			<i>Communications et marketing</i>		
Traitements et salaires.....	7 184 638		Traitements et salaires.....	1 175 019	
Avantages sociaux.....	950 138		Avantages sociaux	187 833	
Transports et communications.....	329 800		Transports et communications.....	36 701	
Services	3 246 522		Services	252 806	
Fournitures et matériel	134 264		Fournitures et matériel	13 776	
	-----			-----	1 666 135
	11 845 362				-----
	-----		<i>Ressources humaines</i>		
<i>Bureau de la direction (Bureau du ministre, Bureau du sous-ministre)</i>			Traitements et salaires.....	1 668 079	
Traitements et salaires.....	1 356 413		Avantages sociaux	227 132	
Avantages sociaux.....	218 335		Transports et communications.....	44 560	
Transports et communications.....	102 777		Services	11 900	
Services	114 032		Fournitures et matériel	10 391	
Fournitures et matériel	20 883			-----	1 962 062
	-----	1 812 440			-----
		-----	<i>Services de vérification</i>		
<i>Services opérationnels</i>			Services	371 497	
Traitements et salaires.....	2 878 539			-----	371 497
Avantages sociaux.....	306 363				-----
Transports et communications.....	109 259		<i>Crédits législatifs</i>		
Services	297 125		Traitement versé au ministre en vertu		
Fournitures et matériel	54 875		de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>		47 841
	-----	3 646 161	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en		
		-----	vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>		6 826
<i>Services juridiques</i>					-----
Traitements et salaires.....	106 588				54 667
Avantages sociaux.....	10 475		TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR		
Transports et communications.....	36 503		L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE		11 900 029
Services	2 199 162				=====
Fournitures et matériel	34 339				
	-----	2 387 067			

MINISTÈRE DES SERVICES À L'ENFANCE ET À LA JEUNESSE

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
3702 FONCTIONNEMENT				
				PROGRAMME DES SERVICES À L'ENFANCE ET À LA JEUNESSE
3	1 029 183 800	84 800 000	1 113 983 800	Meilleur départ 1 108 424 630
7	2 156 878 200	37 478 300	2 194 356 500	Enfants et jeunes à risque..... 2 193 458 301
5	229 635 800	10 545 200	240 181 000	Services spécialisés..... 240 054 509
8	195 000 000	(8 500 000)	186 500 000	Prestation ontarienne pour enfants 186 500 000
	* 3 610 697 800	124 323 500	3 735 021 300	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DES SERVICES À L'ENFANCE ET À LA JEUNESSE..... 3 728 437 440
	=====	=====	=====	=====
Actifs				
6	2 100 000		2 100 000	Services à l'enfance et à la jeunesse 0
	‡ 2 100 000		2 100 000	TOTAL (ACTIFS) POUR LE PROGRAMME DES SERVICES À L'ENFANCE ET À LA JEUNESSE..... 0
	=====	=====	=====	=====

Description du programme:

Les programmes offerts par les Services à l'enfance et à la jeunesse répondant à la stratégie de renouvellement du ministère comprennent le programme Meilleur départ, le programme des enfants et jeunes à risque, les Services spécialisés et le programme des prestations ontariennes pour enfants. Le programme Meilleur départ englobe les services de garde d'enfants, le programme Bébés en santé, enfants en santé, et les programmes d'aide communautaire au développement de la petite enfance. Le programme des enfants et jeunes à risque comprend la protection de l'enfance, la santé mentale des enfants et des jeunes, les services pour les jeunes des collectivités insuffisamment desservies (y compris les services d'emploi et de liaison), ainsi que les services de justice pour les jeunes qui sont en conflit avec la loi ou risquent de le devenir. Les services spécialisés regroupent les services aux enfants autistes, les services de réadaptation pour enfants ainsi que les programmes de services de relève accrus et hors domicile. La Prestation ontarienne pour enfants est une aide financière accordée en fonction du revenu à l'intention des enfants de moins de 18 ans des familles à revenu faible ou modéré.

* Y Compris le Mandats spéciaux de 1 036 032 700 \$

‡ Y Compris le Mandats spéciaux de 1 500 000 \$

MINISTÈRE DES SERVICES À L'ENFANCE ET À LA JEUNESSE
PROGRAMME DES SERVICES À L'ENFANCE ET À LA JEUNESSE – CRÉDIT 3702
Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

	\$	\$		\$	\$
FONCTIONNEMENT			<i>Services de protection de l'enfance</i>		
Meilleur départ (Poste 3)			Traitements et salaires.....	10 533 686	
Traitements et salaires.....	13 182 290		Avantages sociaux	1 680 027	
Avantages sociaux.....	2 277 192		Transports et communications.....	1 615 556	
Transports et communications.....	1 217 284		Services	3 200 799	
Services	6 184 928		Fournitures et matériel	304 723	
Fournitures et matériel	408 865		Paiements de transfert		
Paiements de transfert			Services de protection		
Services de garde d'enfants			de l'enfance	1 330 384 978	
et apprentissage des			Fonds des renouvellement des		
jeunes enfants.....	834 249 839		services de protection		
Bébés en santé, enfants en santé.....	85 427 929		de l'enfance.....	34 270 203	
Soutien communautaire				1 364 655 181	
pour le développement					1 381 989 972
de la petite enfance.....	165 476 303				
	-----	1 085 154 071			
		-----	<i>Santé mentale des enfants et des jeunes</i>		
		1 108 424 630	Traitements et salaires.....	43 907 016	
		-----	Avantages sociaux	7 460 930	
Enfants et jeunes à risque (Poste 7)			Transports et communications.....	1 053 234	
Traitements et salaires.....	145 143 256		Services	12 755 288	
Avantages sociaux.....	22 958 201		Fournitures et matériel	2 521 644	
Transports et communications.....	6 552 037		Paiements de transfert		
Services	42 679 297		Santé mentale des enfants		
Fournitures et matériel	9 707 002		et des jeunes	435 668 740	
Paiements de transfert			Santé mentale des enfants		
Services de protection			et des jeunes – Paiements		
de l'enfance	1 330 384 978		tenant lieu d'impôt		
Fonds de renouvellement			aux municipalités...	8 550	
des services de				435 677 290	
protection de l'enfance.....	34 270 203				503 375 402
Santé mentale des					-----
enfants et des jeunes.....	435 668 740		<i>Services de justice pour la jeunesse</i>		
Santé mentale des enfants et des			Traitements et salaires.....	90 702 554	
jeunes – Paiements tenant lieu			Avantages sociaux	13 817 244	
d'impôts aux municipalités.....	8 550		Transports et communications.....	3 883 247	
Services de justice			Services	26 723 210	
pour la jeunesse.....	166 062 224		Fournitures et matériel	6 880 635	
Services de justice pour la jeunesse –			Paiements de transfert		
Paiements tenant lieu			Services de justice		
d'impôt aux municipalités.....	23 813		pour la jeunesse.....	166 062 224	
	-----	1 966 418 508	Services de justice pour		
		-----	la jeunesse – Paiements		
		2 193 458 301	tenant lieu d'impôt aux		
		-----	municipalités.....	23 813	
				166 086 037	
				-----	308 092 927

MINISTÈRE DES SERVICES À L'ENFANCE ET À LA JEUNESSE
PROGRAMME DES SERVICES À L'ENFANCE ET À LA JEUNESSE – CRÉDIT 3702

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

	\$	\$
Services spécialisés (Poste 5)		
Traitements et salaires.....		2 899 925
Avantages sociaux.....		625 211
Transports et communications.....		156 116
Services		805 978
Fournitures et matériel		5 321
Paiements de transfert		
Services de traitement et de		
réadaptation pour enfants.....	99 066 567	
Autisme	136 495 391	
	-----	235 561 958

		240 054 509

<i>Services de traitement et de réadaptation pour enfants</i>		
Paiements de transfert		
Services de traitement et de		
réadaptation pour enfants.....	99 066 567	
	-----	99 066 567

<i>Autisme</i>		
Traitements et salaires.....	2 899 925	
Avantages sociaux.....	625 211	
Transports et communications.....	156 116	
Services	805 978	
Fournitures et matériel	5 321	
Paiements de transfert		
Autisme	136 495 391	
	-----	140 987 942

Prestation ontarienne pour enfants (Poste 8)		
Paiements de transfert		
Prestation ontarienne pour enfants.....		186 500 000

		186 500 000

TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR		
 LE PROGRAMME DES SERVICES À		
 L'ENFANCE ET À LA JEUNESSE	3 728 437 440	
	=====	

MINISTÈRE DES SERVICES À L'ENFANCE ET À LA JEUNESSE

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
3703				
IMMOBILISATIONS				PROGRAMME D'INFRASTRUCTURE
1	19 565 500	46 981 000	66 546 500	Services à l'enfance et à la jeunesse – Immobilisations 64 942 002
	<u>† 19 565 500</u>	<u>46 981 000</u>	<u>66 546 500</u>	TOTAL (IMMOBILISATIONS) POUR LE PROGRAMME D'INFRASTRUCTURE 64 942 002

Description du programme :

Le financement de l'infrastructure est destiné aux organismes à but non lucratif bénéficiant de paiements de transfert pour l'acquisition, la construction, la rénovation et la remise à neuf des immobilisations afin de faciliter la prestation des programmes du ministère et de permettre à ce dernier de mener à bien ses stratégies de réorganisation et d'atteindre ses objectifs de rendement.

† Y Compris le Mandats spéciaux de 11 595 000 \$

MINISTÈRE DES SERVICES À L'ENFANCE ET À LA JEUNESSE

PROGRAMME D'INFRASTRUCTURE – CRÉDIT 3703

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

	\$	\$
IMMOBILISATIONS		
Services à l'enfance et à la jeunesse – Immobilisations (Poste 1)		
Paiements de transfert		
Renouvellement des installations des partenaires	10 512 696	
Subventions d'immobilisations.....	11 896 226	
Meilleur départ - immobilisations.....	2 109 497	
	-----	24 518 419
Autres opérations		
Investissements dans les immobilisations		40 423 583

		64 942 002

TOTAL (IMMOBILISATIONS) POUR LE PROGRAMME D'INFRASTRUCTURE		64 942 002
		=====

MINISTÈRE DES SERVICES À L'ENFANCE ET À LA JEUNESSE

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

	2008 \$	2007 \$
GOUVERNEMENT DU CANADA		
Accord sur les services d'aide sociale aux Indiens	108 090 132	104 879 260
<i>Loi sur le système de justice pénale pour les adolescents</i>	63 800 000	63 800 000
Langue française	25 000	60 000
Autres	1 503 579	732 375
	<u>173 418 711</u>	<u>169 471 635</u>
 REMBOURSEMENTS DE DÉPENSES	 0	 754
	<u> </u>	<u> </u>
 DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS		
Permis – Garderies	54 420	60 259
Adoption internationale	32 400	34 200
Maison pour groupe d'enfants	16 900	15 600
Droits d'adoption	5 538	8 984
Autres	96	104
	<u>109 354</u>	<u>119 147</u>
	<u> </u>	<u> </u>
 VENTES ET LOCATIONS		
Autres ventes générales	8 125	638
	<u>8 125</u>	<u>638</u>
	<u> </u>	<u> </u>
 RECOUVREMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES		
Subventions de fonctionnement	16 008 136	13 956 917
Subventions d'immobilisations	334 361	185 897
Subventions	130 877	2 223
	<u>16 473 374</u>	<u>14 145 037</u>
	<u> </u>	<u> </u>
 DIVERS		
Intérêts bancaires – non précisés	9 878	3 417
Indemnités de service judiciaire et de témoin – non précisés	311	189
Autres	3 317	2 705
	<u>13 506</u>	<u>6 311</u>
	<u> </u>	<u> </u>
 TOTAL DES RECETTES DU MINISTÈRE	 <u><u>190 023 070</u></u>	 <u><u>183 743 522</u></u>

MINISTÈRE DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX

EXERCICE 2007 – 2008

TABLE DES MATIÈRES

	PAGE
ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS	
SOMMAIRE.....	2-336
ADMINISTRATION DU MINISTÈRE.....	2-337
AVANTAGES SOCIAUX ET PRESTATIONS DE RETRAITE (PART PRISE EN CHARGE PAR L'EMPLOYEUR).....	2-340
DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES	2-342
CENTRE DU LEADERSHIP ET DE L'APPRENTISSAGE	2-344
MODERNISATION	2-346
PRESTATION DES SERVICES.....	2-348
PROTECTION DU CONSOMMATEUR ET SÉCURITÉ PUBLIQUE/NORMES COMMERCIALES ET ORGANISMES	2-352
DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L)	2-339, 2-350, 2-351, 2-353
ÉTAT DES RECETTES	2-354

MINISTÈRE DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX
ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

2006 – 2007 Dépenses réelles	PROGRAMMES	2007 – 2008	
		Crédits autorisés	Dépenses réelles
\$		\$	\$
FONCTIONNEMENT			
42 144 902	Administration du ministère	44 382 499	42 510 350
807 787 403	Avantages sociaux et prestations de retraite (part prise en charge par l'employeur)	763 090 900	763 089 903
31 964 829	Direction des ressources humaines	37 553 200	35 038 397
29 866 522	Centre du leadership et de l'apprentissage	29 714 000	29 706 255
10 848 944	Modernisation	10 777 300	10 633 735
515 226 720	Prestation des services	509 817 500	502 185 000
52 756 408	Protection du consommateur et sécurité publique/Normes commerciales et organismes	52 379 800	51 834 104
1 490 595 728	TOTAL (FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE	* 1 447 715 199	1 434 997 744

* Y Compris le Mandats spéciaux de 441 424 700 \$

ACTIFS DE FONCTIONNEMENT

10 974 319	Prestation des services	11 001 000	10 983 831
10 974 319	TOTAL (ACTIFS DE FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE	‡ 11 001 000	10 983 831

‡ Y Compris le Mandats spéciaux de 9 967 100 \$

IMMOBILISATIONS

9 174 327	Administration du ministère	1 900 000	1 890 432
171 024	Direction des ressources humaines	615 100	125 537
6 666 088	Prestation des services	19 686 500	19 295 183
16 011 439	TOTAL (IMMOBILISATIONS) DU MINISTÈRE	† 22 201 600	21 311 152

† Y Compris le Mandats spéciaux de 9 148 600 \$

MINISTÈRE DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
1801 FONCTIONNEMENT				PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE
1	46 912 600	(2 593 800)	44 318 800	Administration du ministère 42 426 636
L	1 000		1 000	Créances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i> 19 700
L	46 858		46 858	Traitement versé au ministre en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> 47 841
L	15 841		15 841	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> 16 173
	<u>* 46 976 299</u>	<u>(2 593 800)</u>	<u>44 382 499</u>	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE ... 42 510 350
IMMOBILISATIONS				
4	1 900 000		1 900 000	Projet de gestion des locaux..... 1 890 432
	<u>† 1 900 000</u>		<u>1 900 000</u>	TOTAL (IMMOBILISATIONS) POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE ... 1 890 432

Description du programme:

Le programme d'administration du ministère assure les services administratifs et de soutien qui aident le ministère à réaliser les priorités du gouvernement en matière de résultats et de finances. Ses fonctions comprennent la gestion financière, les ressources humaines, la gestion des locaux et des installations, l'information et la technologie de l'information (ITI), les services juridiques, les communications, la planification et la surveillance des résultats pour aider les programmes du ministère à atteindre leurs objectifs opérationnels.

* Y Compris le Mandats spéciaux de 2 882 000 \$

† Y Compris le Mandats spéciaux de 633 400 \$

MINISTÈRE DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX
PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE – CRÉDIT 1801

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

	\$	\$		\$	\$
FONCTIONNEMENT					
Administration du ministère (Poste 1)			<i>Services de vérification</i>		
Traitements et salaires.....	33 219 629		Services	1 132 802	1 132 802
Avantages sociaux.....	4 287 101			-----	-----
Transports et communications.....	1 013 005				
Services	84 305 875		<i>Groupement de la prestation</i>		
Fournitures et matériel	3 040 347		<i>des services gouvernementaux</i>		

	125 865 957		Traitements et salaires.....	19 461 313	
Moins : Recouvrements	83 439 321		Avantages sociaux	2 332 680	
	-----		Transports et communications.....	459 918	
	42 426 636		Services	69 441 183	
	-----		Fournitures et matériel	2 348 831	
<i>Bureau principal</i>				94 043 925	
Traitements et salaires.....	1 778 402		Moins : Recouvrements	82 477 721	11 566 204
Avantages sociaux.....	181 231			-----	-----
Transports et communications.....	78 992				
Services	202 214				
Fournitures et matériel	71 766				
	-----	2 312 605			

<i>Services financiers et administratifs</i>			<i>Services de communication</i>		
Traitements et salaires.....	5 508 574		Traitements et salaires.....	2 843 056	
Avantages sociaux.....	637 684		Avantages sociaux	361 911	
Transports et communications.....	86 601		Transports et communications.....	86 981	
Services	1 399 197		Services	1 548 346	
Fournitures et matériel	202 589		Fournitures et matériel	114 825	
	-----			-----	
	7 834 645				4 955 119
Moins : Recouvrements	185 200				-----
	-----	7 649 445			

<i>Services juridiques</i>			<i>Ressources humaines</i>		
Traitements et salaires.....	314 078		Traitements et salaires.....	3 314 206	
Avantages sociaux.....	275		Avantages sociaux	773 320	
Transports et communications.....	215 229		Transports et communications.....	85 284	
Services	10 258 071		Services	324 062	
Fournitures et matériel	187 563		Fournitures et matériel	114 773	
	-----			-----	
	10 975 216			4 611 645	
Moins : Recouvrements	200 800		Moins : Recouvrements	575 600	4 036 045
	-----	10 774 416		-----	-----

MINISTÈRE DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX
PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE – CRÉDIT 1801

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

	\$	
Crédits législatifs		
Autres opérations		
Créances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i>	19 700	

	19 700	

Crédits législatifs		
Traitement versé au ministre en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	47 841	
Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	16 173	

	64 014	

TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE	42 510 350	
	=====	
IMMOBILISATIONS		
Projet de gestion des locaux (Poste 4)		
Transports et communications	119 561	
Services	1 761 531	
Fournitures et matériel	9 340	

	1 890 432	

TOTAL (IMMOBILISATIONS) POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE	1 890 432	
	=====	

MINISTÈRE DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
1807				
FONCTIONNEMENT				
				PROGRAMME DES AVANTAGES SOCIAUX ET PRESTATIONS DE RETRAITE (PART PRISE EN CHARGE PAR L'EMPLOYEUR)
1	758 307 000	4 783 900	763 090 900	Avantages sociaux et prestations de retraite (part prise en charge par l'employeur) 763 089 903
				TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DES AVANTAGES SOCIAUX ET PRESTATIONS DE RETRAITE (PART PRISE EN CHARGE PAR L'EMPLOYEUR) 763 089 903
	* 758 307 000	** 4 783 900	763 090 900	

Description du programme :

Le programme des avantages sociaux et prestations de retraite (la part des avantages sociaux reliée à la paie des fonctionnaires qui est prise en charge par la province) relève du ministère des Services gouvernementaux. Il est administré par les Services communs de l'Ontario pour le compte de la Division de la gestion des ressources humaines et des politiques générales et contribue à faire de la fonction publique de l'Ontario un « lieu de travail de choix ».

* Y Compris le Mandats spéciaux de 252 769 000 \$

** Inclut une ordonnance de 4 783 900 \$ rendue par le Conseil du Trésor après la fin de l'exercice, autorisée par le Conseil du Trésor le 19 août 2008 et appliquée rétroactivement à l'exercice 2007-2008.

MINISTÈRE DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX
PROGRAMME DES AVANTAGES SOCIAUX ET PRESTATIONS DE RETRAITE
(PART PRISE EN CHARGE PAR L'EMPLOYEUR) – CRÉDIT 1807

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

	\$	\$
FONCTIONNEMENT		
Avantages sociaux et prestations de retraite (part prise en charge par l'employeur) (Poste 1)		
Avantages sociaux		
Indemnités légales de cessation d'emploi.....	78 811 750	
Absences et congés rémunérés....	15 335 658	
Indemnisation des travailleurs (CSPAAT)*	(8 043 806)	
Comptes des avantages sociaux supplémentaires des fonctionnaires	33 064 588	
Régime de retraite du Syndicat des employés de la fonction publique de l'Ontario	67 534 164	
Régime de retraite des fonctionnaires	70 014 564	
Fonds de prestations des juges provinciaux.....	50 073 262	
Régime de pensions du Canada ...	140 206 037	
Assurance-emploi.....	61 412 845	
Assurance-vie collective	13 489 365	
Protection du revenu à long terme	99 576 028	
Impôt-santé des employeurs	93 450 507	
Régime d'assurance complémentaire maladie et hospitalisation	126 190 749	
Régime de soins dentaires.....	55 101 729	
Prestations aux employés retraités	399 310 393	
Autres avantages sociaux	26 785 637	
	-----	1 322 313 470

		1 322 313 470
Moins : Recouvrements		559 223 567

		763 089 903

TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DES AVANTAGES SOCIAUX ET PRESTATIONS DE RETRAITE (PART PRISE EN CHARGE PAR L'EMPLOYEUR)		763 089 903
		=====

* Le crédit est attribuable au rajustement en fin d'exercice qui correspond à la nouvelle évaluation actuarielle sur trois ans de la Commission de la sécurité professionnelle et de l'assurance contre les accidents du travail et qui révèle une augmentation inférieure aux prévisions de la dette non provisionnée par rapport aux projections antérieures.

MINISTÈRE DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
1808				
FONCTIONNEMENT				DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES
3	14 921 000	118 900	15 039 900	Gestion des ressources humaines et politiques générales..... 14 663 681
4	8 279 400	(948 900)	7 330 500	Services relatifs aux ressources humaines 6 998 839
5	4 986 100	(23 900)	4 962 200	Relations de travail 4 961 523
6	16 437 900	(6 217 300)	10 220 600	Gestion des situations d'urgence et de la sécurité..... 8 414 354
	* 44 624 400	(7 071 200)	37 553 200	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DE LA DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES 35 038 397
IMMOBILISATIONS				
7	6 915 100	(6 300 000)	615 100	Gestion des situations d'urgence et de la sécurité..... 125 537
	† 6 915 100	(6 300 000)	615 100	TOTAL (IMMOBILISATIONS) POUR LE PROGRAMME DE LA DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES..... 125 537

Description du programme:

La Direction des ressources humaines est chargée d'engager et de retenir l'effectif nécessaire pour offrir des services publics modernes et efficaces et contribuer à la réalisation des priorités du gouvernement. Pour y parvenir, elle fournit des services intégrés de RH à l'appui des objectifs opérationnels et élabore et met en œuvre les politiques et stratégies de RH qui font de la FPO un « lieu de travail de choix ». La Direction coordonne aussi les services de sécurité interne et la planification et la gestion des situations d'urgence pour le compte de la FPO.

* Y Compris le Mandats spéciaux de 14 874 900 \$

† Y Compris le Mandats spéciaux de 2 305 100 \$

MINISTÈRE DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX
PROGRAMME DE LA DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES – CRÉDIT 1808

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

	\$		\$
FONCTIONNEMENT		Gestion des situations d'urgence et de la sécurité (Poste 6)	
Gestion des ressources humaines et politiques générales (Poste 3)			
Traitements et salaires.....	8 252 348	Traitements et salaires.....	2 322 475
Avantages sociaux.....	1 093 493	Avantages sociaux.....	298 562
Transports et communications.....	139 010	Transports et communications.....	78 582
Services.....	4 966 635	Services.....	5 487 905
Fournitures et matériel.....	212 195	Fournitures et matériel.....	226 830
	-----		-----
	14 663 681		8 414 354
	-----		-----
		TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE	
		PROGRAMME DE LA DIRECTION DES	
		RESSOURCES HUMAINES.....	35 038 397
			=====
Services relatifs aux ressources humaines (Poste 4)			
Traitements et salaires.....	3 540 687		
Avantages sociaux.....	422 858		
Transports et communications.....	191 283		
Services.....	6 170 483		
Fournitures et matériel.....	94 848		
Autres opérations			
Autre.....	1 288 263		

	11 708 422		
Moins : Recouvrements.....	4 709 583		

	6 998 839		

		IMMOBILISATIONS	
Relations de travail (Poste 5)		Gestion des situations d'urgence et de la sécurité (Poste 7)	
Traitements et salaires.....	2 414 801		
Avantages sociaux.....	266 208		
Transports et communications.....	63 613		
Services.....	3 260 661		
Fournitures et matériel.....	113 602		

	6 118 885		
Moins : Recouvrements.....	1 157 362		

	4 961 523		

		TOTAL (IMMOBILISATIONS) POUR LE	
		PROGRAMME DE LA DIRECTION DES	
		RESSOURCES HUMAINES.....	125 537
			=====

MINISTÈRE DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés				Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total		
	\$	\$	\$		\$
1809 FONCTIONNEMENT				CENTRE DU LEADERSHIP ET DE L'APPRENTISSAGE	
1	31 006 900	(1 292 900)	29 714 000	Leadership et apprentissage	29 706 255
				TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE CENTRE DU LEADERSHIP ET DE L'APPRENTISSAGE.....	29 706 255
	* 31 006 900	(1 292 900)	29 714 000		

Description du programme :

Le Centre du leadership et de l'apprentissage est chargé d'instaurer, à l'échelle du gouvernement, une culture de leadership et de gestion et d'optimiser la revitalisation, le dynamisme et l'innovation au sein de l'effectif. Il aide aussi à faire de la fonction publique de l'Ontario un « lieu de travail de choix ». Ses principales activités consistent à soutenir les services aux cadres en élaborant un programme de gestion du talent, à mettre en place une stratégie de formation et des activités de formation et de perfectionnement, à encourager le leadership dans les organismes, conseils et commissions et à concevoir et mettre en œuvre une stratégie à l'intention des jeunes et des nouveaux professionnels.

* Y Compris le Mandats spéciaux de 10 335 800 \$

MINISTÈRE DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX
CENTRE DU LEADERSHIP ET DE L'APPRENTISSAGE – CRÉDIT 1809

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

	\$
FONCTIONNEMENT	
Leadership et apprentissage (Poste 1)	
Traitements et salaires.....	12 825 517
Avantages sociaux.....	1 694 700
Transports et communications.....	376 626
Services	5 882 385
Fournitures et matériel	377 426
Paiements de transfert	
Subventions pour l'Institut	
d'administration	
publique du Canada.....	66 500
Autre opérations	
Emplois d'été	8 483 101

	29 706 255

TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR	
LE CENTRE DU LEADERSHIP ET	
DE L'APPRENTISSAGE	29 706 255
	=====

MINISTÈRE DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés				Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total		
	\$	\$	\$		\$
1810				PROGRAMME DE MODERNISATION	
FONCTIONNEMENT					
1	13 128 700	(2 351 400)	10 777 300	Modernisation.....	10 633 735
	* 13 128 700	(2 351 400)	10 777 300	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE	
				PROGRAMME DE MODERNISATION	10 633 735

Description du programme:

Le programme de modernisation repose sur la Division de la modernisation et le Bureau de gestion du programme de modernisation et vise à renouveler et à améliorer les services que le gouvernement offre à la population. La Division de la modernisation est chargée de doter la fonction publique de l'Ontario (FPO) des capacités nécessaires pour effectuer et alimenter le changement transformationnel et atteindre les objectifs de modernisation. Le Bureau de gestion du programme de modernisation assure la surveillance stratégique et rend compte des résultats atteints dans quatre projets de modernisation de la fonction publique, et il dirige la Stratégie de la FPO pour le leadership en matière d'accessibilité.

* Y Compris le Mandats spéciaux de 4 376 300 \$

MINISTÈRE DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX

PROGRAMME DE MODERNISATION – CRÉDIT 1810

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

S	
FONCTIONNEMENT	
Modernisation (Poste 1)	
Traitements et salaires	4 843 346
Avantages sociaux	516 419
Transports et communications	159 407
Services	4 926 476
Fournitures et matériel	188 087

	10 633 735

TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE	
PROGRAMME DE MODERNISATION	10 633 735
	=====

MINISTÈRE DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés				Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total		
	\$	\$	\$		\$
1811				PROGRAMME DE PRESTATION	
FONCTIONNEMENT				DES SERVICES	
1	44 234 300	28 255 200	72 489 500	Soutien à l'infrastructure de la technologie de l'information/Prestation des services	72 190 691
4	48 784 300	(673 300)	48 111 000	Cyber Ontario	47 981 826
5	159 465 700	2 834 800	162 300 500	Services communs de l'Ontario	160 885 834
7	15 104 600	2 899 500	18 004 100	Archives publiques de l'Ontario	17 999 983
9	114 267 000	80 828 400	195 095 400	ServiceOntario et Services d'enregistrement	193 690 029
L	8 500 000		8 500 000	Paiements versés à des agences de recouvrement du secteur privé en vertu de la <i>Loi sur l'administration financière</i>	6 602 237
L	15 000		15 000	Contribution de la Couronne au Régime de retraite de juges, <i>Loi sur</i> <i>l'enregistrement des actes</i>	0
L	5 001 000		5 001 000	Demandes d'indemnisation adressées à la Caisse d'assurance des droits immobiliers, <i>Loi sur</i> <i>l'enregistrement des droits immobiliers</i>	2 700 000
L	301 000		301 000	Créances irrécouvrables, <i>Loi sur</i> <i>l'administration financière</i>	134 400
				TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR	
	* 395 672 900	114 144 600	509 817 500	LE PROGRAMME DE PRESTATION	
				DES SERVICES	502 185 000
Actifs					
2	11 000 000		11 000 000	Soutien à l'infrastructure de la technologie de l'information/Prestation des services	10 983 831
6	1 000		1 000	Services opérationnels	0
				TOTAL (ACTIFS) POUR LE PROGRAMME	
	‡ 11 001 000		11 001 000	DE PRESTATION DES SERVICES	10 983 831

* Y Compris le Mandats spéciaux de 139 064 300 \$

‡ Y Compris le Mandats spéciaux de 9 967 100 \$

MINISTÈRE DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés				Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total		
	\$	\$	\$		\$
1811				PROGRAMME DE PRESTATION	
IMMOBILISATIONS				DES SERVICES	
3	12 700 000	(100 000)	12 600 000	Information et technologie de l'information	12 572 683
8	830 000		830 000	Archives publiques de l'Ontario	593 555
10	5 100 000	1 156 500	6 256 500	ServiceOntario	6 128 945
				TOTAL (IMMOBILISATIONS) POUR	
				LE PROGRAMME DE PRESTATION	
				DES SERVICES.....	19 295 183
	† 18 630 000	1 056 500	19 686 500		

Description du programme :

Le programme de prestation des services est chargé d'améliorer la prestation des services internes et externes du gouvernement afin de répondre aux besoins des Ontariens et des Ontariennes et de la fonction publique de l'Ontario (FPO). Tous les programmes de prestation des services s'attachent à optimiser et améliorer les services gouvernementaux.

ServiceOntario joue un rôle de premier plan en tant qu'agent de prestation et intégrateur de services pour l'information et les opérations gouvernementales courantes, dans tous les programmes et ministères, par des voies multiples, pour les particuliers et les entreprises. En fournissant dans toute la province un accès à guichet unique à l'information et aux services gouvernementaux - en personne, par Internet, depuis un kiosque ou par téléphone -, ServiceOntario deviendra le spécialiste gouvernemental de la prestation directe de services au public et facilitera l'accès par la population à l'information et aux services au moment, à l'endroit et de la manière désirés. Les Archives publiques de l'Ontario encouragent le public à consulter le patrimoine documentaire de l'Ontario, soutiennent la gestion responsable de la collection d'œuvres d'art du gouvernement de l'Ontario et dirigent de manière générale la gestion et la préservation des archives publiques. Le Bureau du directeur général de l'Information pour la fonction publique offre son leadership transformationnel afin d'optimiser l'information et la technologie de l'information au sein du gouvernement, y compris pour les politiques et la mise en œuvre de l'infrastructure commune, la gouvernance et la responsabilité ainsi que la prestation des services communs à l'échelle de la FPO, tels que le traitement informatique et les installations de réseaux. Les Services communs de l'Ontario fournissent à l'échelle du gouvernement des services de soutien aux employés et aux programmes de la FPO, notamment le traitement des opérations financières et les recouvrements, la gestion de la chaîne d'approvisionnement, la gestion et le traitement de la paie et l'administration des avantages sociaux.

† Y Compris le Mandats spéciaux de 6 210 100 \$

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

	\$		\$	\$
FONCTIONNEMENT		Services opérationnels		
Soutien à l'infrastructure de la technologie de l'information/Prestation des services (Poste 1)		Traitements et salaires.....	72 755 519	
		Avantages sociaux	11 266 679	
		Transports et communications	6 672 750	
		Services	80 865 963	
		Fournitures et matériel	3 018 753	

			174 579 664	
		Moins : Recouvrements	25 045 891	
			-----	149 533 773

Traitements et salaires.....	82 682 930	Programme de responsabilité civile – dossiers généraux et circulation routière		
Avantages sociaux.....	10 438 567	Traitements et salaires.....	513 436	
Transports et communications	76 749 397	Avantages sociaux	60 164	
Services	142 666 130	Transports et communications.....	8 231	
Fournitures et matériel	29 681 582	Services	11 535 238	
	-----	Fournitures et matériel	5 621	
	342 218 606		-----	
Moins : Recouvrements	270 027 915		12 122 690	
	-----	Moins : Recouvrements	770 629	
	72 190 691		-----	11 352 061
	-----			-----
Cyber Ontario (Poste 4)		Crédits législatifs		
		Services		
Traitements et salaires.....	20 508 403	Paiements versés à des agences de recouvrement du secteur privé en vertu de la Loi sur l'administration financière.....		6 602 237
Avantages sociaux.....	2 307 664			-----
Transports et communications	426 108			6 602 237
Services	23 077 245			-----
Fournitures et matériel	1 662 406			

	47 981 826			

Services communs de l'Ontario (Poste 5)		Archives publiques de l'Ontario (Poste 7)		
		Traitements et salaires.....	6 804 611	
Traitements et salaires.....	73 268 955	Avantages sociaux	910 213	
Avantages sociaux.....	11 326 843	Transports et communications	337 444	
Transports et communications	6 680 981	Services	12 654 057	
Services	92 401 201	Fournitures et matériel	608 287	
Fournitures et matériel	3 024 374	Paiements de transfert		
	-----	Subventions à l'appui des Archives publiques de l'Ontario		45 700
	186 702 354			-----
Moins : Recouvrements	25 816 520			21 360 312
	-----	Moins : Recouvrements		3 360 329
	160 885 834			-----
	-----			17 999 983

MINISTÈRE DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX
PROGRAMME DE PRESTATION DES SERVICES – CRÉDIT 1811

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

\$		\$	
ServiceOntario et Services d'enregistrement (Poste 9)		Actifs	
		Soutien à l'infrastructure de la technologie de l'information/Prestation des services (Poste 2)	
Traitements et salaires.....	77 181 674	Dépôts et charges payées d'avance.....	10 983 831
Avantages sociaux.....	12 172 141		-----
Transports et communications.....	10 427 047		10 983 831
Services	93 630 075		-----
Fournitures et matériel	12 714 747	TOTAL (ACTIFS)	
Autre opérations	697	POUR LE PROGRAMME DE	
	-----	PRESTATION DES SERVICES	10 983 831
	206 126 381		=====
Moins : Recouvrements	12 436 352		

	193 690 029		

		IMMOBILISATIONS	
Crédits législatifs		Information et technologie de l'information (Poste 3)	
Autres opérations		Services	12 572 683
Demandes d'indemnisation			-----
adressées à la Caisse d'assurance			12 572 683
des droits immobiliers, <i>Loi sur</i>			-----
<i>l'enregistrement des</i>			
<i>droits immobiliers</i>	2 700 000		

	2 700 000		

Crédits législatifs		Archives publiques de l'Ontario (Poste 8)	
Autres opérations		Transports et communications.....	32
Créances irrécouvrables, <i>Loi sur</i>		Services	593 523
<i>l'administration financière</i>	134 400		-----
	-----		593 555
	134 400		-----

TOTAL (FONCTIONNEMENT)		ServiceOntario (Poste 10)	
POUR LE PROGRAMME DE		Transports et communications.....	80
PRESTATION DES SERVICES.....	502 185 000	Services	6 109 741
	=====	Fournitures et matériel	19 124

			6 128 945

		TOTAL (IMMOBILISATIONS)	
		POUR LE PROGRAMME DE	
		PRESTATION DES SERVICES	19 295 183
			=====

MINISTÈRE DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
1812 FONCTIONNEMENT				PROGRAMME DE LA PROTECTION DU CONSOMMATEUR ET SÉCURITÉ PUBLIQUE/ NORMES COMMERCIALES ET ORGANISMES
1	11 158 900	313 800	11 472 700	Politiques et protection du consommateur 11 427 896
2	1 819 200	430 900	2 250 100	Tribunal d'appel en matière de permis..... 1 800 267
3	38 388 800	266 200	38 655 000	Commission des alcools et des jeux de l'Ontario.. 38 599 441
L	1 000		1 000	Créances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i> 600
L	1 000		1 000	Créances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i> 5 900
				TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DE LA PROTECTION DU CONSOMMATEUR ET SÉCURITÉ PUBLIQUE/NORMES COMMERCIALES ET ORGANISMES
	* 51 368 900	1 010 900	52 379 800	51 834 104

Description du programme:

Ce programme est chargé de créer un cadre réglementaire et juridique moderne qui protège le consommateur, inspire confiance et stimule la croissance économique. Il élabore les politiques régissant les programmes ministériels de services aux consommateurs et aux entreprises et assure la gouvernance, la responsabilité et la gestion des relations avec les organismes relevant du ministère, les autorités administratives déléguées et autres partenaires de la prestation des services. Le Tribunal d'appel en matière de permis entend les appels en matière de permis et d'enregistrement déposés en vertu de diverses lois ministérielles. La Commission des alcools et des jeux de l'Ontario (CAJO) est responsable de l'administration et de l'observation du cadre réglementaire régissant les secteurs des alcools et des jeux dans la province. La CAJO fixe et fait observer les normes auxquelles sont astreintes les industries des alcools et des jeux où les risques d'activités illicites et les coûts sociaux potentiels sont importants.

* Y Compris le Mandats spéciaux de 17 122 400 \$

MINISTÈRE DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX
PROGRAMME DE LA PROTECTION DU CONSOMMATEUR ET SÉCURITÉ
PUBLIQUE/NORMES COMMERCIALES ET ORGANISMES – CRÉDIT 1812

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

\$		\$	
FONCTIONNEMENT		Commission des alcools et des jeux de l'Ontario (Poste 3)	
Politiques et protection du consommateur (Poste 1)			
Traitements et salaires.....	7 420 071	Traitements et salaires.....	36 348 366
Avantages sociaux.....	920 983	Avantages sociaux.....	5 285 721
Transports et communications.....	434 177	Transports et communications.....	2 402 875
Services.....	2 863 236	Services.....	8 818 769
Fournitures et matériel.....	114 809	Fournitures et matériel.....	1 658 711
	-----		-----
	11 753 276		54 514 442
Moins : Recouvrements.....	325 380	Moins : Recouvrements.....	15 915 001
	-----		-----
	11 427 896		38 599 441
	-----		-----
Crédits législatifs		Crédits législatifs	
Autres opérations		Autres opérations	
Créances irrécouvrables, <i>Loi sur</i>		Créances irrécouvrables, <i>Loi sur</i>	
<i>l'administration financière</i>	600	<i>l'administration financière</i>	5 900
	-----		-----
	600		5 900
	-----		-----
Tribunal d'appel en matière de permis (Poste 2)		TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE	
		PROGRAMME DE LA PROTECTION DU	
		CONSOMMATEUR ET SÉCURITÉ	
		PUBLIQUE/NORMES COMMERCIALES	
		ET ORGANISMES.....	
Traitements et salaires.....	653 896		51 834 104
Avantages sociaux.....	141 400		=====
Transports et communications.....	86 456		
Services.....	1 201 184		
Fournitures et matériel.....	59 286		

	2 142 222		
Moins : Recouvrements.....	341 955		

	1 800 267		

MINISTÈRE DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

	2008 \$	2007 \$
RECETTES FISCALES		
Imposition – Commission des sports professionnels	30 861	26 233
GOUVERNEMENT DU CANADA		
Subvention afférente à des travaux statistiques.....	130 266	241 178
Autres	0	600
	130 266	241 778
REMBOURSEMENTS DE DÉPENSES.....	0	80 000
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS		
Brasseurs – Provinciaux (droits et prélèvements)	454 642 995	446 737 435
<i>Loi sur les sûretés mobilières</i>	44 537 928	42 511 406
Constitutions en société	23 115 711	21 914 812
<i>Loi sur les statistiques de l'état civil</i>	20 321 765	20 132 471
Jeux – Droits du programme provincial des billets à fenêtres.....	15 226 390	13 138 473
Établissements de fabrication du vin (droits et prélèvements)	11 187 109	10 857 547
<i>Enregistrement de noms commerciaux</i>	9 868 298	9 446 880
Jeux – Licences des loterie	7 728 584	8 415 359
Jeux – Droits d'inscription.....	7 699 365	8 385 092
Recherches, certificats et hypothèques	4 580 733	4 312 760
<i>Loi sur les cinémas</i>	4 020 467	3 807 967
<i>Loi sur l'enregistrement des droits immobiliers</i>	3 603 352	7 711 822
Permis pour occasions spéciales	3 405 948	3 426 019
<i>Loi sur le mariage</i>	2 612 440	2 961 017
Permis – Permis de vente pour trois ans	2 482 389	2 479 459
Droits de cession de permis	1 593 956	1 649 246
<i>Loi sur le changement de nom</i>	1 450 715	1 239 225
Permis – Permis de vente pour deux ans.....	1 349 872	1 455 738
Paiements des organismes d'application.....	1 047 298	527 024
<i>Loi sur les agences de recouvrement</i>	714 146	716 780
<i>Loi sur les cimetières</i>	583 720	966 619
Sociétés en nom collectif.....	397 874	344 180
Permis – Permis de vente pour une occasion unique	329 873	321 443
Permis – Vineries ontariennes	201 835	111 990
En dehors de la province.....	127 476	112 094
Permis – Brasseurs provinciaux.....	74 970	64 640
<i>Commission d'appel des enregistrements commerciaux</i>	63 603	66 800
<i>Loi sur l'administration financière</i> (frais pour chèques refusés)	42 236	78 848
Déclarations annuelles obligatoires	19 754	23 788
Fabrication – Pubs de brassage (droits et prélèvements).....	19 537	19 913
Permis – Fabricants de spiritueux	17 640	25 200
<i>Loi sur le contrôle des sports</i>	14 300	6 335
Droits d'enregistrement – Agents/Représentants	12 240	11 649
<i>Loi sur les renseignements concernant le consommateur</i>	10 534	7 480
<i>Loi sur les huissiers</i>	9 690	8 555
<i>Loi sur l'accès à l'information et la protection de la vie</i>	7 620	4 756
Permis – Permis de vente pour un an.....	6 730	600
<i>Loi sur les distributeurs de livres brochés et de périodiques</i>	2 280	2 470
Jeux – Programme provincial des billets à fenêtres	0	2 241 752
Achat en gros – Bière et vin.....	0	31 518
Autres	1 043 394	1 045 116
	624 174 767	617 322 278

MINISTÈRE DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

	2008 \$	2007 \$
AMENDES ET PÉNALITÉS	1 500	0
VENTES ET LOCATIONS		
Ventes et locations – Autres	4 079 346	3 701 495
Publications Ontario – ventes	97 782	153 753
Publications	413	203
	4 177 541	3 855 451
RECouvreMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES		
Rouge Park	37 012 699	0
Autres	2 596 872	2 466 088
	39 609 571	2 466 088
DIVERS		
Intérêt	18 940	38 167
Autres	4 818 771	2 005 548
	4 837 711	2 043 715
TOTAL DES RECETTES DU MINISTÈRE	672 962 217	626 035 543

MINISTÈRE DES SERVICES SOCIAUX ET COMMUNAUTAIRES

EXERCICE 2007 – 2008

TABLE DES MATIÈRES

	PAGE
ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS	
SOMMAIRE.....	2-358
ADMINISTRATION DU MINISTÈRE.....	2-359
SERVICES AUX ADULTES.....	2-361
DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L)	2-360, 2-362
ÉTAT DES RECETTES	2-364

MINISTÈRE DES SERVICES SOCIAUX ET COMMUNAUTAIRES
ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

2006 – 2007 Dépenses réelles	PROGRAMMES	2007 – 2008	
		Crédits autorisés	Dépenses réelles
\$		\$	\$
FONCTIONNEMENT			
27 298 551	Administration du ministère	35 061 840	33 984 689
7 087 826 951	Services aux adultes	7 513 643 100	7 475 526 618
7 115 125 502	TOTAL (FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE	* 7 548 704 940	7 509 511 307

* Y Compris le Mandats spéciaux de 2 277 387 500 \$

ACTIFS DE FONCTIONNEMENT

18 853 300	Services aux adultes	22 630 600	22 626 600
18 853 300	TOTAL (ACTIFS DE FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE	‡ 22 630 600	22 626 600

‡ Y Compris le Mandats spéciaux de 7 600 600 \$

IMMOBILISATIONS

81 536 539	Services aux adultes	54 275 000	54 274 999
81 536 539	TOTAL (IMMOBILISATIONS) DU MINISTÈRE	† 54 275 000	54 274 999

† Y Compris le Mandats spéciaux de 11 125 000 \$

MINISTÈRE DES SERVICES SOCIAUX ET COMMUNAUTAIRES

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
701 FONCTIONNEMENT				PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE
1	34 083 300	900 000	34 983 300	Administration du ministère 33 916 197
L	46 858		46 858	Traitement versé au ministre en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> 47 841
L	31 682		31 682	Traitement versé aux adjoints parlementaires en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> 20 651
	<u>34 161 840</u>	<u>900 000</u>	<u>35 061 840</u>	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE 33 984 689

Description du programme :

Le programme fournit au ministère des conseils de planification stratégique des activités et des services de gestion opérationnelle afin d'aider les cadres à prendre leurs décisions. Comme ils font partie de la fonction publique de l'Ontario, les services de soutien des activités du ministère reprennent et renforcent les politiques et activités générales du gouvernement. Le ministère collabore avec le ministère des Services à l'enfance et à la jeunesse afin d'assurer une prestation de services efficace et efficiente.

* Y Compris le Mandats spéciaux de 14 209 700 \$

MINISTÈRE DES SERVICES SOCIAUX ET COMMUNAUTAIRES

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE – CRÉDIT 701

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

	\$	\$		\$	\$
FONCTIONNEMENT			<i>Services de communication</i>		
Administration du ministère (Poste 1)			Traitements et salaires.....	861 664	
Traitements et salaires.....	17 129 571		Avantages sociaux	132 536	
Avantages sociaux.....	2 523 729		Transports et communications.....	72 355	
Transports et communications.....	6 913 598		Services	334 830	
Services	6 790 016		Fournitures et matériel	9 235	
Fournitures et matériel	559 283			-----	1 410 620
	-----				-----
	33 916 197		<i>Services juridiques</i>		
	-----		Traitements et salaires.....	245 265	
<i>Bureau de la direction</i>			Avantages sociaux	25 846	
Traitements et salaires.....	1 493 041		Transports et communications.....	37 623	
Avantages sociaux.....	163 251		Services	2 630 000	
Transports et communications.....	137 849		Fournitures et matériel	36 593	
Services	76 421			-----	2 975 327
Fournitures et matériel	22 541				-----
	-----		<i>Services de vérification</i>		
	1 893 103		Services	837 227	
	-----			-----	837 227

<i>Soutien aux activités</i>			<i>Services informatiques</i>		
Traitements et salaires.....	4 276 981		Traitements et salaires.....	7 540 271	
Avantages sociaux.....	564 206		Avantages sociaux	1 026 794	
Transports et communications.....	160 009		Transports et communications.....	6 323 038	
Services	500 624		Services	1 432 936	
Fournitures et matériel	93 978		Fournitures et matériel	327 764	
	-----			-----	16 650 803
	5 595 798				-----

<i>Ressources humaines</i>			Crédits législatifs		
Traitements et salaires.....	2 712 349		Traitement versé au ministre en vertu		
Avantages sociaux.....	611 096		de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>		47 841
Transports et communications.....	182 724		Traitement versé aux adjoints parlementaires		
Services	977 978		en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>		20 651
Fournitures et matériel	69 172				-----
	-----				68 492
	4 553 319				-----
	-----		TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR		
			L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE		33 984 689
					=====

MINISTÈRE DES SERVICES SOCIAUX ET COMMUNAUTAIRES

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
702 FONCTIONNEMENT				PROGRAMME DES SERVICES AUX ADULTES
3	5 551 355 500	122 550 000	5 673 905 500	Soutien financier et soutien à l'emploi..... 5 647 927 299
4	240 190 000	1 096 000	241 286 000	Services sociaux aux adultes..... 235 319 287
6	1 469 604 100	60 970 000	1 530 574 100	Services aux adultes et aux enfants ayant une déficience intellectuelle..... 1 524 255 775
7	28 939 800	13 452 900	42 392 700	Bureau des obligations familiales 40 478 540
10	10 284 800		10 284 800	Direction générale de l'accessibilité pour l'Ontario. 9 405 472
L	15 200 000		15 200 000	Créances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i> 18 140 245
				TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DES SERVICES AUX ADULTES..... 7 475 526 618
* 7 315 574 200	198 068 900	7 513 643 100		
Actifs				
9	22 630 600		22 630 600	Services aux adultes..... 22 626 600
‡ 22 630 600		22 630 600		TOTAL (ACTIFS) POUR LE PROGRAMME DES SERVICES AUX ADULTES..... 22 626 600
IMMOBILISATIONS				
8	24 625 000	29 650 000	54 275 000	Services aux adultes..... 54 274 999
† 24 625 000	29 650 000	54 275 000		TOTAL (IMMOBILISATIONS) POUR LE PROGRAMME DES SERVICES AUX ADULTES..... 54 274 999

Description du programme:

Offrir des services communautaires efficaces et responsables aux plus démunis de la façon la plus équitable. Les Ontariens et Ontariennes dans le besoin peuvent obtenir de l'aide (sous forme de soutiens du revenu et de l'emploi), et faire appel aux services du Bureau des obligations familiales afin de pouvoir un jour être autonomes. Les services communautaires pour adultes apportent leur appui aux familles et aux collectivités afin d'aider les adultes vulnérables. Leur mandat consiste à servir les personnes ayant des déficiences intellectuelles ou physiques et d'autres besoins particuliers, les femmes victimes de violence familiale, et les Autochtones par le biais de la Stratégie de ressourcement pour le mieux-être des Autochtones. La Direction générale de l'accessibilité pour l'Ontario veille au respect des exigences de la *Loi de 2005 sur l'accessibilité pour les personnes handicapées de l'Ontario* dont l'objet est d'améliorer l'accessibilité en Ontario et de promouvoir l'intégration communautaire.

* Y Compris le Mandats spéciaux de 2 263 177 800 \$

‡ Y Compris le Mandats spéciaux de 7 600 600 \$

† Y Compris le Mandats spéciaux de 11 125 000 \$

MINISTÈRE DES SERVICES SOCIAUX ET COMMUNAUTAIRES

PROGRAMME DES SERVICES AUX ADULTES – CRÉDIT 702

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

\$		\$	
FONCTIONNEMENT		<i>Tribunal de l'aide sociale</i>	
Soutien financier et soutien à l'emploi (Poste 3)		Traitements et salaires.....	2 432 166
Traitements et salaires.....	136 301 861	Avantages sociaux	323 074
Avantages sociaux.....	21 529 992	Transports et communications.....	577 673
Transports et communications.....	37 670 671	Services	3 448 861
Services	41 946 050	Fournitures et matériel	114 843
Fournitures et matériel	5 070 707		6 896 617
Paiements de transfert			
Programme ontarien de soutien aux personnes handicapées		Crédits législatifs	
– Soutien financier	2 815 681 208	Autres opérations	
Programme ontarien de soutien aux personnes handicapées		Créances irrécouvrables,	
– Soutien à l'emploi	53 363 285	<i>Loi sur l'administration financière</i>	
Programme Ontario au travail			18 140 245
– Soutien financier	1 637 684 687		18 140 245
Programme Ontario au travail			
– Soutien à l'emploi	169 694 577	Services sociaux aux adultes (Poste 4)	
Programme de médicaments de l'Ontario	728 984 261	Traitements et salaires.....	5 376 196
	5 405 408 018	Avantages sociaux	650 843
	5 647 927 299	Transports et communications.....	396 089
		Services	1 478 894
		Fournitures et matériel	122 504
<i>Soutien financier et soutien à l'emploi</i>		Paiements de transfert	
Traitements et salaires.....	133 869 695	Violence faite aux femmes	122 549 595
Avantages sociaux.....	21 206 918	Aide à l'intégration communautaire.....	90 225 768
Transports et communications.....	37 092 998	Stratégie de ressourcement pour le mieux-être des Autochtones....	14 519 398
Services	38 497 189		227 294 761
Fournitures et matériel	4 955 864		235 319 287
Paiements de transfert			
Programme ontarien de soutien aux personnes handicapées – Soutien financier.....	2 815 681 208	Services aux adultes et aux enfants ayant une déficience intellectuelle (Poste 6)	
Programme ontarien de soutien aux personnes handicapées – Soutien à l'emploi	53 363 285	Traitements et salaires.....	95 862 598
Programme Ontario au travail – Soutien financier.....	1 637 684 687	Avantages sociaux	28 053 099
Programme Ontario au travail – Soutien à l'emploi	169 694 577	Transports et communications.....	1 980 434
Programme de médicaments de l'Ontario	728 984 261	Services	8 123 241
	5 405 408 018	Fournitures et matériel	7 407 128
	5 641 030 682	Paiements de transfert	
		Services en établissement	885 127 811
		Services de soutien.....	497 485 468
		Paiements tenant lieu d'impôt aux municipalités	215 996
			1 382 829 275
			1 524 255 775

MINISTÈRE DES SERVICES SOCIAUX ET COMMUNAUTAIRES

PROGRAMME DES SERVICES AUX ADULTES – CRÉDIT 702

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

\$		\$	
Bureau des obligations familiales (Poste 7)		IMMOBILISATIONS	
Traitements et salaires.....	21 718 985	Services aux adultes (Poste 8)	
Avantages sociaux	3 447 263	Paiements de transfert	
Transports et communications.....	1 103 051	Subventions d'immobilisations	49 005 106
Services	11 857 102	Renouvellement des	
Fournitures et matériel.....	2 352 139	installations des partenaires	2 770 500
	-----		51 775 606
	40 478 540	Autres opérations	
	-----	Investissements dans les immobilisations	2 499 393

Direction générale de l'accessibilité pour l'Ontario (Poste 10)			54 274 999

Traitements et salaires.....	3 612 873	TOTAL (IMMOBILISATIONS)	
Avantages sociaux	450 728	POUR LE PROGRAMME DES	
Transports et communications.....	224 296	SERVICES AUX ADULTES.....	54 274 999
Services	4 778 906		=====
Fournitures et matériel.....	91 874		
Paiements de transfert			
Partenariats stratégiques pour l'accessibilité.....	246 795		

	9 405 472		

TOTAL (FONCTIONNEMENT)			
POUR LE PROGRAMME DES			
SERVICES AUX ADULTES.....	7 475 526 618		
	=====		
Actifs			
Services aux adultes (Poste 9)			
Avances et montants récupérables			
Programme ontarien de soutien			
aux personnes handicapées –			
Aide financière.....	22 626 600		

	22 626 600		

TOTAL (ACTIFS) POUR LE PROGRAMME			
DES SERVICES AUX ADULTES.....	22 626 600		
	=====		

MINISTÈRE DES SERVICES SOCIAUX ET COMMUNAUTAIRES

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

	2008 \$	2007 \$
GOUVERNEMENT DU CANADA		
Accord sur les services d'aide sociale aux Indiens	72 135 402	68 347 664
Entente sur le marché du travail pour les personnes handicapées	38 205 739	38 205 738
Logement en milieu de soutien	2 438 366	2 447 851
Gouvernement/Canada – Fonds pour initiative familiale	1 002 047	1 002 047
Langue française	74 000	74 000
Divers	24 261	30 341
	<u>113 879 815</u>	<u>110 107 641</u>
REMBOURSEMENTS DE DÉPENSES		
Remaniement des services locaux	746 439 804	734 045 127
Paiements d'Entretien – Prestations Familiales	11 752 467	12 771 548
Recouvrement par le Bureau des obl. fam. de catégories désignées	87 905	63 237
Autres	175	0
	<u>758 280 351</u>	<u>746 879 912</u>
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS		
Frais d'administration – FRO	1 591 462	1 692 747
Pensionnaires des installations d'entretien	525 279	750 864
Unité de l'entretien et des normes	52 038	393 551
Frais pour chèques refusés	25 877	27 803
FOI – Droits	27 005	24 256
Autres	1 556	677
	<u>2 223 217</u>	<u>2 889 898</u>
VENTES ET LOCATIONS		
Autres – ventes – générales	43 907	86 177
	<u>43 907</u>	<u>86 177</u>
RECOUVREMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES		
Subventions de fonctionnement	18 140 472	11 934 361
Frais de fonctionnement	345 405	181 042
Subventions	256 079	1 256
	<u>18 741 956</u>	<u>12 116 659</u>
DIVERS		
Comptes de subrogation	1 716 992	1 762 678
Pénalités – intérêt	372 925	183 010
Intérêts bancaires	2 186	3 541
Indemnités de service judiciaire et de témoin	293	62
Autres	2 537 184	47 187
	<u>4 629 580</u>	<u>1 996 478</u>
TOTAL DES RECETTES DU MINISTÈRE	<u>897 798 826</u>	<u>874 076 765</u>

MINISTÈRE DU TOURISME

EXERCICE 2007 – 2008

TABLE DES MATIÈRES

	PAGE
ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS	
SOMMAIRE.....	2-366
ADMINISTRATION DU MINISTÈRE.....	2-367
TOURISME.....	2-369
IMMOBILISATIONS TOURISTIQUES.....	2-371
DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L).....	2-368
ÉTAT DES RECETTES	2-373

MINISTÈRE DU TOURISME
ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

2006 – 2007 Dépenses réelles	PROGRAMMES	2007 – 2008	
		Crédits autorisés	Dépenses réelles
\$		\$	\$
FONCTIONNEMENT			
5 042 956	Administration du ministère	4 212 199	4 090 267
87 473 979	Tourisme	123 388 700	123 241 583
92 516 935	TOTAL (FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE	* 127 600 899	127 331 850

* Y Compris le Mandats spéciaux de 15 867 000 \$

IMMOBILISATIONS			
32 289 098	Immobilisations touristiques	54 570 400	54 247 198
32 289 098	TOTAL (IMMOBILISATIONS) DU MINISTÈRE	† 54 570 400	54 247 198

† Y Compris le Mandats spéciaux de 29 395 000 \$

MINISTÈRE DU TOURISME
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
3801 FONCTIONNEMENT				PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE
1	5 021 300	(871 800)	4 149 500	Administration du ministère 4 026 253
L	46 858		46 858	Traitement versé au ministre en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> 47 841
L	15 841		15 841	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> 16 173
	<u> </u>	<u> </u>	<u> </u>	<u> </u>
	* 5 083 999	(871 800)	4 212 199	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE ... 4 090 267
	<u> </u>	<u> </u>	<u> </u>	<u> </u>

Description du programme :

Le programme d'administration du ministère comprend le Bureau du ministre, le Bureau de l'adjoint parlementaire, le Bureau du sous-ministre et les Communications. Le programme assure l'orientation et la direction générale du ministère et il est aussi responsable de l'administration interne.

* Y Compris le Mandats spéciaux de 1 847 200 \$

MINISTÈRE DU TOURISME

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE – CRÉDIT 3801

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

	\$	\$
FONCTIONNEMENT		
Administration du ministère (Poste 1)		
Traitements et salaires.....		2 858 078
Avantages sociaux.....		342 926
Transports et communications.....		137 311
Services		589 296
Fournitures et matériel		98 642

		4 026 253

<i>Bureau principal</i>		
Traitements et salaires.....	1 047 742	
Avantages sociaux.....	134 374	
Transports et communications.....	95 749	
Services	287 018	
Fournitures et matériel	44 351	

		1 609 234

<i>Services de communication</i>		
Traitements et salaires.....	1 810 336	
Avantages sociaux.....	208 552	
Transports et communications.....	41 562	
Services	302 278	
Fournitures et matériel	54 291	

		2 417 019

Crédits législatifs		
Traitement versé au ministre en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>		47 841
Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>		16 173

		64 014

TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE		4 090 267
		=====

MINISTÈRE DU TOURISME
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
3802				
FONCTIONNEMENT				
1	71 865 900	51 522 800	123 388 700	Tourisme..... 123 241 583
	* 71 865 900	51 522 800	123 865 900	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR
				LE PROGRAMME DU TOURISME..... 123 241 583

Description du programme:

Le Programme du tourisme a pour objectif d'appuyer et de stimuler l'industrie touristique de l'Ontario grâce à la Stratégie pour le tourisme en Ontario, qui est directement liée à la priorité du gouvernement Une société forte, une économie forte, et au résultat clé visant à créer un climat d'affaires concurrentiel qui attirera les emplois et les investissements en Ontario. Le ministère cherche, en collaboration avec les associations et entreprises touristiques, à développer et renforcer l'industrie touristique de la province et à promouvoir l'Ontario à l'étranger comme destination de choix offrant des activités toute l'année. Le Programme travaille avec les intervenants de l'industrie pour offrir des destinations et expériences touristiques originales, chercher des possibilités de développement touristique et offrir des renseignements stratégiques afin que les intervenants du secteur touristique demeurent bien informés sur les tendances, les enjeux et les attentes des visiteurs. Les organismes ministériels appuient la Stratégie pour le tourisme en Ontario et vantent les attraits touristiques de l'Ontario au pays et à l'étranger. Le ministère travaille à des initiatives de renouvellement pour revitaliser les organismes touristiques et pour améliorer leur viabilité et la qualité des services.

* Y Compris le Mandats spéciaux de 14 019 800 \$

MINISTÈRE DU TOURISME

PROGRAMME DU TOURISME – CRÉDIT 3802

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

	\$	\$		\$	\$
FONCTIONNEMENT			<i>Marketing Touristique</i>		
Tourisme (Poste 1)			Paiements de transfert		
			Société du Partenariat ontarien		
			de marketing touristique	70 246 600	
				-----	70 246 600
Traitements et salaires.....	8 409 781				-----
Avantages sociaux.....	1 160 230				
Transports et communications	430 279		<i>Division du tourisme</i>		
Services	4 476 496		Traitements et salaires.....	6 720 338	
Fournitures et matériel	1 038 458		Avantages sociaux	976 256	
Paiements de transfert			Transports et communications	278 294	
Subventions à l'appui du			Services	3 827 398	
développement des			Fournitures et matériel	995 619	
investissements touristiques.....	16 137 539		Paiements de transfert		
Société du Partenariat ontarien			Société d'exploitation		
de marketing touristique	70 246 600		de la Place Ontario....	13 430 000	
Société d'exploitation			Commission des parcs		
de la Place Ontario	13 430 000		du Saint-Laurent.....	7 912 200	
Commission des parcs				-----	21 342 200
du Saint-Laurent.....	7 912 200				-----
	-----	107 726 339			34 140 105
		-----			-----
		123 241 583			

			TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR		
			LE PROGRAMME DU TOURISME.....		123 241 583
					=====
<i>Développement des investissements</i>					
Traitements et salaires.....	1 689 443				
Avantages sociaux.....	183 974				
Transports et communications	151 985				
Services	649 098				
Fournitures et matériel	42 839				
Paiements de transfert					
Subventions à l'appui du					
développement des					
investissements touristiques.....	16 137 539				
	-----	18 854 878			

MINISTÈRE DU TOURISME
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
3804				
IMMOBILISATIONS				
				PROGRAMME D'IMMOBILISATIONS TOURISTIQUES
1	48 154 300	6 416 100	54 570 400	Immobilisations touristiques.....
				54 247 198
				TOTAL (IMMOBILISATIONS) POUR LE PROGRAMME D'IMMOBILISATIONS TOURISTIQUES
	* 48 154 300	6 416 100	54 570 400	54 247 198

Description du programme:

Le programme d'immobilisations touristiques veille à la préservation et à la promotion des fonds investis par l'Ontario dans l'infrastructure touristique. Le ministère administre, pour le compte de la province, le programme Partenaires pour les sports, la culture et le tourisme - une initiative de développement de l'infrastructure doté d'un budget de 300 millions de dollars, que le gouvernement s'est engagé à mener sur cinq ans. Dans le cadre de ses responsabilités propres en matière d'infrastructure, le ministère est chargé d'assurer la réfection de l'actif appartenant à la province ou exploité par cette dernière qui stimule l'économie. Les fonds accordés aux organismes, attractions et centres des congrès relevant du ministère permettent à ces derniers d'entreprendre des réparations et réfections de base de l'infrastructure existante (rénovations, aménagements requis par le Code du bâtiment, amélioration de la sécurité, travaux visant la conformité aux lois et règlements, etc.) et de rester ainsi concurrentiels.

* Y Compris le Mandats spéciaux de 29 395 000 \$

MINISTÈRE DU TOURISME

PROGRAMME D'IMMOBILISATIONS TOURISTIQUES – CRÉDIT 3804

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

	\$	\$
IMMOBILISATIONS		
Immobilisations touristiques (Poste 1)		
Services		4 691 282
Fournitures et matériel		778 973
Paiements de transfert		
Partenariats pour le tourisme	2 357 324	
Partenariats pour le tourisme – Contribution au Programme d'infrastructures		
Canada-Ontario	2 183 819	
Réparations et rénovations des organismes touristiques	6 735 800	
Subventions pour le tourisme	37 500 000	
	-----	48 776 943

		54 247 198

TOTAL (IMMOBILISATIONS) POUR LE PROGRAMME D'IMMOBILISATIONS TOURISTIQUES		54 247 198
		=====

MINISTÈRE DU TOURISME

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

	2008 \$	2007 \$
GOUVERNEMENT DU CANADA		
Entente Canada-Ontario sur l'infrastructure – quote-part du gouvernement fédéral.....	2 289 815	1 526 349
	-----	-----
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS		
Parcs historiques de la Huronia.....	695 448	674 922
Vieux Fort William.....	390 711	665 460
Autres	346	423
	-----	-----
	1 086 505	1 340 805
	-----	-----
VENTES ET LOCATIONS		
Vieux Fort William.....	15 261	28 515
	-----	-----
	15 261	28 515
	-----	-----
DIVERS		
Autres revenus non déterminés	(600)	0
	-----	-----
	(600)	0
	-----	-----
TOTAL DES RECETTES DU MINISTÈRE	3 390 981	2 895 669
	=====	=====

MINISTÈRE DES TRANSPORTS

EXERCICE 2007 – 2008

TABLE DES MATIÈRES

	PAGE
ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS	
SOMMAIRE.....	2-376
ADMINISTRATION DU MINISTÈRE.....	2-377
POLITIQUES ET PLANIFICATION	2-379
SÉCURITÉ DES USAGERS DE LA ROUTE.....	2-382
GESTION DES ROUTES PROVINCIALES.....	2-384
GROUPEMENT DE L'ÉCONOMIE ET DES TRANSPORTS	2-388
DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L)	2-378, 2-383, 2-387
ÉTAT DES RECETTES	2-390

MINISTÈRE DES TRANSPORTS
ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

2006 – 2007 Dépenses réelles	PROGRAMMES	2007 – 2008	
		Crédits autorisés	Dépenses réelles
\$		\$	\$
FONCTIONNEMENT			
50 253 323	Administration du ministère	49 677 199	49 673 277
707 938 498	Politiques et planification	581 316 400	576 815 966
96 374 542	Sécurité des usagers de la route	99 575 000	99 460 313
286 394 259	Gestion des routes provinciales	315 629 600	315 028 494
51 761 608	Groupement de l'économie et des transports	56 038 200	55 715 102
1 192 722 230	TOTAL (FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE	* 1 102 236 399	1 096 693 152
* Y Compris le Mandats spéciaux de 278 500 000 \$			
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT			
0	Administration du ministère	1 000	0
0	Politiques et planification	1 000	0
0	Sécurité des usagers de la route	1 000	0
0	Gestion des routes provinciales	1 000	0
0	Groupement de l'économie et des transports	1 000	0
0	TOTAL (ACTIFS DE FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE	5 000	0
IMMOBILISATIONS			
1 317 318 390	Politiques et planification	1 477 123 000	1 458 613 994
544 585 935	Gestion des routes provinciales	1 036 173 700	982 508 730
1 861 904 325	TOTAL (IMMOBILISATIONS) DU MINISTÈRE	† 2 513 296 700	2 441 122 724
† Y Compris le Mandats spéciaux de 304 000 000 \$			
ACTIFS IMMOBILISATIONS			
8 249 791	Politiques et planification	0	0
935 623 506	Gestion des routes provinciales	1 087 364 800	1 076 263 002
943 873 297	TOTAL ACTIF (IMMOBILISATIONS) DU MINISTÈRE	** 1 087 364 800	1 076 263 002

** Y Compris le Mandats spéciaux de 380 000 000 \$

MINISTÈRE DES TRANSPORTS
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
2701 FONCTIONNEMENT				PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE
1	51 313 500	(1 700 000)	49 613 500	Soutien opérationnel 49 609 572
L	1 000		1 000	Créances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i> 0
L	46 858		46 858	Traitement versé au ministre en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> 47 841
L	15 841		15 841	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> 15 864
	<u>* 51 377 199</u>	<u>(1 700 000)</u>	<u>49 677 199</u>	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE 49 673 277
Actifs				
2	1 000		1 000	Soutien opérationnel 0
	<u>1 000</u>		<u>1 000</u>	TOTAL (ACTIFS) POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE 0

Description du programme :

Le Programme d'administration du ministère offre son leadership et ses conseils en matière de planification et de gestion des ressources afin de contribuer à la réalisation des initiatives gouvernementales en matière de transports.

Du soutien est offert aux différents secteurs de programmes par le personnel des directions suivantes : Finances, Communications, Installations et services opérationnels, Ressources humaines, Vérification interne et Services juridiques. Les Ressources humaines, la Vérification interne et les Services juridiques conservent leur leadership stratégique et continuent de rendre également des comptes au Centre de développement du leadership et de gestion des ressources humaines, au ministère des Finances et au ministère du Procureur général, respectivement, mais leurs coûts de fonctionnement sont pris en charge par le ministère des Transports.

* Y Compris le Mandats spéciaux de 27 800 000 \$

MINISTÈRE DES TRANSPORTS

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE – CRÉDIT 2701

**Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008**

\$		\$	
FONCTIONNEMENT			
Soutien opérationnel (Poste 1)		<i>Services de communication</i>	
Traitements et salaires.....	17 151 587	Traitements et salaires.....	2 956 388
Avantages sociaux.....	2 141 667	Avantages sociaux.....	370 251
Transports et communications.....	785 765	Transports et communications.....	66 456
Services.....	35 605 620	Services.....	1 459 552
Fournitures et matériel.....	4 715 663	Fournitures et matériel.....	47 630
	-----		-----
	60 400 302		4 900 277
	-----		-----
Moins : Recouvrements.....	10 790 730	<i>Ressources humaines</i>	
	-----	Traitements et salaires.....	7 022 320
	49 609 572	Avantages sociaux.....	861 943
	-----	Transports et communications.....	222 658
		Services.....	422 339
		Fournitures et matériel.....	116 483

<i>Bureau principal</i>			8 645 743
Traitements et salaires.....	1 228 850		-----
Avantages sociaux.....	114 306	<i>Services de vérification</i>	
Transports et communications.....	100 038	Services.....	1 621 495
Services.....	59 861		-----
Fournitures et matériel.....	33 053		1 621 495
	-----		-----
	1 536 108	<i>Services juridiques</i>	
	-----	Transports et communications.....	56 361
<i>Services financiers et administratifs</i>		Services.....	2 382 917
Traitements et salaires.....	2 607 445	Fournitures et matériel.....	75 317
Avantages sociaux.....	336 462		-----
Transports et communications.....	78 819		2 514 595
Services.....	322 537		-----
Fournitures et matériel.....	296 437		

	3 641 700		

<i>Installations et services opérationnels</i>		Crédits législatifs	
Traitements et salaires.....	3 336 584	Traitement versé au ministre en vertu	
Avantages sociaux.....	458 705	de la Loi sur le Conseil exécutif.....	47 841
Transports et communications.....	261 433	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en	
Services.....	29 336 919	vertu de la Loi sur le Conseil exécutif.....	15 864
Fournitures et matériel.....	4 146 743		-----
	-----		63 705
	37 540 384		-----
Moins : Recouvrements.....	10 790 730	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR	
	-----	L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE.....	49 673 277
	26 749 654		=====

MINISTÈRE DES TRANSPORTS
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
2702				
FONCTIONNEMENT				PROGRAMME DES POLITIQUES ET PLANIFICATION
1	14 110 600	204 800	14 315 400	Politiques et planification 14 183 745
2	364 000 000	203 000 000	567 000 000	Transports urbains et régionaux..... 562 632 221
L	1 000		1 000	Créances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i> 0
	* 378 111 600	203 204 800	581 316 400	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DES POLITIQUES ET PLANIFICATION 576 815 966
Actifs				
4	1 000		1 000	Transports urbains et régionaux..... 0
	1 000		1 000	TOTAL (ACTIFS) POUR LE PROGRAMME DES POLITIQUES ET PLANIFICATION... 0
IMMOBILISATIONS				
3	1 188 123 000	289 000 000	1 477 123 000	Transports urbains et régionaux..... 1 458 613 994
	† 1 188 123 000	289 000 000	1 477 123 000	TOTAL (IMMOBILISATIONS) POUR LE PROGRAMME DES POLITIQUES ET PLANIFICATION..... 1 458 613 994

Description du programme:

L'objectif premier du programme des politiques et de la planification est de planifier et de promouvoir un réseau de transport multimodal sûr, efficace et durable, avec notamment un réseau de transports en commun qui soutient le dynamisme des communautés, une meilleure qualité de vie et une économie prospère. Pour y parvenir, le programme offre son leadership dans l'établissement des orientations stratégiques du ministère, dans le cadre de la planification intégrée à long terme de ce dernier, et travaille à mettre en place un cadre stratégique et réglementaire pertinent.

Le programme s'attache aussi à réduire les embouteillages en faisant la promotion des transports en commun et en facilitant la circulation des personnes et des marchandises sur le réseau routier de la province et aux postes frontaliers. Il a établi la Régie des transports du grand Toronto (RTGT) en vue de créer un réseau de transport homogène et plus pratique. Le programme met actuellement au point pour la province une stratégie de circulation des marchandises intégrée aux initiatives frontalières de la province. Il gère par ailleurs, pour le compte du ministère, les négociations interprovinciales et bilatérales avec le gouvernement fédéral sur diverses questions liées aux transports, en particulier la réalisation de plusieurs programmes d'investissement fédéraux.

* Y Compris le Mandats spéciaux de 106 300 000 \$

† Y Compris le Mandats spéciaux de 229 000 000 \$

MINISTÈRE DES TRANSPORTS

PROGRAMME DES POLITIQUES ET PLANIFICATION – CRÉDIT 2702

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

\$		\$	
FONCTIONNEMENT			
Politiques, planification et normes (Poste 1)		<i>Politiques stratégiques</i>	
Traitements et salaires.....	7 928 912	Traitements et salaires.....	2 553 775
Avantages sociaux.....	916 331	Avantages sociaux	270 533
Transports et communications	248 410	Transports et communications	109 416
Services	4 330 517	Services	928 743
Fournitures et matériel	759 575	Fournitures et matériel	203 172
	-----		-----
	14 183 745		4 065 639
	-----		-----
<i>Direction des politiques d'infrastructure urbaine et rurale</i>		Transports urbains et régionaux (Poste 2)	
Traitements et salaires.....	2 238 576	Paiements de transfert	
Avantages sociaux.....	264 378	Subventions de fonctionnement	
Transports et communications	68 400	du Réseau GO	34 884 200
Services	1 789 714	Affectation de la taxe	
Fournitures et matériel	218 219	municipale sur l'essence	310 393 503
	-----	Régie des transports du	
	4 579 287	grand Toronto.....	11 354 518
	-----	Aide municipale à la Commission	
		du transport de Toronto.....	206 000 000

			562 632 221

			562 632 221

<i>Politiques et partenariats relatifs aux modes de transport</i>		TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DES POLITIQUES ET PLANIFICATION.....	
Traitements et salaires.....	3 136 561		576 815 966
Avantages sociaux.....	381 420		=====
Transports et communications	70 594		
Services	1 612 060		
Fournitures et matériel	338 184		

	5 538 819		

MINISTÈRE DES TRANSPORTS

PROGRAMME DES POLITIQUES ET PLANIFICATION – CRÉDIT 2702

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

	\$
IMMOBILISATIONS	
Transports urbains et régionaux (Poste 3)	
Traitements et salaires.....	4 571 723
Avantages sociaux.....	564 359
Transports et communications.....	132 480
Services	7 098 549
Fournitures et matériel.....	62 906
Paiements de transfert	
Transports en commun.....	1 448 057 128

	1 460 487 145
Moins : Recouvrements	1 873 151

	1 458 613 994

TOTAL (IMMOBILISATIONS) POUR	
LE PROGRAMME DES POLITIQUES	
ET PLANIFICATION.....	1 458 613 994
	=====

MINISTÈRE DES TRANSPORTS
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
2703				
FONCTIONNEMENT				PROGRAMME DE LA SÉCURITÉ DES USAGERS DE LA ROUTE
1	150 232 100	(50 957 100)	99 275 000	Sécurité des usagers de la route 99 160 313
L	300 000		300 000	Créances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i> 300 000
	* 150 532 100	(50 957 100)	99 575 000	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DE LA SÉCURITÉ DES USAGERS DE LA ROUTE 99 460 313
Actifs				
2	1 000		1 000	Sécurité des usagers de la route 0
	1 000		1 000	TOTAL (ACTIFS) POUR LE PROGRAMME DE LA SÉCURITÉ DES USAGERS DE LA ROUTE 0

Description du programme :

Le Programme de la sécurité des usagers de la route élabore des stratégies ministérielles destinées à améliorer la sécurité routière et la circulation en encourageant la prudence au volant par l'éducation, l'observation de la loi et la réglementation de la conduite, en faisant la promotion de la sécurité des véhicules et des transporteurs et en assurant le service à la clientèle. Le programme travaille avec ses nombreux partenaires (police, groupes communautaires, organisations de prévention des accidents, secteur privé, etc.) pour réduire le nombre d'accidents mortels et de blessures sur les routes de l'Ontario.

Les principales responsabilités du programme sont les suivantes : établir les normes de sécurité et élaborer les politiques, programmes et règlements visant les usagers de la route, les transporteurs et les véhicules; inspecter, surveiller et faire appliquer ces normes; délivrer les permis et assurer l'immatriculation des véhicules et des transporteurs commerciaux; gérer les contrats et les relations courantes avec les fournisseurs de services; travailler avec des partenaires pour sensibiliser les usagers de la route à la conduite sécuritaire et aux politiques, lois et programmes régissant la sécurité routière. Le programme surveille ce qui se passe dans les autres administrations et les travaux de recherche en sécurité routière afin que les initiatives mises en place en Ontario permettent à la province de rester l'un des territoires de compétence les plus sûrs d'Amérique du Nord.

Le programme dirige des efforts - auxquels il participe activement - menés avec d'autres administrations au Canada et aux États-Unis pour élaborer et promouvoir des programmes de sécurité routière et des pratiques exemplaires. Il fixe également des normes de service à la clientèle et surveille la prestation des services, notamment la prestation électronique des produits et services du gouvernement. Il facilite l'exécution de programmes d'autres ministères, p. ex., Air pur (ministère de l'Environnement) ou le Programme d'aide à la famille (ministère des Services sociaux et communautaires).

Le ministère des Transports recueille des données auprès des particuliers en vertu du *Code de la route*. Il assure la garde de cette information et protège la confidentialité des renseignements personnels conformément à la *Loi sur l'accès à l'information et la protection de la vie privée*.

* Y Compris le Mandats spéciaux de 22 800 000 \$

MINISTÈRE DES TRANSPORTS

PROGRAMME DE LA SÉCURITÉ DES USAGERS DE LA ROUTE – CRÉDIT 2703

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

	\$
FONCTIONNEMENT	
Sécurité des usagers de la route (Poste 1)	
Traitements et salaires.....	59 430 421
Avantages sociaux.....	9 071 908
Transports et communications.....	4 614 752
Services	29 073 298
Fournitures et matériel	7 287 234
Paiements de transfert	
Subventions pour la sécurité publique.....	198 419

	109 676 032
Moins : Recouvrements	10 515 719

	99 160 313

Crédits législatifs	
Autres opérations	
Créances irrécouvrables,	
<i>Loi sur l'administration financière</i>	300 000

	300 000

TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR	
LE PROGRAMME DE LA SÉCURITÉ	
DES USAGERS DE LA ROUTE	99 460 313
	=====

MINISTÈRE DES TRANSPORTS
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
2704				
FONCTIONNEMENT				
1	276 549 600	39 079 000	315 628 600	Opérations et entretien..... 315 028 494
L	1 000		1 000	Créances irrécouvrables, Loi sur l'administration financière 0
	_____	_____	_____	_____
	* 276 550 600	39 079 000	315 629 600	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR
	=====	=====	=====	LE PROGRAMME DE GESTION
				DES ROUTES PROVINCIALES..... 315 028 494
				=====
Actifs				
5	1 000		1 000	Gestion des routes provinciales 0
	_____	_____	_____	_____
	1 000		1 000	TOTAL (ACTIFS) POUR LE
	=====	=====	=====	PROGRAMME DE GESTION
				DES ROUTES PROVINCIALES..... 0
				=====

* Y Compris le Mandats spéciaux de 106 600 000 \$

MINISTÈRE DES TRANSPORTS
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
2704				
IMMOBILISATIONS				
				PROGRAMME DE GESTION DES ROUTES PROVINCIALES
2	572 943 000	18 740 300	591 683 300	Génie des transports et construction 577 418 038
4	1 000		1 000	Travaux routiers en cours 0
L	441 614 600		441 614 600	Amortissement, Génie et construction, <i>Loi sur l'administration financière</i> 405 090 692
L	2 874 800		2 874 800	Amortissement, Groupe de mise en œuvre des initiatives frontalières de Windsor, <i>Loi sur l'administration financière</i> 0
				TOTAL (IMMOBILISATIONS) POUR LE PROGRAMME DE GESTION DES ROUTES PROVINCIALES..... 982 508 730
	† 1 017 433 400	18 740 300	1 036 173 700	
Actifs				
3	1 086 366 500	998 300	1 087 364 800	Infrastructure de transport – Actifs 1 076 263 002
	** 1 086 366 500	998 300	1 087 364 800	TOTAL (ACTIFS) POUR LE PROGRAMME DE GESTION DES ROUTES PROVINCIALES... 1 076 263 002

Description du programme:

Ce programme supervise l'entretien et l'exploitation du réseau routier de la province, et il investit stratégiquement dans l'infrastructure routière.

Le programme gère les activités visant à garantir la sûreté du réseau routier provincial, permet la circulation des personnes et des marchandises et fait la promotion de la durabilité économique, environnementale et sociale. Les stratégies d'investissement consistent notamment à préserver l'infrastructure routière existante par l'application de principes de gestion des biens, à améliorer les couloirs commerciaux menant aux principaux postes frontaliers (en particulier le passage Windsor-Detroit) et à intégrer réseau routier et transports en commun.

Ses activités comprennent notamment l'entretien normal du réseau routier, le déneigement et le déverglage, la planification du réseau routier, le génie et la conception détaillée, la réfection des routes ainsi que la construction et la gestion des chantiers de construction.

Le programme élabore aussi les politiques et directives opérationnelles et fixe les normes d'entretien, de conception et de construction des routes. En plus du réseau routier, le programme est responsable des services d'aéroport aménagés dans les régions éloignées du Nord de l'Ontario et des services de traversiers à divers endroits partout dans la province.

† Y Compris le Mandats spéciaux de 75 000 000 \$

** Y Compris le Mandats spéciaux de 380 000 000 \$

MINISTÈRE DES TRANSPORTS

PROGRAMME DE GESTION DES ROUTES PROVINCIALES – CRÉDIT 2704

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

\$		\$		\$		\$		\$			
FONCTIONNEMENT				IMMOBILISATIONS							
Opérations et entretien (Poste 1)				Génie des transports et construction (Poste 2)							
Traitements et salaires.....				41 546 454		Traitements et salaires.....				44 467 287	
Avantages sociaux.....				8 383 127		Avantages sociaux.....				8 305 958	
Transports et communications.....				2 884 456		Transports et communications.....				2 686 708	
Services.....				226 675 538		Services.....				78 191 540	
Fournitures et matériel.....				44 162 936		Fournitures et matériel.....				25 269 213	
Paiements de transfert						Paiements de transfert.....					
Paiements tenant lieu						Fonds pour l'adaptation.....				432 375 329	
d'impôt aux municipalités.....				2 240 503		Premières nations.....				2 771 197	
Traversiers municipaux.....				2 615 881							
Impôts sur les propriétés											
provinciales.....				1 021 942							

				5 878 326							

				329 530 837						435 146 526	

				14 502 343						594 067 232	

				315 028 494						16 649 194	

										577 418 038	

MINISTÈRE DES TRANSPORTS

PROGRAMME DE GESTION DES ROUTES PROVINCIALES – CRÉDIT 2704

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

	\$	\$		\$	\$
<i>Immobilisations et construction routières</i>			<i>Travaux routiers en cours</i>		
Traitements et salaires.....	42 428 401		Traitements et salaires.....	56 747 462	
Avantages sociaux.....	8 078 170		Avantages sociaux.....	7 469 655	
Transports et communications.....	2 378 778		Transports et communications.....	1 907 354	
Services.....	35 967 866		Services.....	7 261 206	
Fournitures et matériel.....	24 022 387		Fournitures et matériel.....	1 685 220	
				75 070 897	
	112 875 602		Moins : Recouvrements.....	75 070 897	0
Moins : Recouvrements.....	16 601 168				
	96 274 434				
<i>Transport aérien dans les régions éloignées</i>			<i>Groupe de mise en œuvre des initiatives frontalières de Windsor</i>		
Transports et communications.....	150 009		Traitements et salaires.....	651 590	
Services.....	3 715 652		Avantages sociaux.....	114 951	
Fournitures et matériel.....	1 192 114		Transports et communications.....	31 757	
			Services.....	32 959	
	5 057 775		Fournitures et matériel.....	7 211	
Moins : Recouvrements.....	48 026			838 468	
	5 009 749		Moins : Recouvrements.....	838 468	0
<i>Groupe de mise en œuvre des initiatives frontalières de Windsor</i>					
Traitements et salaires.....	2 038 886		TOTAL (IMMOBILISATIONS) POUR		
Avantages sociaux.....	227 788		LE PROGRAMME DE GESTION		
Transports et communications.....	157 921		DES ROUTES PROVINCIALES.....		
Services.....	38 508 022			982 508 730	
Fournitures et matériel.....	54 712				
	40 987 329		Actifs		
<i>Crédits législatifs</i>			<i>Infrastructure de transport – Actifs (Poste 3)</i>		
Autres opérations			Immobilisations matérielles.....	1 555 925 211	
Amortissement, Génie et construction, <i>Loi</i>			Moins : Recouvrements.....	479 662 209	
sur l'administration financière.....	405 090 692			1 076 263 002	
	405 090 692		<i>Infrastructure de transport – Actifs</i>		
<i>Travaux routiers en cours (Poste 4)</i>			Immobilisations matérielles.....	1 538 768 780	
Traitements et salaires.....	57 399 052		Moins : Recouvrements.....	479 662 209	
Avantages sociaux.....	7 584 606			1 059 106 571	
Transports et communications.....	1 939 111		<i>Groupe de mise en œuvre des initiatives frontalières de Windsor</i>		
Services.....	7 294 165		Immobilisations matérielles.....	17 156 431	
Fournitures et matériel.....	1 692 431			17 156 431	
	75 909 365		TOTAL (ACTIFS D'IMMOBILISATIONS)		
Moins : Recouvrements.....	75 909 365		POUR LE PROGRAMME DE GESTION		
	0		DES ROUTES PROVINCIALES.....		
				1 076 263 002	

MINISTÈRE DES TRANSPORTS
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
2705				
FONCTIONNEMENT				PROGRAMME DU GROUPEMENT DE L'ÉCONOMIE ET DES TRANSPORTS
1	55 740 700	200 000	55 940 700	Information et technologie de l'information 55 627 126
3	97 500		97 500	Soutien aux transports et aux ministères à vocation économique 87 976
	* 55 838 200	200 000	56 038 200	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DU GROUPEMENT DE L'ÉCONOMIE ET DES TRANSPORTS..... 55 715 102
Actifs				
2	1 000		1 000	Information et technologie de l'information 0
	1 000		1 000	TOTAL (ACTIFS) POUR LE PROGRAMME DU GROUPEMENT DE L'ÉCONOMIE ET DES TRANSPORTS..... 0

Description du programme :

Le Groupement de l'économie et des transports offre son leadership relativement à l'utilisation de la technologie de l'information aux ministères suivants : Transports, Travail, Énergie, Développement économique et Commerce, Recherche et Innovation et Petites Entreprises et Entrepreneuriat.

Le Groupement permet aux ministères de réaliser les volets de leur planification axée sur les résultats en gérant de façon efficace les ressources en information et technologie de l'information (ITI). De plus, le Groupement planifie les investissements en ITI des ministères et fournit des services de qualité aux clients tout en mesurant et en améliorant continuellement son rendement. Pour améliorer la prestation des programmes, générer de nouvelles affaires et mieux servir ses clients, le Groupement s'attache à moderniser les pratiques, les systèmes et les applications des ministères dans le domaine de l'information.

* Y Compris le Mandats spéciaux de 15 000 000 \$

MINISTÈRE DES TRANSPORTS

PROGRAMME DU GROUPEMENT DE L'ÉCONOMIE ET DES TRANSPORTS – CRÉDIT 2705

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

	\$
FONCTIONNEMENT	
Information et technologie de l'information (Poste 1)	
Traitements et salaires.....	18 211 849
Avantages sociaux.....	2 157 778
Transports et communications.....	1 320 374
Services	33 246 981
Fournitures et matériel	690 144

	55 627 126

Soutien aux transports et aux ministères à vocation économique (Poste 3)	
Traitements et salaires.....	1 971 723
Avantages sociaux.....	255 907
Transports et communications	71 248
Services	9 247 992
Fournitures et matériel	2 797 763

	14 344 633
Moins : Recouvrements	14 256 657

	87 976

TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DU GROUPEMENT L'ÉCONOMIE ET DES TRANSPORTS.....	55 715 102
	=====

MINISTÈRE DES TRANSPORTS

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

	2008 \$	2007 \$
GOUVERNEMENT DU CANADA		
Fonds pour l'infrastructure frontalière	25 632 850	20 866 119
Programme stratégique d'infrastructures routières	15 814 515	5 361 917
Validations des véhicules de défense	1 232 784	1 192 934
Code nationale de sécurité	1 090 670	1 192 350
Recouvrements	793 872	0
Volet Partenariats du millénaire	0	3 379 519
Autres	1 125 478	1 501 799
	<u>45 690 169</u>	<u>33 494 638</u>
 REMBOURSEMENTS DE DÉPENSES	 0	 340 354
 DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS		
Certificat d'immatriculation et droits de transport de véhicules	1 051 033 105	969 818 721
Frais pour chèques refusés	93 248	57 468
Autres	5 697 362	5 171 017
	<u>1 056 823 715</u>	<u>975 047 206</u>
 AMENDES ET PÉNALITÉS		
Indemnités de non-exécution	790 915	1 338 590
 VENTES ET LOCATIONS		
Ventes et locations – Fonctionnement	7 744 146	10 232 815
Ventes et locations – Immobilisations	1 879 461	(7 069 465)
	<u>9 623 607</u>	<u>3 163 350</u>
 REDEVANCES	 9 571	 10 951
 RECOUVREMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES		
Recouvrements de dépenses des années précédentes	47 591 029	30 840 429
Recouvrements des cotisations de tierce partie	2 534 650	2 264 224
	<u>50 125 679</u>	<u>33 104 653</u>
 DIVERS		
Pénalités – intérêt	56 411	25 622
Autres	159 803	1 966 051
	<u>216 214</u>	<u>1 991 673</u>
 TOTAL DES RECETTES DU MINISTÈRE	 <u>1 163 279 870</u>	 <u>1 048 491 415</u>

MINISTÈRE DU TRAVAIL

EXERCICE 2007 – 2008

TABLE DES MATIÈRES

	PAGE
ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS	
SOMMAIRE.....	2-392
ADMINISTRATION DU MINISTÈRE.....	2-393
COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE	2-395
RELATIONS DE TRAVAIL	2-397
SANTÉ ET SÉCURITÉ AU TRAVAIL	2-399
DROITS ET RESPONSABILITÉS EN MATIÈRE D'EMPLOI.....	2-401
DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L)	2-394
ÉTAT DES RECETTES	2-403

MINISTÈRE DU TRAVAIL
ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

2006 – 2007 Dépenses réelles	PROGRAMMES	2007 – 2008	
		Crédits autorisés	Dépenses réelles
\$		\$	\$
FONCTIONNEMENT			
19 625 876	Administration du ministère	22 401 399	22 145 247
3 814 177	Commission de l'équité salariale	3 940 200	3 729 852
20 675 701	Relations de travail	21 809 900	21 265 537
78 692 911	Santé et sécurité au travail	84 911 800	81 863 170
23 541 204	Droits et responsabilités en matière d'emploi	27 589 800	26 644 143
146 349 869	TOTAL (FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE	* 160 653 099	155 647 949

* Y Compris le Mandats spéciaux de 54 037 200 \$

MINISTÈRE DU TRAVAIL
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
1601 FONCTIONNEMENT				PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE
1	22 352 700	(15 000)	22 337 700	Administration du ministère 22 081 233
L	46 858		46 858	Traitement versé au ministre en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> 47 841
L	15 841		15 841	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> 16 173
L	1 000		1 000	Créances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i> 0
	<u>22 416 399</u>	<u>(15 000)</u>	<u>22 401 399</u>	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE ... 22 145 247

Description du programme:

Ce programme coordonne les processus de prise de décisions du ministère et fournit les services techniques et professionnels nécessaires à la conception, la mise en œuvre et la prestation efficace des programmes du ministère. Il comprend le Bureau du ministre, le Bureau de l'adjoint parlementaire et le Bureau du sous-ministre.

* Y Compris le Mandats spéciaux de 8 424 900 \$

MINISTÈRE DU TRAVAIL

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE – CRÉDIT 1601

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

	\$	\$		\$	\$
FONCTIONNEMENT			<i>Services de communication</i>		
Administration du ministère (Poste 1)			Traitements et salaires.....	2 327 440	
Traitements et salaires.....	8 047 016		Avantages sociaux	283 162	
Avantages sociaux.....	1 031 528		Transports et communications.....	70 207	
Transports et communications.....	702 994		Services	534 610	
Services	11 542 944		Fournitures et matériel	117 870	
Fournitures et matériel	756 751			-----	3 333 289
	-----				-----
	22 081 233		<i>Services juridiques</i>		
	-----		Traitements et salaires.....	125 268	
<i>Bureau principal</i>			Transports et communications.....	427 059	
Traitements et salaires.....	2 376 840		Services	6 091 884	
Avantages sociaux.....	308 986		Fournitures et matériel	151 814	
Transports et communications.....	79 848			-----	6 796 025
Services	1 265 983				-----
Fournitures et matériel	64 809		<i>Services de vérification</i>		
	-----		Services	227 100	
	4 096 466			-----	227 100
	-----				-----
<i>Services financiers et administratifs</i>			<i>Systèmes informatiques</i>		
Traitements et salaires.....	1 710 943		Services	1 869 263	
Avantages sociaux.....	222 114			-----	1 869 263
Transports et communications.....	50 737				-----
Services	1 273 321		<i>Crédits législatifs</i>		
Fournitures et matériel	374 723		Traitement versé au ministre en vertu		
	-----		de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>		47 841
	3 631 838		Traitement versé à l'adjoint parlementaire en		
	-----		vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>		16 173
<i>Ressources humaines</i>					-----
Traitements et salaires.....	1 506 525				64 014
Avantages sociaux.....	217 266				-----
Transports et communications.....	75 143		TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR		
Services	280 783		L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE		22 145 247
Fournitures et matériel	47 535				=====

	2 127 252				

MINISTÈRE DU TRAVAIL
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
1602				
FONCTIONNEMENT				
				PROGRAMME DE LA COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE
1	3 422 700	(170 000)	3 252 700	Bureau de l'équité salariale..... 3 100 115
2	617 500	70 000	687 500	Tribunal de l'équité salariale 629 737
				TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DE LA COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE.....
	* 4 040 200	(100 000)	3 940 200	3 729 852

Description du programme :

Le mandat du Bureau de l'équité salariale consiste à administrer et à appliquer la *Loi sur l'équité salariale* de l'Ontario, dont l'objet est d'éliminer la discrimination sexuelle systémique en matière de rémunération salariale pour le travail essentiellement accompli par les femmes. Afin de mener à bien son mandat, le Bureau sensibilise et conseille les employeurs, employés et agents de négociation des secteurs public et privé pour les aider à mettre en place et à maintenir un système d'équité salariale sur leurs lieux de travail. Le Bureau enquête sur les plaintes, surveille l'observation de la loi sur les lieux de travail, cherche à régler les différends opposant les parties et émet des ordonnances exécutoires, au besoin.

Le Tribunal de l'équité salariale, un tribunal administratif tripartite quasi-judiciaire, statue sur les litiges tombant sous le coup de la *Loi sur l'équité salariale*.

* Y Compris le Mandats spéciaux de 1 384 700 \$

MINISTÈRE DU TRAVAIL

PROGRAMME DE LA COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE – CRÉDIT 1602

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

	\$	
FONCTIONNEMENT		
Bureau de l'équité salariale (Poste 1)		
Traitements et salaires.....	2 240 591	
Avantages sociaux.....	247 807	
Transports et communications.....	140 172	
Services	449 907	
Fournitures et matériel	21 638	

	3 100 115	

Tribunal de l'équité salariale (Poste 2)		
Traitements et salaires.....	522 632	
Avantages sociaux.....	45 050	
Transports et communications.....	10 923	
Services	49 850	
Fournitures et matériel	1 282	

	629 737	

TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE		
PROGRAMME DE LA COMMISSION		
DE L'ÉQUITÉ SALARIALE	3 729 852	
	=====	

MINISTÈRE DU TRAVAIL
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés				Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total		
	\$	\$	\$		\$
1603				PROGRAMME DES RELATIONS DE TRAVAIL	
FONCTIONNEMENT					
1	12 314 700	115 000	12 429 700	Commission des relations de travail de l'Ontario	12 137 924
2	1 291 500		1 291 500	Commissions de règlement des griefs.....	1 226 607
3	8 088 700		8 088 700	Relations patronales-syndicales	7 901 006
				TOTAL (FONCTIONNEMENT)	
				POUR LE PROGRAMME DES	
				RELATIONS DE TRAVAIL	21 265 537
	* 21 694 900	115 000	21 809 900		

Description du programme:

Le rôle des Relations de travail est de promouvoir un climat propice à des relations de travail stables et des rapports harmonieux sur les lieux de travail de la province.

La Commission des relations de travail de l'Ontario est un tribunal quasi-judiciaire indépendant qui assure, conformément à plusieurs lois de l'Ontario, la médiation et l'arbitrage de diverses questions touchant l'emploi et les relations de travail, notamment les appels de décisions rendues par les agents des normes d'emploi et les inspecteurs de la santé et sécurité au travail.

La Commission de règlement des griefs des employés de la Couronne est un tribunal quasi-judiciaire indépendant qui assure la médiation et l'arbitrage des conflits de travail mettant en cause des employés de la Couronne de l'Ontario. Cette commission fournit également des services financiers et administratifs à la Commission des griefs de la fonction publique, un organisme du ministère des Services gouvernementaux.

Les Relations patronales-syndicales fournissent une aide neutre et indépendante aux syndicats et aux employeurs en leur offrant des services de conciliation et de médiation en matière de conventions collectives, en nommant des arbitres et en fournissant des renseignements sur les négociations collectives.

* Y Compris le Mandats spéciaux de 6 610 000 \$

MINISTÈRE DU TRAVAIL

PROGRAMME DES RELATIONS DE TRAVAIL – CRÉDIT 1603

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

	\$
FONCTIONNEMENT	
Commission des relations de travail de l'Ontario (Poste 1)	
Traitements et salaires.....	7 835 442
Avantages sociaux.....	1 010 737
Transports et communications.....	581 960
Services	2 581 163
Fournitures et matériel	128 622

	12 137 924

Commission de règlement des griefs (Poste 2)	
Traitements et salaires.....	374 399
Avantages sociaux.....	47 922
Transports et communications.....	196 078
Services	1 529 209
Fournitures et matériel	23 277

	2 170 885
Moins : Recouvrements	944 278

	1 226 607

Relations patronales-syndicales (Poste 3)	
Traitements et salaires.....	5 316 470
Avantages sociaux.....	599 841
Transports et communications.....	739 810
Services	1 286 624
Fournitures et matériel	58 261

	8 001 006
Moins : Recouvrements	100 000

	7 901 006

TOTAL (FONCTIONNEMENT)	
POUR LE PROGRAMME DES	
RELATIONS DE TRAVAIL.....	21 265 537
	=====

MINISTÈRE DU TRAVAIL
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
1604				
FONCTIONNEMENT				
				PROGRAMME DE SANTÉ ET SÉCURITÉ AU TRAVAIL
1	84 908 800		84 908 800	Santé et sécurité au travail 81 863 170
				Administration du Programme de consultation portant sur la sécurité professionnelle et l'assurance contre les accidents du travail
2	1 000		1 000	0
3	1 000		1 000	Bureau des conseillers des travailleurs 0
4	1 000		1 000	Bureau des conseillers des employeurs..... 0
				TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DE SANTÉ ET SÉCURITÉ AU TRAVAIL 81 863 170
	* 84 911 800		84 911 800	

Description du programme :

Le programme de santé et sécurité au travail a pour principal rôle d'élaborer, de communiquer et de faire appliquer les lois et règlements en matière de santé et sécurité au travail afin de réduire ou d'éliminer les blessures ou maladies sur le lieu de travail.

Le programme assure le respect de la *Loi sur la santé et la sécurité au travail* (la Loi) et aide les parties à créer des lieux de travail sains et sécuritaires. Grâce à l'administration et l'application de la Loi et de ses règlements, le programme encourage les employeurs et les travailleurs à identifier et prévenir ensemble les dangers pour la santé et la sécurité.

Le Bureau des conseillers des travailleurs et le Bureau des conseillers des employeurs offrent des services de consultation, de représentation et d'éducation aux travailleurs non syndiqués victimes d'accident et aux survivants, ainsi qu'aux patrons de petites entreprises ayant moins de 100 employés (respectivement), et les représentent devant la Commission de la sécurité professionnelle et de l'assurance contre les accidents du travail et devant le Tribunal d'appel de la sécurité professionnelle et de l'assurance contre les accidents du travail.

* Y Compris le Mandats spéciaux de 26 942 900 \$

PROGRAMME DE SANTÉ ET SÉCURITÉ AU TRAVAIL – CRÉDIT 1604

\$	\$	\$	
FONCTIONNEMENT		Bureau des conseillers des travailleurs (Poste 3)	
Santé et sécurité au travail (Poste 1)			
Traitements et salaires.....	52 890 451	Traitements et salaires..... 6 589 405	
Avantages sociaux.....	7 271 131	Avantages sociaux 1 542 894	
Transports et communications	4 008 359	Transports et communications..... 406 162	
Services	14 815 709	Services	1 629 106
Fournitures et matériel	3 083 600	Fournitures et matériel..... 235 119	
Paiements de transfert		Paiements de transfert	
Subventions à l'Institut de		Initiative de formation du Programme	
radioprotection du Canada	40 000	de consultation portant sur la sécurité	
Subventions pour la promotion		professionnelle et l'assurance contre	
de l'amélioration des pratiques		les accidents du travail	250 000
de santé et sécurité	6 000		
	-----		-----
	46 000		10 652 686
	-----	Moins : Recouvrements	10 652 686
	82 115 250		-----
Moins : Recouvrements	252 080		0
	-----		-----
	81 863 170		

Administration du Programme de consultation		Bureau des conseillers des employeurs (Poste 4)	
portant sur la sécurité professionnelle et			
l'assurance contre les accidents du travail (Poste 2)			
Traitements et salaires.....	490 500	Traitements et salaires.....	2 000 398
Avantages sociaux.....	75 900	Avantages sociaux	401 448
Transports et communications	8 200	Transports et communications.....	128 849
Services	5 600	Services	333 632
Fournitures et matériel	10 400	Fournitures et matériel.....	63 693
	-----		-----
	590 600		2 928 020
Moins : Recouvrements	590 600	Moins : Recouvrements	2 928 020
	-----		-----
	0		0
	-----		-----
		TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR	
		LE PROGRAMME DE SANTÉ	
		ET SÉCURITÉ AU TRAVAIL	81 863 170
			=====

MINISTÈRE DU TRAVAIL

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
1605 FONCTIONNEMENT				PROGRAMME DES DROITS ET RESPONSABILITÉS EN MATIÈRE D'EMPLOI
1	27 589 800		27 589 800	Normes d'emploi 26 644 143
				TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DES DROITS ET RESPONSABILITÉS EN MATIÈRE D'EMPLOI 26 644 143
	* 27 589 800		27 589 800	

Description du programme:

Le programme assure l'administration et l'application de la *Loi de 2000 sur les normes d'emploi* et de ses règlements.

Le programme assure la protection des travailleurs de l'Ontario grâce à l'instauration de normes minimales d'emploi régissant les salaires et les conditions de travail. Il assure le respect de ces normes au moyen d'inspections, d'enquêtes et de mesures d'application et encourage l'autonomie par le biais d'initiatives de prévention.

* Y Compris le Mandats spéciaux de 10 674 700 \$

MINISTÈRE DU TRAVAIL

PROGRAMME DES DROITS ET RESPONSABILITÉS EN MATIÈRE D'EMPLOI – CRÉDIT 1605

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

	\$	
FONCTIONNEMENT		
Normes d'emploi (Poste 1)		
Traitements et salaires	17 004 974	
Avantages sociaux	2 346 103	
Transports et communications	1 229 158	
Services	5 705 287	
Fournitures et matériel	415 536	

	26 701 058	
Moins : Recouvrements	56 915	

	26 644 143	

TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DES DROITS ET RESPONSABILITÉS EN MATIÈRE D'EMPLOI	26 644 143	
	=====	

MINISTÈRE DU TRAVAIL

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

	2008 \$	2007 \$
GOUVERNEMENT DU CANADA		
Entente relative aux travailleurs du secteur nucléaire	4 810	1 363
	-----	-----
REMBOURSEMENTS DE DÉPENSES		
<i>Loi sur la santé et la sécurité au travail</i>	88 922 969	80 746 942
Part des coûts de la Commission de règlement des griefs assumée par le SEFPO	1 085 555	809 625
Programme de protection des salaires des employés	312 017	56 534
Part des coûts de la Commission de règlement des griefs assumée par l'employeur	151 930	91 994
Autres	110 281	165 000
	-----	-----
	90 582 752	81 870 095
	-----	-----
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS		
Laboratoire de manipulation de matériaux	423 071	381 147
Demande de renseignements – <i>Loi sur l'accès à l'information et la protection de la vie privée</i>	5 815	6 650
Droits liés à l'application de la <i>Loi sur l'accès à l'information et la protection de la vie privée</i>	5 453	4 222
Programme de perfectionnement des arbitres	3 507	0
Étude de plans de bâtiments	0	77 600
Frais pour chèques refusés – <i>Loi sur l'administration financière</i>	0	70
	-----	-----
	437 846	469 689
	-----	-----
AMENDES ET PÉNALITÉS		
<i>Loi sur les normes d'emploi</i>	285 588	268 596
Pénalité monétaire	47 469	61 791
Normes d'emploi – Frais judiciaires	0	5 000
	-----	-----
	333 057	335 387
	-----	-----
VENTES ET LOCATIONS		
Publications, imprimés, photocopies etc.	41 830	96 612
Abonnements	36 457	600
	-----	-----
	78 287	97 212
	-----	-----
RECOUVREMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES	7 301 924	45 960
	-----	-----
DIVERS		
Audiences de grief dans l'industrie de la construction	409 843	430 174
Intérêts bancaires	79 768	98 476
Autres	11 882	3 134
	-----	-----
	501 493	531 784
	-----	-----
TOTAL DES RECETTES DU MINISTÈRE	99 240 169	83 351 490
	=====	=====

Section 3

Annexes - Dette

TITRES ÉMIS

Pour l'exercice terminé le 31 mars 2008

La présente annexe contient des renseignements sur les opérations d'emprunt effectuées pendant l'exercice qui ont eu pour effet d'augmenter l'encours de la dette de la province. On trouvera aux pages 3-14 à 3-41 le solde enregistré à la fin de l'exercice pour les comptes de passif, ainsi que des renseignements complémentaires.

Série	Taux d'intérêt	Date d'échéance	Valeur nominale
	%		\$
PAYABLE AU CANADA EN DOLLARS CANADIENS			
DETTE CONTRACTÉE HORS DES MARCHÉS PUBLICS			
Office d'investissement du régime de pensions du Canada :			
RPC 763	4,68	16 juin 2015.....	42 300 000
RPC765	4,08	10 septembre 2016	31 374 000
RPC762	4,88	10 février 2017	60 522 000
RPC764	4,71	10 juin 2035.....	55 063 000
RPC759	4,63	1 ^{er} mai 2037.....	41 756 000
RPC760	4,68	4 mai 2037.....	50 000 000
RPC761	4,66	7 mai 2037.....	150 000 000
TOTAL - OFFICE D'INVESTISSEMENT DU RÉGIME DE PENSIONS DU CANADA			431 015 000
Société ontarienne de gestion des fonds des investisseurs immigrants :			
OIIC101	1M ONT B. Trésor	14 février 2009	680 000
OIIC90	Zéro	23 mars 2012	6 660 007
OIIC91	Zéro	23 avril 2012	8 293 671
OIIC92	Zéro	24 mai 2012.....	11 478 504
OIIC93	Zéro	22 juin 2012.....	16 931 034
OIIC94	Zéro	24 juillet 2012	24 609 109
OIIC95	Zéro	24 août 2012	24 982 043
OIIC96	Zéro	24 septembre 2012	34 819 494
OIIC97	Zéro	24 octobre 2012.....	25 605 710
OIIC98	Zéro	23 novembre 2012.....	26 565 115
OIIC99	Zéro	24 décembre 2012	24 715 270
OIIC100	Zéro	24 janvier 2013.....	11 874 045
OIIC102	Zéro	21 février 2013	18 421 923
			235 635 925
Escompte non amorti sur de nouveaux titres			(45 777 999)
Escompte amorti pour l'exercice terminé le 31 mars 2008.....			20 697 382
			210 555 308
AUGMENTATION DE L'EMPRUNT EN DOLLARS CANADIENS			
HORS DES MARCHÉS PUBLICS.....			641 570 308

TITRES ÉMIS -Suite

Pour l'exercice terminé le 31 mars 2008

Série	Taux d'intérêt	Date d'échéance	Valeur nominale
	%		\$
PAYABLE AU CANADA EN DOLLARS CANADIENS (suite)			
DETTE CONTRACTÉE SUR LES MARCHÉS PUBLICS			
DMTN144	4,00	19 mai 2010.....	1 350 000 000
DMTN179	3 TCAB - 0,16	3 décembre 2010	1 400 000 000
DMTN165	4,40	2 décembre 2011	500 000 000
DMTN 175	4,60	2 décembre 2012	213 000 000
DMTN178	4,50	2 décembre 2012	1 500 000 000
DMTN173	4,30	8 mars 2017	2 400 000 000
DMTN183	4,20	3 mars 2018.....	260 000 000
DMTN180	4,50	2 juin 2021	75 000 000
DMTN181	4,50	2 décembre 2022	75 000 000
DMTN177	4,95	8 septembre 2023	75 000 000
DMTN164	4,70	2 juin 2037	3 600 000 000
DMTN182	4,60	2 juin 2039	600 000 000
DMTN176	4,50	2 juin 2047	128 000 000
Obligations d'épargne de l'Ontario	Divers	21 juin 2010 - 21 juin 2014	1 272 622 900
Bons du Trésor	Divers	1 ^{er} avril 2007 - 2 mars 2009	1 697 243 000
TOTAL - AUGMENTATION DE L'EMPRUNT EN DOLLARS CANADIENS			
SUR LES MARCHÉS PUBLICS			15 145 865 900
TOTAL - AUGMENTATION DE L'EMPRUNT EN DOLLARS CANADIENS			15 787 436 208

TITRES ÉMIS – Fin
Pour l'exercice terminé le 31 mars 2008

Série	Taux d'intérêt	Date d'échéance	Valeur nominale
	%		\$
PAYABLE SUR LES MARCHÉS INTERNATIONAUX EN DOLLARS AMÉRICAINS			
PP	2,75	22 février 2011	1 500 000 000
PN	4,95	1 ^{er} juin 2012	1 000 000 000
			<u>2 500 000 000</u>
ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS			
AU TAUX DE CHANGE DE 1,03616 \$.....			<u>2 590 399 991</u>
PAYABLE AUX ÉTATS-UNIS EN DOLLARS AMÉRICAINS			
Effets de commerce américains	Divers	1 ^{er} avril 2007 - 20 mars 2008	392 000 000
			<u>392 000 000</u>
ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS			
AU TAUX DE CHANGE DE 0,99557 \$.....			<u>390 261 790</u>
AUGMENTATION DE L'EMPRUNT EN DEVISES ÉTRANGÈRES			<u>2 980 661 781</u>
Écarts dus à la conversion en dollars canadiens			
de la dette contractée en devises étrangères			<u>(123 848 729)</u>
VALEUR DES TITRES ÉMIS AUX FINS DE LA PROVINCE.....			18 644 249 260
Redressement de consolidation et autres redressements –			
Autres organismes gouvernementaux			<u>(304 456 397)</u>
VALEUR DES TITRES ÉMIS AUX FINS DE LA PROVINCE APRÈS REDRESSEMENT DE			
CONSOLIDATION ET AUTRES REDRESSEMENTS			18 339 792 863
Titres émis pour la Société financière de l'industrie de l'électricité de l'Ontario			<u>2 578 950 000</u>
TOTAL - TITRES ÉMIS			<u>20 918 742 863</u>

REMBOURSEMENT DE LA DETTE

Pour l'exercice terminé le 31 mars 2008

Série	Taux d'intérêt	Date d'échéance	Valeur nominale
	%		\$
PAYABLE AU CANADA EN DOLLARS CANADIENS			
DETTE CONTRACTÉE HORS DES MARCHÉS PUBLICS			
Fonds de placement du Régime de pensions du Canada :			
RPC	10,79	1 ^{er} octobre 2007.....	42 300 000
Société canadienne d'hypothèques et de logement :			
CMHC	5,375 - 15,75	2 avril 2007 - 3 mars 2008	9 823 644
Caisse de retraite des fonctionnaires :			
PSPF	12,79 - 15,38	16 avril 2007 - 17 mars 2008	241 437 895
Caisse de retraite du Syndicat des employés de la fonction publique :			
SEFPO	12,79 - 15,38	16 avril 2007 - 17 mars 2008	114 696 186
Régime de retraite de Ryerson :			
RRPF	9,64	2 avril 2007	1 618 485
Caisse de retraite des enseignantes et des enseignants de l'Ontario :			
TI	10,15 - 15,38	2 avril 2007 - 31 mars 2008	1 945 000 000
Société ontarienne de gestion des fonds des investisseurs immigrants :			
OIIC	Variable	29 janvier 2008 - 14 février 2008.....	800 000
OIIC	Zéro	23 avril 2007 - 24 mars 2008	23 744 378
REMBOURSEMENT DE LA DETTE CONTRACTÉE HORS DES MARCHÉS PUBLICS			2 379 420 588

REMBOURSEMENT DE LA DETTE – Suite

Pour l'exercice terminé le 31 mars 2008

Série	Taux d'intérêt	Date d'échéance	Valeur nominale
	%		\$
DETTE CONTRACTÉE SUR LES MARCHÉS PUBLICS			
DMTN96	3TCAB	18 juin 2007	150 000 000
DMTN114	Accélérateur	9 juillet 2007	26 000 000
DMTN46	Zéro	9 juillet 2007	460 422
JA	9,4688	10 juillet 2007	475 848
DMTN99	3,21	13 août 2007	13 837 680
LE	6,125	12 septembre 2007	1 660 000 000
LH	5,875	10 décembre 2007	66 475 000
DMTN136	3TCAB+0,19	25 janvier 2008	50 000 000
DMTN91	Accélérateur	28 janvier 2008	25 000 000
DMTN46	Zéro	7 janvier 2008	446 676
JA	9,4688	10 janvier 2008	452 165
DMTN98	Accélérateur	12 février 2008	25 000 000
DMTN99	3,21	13 février 2008	14 059 774
DMTN139	Accélérateur	25 février 2008	25 000 000
DMTN118	Accélérateur	7 mars 2008	31 000 000
DMTN161	3,875	10 mars 2008	1 000 000 000
DMTN119	5,60	11 mars 2008	15 700 000
JG	9,50	11 mars 2008	22 000 000
DMTN101	Accélérateur	19 mars 2008	30 000 000
DMTN121	Accélérateur	20 mars 2008	25 000 000
DMTN103	Accélérateur	26 mars 2008	30 000 000
			3 210 907 565

OBLIGATIONS D'ÉPARGNE DE L'ONTARIO

1995	Divers	1 ^{er} mars 2000	313 800
1996	Divers	21 juin 2000	127 400
1997	Divers	21 juin 2000 - 21 juin 2004	672 200
1998	Divers	21 juin 2001 - 21 juin 2005	1 073 500
1999	Divers	21 juin 2002 - 21 juin 2006	2 972 800
2000	Divers	21 juin 2003 - 21 juin 2007	61 448 500
2001	Divers	21 juin 2004 - 21 juin 2008	22 470 800
2002	Divers	21 juin 2005 - 21 juin 2009	430 545 400
2003	Divers	21 juin 2006 - 21 juin 2010	321 250 700

REMBOURSEMENT DE LA DETTE – Suite

Pour l'exercice terminé le 31 mars 2008

Série	Taux d'intérêt	Date d'échéance	Valeur nominale
	%		\$
OBLIGATIONS D'ÉPARGNE DE L'ONTARIO (Suite)			
2004	Divers	21 juin 2007 - 21 juin 2011	211 727 500
2005	Divers	21 juin 2008 - 21 juin 2012	63 849 700
2006	Divers	21 juin 2009 - 21 juin 2013	565 043 500
2007	Divers	21 juin 2010 - 21 juin 2014	295 012 800

			1 976 508 600

PAYABLE EN EUROPE EN DOLLARS CANADIENS			
EMTN52	4,375	10 septembre 2007	750 000 000
EMTN51	5,125	31 décembre 2007	350 000 000

			1 100 000 000

TOTAL - REMBOURSEMENT DE LA DETTE - DETTE EN DOLLARS CANADIENS			8 666 836 753

PAYABLE SUR LES MARCHÉS INTERNATIONAUX EN DOLLARS AMÉRICAINS			
PJ	4,75	12 juillet 2007	50 000 000
PK	5,45	12 juillet 2007	100 000 000
PM	4,95	12 juillet 2007 - 10 août 2007	109 000 000
PB	3,35	16 juillet 2007	1 000 000 000
PN	4,95	10 septembre 2007	100 000 000
NQ	5,125	10 septembre 2007	42 400 000
NR	3,50	17 septembre 2007	1 000 000 000
PD	3,375	15 janvier 2008.....	1 000 000 000

			3 401 400 000

ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS			
AU TAUX DE CHANGE DE 1,27642 \$			4 341 631 518

REMBOURSEMENT DE LA DETTE – Suite

Pour l'exercice terminé le 31 mars 2008

Série	Taux d'intérêt	Date d'échéance	Valeur nominale
	%		\$
PAYABLE AU JAPON EN YENS JAPONAIS			
YL012	2,615	18 juillet 2007	10 000 000 000
			10 000 000 000
ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS			
AU TAUX DE CHANGE DE 0,011992 \$			119 921 363
PAYABLE EN EUROPE EN YENS JAPONAIS			
EMTN34	3,58	13 juin 2007	10 000 000 000
EMTN36	2,60	25 février 2008	7 100 000 000
			17 100 000 000
ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS			
AU TAUX DE CHANGE DE 0,011714 \$			200 313 286
PAYABLE EN EUROPE EN DOLLARS AUSTRALIENS			
EMTN54	4,75	7 mars 2008	100 000 000
			100 000 000
ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS			
AU TAUX DE CHANGE DE 0,66331 \$			66 330 800
PAYABLE EN EUROPE EN RANDS SUD-AFRICAINS			
EMTN78	9,00	10 mars 2008	240 000 000
			240 000 000
ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS			
AU TAUX DE CHANGE DE 0,12650 \$			30 360 000

REMBOURSEMENT DE LA DETTE – Fin

Pour l'exercice terminé le 31 mars 2008

Série	Taux d'intérêt	Date d'échéance	Valeur nominale
	%		\$
PAYABLE SUR LES MARCHÉS INTERNATIONAUX EN DOLLARS NÉO-ZÉLANDAIS			
PG	6,25	1 ^{er} octobre 2007.....	31 550 000
NV	5,75	3 mars 2008.....	250 000 000

			281 550 000

ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS			
AU TAUX DE CHANGE DE 0,58739 \$			165 380 323

REMBOURSEMENT EN DOLLARS CANADIENS DE LA DETTE			
CONTRACTÉE SUR LES MARCHÉS PUBLICS EN DEVICES ÉTRANGÈRES			4 923 937 290

Contribution au fonds d'amortissement de la dette de la School Board Trust			17 910 173

REMBOURSEMENT DE LA DETTE AUX FINS DE LA PROVINCE			13 608 684 216
Redressement net de consolidation et autres redressements –			
Autres organismes gouvernementaux			16 832 116

REMBOURSEMENT DE LA DETTE AUX FINS DE LA PROVINCE APRÈS			
REDRESSEMENT NET DE CONSOLIDATION ET AUTRES REDRESSEMENTS			13 625 516 332
Remboursement de la dette contractée aux fins de la Société financière			
de l'industrie de l'électricité à de l'Ontario			2 229 713 769

TOTAL - REMBOURSEMENT DE LA DETTE			15 855 230 101
			=====

SOMMAIRE DE L'ENCOURS DE LA DETTE

Au 31 mars 2008

	2008 \$	2007 \$
Dette contractée aux fins de la province :		
Caisse de retraite des enseignantes et des enseignants de l'Ontario	4 466 000 000	6 411 000 000
Fonds de placement du Régime de pensions du Canada.....	0	5 981 474 000
Office d'investissement du régime de pensions du Canada	7 360 348 000	990 159 000
Caisse de retraite des fonctionnaires.....	2 260 245 103	2 501 682 998
Caisse de retraite du Syndicat des employés de la fonction publique de l'Ontario.....	1 073 739 865	1 188 436 051
Société ontarienne d'hypothèques et de logement	1 157 212 297	1 157 212 297
Société ontarienne de gestion des fonds des investisseurs immigrants.....	587 714 374	401 703 444
Société canadienne d'hypothèques et de logement (SCHL)	157 338 400	167 162 044
Régime de retraite de Ryerson.....	0	1 618 485
	-----	-----
	17 062 598 039	18 800 448 319
Investisseurs publics	105 537 334 493	100 129 628 087
Obligations d'épargne de l'Ontario	3 568 031 400	4 271 917 100
Bons du Trésor.....	4 766 341 000	3 069 098 000
Dette de la School Board Trust.....	830 515 055	848 425 229
Effets de commerce américains	644 302 590	254 040 800
	-----	-----
TOTAL - DETTE CONTRACTÉE AUX FINS DE LA PROVINCE	132 409 122 577	127 373 557 535
Redressement net de consolidation et autres redressements	1 407 584 059	1 728 872 572
	-----	-----
TOTAL - DETTE CONTRACTÉE AUX FINS DE LA PROVINCE APRÈS REDRESSEMENT NET DE CONSOLIDATION ET AUTRES REDRESSEMENTS.....	133 816 706 636	129 102 430 107
	=====	=====
Dette contractée aux fins d'investissement* :		
Ontario Power Generation Inc.	5 126 000 000	5 126 000 000
Hydro One Inc.	3 759 000 000	3 759 000 000
	-----	-----
TOTAL - DETTE CONTRACTÉE AUX FINS D'INVESTISSEMENT	8 885 000 000	8 885 000 000
	-----	-----
Dette contractée pour la Société financière de l'industrie de l'électricité de l'Ontario (SFIEO) :		
Fonds de placement du Régime de pensions du Canada.....	1 470 497 000	1 859 212 000
Investisseurs publics	16 255 224 760	14 168 712 028
Bons du Trésor.....	1 202 582 000	1 583 000 000
	-----	-----
TOTAL - DETTE CONTRACTÉE AUX FINS DE LA SFIEO...	18 928 303 760	17 610 924 028
Dette directe de la SFIEO	9 311 074 000	10 279 217 500
	-----	-----
TOTAL - DETTE DE LA SFIEO.....	28 239 377 760	27 890 141 528
	=====	=====

*La dette contractée aux fins d'investissement à la suite d'un échange de créances contre actifs entre la province, Ontario Power Generation Inc. et Hydro One Inc. est éliminée au moment de la consolidation.

SOMMAIRE DE L'ENCOURS DE LA DETTE – Suite**Au 31 mars 2008**

La Caisse de retraite des enseignantes et des enseignants de l'Ontario est administrée par le Conseil du régime de retraite des enseignantes et des enseignants de l'Ontario. La Caisse de retraite des fonctionnaires et le Régime de retraite du Syndicat des employés de la fonction publique de l'Ontario sont administrés respectivement par la Commission du Régime de retraite de l'Ontario et le Fonds en fiducie du Régime de retraite du Syndicat des employés de la fonction publique de l'Ontario. Le Régime de retraite de Ryerson est administré par l'Université polytechnique Ryerson. La dette contractée pour ces fonds consiste en débentures non négociables de la province. La dette du Régime de retraite de Ryerson est arrivée à échéance le 2 avril 2007.

L'Office d'investissement du régime de pensions du Canada a permis à la province d'obtenir des fonds provenant des cotisations mensuelles au Régime de pensions du Canada, les montants sont à peu près équivalents aux contributions versées par les cotisants de l'Ontario. La province émet des débentures non négociables pour le compte du Fonds à des taux d'intérêt indexés sur le coût des emprunts à long terme contractés par le gouvernement du Canada sur les marchés publics canadiens.

À l'origine, la Société ontarienne d'hypothèques et de logement (SOHL) (autrefois Société de logement de l'Ontario) avait emprunté des fonds à long terme au Fonds de placement du Régime de pensions du Canada (RPC) pour accorder des prêts hypothécaires à des groupes à but non lucratif dans le cadre du projet « Maisons pour de bon ». À mesure que ces groupes refinancent dans le secteur privé les prêts hypothécaires qui leur sont consentis par la SOHL, cette dernière prête au gouvernement provincial les fonds devenus disponibles en échange de débentures provinciales. Cette dette est éliminée lors de la consolidation des états financiers des Comptes publics de l'Ontario.

La Société ontarienne de gestion des fonds des investisseurs immigrants (SOGFII) est un organisme opérationnel du gouvernement de l'Ontario qui a été constitué en personne morale le 30 avril 1999 en vertu de la *Loi sur les sociétés de développement*. La Société a été créée dans le but de recevoir, pour le compte de la province, les fonds d'investisseurs immigrants dans le cadre du Programme Immigrants Investisseurs (PII) offert par le gouvernement fédéral. L'Office ontarien de financement administre ces fonds en vertu d'une entente de gestion des investissements conclue avec la SOGFII, et investit les fonds reçus du PII dans des obligations de l'Ontario à coupon zéro.

La Société canadienne d'hypothèques et de logement (SCHL) a accepté d'acheter des débentures en série émises par la province pour financer une grande partie des coûts liés à la construction des installations d'élimination des déchets appartenant à la province. Le taux d'intérêt de ces débentures est établi en fonction du taux qui, au moment où la Société a accepté de participer au projet, était applicable aux emprunts à long terme contractés par le gouvernement du Canada sur les marchés publics nationaux.

Investisseurs publics : La province de l'Ontario a émis sur les marchés publics des débentures en dollars canadiens, en dollars américains, en yens japonais, en dollars australiens, en euros, en francs suisses, en dollars néo-zélandais, en livres sterling, en dollars de Hong Kong, en rands sud-africains et en nouvelles livres turques.

Les Obligations d'épargne de l'Ontario (OEO) ont été émises pour la première fois en 1995. Les OEO sont vendues par la province aux résidents de l'Ontario. Elles sont émises une fois par an et peuvent être achetées dans la plupart des institutions financières. Il existe trois types d'obligations : une obligation à taux variable sur 7 ans, une obligation à taux accélérateur sur 5 ans, et une obligation à taux fixe sur trois ans. Toutes les obligations sont offertes avec un choix d'intérêt annuel ou composé. Les obligations à taux variable et les obligations à taux accélérateur sont remboursables semestriellement au gré du porteur. Les obligations à taux fixe ne sont remboursables qu'à la date d'échéance.

Des bons du Trésor ne portant pas intérêt, et ayant des dates d'échéance qui peuvent varier jusqu'à trois ans, sont vendus régulièrement par mise en adjudication dans le cadre du programme de financement par bons du Trésor.

SOMMAIRE DE L'ENCOURS DE LA DETTE – Fin**Au 31 mars 2008**

Une fiducie, la School Board Trust, a été créée en juin 2003 pour refinancer à long terme la dette contractée par 55 conseils scolaires pour leurs projets d'immobilisations avant l'introduction, en 1998, du modèle de financement axé sur les élèves. En juin 2003, la fiducie a émis des débentures à fonds d'amortissement sur 30 ans d'une valeur de 891 millions de dollars. La fiducie a versé 882 millions de dollars provenant du produit de ces débentures aux 55 conseils scolaires qui ont renoncé en échange à leur droit irrévocable de recevoir d'autres paiements de transfert de la province au titre de cette dette. Ces montants seront diminués sur la période de 30 ans par les paiements de transfert versés par le ministère de l'Éducation à la fiducie dans le cadre du programme de subventions de fonctionnement aux conseils scolaires. (Au 31 mars 2008, l'avance de 831 millions de dollars consentie à la fiducie figure à la rubrique « Autres éléments d'actif » et les 831 millions de dollars de débentures à la rubrique « Dette »).

Les effets de commerce américains ne portent pas intérêt et ont des dates d'échéance pouvant aller jusqu'à 92 jours.

Le redressement net de consolidation et les autres redressements comprennent la dette directe contractée par la Société ontarienne d'hypothèques et de logement (SOHL), la Société ontarienne de travaux d'infrastructure, la Société ontarienne d'aménagement municipal, et l'élimination de la dette contractée par la province pour la SOHL, et les bons du Trésor et obligations détenus par d'autres organisations et organismes gouvernementaux.

Dette contractée aux fins d'investissement : Le 1^{er} avril 1999, cinq sociétés et leurs filiales ont été créées en vertu de la *Loi de 1998 sur la concurrence dans le secteur de l'énergie* pour succéder à l'ancienne société Ontario Hydro. Ontario Power Generation Inc. (OPG) et Hydro One Inc. (anciennement Ontario Hydro Services Company) sont deux de ces sociétés. OPG et Hydro One Inc. ont procédé, avec la province de l'Ontario, à un échange de créances contre actifs afin que leur structure financière soit concurrentielle avec celle des autres intervenants de l'industrie. La province a assumé la dette de 8 885 millions de dollars contractée par les deux sociétés en échange d'un droit sur l'actif d'OPG (5 126 millions de dollars) et d'Ontario Hydro One Inc. (3 759 millions de dollars).

Dette contractée aux fins de la SFIEO : La province a emprunté, au nom de la Société financière de l'industrie de l'électricité de l'Ontario (SFIEO), la somme de 1 470 497 000 \$ au Régime de pensions du Canada et émis sur les marchés publics des débentures et des bons du Trésor d'une valeur de 17 457 806 760 \$ CAN. Les produits de ces emprunts ont été avancés à la SFIEO en échange d'obligations, à des conditions semblables à celles qui s'appliquent aux titres détenus par la province, à l'exception d'une émission de 500 millions de dollars, arrivant à échéance le 2 juin 2031, qui a été rétrocédée à la SFIEO jusqu'au 2 juin 2010. Après cette date, l'émission deviendra une dette directe de la province jusqu'à la date d'échéance.

ENCOURS DE LA DETTE

Au 31 mars 2008

Date d'échéance	Date d'émission	Série	Taux d'intérêt %	Encours \$	Référence

DETTE CONTRACTÉE AU FINS DE LA PROVINCE

PAYABLE AU CANADA EN DOLLARS CANADIENS

DETTE CONTRACTÉE HORS DES MARCHÉS PUBLICS

Caisse de retraite des enseignantes et des enseignants de l'Ontario :

Exercice se terminant le 31 mars

2009	1986 – 1991	TI	10,98 - 11,50	1 465 000 000
2010	1986 – 1991	TI	10,22 - 11,24	1 236 000 000
2011	1987	TI	10,11 - 10,32	560 000 000
2012	1988 – 1991	TI	10,68 - 11,24	580 000 000
2013	1989 – 1991	TI	11,06 - 11,31	625 000 000

				4 466 000 000

Office d'investissement du régime de pensions du Canada :

Exercice se terminant le 31 mars

2012	1992	RPC	9,81 - 10,04	987 249 000
2013	1993	RPC	9,17 - 9,45	700 137 000
2014	2005	RPC	4,17	44 887 000
2016	2008	RPC	4,68	42 300 000
2017	2008	RPC	4,08 - 4,88	91 896 000
2019	1999	RPC	5,81 - 5,84	45 270 000
2020	1999	RPC	5,50 - 6,91	869 889 000
2021	2001	RPC	6,33 - 6,67	609 834 000
2022	2002	RPC	6,22 - 6,47	330 994 000
2024	2004	RPC	5,26 - 5,97	688 007 000
2025	2005	RPC	5,15 - 5,79	1 133 182 000
2026	2006	RPC	4,67 - 5,19	574 612 000
2036	2006	RPC	4,59 - 4,73	649 066 000
2037	2007	RPC	4,50 - 4,76	351 269 000
2038	2008	RPC	4,63 - 4,68	241 756 000

				7 360 348 000

(5)

ENCOURS DE LA DETTE – Suite

Au 31 mars 2008

Date d'échéance	Date d'émission	Série	Taux d'intérêt %	Encours \$	Référence
Caisse de retraite des fonctionnaires :					
Exercice se terminant le 31 mars					
2009	1997	OPB	12,79	132 256 443	
2010	1997	OPB	12,88	273 669 452	
2011	1997	OPB	13,33	282 994 558	
2012	1997	OPB	11,55	336 229 108	
2013	1997	OPB	10,38	374 479 804	
2014	1997	OPB	11,10	409 677 031	
2015	1997	OPB	11,19	450 938 707	
				2 260 245 103	(65)
Caisse de retraite du Syndicat des employés de la fonction publique :					
Exercice se terminant le 31 mars					
2009	1997	OPPT	12,79	62 829 034	
2010	1997	OPPT	12,88	130 007 936	
2011	1997	OPPT	13,33	134 437 870	
2012	1997	OPPT	11,55	159 727 189	
2013	1997	OPPT	10,38	177 898 359	
2014	1997	OPPT	11,10	194 618 964	
2015	1997	OPPT	11,19	214 220 513	
				1 073 739 865	(65)
Société ontarienne d'hypothèques et de logement :					
Exercice se terminant le 31 mars					
2010	1994	OHC	8,624 - 9,215	422 388 939	
2011	1994 – 1995	OHC	8,242 - 9,898	694 880 091	
2012	1995	OHC	9,655	33 382 267	
2013	1995	OHC	9,655	6 561 000	
				1 157 212 297	(123)

ENCOURS DE LA DETTE – Suite

Au 31 mars 2008

Date d'échéance	Date d'émission	Série	Taux d'intérêt %	Encours \$	Référence
Société ontarienne de gestion des fonds des investisseurs immigrants :					
Exercice se terminant le 31 mars					
2009	2008	OIIC 101	1M ONT Bon du Trésor.....	680 000	
2009	2004-2005	OIIC 39-51	Zéro.....	24 902 382	(8)
2010	2005-2006	OIIC 52-64	Zéro.....	161 125 728	(8)
2011	2006-2007	OIIC 65-77	Zéro.....	148 111 672	(8)
2012	2007-2008	OIIC 78-87			
		89-90	Zéro.....	100 431 184	(8)
2013	2008	OIIC 91-100	Zéro.....	228 295 918	(8)
				663 546 884	
Moins : Intérêt différé				(75 832 510)	
				587 714 374	
Société canadienne d'hypothèques et de logement :					
Exercice se terminant le 31 mars					
2000 – 2010	1970-1975	CMHC	5,75 - 6,875	428 743	
2000 – 2011	1971-1976	CMHC	5,375 - 8,25	1 265 496	
2000 – 2012	1972	CMHC	6,875 - 8,25	1 868 065	
2000 – 2013	1973	CMHC	7,25 - 8,25	415 892	
2000 – 2014	1974	CMHC	6,125 - 8,25	7 095 615	
2000 – 2015	1975	CMHC	7,50 - 10,375	4 884 507	
2000 – 2016	1976	CMHC	5,375 - 10,75	11 191 953	
2000 – 2017	1977	CMHC	7,625 - 10,75	8 807 949	
2000 – 2018	1977-1978	CMHC	7,625 - 13,00	23 852 968	
2000 – 2019	1977-1980	CMHC	7,625 - 15,25	28 062 071	
2000 – 2020	1977-1980	CMHC	7,625 - 15,75	45 899 093	
2000 – 2021	1979-1981	CMHC	9,50 - 15,75	22 639 198	
2000 – 2022	1982	CMHC	9,75 - 15,75	926 850	
				157 338 400	(7)
TOTAL - DETTE CONTRACTÉE HORS DES MARCHÉS PUBLICS.....				17 062 598 039	

ENCOURS DE LA DETTE – Suite

Au 31 mars 2008

Date d'échéance	Date d'émission	Série	Taux d'intérêt %	Encours \$	Référence
PAYABLE AU CANADA EN DOLLARS CANADIENS					
DETTE CONTRACTÉE SUR LES MARCHÉS PUBLICS					
1 ^{er} avril 2008	1 ^{er} octobre 2004	DMTN123	Accélérateur.....	25 000 000	(76)
27 avril 2008	27 octobre 2004	DMTN125	Accélérateur.....	25 000 000	(99)
27 avril 2008	27 octobre 2004	DMTN128	Accélérateur.....	25 000 000	(2)
29 avril 2008	29 octobre 2004	DMTN129	Accélérateur.....	35 000 000	(3)
30 avril 2008	31 octobre 2005	DMTN159	Accélérateur.....	50 000 000	(70)
3 mai 2008	3 mai 2004	DMTN108	Accélérateur.....	25 000 000	(16)
4 mai 2008	4 novembre 2005	DMTN160	Accélérateur.....	35 000 000	(73)
5 mai 2008	5 mai 2004	DMTN107	Accélérateur.....	60 000 000	(85)
30 mai 2008	30 mai 2003	DMTN 70	3 TCAB+0,03	1 025 000 000	(53)
3 juin 2008	3 juin 1999	MN	5,75	50 000 000	(46)
7 juin 2008	7 décembre 2005	DMTN162	Accélérateur.....	25 000 000	(77)
17 juin 2008	17 juin 2005	DMTN147	Accélérateur.....	40 000 000	(18)
20 juin 2008	20 juin 2005	DMTN146	Accélérateur.....	35 000 000	(22)
21 juin 2008	21 juin 2005	DMTN145	Accélérateur.....	25 000 000	(25)
21 juin 2008	21 juin 2005	DMTN148	Accélérateur.....	25 000 000	(31)
15 juillet 2008	6 février 1998	LM	5,50	75 000 000	
19 juillet 2008	19 janvier 2005	DMTN134	Accélérateur.....	35 000 000	(48)
28 juillet 2008	31 janvier 2005	DMTN137	Accélérateur.....	30 000 000	(26)
22 août 2008	22 août 2005	DMTN151	Accélérateur.....	45 000 000	(39)
4 septembre 2008	4 septembre 1998	LW	6,30	50 000 000	
21 septembre 2008	21 septembre 2005	DMTN154	Accélérateur.....	35 000 000	(113)
22 septembre 2008	22 septembre 2005	DMTN155	Accélérateur.....	25 000 000	(114)
26 septembre 2008	26 septembre 2005	DMTN156	Accélérateur.....	25 000 000	(11)
1 ^{er} octobre 2008	1 ^{er} octobre 2003	DMTN85	3 TCAB+0,03	2 360 000 000	(68)
14 octobre 2008	14 octobre 2004	DMTN127	Accélérateur.....	25 000 000	(33)
19 novembre 2008	12 novembre 2003	DMTN87	4,40	750 000 000	(82)
22 novembre 2008	22 novembre 2006	DMTN170	Accélérateur.....	25 000 000	(55)
1 ^{er} décembre 2008	15 septembre 1998	LZ	5,70	1 607 500 000	
5 décembre 2008	5 décembre 2001	DMTN30	Accélérateur.....	50 000 000	(110)

ENCOURS DE LA DETTE – Suite

Au 31 mars 2008

Date d'échéance	Date d'émission	Série	Taux d'intérêt %	Encours \$	Référence
DETTE CONTRACTÉE SUR LES MARCHÉS PUBLICS (Suite)					
31 janvier 2009	31 janvier 2007	DMTN174	Accélérateur.....	25 000 000	(47)
2 mars 2009	2 mars 2004	DMTN100	3 TCAB+0,025	275 000 000	(50)
8 mars 2009	11 mars 2004	DMTN102	Accélérateur.....	174 000 000	(115)
6 avril 2009	24 mars 2005	DMTN143	3 TCAB+0,01	550 000 000	(6)
19 mai 2009	20 avril 2004	DMTN106	4,00	1 250 000 000	(89)
13 août 2009	2 mars 2004	DMTN99	3,21	43 547 824	(14)
7 novembre 2009	9 novembre 2004	DMTN130	3 TCAB	900 000 000	(71)
19 novembre 2009	19 mars 1999	MU	6,20	900 000 000	(63)
14 décembre 2009	14 mars 2005	DMTN142	3 TCAB+0,25	88 000 000	(108)
19 mai 2010	4 avril 2005	DMTN144	4,00	2 350 000 000	(95)
5 juillet 2010	5 juillet 2005	DMTN150	Accélérateur.....	75 500 000	(36)
19 novembre 2010	24 novembre 2000	NK	6,10	1 620 000 000	(80)
3 décembre 2010	3 décembre 2007	DMTN179	3 TCAB-0,16	1 400 000 000	(75)
2 décembre 2011	27 février 2002	DMTN8	6,10	1 000 000 000	(97)
2 décembre 2011	3 mai 2006	DMTN165	4,40	1 500 000 000	(102)
7 juillet 2012	8 mai 2002	DMTN46	Zéro.....	1 334 937	(60)
2 décembre 2012	2 décembre 2002	DMTN53	5,375	2 000 000 000	(4)
2 décembre 2012	30 janvier 2007	DMTN175	4,60	793 000 000	(42)
2 décembre 2012	10 septembre 2007	DMTN178	4,50	1 500 000 000	(74)
2 juin 2013	22 septembre 2003	DMTN69	4,75	1 030 000 000	
8 septembre 2013	23 juillet 2004	DMTN116	Accélérateur.....	100 000 000	(56)
8 mars 2014	12 janvier 2004	DMTN93	5,00	2 500 000 000	(109)
2 décembre 2014	2 décembre 2004	MW	6,80	11 450 000	(34)
8 mars 2015	9 mars 2005	DMTN135	4,50	2 500 000 000	
1 ^{er} septembre 2015	1 ^{er} septembre 2000	DMTN1	6,25	34 000 000	(45)
8 mars 2016	14 février 2006	DMTN163	4,40	1 250 000 000	
2 juin 2016	29 juin 2005	DMTN149	Accélérateur.....	200 000 000	(32)
2 décembre 2016	22 août 2005	DMTN152	Accélérateur.....	300 000 000	(40)
2 décembre 2016	7 décembre 2004	DMTN132	4,875	200 000 000	
8 mars 2017	25 janvier 2007	DMTN173	4,30	2 900 000 000	(19)
8 mars 2018	10 mars 2008	DMTN183	4,20	260 000 000	

ENCOURS DE LA DETTE – Suite

Au 31 mars 2008

Date d'échéance	Date d'émission	Série	Taux d'intérêt %	Encours \$	Référence
DETTE CONTRACTÉE SUR LES MARCHÉS PUBLICS (Suite)					
2 juin 2018	28 août 2003	DMTN79	5,50	605 000 000	(10)
2 juin 2019	19 avril 2004	DMTN105	5,35	100 000 000	(49)
2 juin 2020	22 février 2005	DMTN140	4,85	524 000 000	
4 septembre 2020	4 septembre 1998	LY	6,30	50 000 000	
2 juin 2021	27 décembre 2007	DMTN180	4,50	75 000 000	(78)
13 juillet 2022	13 juillet 1992	HC	9,50	1 590 438 000	
2 décembre 2022	27 décembre 2007	DMTN181	4,50	75 000 000	(79)
8 septembre 2023	8 septembre 1993	HP	8,10	940 570 000	(59)
8 septembre 2023	31 juillet 2007	DMTN177	4,95	75 000 000	
2 juin 2025	20 décembre 1994	JE	9,50	460 000 000	
2 décembre 2025	5 octobre 1995	JQ	8,50	1 000 000 000	
6 février 2026	6 février 1996	JY	8,00	12 500 000	
2 juin 2026	21 décembre 1995	JU	8,00	1 000 000 000	
2 décembre 2026	13 février 1997	KR	8,00	386 500 000	
2 décembre 2026	20 janvier 1999	MH	7,00	124 584 000	(90)
3 février 2027	5 août 1997	KN	7,50	58 220 000	
3 février 2027	5 août 1997	KT	6,95	8 726 000	
3 février 2027	1 ^{er} avril 1998	KY	7,50	11 549 000	
3 février 2027	4 décembre 1998	LA	7,50	5 507 000	
4 février 2027	4 février 1998	KQ	7,375	990 000	
2 juin 2027	17 octobre 1996	KJ	7,60	4 734 700 000	(61)
25 août 2028	25 février 1998	LQ	6,25	2 020 000	
8 mars 2029	8 janvier 1998	LK	6,50	4 727 000 000	
13 janvier 2031	8 septembre 1995	JN	9,50	125 000 000	
15 janvier 2031	8 mars 2005	DMTN141	5,20	230 000 000	
2 juin 2031	27 mars 2000	NF	6,20	2 500 000 000	(51)
8 mars 2033	17 février 2003	DMTN61	5,85	4 500 000 000	
8 mars 2033	29 avril 2004	DMTN110	Accélérateur	200 000 000	(87)
13 juillet 2034	21 septembre 2005	DMTN157	5,00	47 500 000	(52)
3 novembre 2034	3 novembre 1994	HY	9,75	248 800 000	

ENCOURS DE LA DETTE – Suite

Au 31 mars 2008

Date d'échéance	Date d'émission	Série	Taux d'intérêt %	Encours \$	Référence
DETTE CONTRACTÉE SUR LES MARCHÉS PUBLICS (Suite)					
10 janvier 2035	30 novembre 1994	HZ	9,4688	2 315 904	(24)
«	»	JA	9,4688	10 905 932	(24)
«	»	JB	9,4688	8 482 324	(24)
«	»	JC	9,4688	4 764 354	(24)
«	»	JD	9,4688	3 171 134	(24)
12 janvier 2035	12 janvier 2007	JG	9,50	110 950 000	(21)
8 février 2035	8 février 1995	JJ	9,875	53 000 000	
2 juin 2035	25 août 2004	DMTN119	5,60	6 882 300 000	(98)
2 juin 2035	12 janvier 2005	DMTN133	Accélérateur	150 000 000	(38)
20 juin 2036	28 juin 1996	KC	8,25	98 984 000	
1 ^{er} décembre 2036	8 mars 2006	DMTN158	2,00 rendement réel	312 921 001	(44)
2 juin 2037	22 février 2006	DMTN164	4,70	8 700 000 000	(103)
2 décembre 2037	1 ^{er} février 2005	DMTN138	5,20	100 000 000	
2 juin 2038	28 juillet 2004	DMTN117	10,00	75 000 000	(15)
20 juin 2038	16 septembre 1996	KG	8,10	120 000 000	
13 juillet 2038	29 juillet 1998	LS	5,75	50 000 000	
25 août 2038	17 août 1998	LT	6,00	100 000 000	
2 juin 2039	15 janvier 2008	DMTN182	4,60	600 000 000	
13 juillet 2039	2 février 1999	MK	5,65	300 000 000	
2 décembre 2039	25 février 2000	NE	5,70	1 489 000 000	
13 juillet 2040	18 avril 2002	DMTN44	6,20	100 000 000	
2 décembre 2041	15 août 2001	DMTN10	6,20	340 000 000	
8 mars 2042	4 décembre 2001	DMTN29	6,00	41 000 000	
2 juin 2042	18 janvier 2002	DMTN33	6,00	240 000 000	
2 juin 2043	24 février 2003	DMTN62	5,75	75 000 000	
2 juin 2044	13 septembre 2006	DMTN169	4,60	27 000 000	
10 janvier 2045	25 mai 1995	JL	8,435	35 531 176	(41)
1 ^{er} mars 2045	1 ^{er} mars 1995	JK	9,50	150 000 000	(20)

ENCOURS DE LA DETTE – Suite

Au 31 mars 2008

Date d'échéance	Date d'émission	Série	Taux d'intérêt %	Encours \$	Référence
DETTE CONTRACTÉE SUR LES MARCHÉS PUBLICS (Suite)					
2 juin 2045	31 août 2005	DMTN153	4,50	175 000 000	
2 juin 2046	24 mai 2006	DMTN166	4,85	154 700 000	
2 juin 2047	28 février 2007	DMTN176	4,50	158 000 000	(112)
				79 459 962 586	
Rajustement des contrats d'échange à rendement réel en fonction de l'IPC				(9 649 614)	(44)
				79 450 312 972	
OBLIGATIONS D'ÉPARGNE DE L'ONTARIO					
1 ^{er} mars 2000	1 ^{er} mars 1995	Annuel	Variable	803 300	(29)
1 ^{er} mars 2000	1 ^{er} mars 1995	Composé	Variable	1 506 250	(29)
21 juin 2000	21 juin 1997	Annuel	5,25	95 100	(29)
21 juin 2000	21 juin 1997	Composé	5,25	69 500	(29)
21 juin 2001	21 juin 1996	Annuel	Accélérateur	266 100	(29)
21 juin 2001	21 juin 1996	Composé	Accélérateur	763 800	(29)
21 juin 2001	21 juin 1996	Annuel	Variable	376 500	(29)
21 juin 2001	21 juin 1996	Composé	Variable	125 300	(29)
21 juin 2001	21 juin 1998	Annuel	5,25	80 700	(29)
21 juin 2001	21 juin 1998	Composé	5,25	157 700	(29)
21 juin 2002	21 juin 1999	Annuel	5,50	120 200	(29)
21 juin 2002	21 juin 1999	Composé	5,50	644 500	(29)
21 juin 2003	21 juin 1998	Annuel	Accélérateur	159 500	(29)
21 juin 2003	21 juin 1998	Composé	Accélérateur	1 014 500	(29)
21 juin 2003	21 juin 2000	Annuel	6,50	421 800	(29)
21 juin 2003	21 juin 2000	Composé	6,50	380 100	(29)
21 juin 2004	21 juin 1997	Annuel	Accélérateur	1 083 300	(29)
21 juin 2004	21 juin 1997	Composé	Accélérateur	938 350	(29)
21 juin 2004	21 juin 1997	Annuel	Variable	89 800	(29)
21 juin 2004	21 juin 1997	Composé	Variable	63 600	(29)
21 juin 2004	21 juin 1999	Annuel	Accélérateur	387 400	(29)
21 juin 2004	21 juin 1999	Composé	Accélérateur	1 030 400	(29)
21 juin 2004	21 juin 2001	Annuel	5,50	721 000	(29)
21 juin 2004	21 juin 2001	Composé	5,50	1 525 200	(29)

ENCOURS DE LA DETTE – Suite

Au 31 mars 2008

Date d'échéance	Date d'émission	Série	Taux d'intérêt %	Encours \$	Référence
OBLIGATIONS D'ÉPARGNE DE L'ONTARIO (Suite)					
21 juin 2005	21 juin 1998	Annuel	Variable	342 900	(29)
21 juin 2005	21 juin 1998	Composé	Variable	1 189 800	(29)
21 juin 2005	21 juin 2000	Annuel	Accélérateur	892 400	(29)
21 juin 2005	21 juin 2000	Composé	Accélérateur	1 857 500	(29)
21 juin 2005	21 juin 2002	Annuel	4,625	1 256 300	(29)
21 juin 2005	21 juin 2002	Composé	4,625	2 173 100	(29)
21 juin 2006	21 juin 1999	Annuel	Variable	378 300	(29)
21 juin 2006	21 juin 1999	Composé	Variable	1 406 800	(29)
21 juin 2006	21 juin 2001	Annuel	Accélérateur	2 334 200	(29)
21 juin 2006	21 juin 2001	Composé	Accélérateur	6 919 500	(29)
21 juin 2006	21 juin 2003	Annuel	3,45	854 000	(29)
21 juin 2006	21 juin 2003	Composé	3,45	1 684 500	(29)
21 juin 2007	21 juin 2000	Annuel	Variable	2 276 800	(29)
21 juin 2007	21 juin 2000	Composé	Variable	2 469 800	(29)
21 juin 2007	21 juin 2002	Annuel	Accélérateur	1 566 900	(29)
21 juin 2007	21 juin 2002	Composé	Accélérateur	3 160 200	(29)
21 juin 2007	21 juin 2004	Annuel	3,30	1 494 400	(29)
21 juin 2007	21 juin 2004	Composé	3,30	1 725 700	(29)
21 juin 2008	21 juin 2001	Annuel	Variable	14 820 100	(67)
21 juin 2008	21 juin 2001	Composé	Variable	26 137 500	(67)
21 juin 2008	21 juin 2003	Annuel	Accélérateur	294 975 100	(66)
21 juin 2008	21 juin 2003	Composé	Accélérateur	338 129 300	(66)
21 juin 2008	21 juin 2005	Annuel	3,10	214 055 100	(30)
21 juin 2008	21 juin 2005	Composé	3,10	187 253 400	(30)
21 juin 2009	21 juin 2002	Annuel	Variable	20 675 500	(67)
21 juin 2009	21 juin 2002	Composé	Variable	29 407 900	(67)
21 juin 2009	21 juin 2004	Annuel	Accélérateur	302 114 800	(66)
21 juin 2009	21 juin 2004	Composé	Accélérateur	304 739 700	(66)
21 juin 2009	21 juin 2006	Annuel	4,10	96 860 800	(30)
21 juin 2009	21 juin 2006	Composé	4,10	96 504 200	(30)
21 juin 2010	21 juin 2003	Annuel	Variable	39 968 000	(67)
21 juin 2010	21 juin 2003	Composé	Variable	44 817 400	(67)

ENCOURS DE LA DETTE – Suite

Au 31 mars 2008

Date d'échéance	Date d'émission	Série	Taux d'intérêt %	Encours \$	Référence
OBLIGATIONS D'ÉPARGNE DE L'ONTARIO (Suite)					
21 juin 2010	21 juin 2005	Annuel	Accélérateur.....	28 616 100	(66)
21 juin 2010	21 juin 2005	Composé	Accélérateur.....	52 255 800	(66)
21 juin 2010	21 juin 2007	Annuel	4,75	119 170 100	(30)
21 juin 2010	21 juin 2007	Composé	4,75	141 001 700	(30)
21 juin 2011	21 juin 2004	Annuel	Variable	4 866 100	(67)
21 juin 2011	21 juin 2004	Composé	Variable	6 864 300	(67)
21 juin 2011	21 juin 2006	Annuel	Accélérateur.....	56 029 300	(66)
21 juin 2011	21 juin 2006	Composé	Accélérateur.....	77 078 700	(66)
21 juin 2012	21 juin 2005	Annuel	Variable	29 124 900	(67)
21 juin 2012	21 juin 2005	Composé	Variable	23 517 900	(67)
21 juin 2013	21 juin 2006	Annuel	Variable	152 242 100	(67)
21 juin 2013	21 juin 2006	Composé	Variable	102 560 300	(67)
21 juin 2012	21 juin 2007	Annuel	Accélérateur.....	124 858 400	(66)
21 juin 2012	21 juin 2007	Composé	Accélérateur.....	177 022 600	(66)
21 juin 2014	21 juin 2007	Annuel	Variable	267 824 800	(67)
21 juin 2014	21 juin 2007	Composé	Variable	147 732 500	(67)

				3 568 031 400	(62)
TOTAL - PAYABLE AU CANADA EN DOLLARS CANADIENS				-----	
				83 018 344 372	

ENCOURS DE LA DETTE – Suite

Au 31 mars 2008

Date d'échéance	Date d'émission	Série	Taux d'intérêt %	Encours \$	Référence
PAYABLE SUR LES MARCHÉS INTERNATIONAUX EN DOLLARS CANADIENS					
7 février 2024	7 février 1994	HS	7,50	1 106 700 000	
TOTAL - PAYABLE SUR LES MARCHÉS INTERNATIONAUX EN DOLLARS CANADIENS				1 106 700 000	
PAYABLE EN EUROPE EN DOLLARS CANADIENS					
17 avril 2008	17 avril 2003	EMTN58	4,50	1 000 000 000	
22 janvier 2009	22 janvier 2004	EMTN62	4,00	443 730 000	
27 janvier 2009	27 janvier 1999	EMTN42	5,00	350 000 000	(64)
1 ^{er} décembre 2010	15 novembre 2005	EMTN74	4,00	200 000 000	(58)
27 juillet 2011	27 juillet 2004	EMTN64	4,75	250 000 000	
30 novembre 2011	30 novembre 2001	EMTN50	5,25	450 000 000	
17 avril 2013	17 avril 2003	EMTN56	5,50	275 000 000	
21 octobre 2015	21 octobre 2005	EMTN73	3 TCAB+0,03	250 000 000	(57)
13 juillet 2034	13 juillet 1994	EMTN5	9,40	300 000 000	
TOTAL - PAYABLE EN EUROPE EN DOLLARS CANADIENS				3 518 730 000	
PAYABLE AUX ÉTATS-UNIS EN DOLLARS CANADIENS					
18 février 2013	18 février 1993	HJ	9,24	250 000 000	(96)
TOTAL - PAYABLE AUX ÉTATS-UNIS EN DOLLARS CANADIENS				250 000 000	

ENCOURS DE LA DETTE – Suite

Au 31 mars 2008

Date d'échéance	Date d'émission	Série	Taux d'intérêt %	Encours \$	Référence
PAYABLE SUR LES MARCHÉS INTERNATIONAUX EN DOLLARS AMÉRICAINS					
2 mai 2008	5 mai 2003	NY	3,125	500 000 000	
1 ^{er} octobre 2008	1 ^{er} octobre 1998	MB	5,50	1 750 000 000	
21 octobre 2009	21 octobre 2004	PC	3,625	1 000 000 000	
15 décembre 2009	1 ^{er} octobre 2002	NS	3,75	300 000 000	
22 février 2011	22 février 2008	PP	2,75	1 500 000 000	
18 octobre 2011	18 octobre 2006	PL	5,00	1 000 000 000	
1 ^{er} juin 2012	24 mai 2007	PN	4,95	900 000 000	(120)
17 juillet 2012	17 juillet 2002	NQ	5,125	707 600 000	(119)
15 février 2013	7 février 2003	NU	4,375	500 000 000	
3 février 2015	3 février 2005	PE	4,50	500 000 000	
19 janvier 2016	18 janvier 2006	PJ	4,75	950 000 000	(116)
27 avril 2016	27 avril 2006	PK	5,45	900 000 000	(117)
28 novembre 2016	28 novembre 2006	PM	4,95	891 000 000	(118)
TOTAL - PAYABLE SUR LES MARCHÉS INTERNATIONAUX EN DOLLARS AMÉRICAINS				11 398 600 000	
ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS AU TAUX DE CHANGE DE 1,17654 \$				13 410 947 125	(43)
PAYABLE AU CANADA EN DOLLARS AMÉRICAINS					
18 novembre 2014	18 novembre 2004	DMTN131	4,50	300 000 000	
21 décembre 2016	21 décembre 2006	DMTN171	4,95	100 000 000	
TOTAL - PAYABLE AU CANADA EN DOLLARS AMÉRICAINS				400 000 000	
ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS AU TAUX DE CHANGE DE 1,18350 \$				473 400 000	(9)

ENCOURS DE LA DETTE – Suite

Au 31 mars 2008

Date d'échéance	Date d'émission	Série	Taux d'intérêt %	Encours \$	Référence
PAYABLE EN EUROPE EN DOLLARS AMÉRICAINS					
11 juillet 2008	11 juillet 2006	EMTN77	5,50	500 000 000	(72)
26 novembre 2008	26 novembre 2004	EMTN68	Accélérateur	30 000 000	(17)
TOTAL - PAYABLE EN EUROPE EN DOLLARS AMÉRICAINS				530 000 000	
ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS AU TAUX DE CHANGE DE 1,10729 \$.....				586 862 100	
PAYABLE AU JAPON EN YENS JAPONAIS					
12 novembre 2009	12 novembre 1999	YL014	2,00	10 000 000 000	
28 juillet 2014	28 juillet 2003	YL015	0,76	5 000 000 000	
TOTAL - PAYABLE AU JAPON EN YENS JAPONAIS				15 000 000 000	
ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS AU TAUX DE CHANGE DE 0,010290 \$.....				154 350 000	
PAYABLE SUR LES MARCHÉS INTERNATIONAUX EN YENS JAPONAIS					
25 janvier 2010	15 janvier 2000	ND	1,875	50 000 000 000	(104)
TOTAL - PAYABLE SUR LES MARCHÉS INTERNATIONAUX EN YENS JAPONAIS				50 000 000 000	
ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS AU TAUX DE CHANGE DE 0,010652 \$.....				532 592 136	
PAYABLE EN EUROPE EN YENS JAPONAIS					
19 novembre 2009	24 novembre 1999	EMTN46	2,00	10 000 000 000	
24 juin 2013	24 juin 2003	EMTN59	0,50	5 000 000 000	

ENCOURS DE LA DETTE – Suite

Au 31 mars 2008

Date d'échéance	Date d'émission	Série	Taux d'intérêt %	Encours \$	Référence
PAYABLE EN EUROPE EN YENS JAPONAIS (Suite)					
TOTAL - PAYABLE EN EUROPE EN YENS JAPONAIS				15 000 000 000	
ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS					
AU TAUX DE CHANGE DE 0,010290 \$				154 350 000	
PAYABLE EN EUROPE EN DOLLARS AUSTRALIENS					
23 avril 2013	23 avril 2003	EMTN57	5,50	100 000 000	
TOTAL - PAYABLE EN EUROPE EN DOLLARS AUSTRALIENS				100 000 000	
ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS					
AU TAUX DE CHANGE DE 0,88595 \$				88 595 320	(92)
PAYABLE EN EUROPE EN EUROS					
29 juillet 2008	29 juillet 1996	KD	6,875	457 347 051	(101)
21 juillet 2009	21 juillet 1997	EMTN35	5,875	457 347 051	(94)
12 mars 2010	12 mars 2003	EMTN55	3,50	400 000 000	
TOTAL - PAYABLE EN EUROPE EN EUROS				1 314 694 102	
ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS					
AU TAUX DE CHANGE DE 1,70189 \$				2 237 459 933	(27)
PAYABLE SUR LES MARCHÉS INTERNATIONAUX EN EUROS					
14 mai 2013	7 mai 2003	NZ	4,125	750 000 000	
TOTAL - PAYABLE SUR LES MARCHÉS INTERNATIONAUX EN EUROS				750 000 000	
ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS					
AU TAUX DE CHANGE DE 1,58460 \$				1 188 448 245	(100)

ENCOURS DE LA DETTE – Suite

Au 31 mars 2008

Date d'échéance	Date d'émission	Série	Taux d'intérêt %	Encours \$	Référence
PAYABLE EN EUROPE EN FRANCS SUISSES					
15 septembre 2009	15 septembre 2004	EMTN66	2,00	250 000 000	
8 septembre 2014	8 septembre 2005	PH	2,00	200 000 000	
29 juin 2015	29 juin 2005	PF	2,125	200 000 000	
TOTAL - PAYABLE EN EUROPE EN FRANCS SUISSES				650 000 000	
ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS					
AU TAUX DE CHANGE DE 0,99552 \$				647 088 384	(107)
PAYABLE SUR LES MARCHÉS INTERNATIONAUX EN DOLLARS NÉO-ZÉLANDAIS					
3 décembre 2008	3 décembre 1998	MF	6,25	250 000 000	
16 juin 2015	16 juin 2005	PG	6,25	718 450 000	(121)
TOTAL - PAYABLE SUR LES MARCHÉS INTERNATIONAUX EN DOLLARS NÉO-ZÉLANDAIS				968 450 000	
ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS					
AU TAUX DE CHANGE DE 0,87767 \$				849 975 875	(69)
PAYABLE EN EUROPE EN DOLLARS NÉO-ZÉLANDAIS					
12 octobre 2010	12 octobre 2005	EMTN72	6,375	250 000 000	
TOTAL - PAYABLE EN EUROPE EN DOLLARS NÉO-ZÉLANDAIS				250 000 000	
ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS					
AU TAUX DE CHANGE DE 0,79730 \$				199 325 000	(105)
PAYABLE EN EUROPE EN LIVRES STERLING					
28 juillet 2009	28 juillet 2004	EMTN65	5,375	200 000 000	
TOTAL - PAYABLE EN EUROPE EN LIVRES STERLING				200 000 000	
ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS					
AU TAUX DE CHANGE DE 2,37714 \$				475 427 600	(86)

ENCOURS DE LA DETTE – Suite

Au 31 mars 2008

Date d'échéance	Date d'émission	Série	Taux d'intérêt %	Encours \$	Référence
PAYABLE EN EUROPE EN DOLLARS DE HONG KONG					
26 juin 2013	12 juin 2003	EMTN61	4,10	500 000 000	
TOTAL - PAYABLE EN EUROPE EN DOLLARS DE HONG KONG				500 000 000	
ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS AU TAUX DE CHANGE DE 0,17410 \$				87 051 195	(13)
PAYABLE EN EUROPE EN RANDS SUD-AFRICAIS					
17 août 2015	17 août 2005	EMTN71	7,75	300 000 000	
20 septembre 2016	20 septembre 2006	EMTN78	9,00	60 000 000	(122)
TOTAL - PAYABLE EN EUROPE EN RANDS SUD-AFRICAIS.....				360 000 000	
ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS AU TAUX DE CHANGE DE 0,18808 \$				67 708 404	(106)
PAYABLE EN EUROPE EN NOUVELLES LIVRES TURQUES					
12 décembre 2008	12 décembre 2006	EMTN79	19,25	75 000 000	
TOTAL - PAYABLE EN EUROPE EN NOUVELLES LIVRES TURQUES.....				75 000 000	
ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS AU TAUX DE CHANGE DE 0,77347 \$				58 010 204	(54)
TOTAL - OBLIGATIONS				109 105 365 893	
BONS DU TRÉSOR.....				4 766 341 000	(84)
EFFETS DE COMMERCE AMÉRICAINS (en dollars américains)				572 000 000	(91)
ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS AU TAUX DE CHANGE DE 1,12640 \$				644 302 590	
TOTAL - DETTE CONTRACTÉE SUR LES MARCHÉS PUBLICS				114 516 009 483	

ENCOURS DE LA DETTE – Suite

Au 31 mars 2008

Date d'échéance	Date d'émission	Série	Taux d'intérêt %	Encours \$	Référence
AUTRE DETTE					
DETTE DE LA SCHOOL BOARD TRUST					
Exercice se terminant le 31 mars					
2037	2004		5,90	891 000 000	
Moins : Fonds d'amortissement				(60 484 945)	
				830 515 055	(23)
TOTAL - DETTE CONTRACTÉE AUX FINS DE LA PROVINCE				132 409 122 577	
Redressement net de consolidation et autres redressements.....				1 407 584 059	
TOTAL - DETTE CONTRACTÉE AUX FINS DE LA PROVINCE					
APRÈS REDRESSEMENT NET DE CONSOLIDATION ET					
AUTRES REDRESSEMENTS.....				133 816 706 636	(83)
DETTE CONTRACTÉE AUX FINS D'INVESTISSEMENT*					
ONTARIO POWER GENERATION INC.....				5 126 000 000	
HYDRO ONE INC.....				3 759 000 000	
TOTAL - DETTE CONTRACTÉE AUX FINS D'INVESTISSEMENT				8 885 000 000	

* La dette contractée aux fins d'investissement à la suite d'un échange de créances contre actifs entre la province, Ontario Power Generation Inc. et Hydro One Inc. est éliminée au moment de la consolidation.

ENCOURS DE LA DETTE – Suite

Au 31 mars 2008

Date d'échéance	Date d'émission	Série	Taux d'intérêt %	Encours \$	Référence
DETTE CONTRACTÉE AUX FINS DE LA SOCIÉTÉ FINANCIÈRE DE L'INDUSTRIE DE L'ÉLECTRICITÉ DE L'ONTARIO (SFIEO)					
PAYABLE AU CANADA EN DOLLARS CANADIENS					

DETTE CONTRACTÉE HORS DES MARCHÉS PUBLICS

Fonds de placement du Régime de pensions du Canada :

2009	1989	RPC	9,62 - 10,31	589 319 000	
2010	1990	RPC	9,61 - 10,31	650 712 000	
2021	2001	RPC	6,08	19 375 000	
2022	2002	RPC	6,17 - 6,29	172 961 000	
2023	2003	RPC	6,16	38 130 000	
TOTAL - DETTE CONTRACTÉE HORS DES MARCHÉS PUBLICS				1 470 497 000	(5)

PAYABLE AU CANADA EN DOLLARS CANADIENS**DETTE CONTRACTÉE SUR LES MARCHÉS PUBLICS**

1 ^{er} octobre 2008	13 février 2004	DMTN85	3 TCAB+0,03	736 000 000	(28)
1 ^{er} décembre 2008	22 janvier 1999	HC-LZ	5,70	650 000 000	
6 avril 2009	11 décembre 2006	DMTN143	3 TCAB+0,01	50 000 000	(6)
19 mai 2009	30 avril 2004	DMTN112	4,00	5 000 000	
19 mai 2009	4 mai 2004	DMTN113	Accélérateur	25 000 000	(12)
19 mai 2009	24 mai 2005	DMTN106	4,00	525 000 000	(89)
13 août 2009	13 février 2004	DMTN99	3,21	217 739 122	(14)
1 ^{er} octobre 2009	5 octobre 2004	DMTN126	3 TCAB+0,03	350 000 000	
19 novembre 2009	26 juillet 2000	HC-MU	6,20	500 000 000	
19 mai 2010	2 octobre 2007	DMTN144	4,00	150 000 000	
19 novembre 2010	1 ^{er} septembre 2000	HC-NK	6,10	500 000 000	
15 mars 2011	15 mars 2001	DMTN3	6,80	50 000 000	(37)
2 décembre 2011	20 juillet 2001	DMTN8	6,10	500 000 000	
2 décembre 2012	12 mai 2003	DMTN53	5,375	500 000 000	
2 décembre 2012	20 décembre 2007	DMTN178	4,50	300 000 000	(74)
2 juin 2013	28 mai 2003	DMTN69	4,75	500 000 000	
8 mars 2014	28 janvier 2004	DMTN93	5,00	1 000 000 000	(109)
8 mars 2015	24 janvier 2005	DMTN135	4,50	500 000 000	
8 mars 2016	14 février 2006	DMTN163	4,40	1 800 000 000	
8 mars 2017	12 janvier 2007	DMTN 173	4,30	2 300 000 000	(19)

ENCOURS DE LA DETTE – Suite

Au 31 mars 2008

Date d'échéance	Date d'émission	Série	Taux d'intérêt %	Encours \$	Référence
DETTE CONTRACTÉE SUR LES MARCHÉS PUBLICS (Suite)					
8 mars 2018	10 mars 2008	DMTN183	4,20	340 000 000	
2 juin 2018	6 juin 2005	DMTN79	5,50	110 000 000	(10)
2 juin 2020	22 février 2005	DMTN140	4,85	29 000 000	
8 septembre 2023	29 novembre 2004	HP	8,10	50 000 000	(59)
2 juin 2027	4 février 2000	HC-KJA	7,60	100 500 000	(61)
25 août 2028	6 avril 1999	HC-LQA	6,25	78 600 000	
2 juin 2031	24 février 2000	HC-NF	6,20	500 000 000	(51)
1 ^{er} décembre 2036	4 octobre 2005	DMTN158	2,00 rendement réel	730 149 000	(44)
2 juin 2037	1 ^{er} septembre 2006	DMTN164	4,70	400 000 000	(103)
TOTAL - PAYABLE AU CANADA EN DOLLARS CANADIENS				13 496 988 122	
PAYABLE EN EUROPE EN DOLLARS CANADIENS					
17 avril 2013	3 juin 2003	EMTN56	5,50	150 000 000	
8 juillet 2014	8 juillet 2004	EMTN63	3 TCAB+0,07	500 000 000	
17 février 2015	17 février 2005	EMTN69	4,50	200 000 000	
TOTAL - PAYABLE EN EUROPE EN DOLLARS CANADIENS				850 000 000	
PAYABLE EN EUROPE EN FRANCS SUISSES					
8 juillet 2013	8 juillet 2003	EMTN60	2,50	300 000 000	
TOTAL - PAYABLE EN EUROPE EN FRANCS SUISSES				300 000 000	
ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS					
AU TAUX DE CHANGE DE 1,02348 \$				307 045 455	(35)
PAYABLE EN EUROPE EN DOLLARS AUSTRALIENS					
2 septembre 2009	2 septembre 2004	EMTN67	5,75	150 000 000	
13 juillet 2012	13 juillet 2005	EMTN70	5,50	125 000 000	
TOTAL - PAYABLE EN EUROPE EN DOLLARS AUSTRALIENS				275 000 000	
ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS					
AU TAUX DE CHANGE DE 0,93634 \$				257 492 275	(81)

ENCOURS DE LA DETTE – Suite

Au 31 mars 2008

Date d'échéance	Date d'émission	Série	Taux d'intérêt %	Encours \$	Référence
PAYABLE EN AUSTRALIE EN DOLLARS AUSTRALIENS					
30 novembre 2016	30 novembre 2006	AUD1	6,00	300 000 000	
TOTAL - PAYABLE EN AUSTRALIE EN DOLLARS AUSTRALIENS				300 000 000	
ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS					
AU TAUX DE CHANGE DE 0,87508 \$				262 525 500	(111)
PAYABLE EN EUROPE EN RANDS SUD-AFRICAIS					
22 novembre 2010	22 novembre 2005	EMTN75	7,75	300 000 000	
5 juillet 2011	5 juillet 2006	EMTN76	8,00	300 000 000	
TOTAL - PAYABLE EN EUROPE EN RANDS SUD-AFRICAIS				600 000 000	
ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS					
AU TAUX DE CHANGE DE 0,16629 \$				99 773 408	(88)
PAYABLE SUR LES MARCHÉS INTERNATIONAUX EN DOLLARS AMÉRICAINS					
1 ^{er} octobre 2008	19 mars 2001	GLB-MBb	5,50	250 000 000	
3 février 2015	3 février 2005	GLB-PE	4,50	500 000 000	
TOTAL - PAYABLE SUR LES MARCHÉS INTERNATIONAUX EN DOLLARS AMÉRICAINS				750 000 000	
ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS					
AU TAUX DE CHANGE DE 1,30853 \$				981 400 000	(93)
TOTAL - OBLIGATIONS				16 255 224 760	
BONS DU TRÉSOR				1 202 582 000	
TOTAL - DETTE CONTRACTÉE PAR LA PROVINCE					
AUX FINS DE LA SFIEO				18 928 303 760	
DETTE DIRECTE DE LA SFIEO				9 311 074 000	
TOTAL - DETTE DE LA SFIEO				28 239 377 760	

ENCOURS DE LA DETTE – Suite

Au 31 mars 2008

Références :

1. Aucune dette n'est remboursable, sauf dans les cas indiqués ci-dessous. Le TCAB est le taux canadien d'acceptations bancaires; le TCAB 3 est un taux variable de trois mois; le TIOL est le taux interbancaire offert à Londres. Toutes les dettes en devises étrangères ont été converties en dollars canadiens aux taux des contrats de change lorsqu'elles étaient couvertes, ou aux taux de change à la fin de l'exercice lorsqu'elles ne l'étaient pas. Les taux de change des devises étrangères en dollars canadiens au 31 mars 2008 sont les suivants : dollar australien 0,9386 \$, euro 1,6244 \$, dollar de Hong Kong 0,132080 \$, yen japonais 0,010290 \$, dollar néo-zélandais 0,8078 \$, rand sud-africain 0,1262 \$, franc suisse 1,0360 \$, dollar américain 1,0265 \$, livre sterling 2,0407 \$, et nouvelle livre turque 0,7737 \$.
2. DMTN128 : L'échéance de ces obligations a été prorogée au gré de la province à la date d'échéance initiale, le 27 octobre 2006, et est prorogeable semestriellement à chaque date d'échéance subséquente jusqu'à la date d'échéance finale, le 27 octobre 2011. L'intérêt est payable semestriellement au taux de 4,0 % les deux premières années, de 4,2 % la troisième année, de 4,5 % la quatrième année, de 4,9 % la cinquième année, de 5,35 % la sixième année, et de 5,8 % la dernière année. De plus, la province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir les engagements d'intérêt sur cette dette au TCAB de trois mois moins 0,08 %.
3. DMTN129 : L'échéance de ces obligations a été prorogée au gré de la province à la date d'échéance initiale, le 29 octobre 2006, et est prorogeable semestriellement à chaque date d'échéance subséquente jusqu'à la date d'échéance finale, le 29 octobre 2014. L'intérêt est payable mensuellement au taux de 4,2 % la première année, de 4,25 % la deuxième année, de 4,35 % la troisième année, de 4,5 % la quatrième année, de 4,65 % la cinquième année, de 4,85 % la sixième année, de 5,25 % la septième année, de 5,5 % la huitième année, de 6,0 % la neuvième année, et de 7,0 % la dernière année. De plus, la province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir les engagements d'intérêt au TCAB de trois mois moins 0,08 %.
4. DMTN53 : L'encours ne comprend pas les obligations détenues par Agricorp, un organisme gouvernemental, d'une valeur de 9,2 millions de dollars.
5. RPC : Les titres vendus au Fonds de placement du Régime de pensions du Canada sont payables 20 ans après leurs dates d'émission respectives. Ces titres ne sont ni négociables, ni transférables, ni cessibles, mais ils sont rachetables, en totalité ou en partie, avant l'échéance au gré du ministre des Finances du Canada, sur préavis de six mois, s'il juge que cela est nécessaire pour répondre aux exigences du Régime de pensions du Canada. En cas de rachat avant l'échéance, les titres de l'Ontario doivent être rachetés dans l'ordre dans lequel ils ont été émis et le nombre de titres de l'Ontario devant être rachetés doit être proportionnel au nombre de titres alors détenus au nom du fonds représenté par les titres de l'Ontario. À compter du 1^{er} juillet 2005, en vertu d'une lettre d'entente accessoire signée par l'Office d'investissement du régime de pensions du Canada (OIRPC) et la province, l'OIRPC a offert à la province, à l'échéance des débentures détenues au nom du Fonds de placement du Régime de pensions du Canada (FPRPC) qui ont été émises avant le 1^{er} janvier 1998, l'option d'émettre, pour le compte de l'OIRPC, de nouvelles débentures de remplacement assorties d'un terme maximal de 30 ans (terme minimal de 5 ans avec options de renouvellement sans dépasser le terme maximal de 30 ans à compter de la date d'émission de la première débenture de remplacement). Ces débentures ne sont ni négociables ni transférables et peuvent être cédées uniquement à une filiale appartenant en propriété exclusive à l'Office d'investissement du régime de pensions du Canada. Le 1^{er} avril 2007, toutes les débentures détenues au nom du FPRPC ou achetées par le ministre des Finances du Canada conformément à l'article 110 du Régime de pensions du Canada ont été transférées à l'OIRPC.
6. DMTN143 : Le total de l'encours s'élève à 600 millions de dollars, dont 50 millions aux fins de la SFIEO. la province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir les engagements d'intérêt sur la dette de la province aux taux fixes de 4,55 % et de 4,18 % sur la dette de la SFIEO.
7. CMHC : Selon les modalités de ces débentures, des versements égaux doivent être faits chaque année jusqu'à l'échéance, chacun consistant en un versement de principal et d'intérêts réunis.
8. OIIC : Il s'agit d'obligations à coupon zéro. L'encours est le montant payable à l'échéance.
9. Obligations intérieures en dollars américains : La province a conclu des contrats de change qui ont eu pour effet de convertir ces obligations en dollars américains en obligations en dollars canadiens au taux de change de 1,18350 \$. De plus, la province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir les engagements d'intérêt sur cette dette au taux fixe de 4,70 %.
10. DMTN79 : Le total de l'encours est de 715 millions de dollars, dont 110 millions de dollars aux fins de la SFIEO. La province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir les engagements d'intérêt sur cette dette au taux fixe de 4,64 % sur 125 millions de dollars.
11. DMTN156 : L'échéance de ces obligations a été prorogée au gré de la province à la date d'échéance initiale, le 26 septembre 2007, et est prorogeable semestriellement à chaque date d'échéance subséquente jusqu'à la date d'échéance finale, le 26 septembre 2017. L'intérêt est payable semestriellement au taux de 3,75 % les deux premières années, de 3,85 % les troisième et quatrième années, de 3,95 % la cinquième année, de 4,05 % la sixième année, de 4,15 % la septième année, de 4,25 % la huitième année, de 4,5 % la neuvième année, de 5,0 % la dixième année, de 5,5 % la onzième année, et de 6,0 % la dernière année. De plus, la province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir les engagements d'intérêt sur cette dette au TCAB de trois mois moins 0,12 %.
12. DMTN113 (SFIEO) : L'intérêt est payable semestriellement au taux de 3,5 % les deux premières années et de 4,0 % par la suite jusqu'à la date d'échéance.

ENCOURS DE LA DETTE – Suite

Au 31 mars 2008

13. EMTN61 : La province a conclu des contrats de change qui ont eu pour effet de convertir ces obligations en dollars de Hong Kong en obligations en dollars canadiens au taux de change de 0,17410 \$. De plus, la province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir les engagements d'intérêt sur cette dette au taux fixe de 4,99 %.
14. DMTN99 : Le principal et l'intérêt sont remboursables sous forme de versements semestriels de 90 millions de dollars à compter du 13 août 2004. Le total de l'encours de la dette s'élève à 262 millions de dollars, dont 218 millions de dollars aux fins de la SFIEO. La province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir les engagements d'intérêt sur cette dette au taux fixe de 3,65 % sur 218 millions de dollars aux fins de la SFIEO et au taux de 3,42 % pour le solde de la dette s'élevant à 44 millions de dollars.
15. DMTN117 : Ces obligations ont été émises moyennant une prime de 47,5 millions de dollars.
16. DMTN108 : L'échéance de ces obligations a été prorogée au gré de la province à la date d'échéance initiale, le 3 mai 2006, et est prorogeable semestriellement à chaque date d'échéance subséquente jusqu'à la date d'échéance finale, le 3 mai 2010. L'intérêt est payable semestriellement au taux de 3,5 % les deux premières années, de 3,75 % la troisième année, de 4,25 % la quatrième année, de 5,5 % la cinquième année, et de 6,75 % la dernière année. La province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir les engagements d'intérêt sur cette dette au TCAB variable de trois mois moins 0,08 %.
17. EMTN68 : L'intérêt est payable annuellement au taux de 3,72 % la première année, de 3,87 % la deuxième année, de 4,02 % la troisième année, et de 4,17 % la dernière année. La province a conclu des contrats de change qui ont eu pour effet de convertir ces obligations en dollars américains en obligations en dollars canadiens au taux de change de 0,01207 \$. De plus, la province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir les engagements d'intérêt sur cette dette au TIOL variable de trois mois en vigueur aux États-Unis moins 0,24 %.
18. DMTN147 : L'échéance de ces obligations a été prorogée au gré de la province à la date d'échéance initiale, le 17 juin 2007, et est prorogeable semestriellement à chaque date d'échéance subséquente jusqu'à la date d'échéance finale, le 17 juin 2017. L'intérêt est payable semestriellement au taux de 4,0 % les deux premières années, de 4,05 % les troisième et quatrième années, de 4,1 % les cinquième et sixième années, de 4,15 % les septième et huitième années, de 4,2 % la neuvième année, de 4,25 % la dixième année, de 4,75 % la onzième année, et de 5,25 % la dernière année. La province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir les engagements d'intérêt sur cette dette au TCAB de trois mois moins 0,09 %.
19. DMTN173 : Au cours de l'exercice 2007-2008, la série DMTN173 a été rouverte sept fois, ce qui a porté le montant total de l'émission à 5 200 millions de dollars, dont 2 300 millions de dollars aux fins de la SFIEO. De plus, la province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir les engagements d'intérêt sur cette dette de 209,5 millions de dollars au TCAB de trois mois moins 0,279 %.
20. JK : Ces obligations sont encaissables par anticipation, en totalité ou en partie, le 1^{er} mars 2010, au gré des porteurs.
21. JG : Au cours de l'exercice 2007-2008, la province a racheté une partie de ces obligations (22 millions de dollars) afin de les annuler moyennant une prime de 15,2 millions de dollars.
22. DMTN146 : L'échéance de ces obligations a été prorogée au gré de la province à la date d'échéance initiale, le 20 juin 2007, et est prorogeable semestriellement à chaque date d'échéance subséquente jusqu'à la date d'échéance finale, le 20 juin 2017. L'intérêt est payable semestriellement au taux de 4,0 % les trois premières années, de 4,2 % les quatrième et cinquième années, de 4,25 % les sixième et septième années, de 4,3 % les huitième et neuvième années, de 4,5 % la dixième année, de 5,0 % la onzième année, et de 5,5 % la dernière année. De plus, la province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir les engagements d'intérêt sur cette dette au TCAB de trois mois moins 0,09 %.
23. SBT : La School Board Trust (fiducie) a été créée en juin 2003 pour refinancer à long terme la dette contractée par 55 conseils scolaires pour leurs projets d'immobilisations avant l'introduction, en 1998, du modèle de financement axé sur les besoins des élèves. En juin 2003, la fiducie a émis des débentures à fonds d'amortissement sur 30 ans d'une valeur de 891 millions de dollars. La fiducie a versé 882 millions de dollars provenant du produit de ces débentures aux 55 conseils scolaires qui ont renoncé en échange à leur droit irrévocable de recevoir d'autres versements de transfert de la province au titre de cette dette. Ces montants seront réduits sur la période de 30 ans par les paiements de transfert versés par le ministère de l'Éducation à la fiducie dans le cadre du programme de subventions de fonctionnement aux conseils scolaires.
24. Séries HZ, JA, JB, JC, JD : Il s'agit d'obligations à coupon zéro aux termes desquelles des versements inégaux, consistant en un versement de principal et d'intérêts réunis, doivent être effectués à intervalles irréguliers déterminés à l'avance. Au cours de l'exercice 2007-2008, le principal remboursé était de 0,9 million de dollars. D'ici le 10 janvier 2035, le principal à rembourser sur ces obligations sera de 230,8 millions de dollars.
25. DMTN145 : L'échéance de ces obligations a été prorogée au gré de la province à la date d'échéance initiale, le 21 juin 2007, et est prorogeable semestriellement à chaque date d'échéance subséquente jusqu'à la date d'échéance finale, le 21 juin 2010. L'intérêt est payable semestriellement au taux de 3,1 % les deux premières années, de 3,3 % la troisième année, de 4,0 % la quatrième année, et de 4,7 % la dernière année. De plus, la province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir les engagements d'intérêt sur cette dette au TCAB de trois mois moins 0,09 %.
26. DMTN137 : L'échéance de ces obligations a été prorogée au gré de la province à la date d'échéance initiale, le 28 janvier 2007, et est prorogeable semestriellement à chaque date d'échéance subséquente jusqu'à la date d'échéance finale, le 28 janvier 2015. L'intérêt est payable semestriellement au taux de 4,1 % les deux premières années, de 4,15 % la troisième année, de 4,25 % la quatrième année, de 4,35 % la cinquième année, de 4,5 % la sixième année, de 4,75 % la septième année, de 5,0 % la huitième année, de 5,75 % la neuvième année, et de 6,5 % la dernière année. De plus, la province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir les engagements d'intérêt sur cette dette au TCAB de trois mois moins 0,10 %.

ENCOURS DE LA DETTE – Suite

Au 31 mars 2008

27. Obligations en euros : La province a conclu des contrats de change qui ont eu pour effet de convertir ces obligations en euros en obligations en dollars canadiens au taux de change de 1,70189 \$. De plus, la province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir les engagements d'intérêt sur cette dette au taux fixe de 4,86 % sur 528 millions de dollars, et au TCAB de trois mois plus 0,08 % sur 1 709 millions de dollars.
28. DMTN85 (SFIEO) : La province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir les engagements d'intérêt sur cette dette au taux fixe de 3,60 %.
29. OEO : L'encours représente les obligations arrivées à échéance dont le remboursement n'a pas encore été demandé. Ces obligations ne portent aucun intérêt.
30. OEO : Chaque année, la province émet des Obligations d'épargne de l'Ontario à taux fixe assorties d'un terme de trois ans.
31. DMTN148 : L'échéance de ces obligations a été prorogée au gré de la province à la date d'échéance initiale, le 21 juin 2007, et est prorogeable semestriellement à chaque date d'échéance subséquente jusqu'à la date d'échéance finale, le 21 juin 2010. L'intérêt est payable semestriellement au taux de 3,05 % les deux premières années, de 3,7 % la troisième année, de 4,0 % la quatrième année, et de 4,5 % la dernière année. De plus, la province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir les engagements d'intérêt sur cette dette au TCAB de trois mois moins 0,09 %.
32. DMTN149 : L'échéance des obligations est prorogeable au gré des porteurs de la date d'échéance initiale, le 2 juin 2016, à la date d'échéance finale, le 2 juin 2035 et, en cas de prorogation, les obligations peuvent être échangées au gré des porteurs le 13 juin 2016 contre des obligations de la série DMTN119. L'intérêt est payable semestriellement au taux de 3,6 % jusqu'au 2 juin 2016, et au taux de 4,8 % par la suite, en cas de prorogation. De plus, la province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir les engagements d'intérêt sur cette dette au taux de 4,67 %.
33. DMTN127 : L'échéance de ces obligations a été prorogée au gré de la province à la date d'échéance initiale, le 14 octobre 2006, et est prorogeable annuellement à chaque date d'échéance subséquente jusqu'à la date d'échéance finale, le 14 octobre 2009. L'intérêt est payable annuellement au taux de 4,0 % les deux premières années, de 4,1 % la troisième année, de 4,4 % la quatrième année, et de 5,0 % la dernière année. De plus, la province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir les engagements d'intérêt au TCAB de trois mois moins 0,08 %.
34. MW : La province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir les engagements d'intérêt sur cette dette au TCAB variable de trois mois moins 0,05 %.
35. EMTN60 (SFIEO) : La province a conclu des contrats de change qui ont eu pour effet de convertir ces obligations en francs suisses en obligations en dollars canadiens au taux de change de 1,02348 \$. De plus, la province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir les engagements d'intérêt sur cette dette au taux fixe de 4,99 %.
36. DMTN150 : L'intérêt est payable semestriellement au taux de 3,05 % les deux premières années, et de 4,2 % par la suite. De plus, la province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir les engagements d'intérêt sur cette dette au TCAB de trois mois moins 0,06 %.
37. DMTN3 (SFIEO) : L'intérêt est payable au taux de 5,50 % pour les quatre premières années, et de 6,80 % pour les six dernières années.
38. DMTN133 : Les obligations sont encaissables par anticipation au gré des porteurs le 2 décembre 2014 ou peuvent être échangées au pair contre des obligations de la série DMTN119 le 15 décembre 2014. L'intérêt est payable au taux de 4,0 % jusqu'au 2 décembre 2014, et de 5,35 % par la suite jusqu'à la date d'échéance finale. De plus, la province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir les engagements d'intérêt sur cette dette au taux de 5,26 %.
39. DMTN151 : L'échéance de ces obligations a été prorogée au gré de la province à la date d'échéance initiale, le 22 août 2007, et est prorogeable semestriellement à chaque date d'échéance subséquente jusqu'à la date d'échéance finale, le 22 août 2017. L'intérêt est payable semestriellement au taux de 4,1 % les deux premières années, de 4,2 % la troisième année, de 4,25 % la quatrième année, de 4,3 % la cinquième année, de 4,4 % la sixième année, de 4,5 % les septième et huitième années, de 4,6 % la neuvième année, de 4,75 % la dixième année, de 5,0 % la onzième année, et de 5,5 % la dernière année. De plus, la province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir les engagements d'intérêt sur cette dette au TCAB de trois mois moins 0,10 %.
40. DMTN152 : Le porteur d'obligation nominative a le droit de proroger l'échéance de l'obligation à la date d'échéance initiale, le 2 décembre 2016, jusqu'à la date d'échéance finale, le 2 juin 2035, et, dans ce cas, d'échanger au pair l'obligation contre une obligation de la série DMTN119 le 14 décembre 2016. L'intérêt est payable semestriellement au taux de 3,75 % jusqu'à la date d'échéance initiale, et de 4,75 % par la suite, en cas de prorogation. De plus, la province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir les engagements d'intérêt sur cette dette au taux de 4,76 %.
41. JL : Selon les modalités de ces débentures, des versements inégaux, consistant en un versement de principal et d'intérêts réunis, doivent être effectués à des intervalles irréguliers déterminés à l'avance, le dernier versement devant être effectué le 10 janvier 2045. Le total du principal et des intérêts à payer sur la durée des débentures s'élèvent à 1 325 millions de dollars.
42. DMTN175 : Au cours de l'exercice 2007-2008, la série DMTN 175 a été rouverte une fois, ce qui a porté le montant total de l'émission à 793 millions de dollars. Les obligations sont remboursables au pair au gré de la province le 2 juin 2009. De plus, la province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir les engagements d'intérêt sur cette dette au TCAB d'un mois moins 0,12 % et au taux fixe de 4,44 % sur 213 millions de dollars.

ENCOURS DE LA DETTE – Suite

Au 31 mars 2008

43. Obligations en dollars américains payables sur les marchés internationaux : La province a conclu des contrats de change qui ont eu pour effet de convertir 11 353,6 millions de dollars de ces obligations en dollars américains en obligations en dollars canadiens au taux de change de 1,17714 \$. De plus, la province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir les engagements d'intérêt sur cette dette au taux fixe de 4,75 % sur 10 760 millions de dollars; au TCAB de trois mois moins 0,02 % sur 1 133 millions de dollars; au TIOL de trois mois en vigueur aux États-Unis moins 0,11 % sur 875 millions de dollars; et au TCAB d'un mois plus 0,04 % sur 379 millions de dollars.
44. DMTN158 : Cette obligation à rendement réel porte un intérêt rajusté en fonction de l'Indice d'ensemble des prix à la consommation du Canada (l'« IPC »), qui comportait un indice de base de 127,54839 le 8 mars 2006. Après le changement de la période de référence de base officielle de 1992 à 2002 effectué par la Banque du Canada, l'indice de base est passé à 107,18332 le 19 juin 2007. L'encours représente la valeur indexée du principal, soit 700 millions de dollars prêtés à la SFIEO, et du principal de 300 millions de dollars aux fins de la province, qui ont été convertis synthétiquement en une dette nominale à taux fixe de 4,66 %. La province déclare ces obligations à rendement réel comme une dette normale plutôt que de comptabiliser la valeur indexée après les contrats d'échange.
45. DMTN1 : La province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir les engagements d'intérêt sur cette dette au TCAB de trois mois moins 0,02 %.
46. MN : L'intérêt est payable trimestriellement au TCAB de trois mois plus 0,85 % les deux premières années, et semestriellement au taux de 5,75 % par la suite. De plus, la province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir les engagements d'intérêt sur cette dette au TCAB de trois mois moins 0,07 %.
47. DMTN174 : L'échéance de ces obligations est prorogeable au gré de la province à la date d'échéance initiale, le 31 janvier 2009, et est prorogeable semestriellement à chaque date d'échéance subséquente jusqu'à la date d'échéance finale, le 31 janvier 2014. L'intérêt est payable semestriellement au taux de 4,2 % les deux premières années, de 4,25 % la troisième année, de 4,3 % la quatrième année, de 4,45 % la cinquième année, de 4,75 % la sixième année, et de 5,3 % la dernière année. De plus, la province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir les engagements d'intérêt sur cette dette au taux fixe de 4,01 %.
48. DMTN134 : L'échéance de ces obligations a été prorogée au gré de la province à la date d'échéance initiale, le 19 janvier 2007, et est prorogeable semestriellement à chaque date d'échéance subséquente jusqu'à la date d'échéance finale, le 19 janvier 2017. L'intérêt est payable semestriellement au taux de 4,2 % les deux premières années, de 4,5 % les troisième et quatrième années, de 4,75 % la cinquième année, de 5,0 % la sixième année, de 5,25 % la septième année, de 5,5 % la huitième année, de 5,75 % la neuvième année, de 6,0 % la dixième année, de 6,5 % la onzième année, et de 7,0 % la dernière année. De plus, la province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir les engagements d'intérêt sur cette dette au TCAB variable de trois mois moins 0,09 %.
49. DMTN105 : La province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir les engagements d'intérêt sur cette dette au taux fixe de 4,94 %.
50. DMTN100 : La province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir les engagements d'intérêt sur cette dette au taux fixe de 3,71 %.
51. NF : L'encours est de 3 000 millions de dollars, dont 500 millions de dollars prêtés à la SFIEO jusqu'au 2 juin 2010, après quoi l'émission sera assumée par la province jusqu'à la date d'échéance.
52. DMTN157 : L'intérêt est payable semestriellement au taux de 15,0 % jusqu'au 13 janvier 2006 et de 5,0 % par la suite.
53. DMTN70 : La province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir les engagements d'intérêt sur cette dette au taux fixe de 4,02 %.
54. EMTN79 : La province a conclu des contrats de change qui ont eu pour effet de convertir ces obligations en nouvelles livres turques en obligations en dollars canadiens au taux de change de 0,77347 \$. De plus, la province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir les engagements d'intérêt sur cette dette au taux fixe de 4,08 %.
55. DMTN170 : L'échéance des obligations est prorogeable au gré de la province à la date d'échéance initiale, le 22 novembre 2008, et est prorogeable semestriellement à chaque date d'échéance subséquente jusqu'à la date d'échéance finale, le 22 novembre 2013. L'intérêt est payable semestriellement au taux de 4,15 % les deux premières années, de 4,2 % la troisième année, de 4,25 % la quatrième année, de 4,45 % la cinquième année, de 4,75 % la sixième année, et de 5,0 % la dernière année. De plus, la province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir les engagements d'intérêt sur cette dette au taux fixe de 4,04 %.
56. DMTN116 : L'échéance des obligations est prorogeable au gré des porteurs de la date d'échéance initiale, le 8 septembre 2013, à la date d'échéance finale, le 8 mars 2033. L'intérêt est payable semestriellement au taux de 4,625 % jusqu'à la date d'échéance initiale, et au taux de 5,85 % en cas de prorogation. De plus, la province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir les engagements d'intérêt sur cette dette au taux de 5,08 %.
57. EMTN73 : La province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir les engagements d'intérêt sur cette dette au taux fixe de 4,34 %.
58. EMTN74 : La province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir les engagements d'intérêt sur cette dette au TCAB de trois mois moins 0,05 %.
59. HP : Le total de l'encours s'élève à 990,6 millions de dollars, dont 50 millions de dollars aux fins de la SFIEO.
60. DMTN46 : Il s'agit d'une obligation à coupon zéro à paiements variables offrant un rendement de 4,53 %. Le principal et l'intérêt sont remboursables en un versement semestriel de capital et d'intérêt réunis. Au cours de l'exercice 2007-2008, le capital remboursé atteignait 0,9 million de dollars.

ENCOURS DE LA DETTE – Suite

Au 31 mars 2008

61. KJ : Le total de l'encours s'élève à 4 835 millions de dollars, dont 101 millions de dollars aux fins de la SFIEO.
62. OEO : Les obligations des séries 2000 à 2007 sont rachetables au gré du porteur le 21 juin et le 21 décembre et jusqu'au 14^e jour civil suivant la date de rachat, à l'exception des obligations à taux fixe, qui sont rachetables à échéance seulement. Toutes les OEO en circulation sont rachetables au décès du propriétaire bénéficiaire.
63. MU : L'encours comprend les obligations détenues par Agricorp, un organisme gouvernemental, d'une valeur de 12,5 millions de dollars. La province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir les engagements d'intérêt sur cette dette au taux fixe de 6,27 %.
64. EMTN42 : La province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir les engagements d'intérêt sur cette dette au taux fixe de 5,55 % sur 150 millions de dollars.
65. OPB & OPPT : En vertu de la *Loi de 1994 sur le Régime de retraite du Syndicat des employés de la fonction publique de l'Ontario* et de l'Entente de transfert d'éléments d'actif du 12 décembre 1994, la province a dû procéder à une nouvelle répartition des débentures entre la Caisse de retraite des fonctionnaires (CRF) et le Fonds en fiducie du Régime de retraite du Syndicat des employés de la fonction publique de l'Ontario (Fonds du SEFPO) en fonction des données exactes disponibles. Le 13 juin 1997, une Entente mise à jour relative à la modification de l'entente de promotion et au transfert d'éléments d'actif a été signée, remplaçant l'entente de 1994. La répartition actuelle après remboursement de la dette a été faite en vertu de cette nouvelle entente. Selon les modalités de ces débentures, le principal doit être remboursé en 12 versements mensuels égaux au cours de l'année précédant la date d'échéance.
66. OEO (Accélérateur) : Série 2002 : L'intérêt est payable au taux de 2,50 % la première année, de 3,75 % la deuxième année, de 4,5 % la troisième année, de 5,0 % la quatrième année, et de 5,5 % la dernière année. Série 2003 : L'intérêt est payable au taux de 2,75 % la première année, de 3,25 % la deuxième année, de 3,5 % la troisième année, de 4,0 % la quatrième année, et de 4,25 % la dernière année. Série 2004 : L'intérêt est payable au taux de 1,7 % la première année, de 3,0 % la deuxième année, de 3,5 % la troisième année, de 4,5 % la quatrième année, et de 6,0 % la dernière année. Série 2005 : L'intérêt est payable au taux de 2,25 % la première année, de 2,75 % la deuxième année, de 3,0 % la troisième année, de 3,5 % la quatrième année, et de 4,0 % la dernière année. Série 2006 : L'intérêt est payable au taux de 3,7 % la première année, de 3,8 % la deuxième année, de 3,9 % la troisième année, de 4,0 % la quatrième année, et de 4,25 % la dernière année. Série 2007 : L'intérêt est payable au taux de 4,0 % la première année, de 4,2 % la deuxième année, de 4,4 % la troisième année, de 4,6 % la quatrième année, et de 4,95 % la dernière année.
67. OEO (Variable) : Le ministre des Finances révisé le taux d'intérêt tous les six mois. Le 21 décembre 2007, le taux d'intérêt a été fixé à 4,1 %.
68. DMTN85 : La province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir les engagements d'intérêt sur cette dette au taux fixe de 4,09 % sur 1 810 millions de dollars, et au TCAB variable d'un mois moins 0,03 % sur le solde de la dette s'élevant à 550 millions de dollars.
69. Obligations néo-zélandaises payables sur les marchés internationaux : La province a conclu des contrats de change qui ont eu pour effet de convertir ces obligations néo-zélandaises en obligations en dollars canadiens au taux de change de 0,87767 \$. De plus, la province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir les engagements d'intérêt sur cette dette aux taux fixe de 4,56 %.
70. DMTN159 : L'échéance de ces obligations a été prorogée au gré de la province à la date d'échéance initiale, le 31 octobre 2007, et est prorogeable semestriellement à chaque date d'échéance subséquente jusqu'à la date d'échéance finale, le 31 octobre 2017. L'intérêt est payable semestriellement au taux de 4,0 % les deux premières années, de 4,1 % la troisième année, de 4,2 % la quatrième année, de 4,3 % la cinquième année, de 4,4 % la sixième année, de 4,5 % la septième année, de 4,6 % la huitième année, de 4,75 % la neuvième année, de 5,0 % la dixième année, de 5,5 % la onzième année, et de 6,0 % la dernière année. De plus, la province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir les engagements d'intérêt sur cette dette au TCAB de trois mois moins 0,12 %.
71. DMTN130 : La province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir les engagements d'intérêt sur cette dette au taux fixe de 4,47 %.
72. EMTN77 : La province a conclu des contrats de change qui ont eu pour effet de convertir ces obligations en dollars américains en obligations en dollars canadiens au taux de change de 1,11300 \$. De plus, la province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir les engagements d'intérêt sur cette dette au taux fixe de 4,64 %.
73. DMTN160 : L'échéance de ces obligations a été prorogée au gré de la province à la date d'échéance initiale, le 4 novembre 2007, et est prorogeable semestriellement à chaque date d'échéance subséquente jusqu'à la date d'échéance finale, le 4 novembre 2010. L'intérêt est payable semestriellement au taux de 3,7 % les deux premières années, de 3,85 % la troisième année, de 4,1 % la quatrième année, et de 4,5 % la dernière année. De plus, la province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir les engagements d'intérêt sur cette dette au TCAB de trois mois moins 0,12 %.
74. DMTN178 : Au cours de l'exercice 2007-2008, la série DMTN178 a été rouverte cinq fois, ce qui a porté le montant total de l'émission à 1 800 millions de dollars, dont 300 millions de dollars aux fins de la SFIEO. De plus, la province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir les engagements d'intérêt sur cette dette au TCAB de trois mois sur 105 million de dollars.
75. DMTN179 : Au cours de l'exercice 2007-2008, la série DMTN179 a été rouverte neuf fois, ce qui a porté le montant total de l'émission à 1 400 millions de dollars. L'intérêt est payable trimestriellement au TCAB de trois mois moins 0,16 %. La province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir les engagements d'intérêt sur cette dette au taux fixe de 4,25 %.

ENCOURS DE LA DETTE – Suite

Au 31 mars 2008

76. DMTN123 : L'échéance de ces obligations a été prorogée au gré de la province à la date d'échéance initiale, le 1^{er} octobre 2006, et est prorogeable semestriellement à chaque date d'échéance subséquente jusqu'à la date d'échéance finale, le 1^{er} octobre 2010. L'intérêt est payable semestriellement au taux de 4,0 % les deux premières années, de 4,1 % la troisième année, de 4,3 % la quatrième année, de 4,9 % la cinquième année, et de 5,75 % la dernière année. De plus, la province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir les engagements d'intérêt sur cette dette au TCAB variable de trois mois moins 0,08 %.
77. DMTN162 : L'échéance de ces obligations a été prorogée au gré de la province à la date d'échéance initiale, le 7 décembre 2007, et est prorogeable semestriellement à chaque date d'échéance subséquente jusqu'à la date d'échéance finale, le 7 décembre 2017. L'intérêt est payable mensuellement au taux de 4,2 % les deux premières années, de 4,25 % la troisième année, de 4,35 % la quatrième année, de 4,45 % la cinquième année, de 4,5 % la sixième année, de 4,6 % la septième année, de 4,7 % la huitième année, de 4,85 % la neuvième année, de 5,0 % la dixième année, de 5,25 % la onzième année, et de 5,5 % la dernière année. De plus, la province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir les engagements d'intérêt sur cette dette au taux fixe de 4,48 %.
78. DMTN180 : La province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir les engagements d'intérêt sur cette dette au taux fixe de 4,52 %.
79. DMTN 181 : La province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir les engagements d'intérêt sur cette dette au taux fixe de 4,50 %.
80. NK : L'encours comprend les obligations détenues par Agricorp, un organisme gouvernemental, d'une valeur de 20,3 millions de dollars.
81. EMTN67/70(SFIEO) : La province a conclu des contrats de change qui ont eu pour effet de convertir ces obligations en dollars australiens en obligations en dollars canadiens au taux de change de 0,93634 \$. De plus, la province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir les engagements d'intérêt sur cette dette au taux fixe de 4,20 %.
82. DMTN87 : L'encours comprend les obligations détenues par Agricorp, un organisme gouvernemental, d'une valeur de 9 millions de dollars.
83. La dette totale contractée aux fins de la province comprend les dettes suivantes contractées par d'autres organismes gouvernementaux : 2 029 millions de dollars contractés par la Société ontarienne d'hypothèques et de logement; 79 millions de dollars contractés par la Société ontarienne d'aménagement municipal; 1 632 millions de dollars contractés par la Société ontarienne de travaux; 11 millions de dollars par la Société ontarienne de gestion des fonds des investisseurs immigrants; et exclut la dette de 1 157 millions de dollars contractée par la Société ontarienne d'hypothèques et de logement, ainsi que les bons du Trésor et obligations de l'Ontario d'une valeur de 1 186 millions de dollars détenues par d'autres organisations et organismes.
84. Le solde des bons du Trésor comprend les titres suivants détenus par des organismes gouvernementaux : 500 millions de dollars détenus par la Société ontarienne de travaux; 224 millions de dollars détenus par Société de gestion du Fonds du patrimoine du Nord de l'Ontario; 126 millions de dollars détenus par la Société immobilière de l'Ontario; 33 millions de dollars détenus par la Commission des valeurs mobilières de l'Ontario, et 6 millions de dollars détenus par la Société ontarienne de gestion des fonds des investisseurs immigrants.
85. DMTN107 : L'échéance de ces obligations a été prorogée au gré de la province à la date d'échéance initiale, le 5 mai 2006, et est prorogeable semestriellement à chaque date d'échéance subséquente jusqu'à la date d'échéance finale, le 5 mai 2011. L'intérêt est payable semestriellement au taux de 4,0 % les deux premières années, de 4,15 % la troisième année, de 4,25 % la quatrième année, de 4,75 % la cinquième année, de 5,0 % la sixième année, et de 6,0 % la dernière année. De plus, la province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir les engagements d'intérêt sur cette dette au TCAB variable de trois mois moins 0,08 %.
86. EMTN65 : La province a conclu des contrats de change qui ont eu pour effet de convertir ces obligations en livres sterling en obligations en obligations en dollars canadiens au taux de change de 2,37714 \$. De plus, la province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir les engagements d'intérêt sur cette dette au taux fixe de 4,28 %.
87. DMTN110 : Les obligations sont encaissables par anticipation au gré des porteurs le 8 mars 2012, ou échangeables au pair le 21 mars 2012 contre des obligations de la série DMTN61 s'ils ne les encaissent pas. L'intérêt est payable semestriellement au taux de 3,25 % jusqu'au 8 mars 2012 et de 5,85 % jusqu'au 8 mars 2033. De plus, la province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir les engagements d'intérêt sur cette dette au taux de 5,72 %.
88. EMTN75/76 (SFIEO) : La province a conclu des contrats de change qui ont eu pour effet de convertir ces obligations en rands sud-africains en obligations en dollars canadiens au taux de change de 0,16629 \$. De plus, la province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir les engagements d'intérêt sur cette dette au taux fixe de 4,86 %.
89. DMTN106 : Le total de l'encours est de 1 775 millions de dollars, dont 525 millions de dollars aux fins de la SFIEO. La province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir les engagements d'intérêt sur cette dette au taux fixe de 4,37 % sur 500 millions de dollars.
90. MH : Selon les modalités de ces débentures, un paiement d'intérêt ponctuel spécial de 31,1 millions de dollars sera effectué à l'échéance.
91. Les effets de commerce américains ne portent aucun intérêt et ont des termes de 91 jours maximum.
92. EMTN57 : La province a conclu des contrats de change qui ont eu pour effet de convertir ces obligations en dollars australiens dollar en obligations en dollars canadiens au taux de change de 0,88595 \$. De plus, la province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir les engagements d'intérêt sur cette dette au taux fixe de 5,59 %.

ENCOURS DE LA DETTE – Suite

Au 31 mars 2008

93. Obligations en dollars américains payables sur les marchés internationaux (SFIEO) : La province a conclu des contrats de change qui ont eu pour effet de convertir ces obligations en dollars américains en obligations en dollars canadiens au taux de change de 1,30853 \$. De plus, la province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir les engagements d'intérêt sur cette dette au taux fixe de 5,0 % sur 981 millions de dollars.
94. EMTN35 : L'encours en ancienne monnaie s'élève à 3 milliards de francs français. Le franc français a été converti en euro au taux suivant : un euro valant 6,55957 francs français, conformément au Règlement du Conseil (UE) n° 2866/98. De plus, la province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir les engagements d'intérêt sur cette dette au TCAB de trois mois plus 0,057 %.
95. DMTN144 : Au cours de l'exercice 2007-2008, la série DMTN144 a été rouverte quatre fois, ce qui a porté le montant total de l'émission à 2 500 millions de dollars, dont 150 millions de dollars aux fins de la SFIEO.
96. HJ : L'encours comprend les obligations détenues par Agricorp, un organisme gouvernemental, d'une valeur de 6,8 millions de dollars.
97. DMTN8 : L'encours comprend les obligations détenues par Agricorp, un organisme gouvernemental, d'une valeur de 19 millions de dollars.
98. DMTN119 : Au cours de l'exercice 2007-2008, la province a racheté une partie de ces obligations (15,7 millions de dollars) afin de les annuler.
99. DMTN125 : L'échéance de ces obligations a été prorogée au gré de la province à la date d'échéance initiale, le 27 octobre 2006, et est prorogeable semestriellement à chaque date d'échéance subséquente jusqu'à la date d'échéance finale, le 27 octobre 2014. L'intérêt est payable semestriellement au taux de 4,45 % les deux premières années, de 4,55 % la troisième année, de 4,65 % la quatrième année, de 4,75 % la cinquième année, de 4,85 % la sixième année, de 5,0 % la septième année, de 5,25 % la huitième année, de 6,0 % la neuvième année, et de 7,0 % la dernière année. La province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir les engagements d'intérêt sur cette dette au TCAB variable de trois mois moins 0,08 %.
100. NZ : La province a conclu des contrats de change qui ont eu pour effet de convertir ces obligations en euros en obligations en dollars canadiens au taux de change de 1,58460 \$. De plus, la province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir les engagements d'intérêt sur cette dette au taux fixe de 5,23 %.
101. KD : L'encours en ancienne monnaie s'élève à 3 milliards de francs français. Le franc français a été converti en euro au taux suivant : un euro valant 6,55957 francs français, conformément au Règlement du Conseil (UE) n° 2866/98. De plus, la province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir les engagements d'intérêt sur cette dette au TCAB variable de trois mois plus 0,11 %.
102. DMTN165 : L'encours comprend les obligations détenues par Agricorp, un organisme gouvernemental, d'une valeur de 9,9 millions de dollars.
103. DMTN164 : Au cours de l'exercice 2007-2008, la série DMTN164 a été rouverte six fois, ce qui a porté le montant total de l'émission à 9 100 millions de dollars, dont 400 millions de dollars aux fins de la SFIEO. L'encours revenant à la province, 8 700 millions de dollars, comprend les obligations détenues par la Société ontarienne de travaux d'infrastructure, un organisme gouvernemental, d'une valeur de 205 millions de dollars.
104. ND : La province a conclu des contrats de change qui ont eu pour effet de convertir 10 milliards de dollars de ces obligations en yens japonais en obligations en dollars canadiens au taux de change de 0,012099 \$. De plus, la province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir les engagements d'intérêt sur cette dette au taux fixe de 6,48 % sur 121 millions de dollars, et au taux nominal de 1,88 % sur le solde de la dette s'élevant à 412 millions de dollars.
105. EMTN72 : La province a conclu des contrats de change qui ont eu pour effet de convertir ces obligations en dollars néo-zélandais en obligations en dollars canadiens au taux de change de 0,79730 \$. De plus, la province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir les engagements d'intérêt sur cette dette au taux fixe de 4,26 %.
106. EMN71/78 : La province a conclu des contrats de change qui ont eu pour effet de convertir ces obligations en rands sud-africains en obligations en dollars canadiens au taux de change de 0,18808 \$. De plus, la province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir les engagements d'intérêt sur cette dette au taux fixe de 4,34 %.
107. Europe Obligations en francs suisses : La province a conclu des contrats de change qui ont eu pour effet de convertir ces obligations en francs suisses en obligations en dollars canadiens au taux de change de 0,99552 \$. De plus, la province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir les engagements d'intérêt sur cette dette au taux fixe de 4,13 % sur 596 millions de dollars.
108. DMTN142 : Le taux d'intérêt est plafonné à 5,0 %. La province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir les engagements d'intérêt sur cette dette au taux fixe de 3,93 %.
109. DMTN93 : Le total de l'émission s'élève à 3 500 millions de dollars, dont 1 000 millions de dollars aux fins de la SFIEO. L'encours revenant à la province, 2 500 millions de dollars, comprend les obligations détenues par Agricorp, un organisme gouvernemental, d'une valeur de 17,6 millions de dollars.
110. DMTN30 : L'échéance de ces obligations a été prorogée au gré des porteurs à la date d'échéance initiale, le 5 décembre 2002, et est prorogeable annuellement à chaque date d'échéance jusqu'à la date d'échéance finale, le 5 décembre 2008. L'intérêt est payable trimestriellement au TCAB de trois mois moins 0,05 % la première année, moins 0,01 % la deuxième année, plus 0,03 % la troisième année, plus 0,05 % la quatrième année, plus 0,07 % la cinquième année, et plus 0,08 % les deux dernières années.
111. AUD1 (SFIEO) : La province a conclu des contrats de change qui ont eu pour effet de convertir ces obligations en dollars australiens en obligations en dollars canadiens au taux de change de 0,87508 \$. De plus, la province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir les engagements d'intérêt sur cette dette au taux fixe de 4,24 %.

ENCOURS DE LA DETTE – Fin

Au 31 mars 2008

112. DMTN176 : Au cours de l'exercice 2007-2008, la série DMTN176 a été rouverte deux fois, ce qui a porté le montant total de l'émission à 158 millions de dollars.
113. DMTN154 : L'échéance de ces obligations a été prorogée au gré de la province à la date d'échéance initiale, le 21 septembre 2007, et est prorogeable semestriellement à chaque date d'échéance jusqu'à la date d'échéance finale, le 17 septembre 2017. L'intérêt est payable semestriellement au taux de 4,0 % les deux premières années, de 4,1 % les troisième et quatrième années, de 4,2 % les cinquième et sixième années, de 4,3 % les huitième et neuvième années, de 4,5 % la dixième année, de 4,6 % la onzième année, de 5,0 % la douzième année, et de 5,25 % la dernière année. De plus, la province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir les engagements d'intérêt sur cette dette au TCAB de trois mois moins 0,12 %.
114. DMTN155 : L'échéance de ces obligations a été prorogée au gré de la province à la date d'échéance initiale, le 22 septembre 2007, et est prorogeable semestriellement à chaque date d'échéance jusqu'à la date d'échéance finale, le 22 septembre 2010. L'intérêt est payable mensuellement au taux de 3,25 % les deux premières années, de 3,5 % la troisième année, de 3,75 % la quatrième année, et de 4,0 % par la suite jusqu'à la date d'échéance finale. La province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir les engagements d'intérêt sur cette dette au TCAB de trois mois moins 0,12 %.
115. DMTN102 : L'échéance des obligations est prorogeable au gré des porteurs du 8 mars 2009 à la date d'échéance finale, le 8 mars 2033. En cas de prorogation, les porteurs ont l'option d'échanger ces obligations contre des obligations de la série DMTN61 le 18 mars 2009. L'intérêt est payable semestriellement au taux de 3,0 % jusqu'au 8 mars 2009, et de 5,85 % par la suite, en cas de prorogation.
116. PJ : Au cours de l'exercice 2007-2008, la province a racheté une partie de ces obligations libellées en dollars américains (50 millions) afin de les annuler.
117. PK : Au cours de l'exercice 2007-2008, la province a racheté une partie de ces obligations libellées en dollars américains (100 millions) afin de les annuler.
118. PM : Au cours de l'exercice 2007-2008, la province a racheté une partie de ces obligations libellées en dollars américains (109 millions) afin de les annuler.
119. NQ : Au cours de l'exercice 2007-2008, la province a racheté une partie de ces obligations libellées en dollars américains (42,4 millions) afin de les annuler.
120. PN : Au cours de l'exercice 2007-2008, la province a racheté une partie de ces obligations libellées en dollars américains (100 millions) afin de les annuler.
121. PG : Au cours de l'exercice 2007-2008, la province a racheté une partie de ces obligations libellées en dollars néo-zélandais (31,55 millions) afin de les annuler.
122. EMTN78 : Au cours de l'exercice 2007-2008, la province a racheté une partie de ces obligations libellées en rands sud-africains (240 millions) afin de les annuler.
123. OHC : Les débentures émises par la Société ontarienne d'hypothèques et de logement (SOHL) ne sont ni négociables, ni transférables, ni cessibles, mais elles sont rachetables, en totalité ou en partie, au gré de la SOHL sur préavis écrit de six mois.

TRANSACTIONS DE LA SOCIÉTÉ FINANCIÈRE DE L'INDUSTRIE DE L'ÉLECTRICITÉ DE L'ONTARIO (SFIEO)
Pour l'exercice terminé le 31 mars 2008

	2008 \$	2007 \$
Remboursement d'emprunts à partir :		
de titres émis sur les marchés publics		
à long terme	(492 437 269)	(2 994 595 263)
de titres émis hors des marchés publics		
du Fonds de placement du régime de pensions du Canada	(388 715 000)	(119 000 000)
à court terme (net)	(380 418 000)	0
 Produit d'emprunts provenant :		
de titres émis sur les marchés publics		
à long terme	2 578 950 000	2 881 814 242
à court terme (net)	0	103 965 000
Augmentation (diminution) nette		
des débetures et billets aux fins de la SFIEO	<u>1 317 379 731</u>	<u>(127 816 021)</u>
 Intérêt sur titres provenant :		
de titres émis sur les marchés publics		
à long terme	734 173 725	639 121 328
à court terme	62 765 820	65 687 700
du Fonds de placement du régime de pensions du Canada	160 919 672	186 368 802
	<u>957 859 217</u>	<u>891 177 830</u>
 Recouvrements de la SFIEO		
Remboursements d'emprunt à partir :		
de titres émis sur les marchés publics		
à long terme	492 437 269	2 994 595 263
de titres émis hors des marchés publics		
du Fonds de placement du régime de pensions du Canada	388 715 000	119 000 000
à court terme (net)	380 418 000	0
 Produit d'emprunts provenant :		
de titres émis sur les marchés publics		
à long terme	(2 578 950 000)	(2 881 814 242)
à court terme (net)	0	(103 965 000)
Avances nettes	<u>(1 317 379 731)</u>	<u>127 816 021</u>
 Intérêts sur avances provenant :		
de titres émis sur les marchés publics		
à long terme	(734 173 725)	(639 121 328)
à court terme	(62 765 820)	(65 687 700)
du Fonds de placement du régime de pensions du Canada	(160 919 672)	(186 368 802)
	<u>(957 859 217)</u>	<u>(891 177 830)</u>

section 4

Autres annexes supplémentaires

PRÊTS ET INVESTISSEMENTS

Pour l'exercice clos le 31 mars 2008

	Solde au 1 ^{er} avril 2007	Prêts ¹	Remboursements ²	Solde au 31 mars 2008
	\$	\$	\$	\$
Ministère de l'Agriculture, Alimentation et Affaires rurales:				
• Débentures pour drainage au moyen de tuyaux.....	25 966 141	7 491 900	5 211 627	28 246 414
• Prêts pour drainage au moyen de tuyaux – territoires non érigés en municipalités	111 098	92 200	2 736	200 562
Ministère de la Culture:				
• Science Nord – Cinéma IMAX.....	75 837	-	-	75 837
Ministère de Développement économique et du Commerce:				
• Palladium Finance Corporation III	8 934 720	-	2 128 792	6 805 928
Moins : Provision pour créances douteuses	(8 934 720)	2 128 792	-	(6 805 928)
Total – Palladium Finance Corporation III.....	-	2 128 792	2 128 792	-
• Constitution en pers. morale – Bombardier	24 500 000	-	24 500 000	-
• Strat. ont. d'investis. dans l'ind. automob.	115 637 370	25 965 842	-	141 603 212
Moins : Escompte non amorti.....	(100 242 403)	-	20 140 004	(120 382 407)
Total – Strat. ont. d'investis. dans l'ind. automob. ..	15 394 967	25 965 842	20 140 004	21 220 805
• Programme d'investissement dans le secteur de fabrication de pointe	10 663 216	25 901 045	-	36 564 261
Moins : Escompte non amorti.....	(1 969 882)	-	5 085 867	(7 055 749)
Moins : Provision pour créances douteuses	(213 264)	-	518 021	(731 285)
Total Programme d'investissement dans le secteur de fabrication de pointe	8 480 070	25 901 045	5 603 888	28 777 227
Ministère des Finances :				
• Aide sous forme de prêt – Stelco	37 500 000	-	-	37 500 000
Moins : Escompte non amorti.....	(1 788 000)	357 600	-	(1 430 400)
Total de l'aide sous forme de prêt – Stelco.....	35 712 000	357 600	-	36 069 600
• Ontario Power Generation*	5 126 000 000	-	-	5 126 000 000
• Hydro One Inc.*	3 637 000 000	-	-	3 637 000 000
• Société ontarienne de travaux d'infrastructure	1 000 000 000	-	-	1 000 000 000

PRÊTS ET INVESTISSEMENTS – Suite

Pour l'exercice clos le 31 mars 2008

	Solde au 1 ^{er} avril 2007	Prêts ¹	Remboursements ²	Solde au 31 mars 2008
	\$	\$	\$	\$
Ministère des Finances (suite) :				
• Prêts de l'Office ontarien de financement :				
Société des loteries et des jeux de l'Ontario *	391 720 493	82 146 027	176 973 603	296 892 917
Commission de transport Ontario Northland *	31 702 632	-	5 698 516	26 004 116
Commission de transport Ontario Northland – marge de crédit	15 000 000	-	-	15 000 000
Corporation de la ville de Windsor	22 511 831	-	937 364	21 574 467
Office de l'électricité de l'Ontario *	75 573 134	-	75 573 134	-
Centre Centennial des sciences et de la technologie *	6 000 000	-	1 500 000	4 500 000
Conseils scolaires	757 635 736	684 923 187	16 594 542	1 425 964 381
Société ontarienne de travaux d'infrastructure – amarge de crédit	20 000 000	40 000 000	-	60 000 000
Musée royal de l'Ontario	-	88 640 345	-	88 640 345
Collège Georgian d'arts appliqués et de technologie	-	3 630 000	-	3 630 000
Collège Mohawk	-	2 143 210	-	2 143 210
Total des prêts - Office ontarien de financement	1 320 143 826	901 482 769	277 277 159	1 944 349 436
• Fiducie pour les prêts aux étudiantes et étudiants de l'Ontario	1 304 007 294	355 674 908	273 000 000	1 386 682 202
• Société financière de l'industrie de l'électricité de l'Ontario – Prêts à court terme	(3 707 030)	7 207 030	-	3 500 000
• Fonds de garantie des prestations de retraite (FGPR)*	297 000 000	-	11 000 000	286 000 000
Moins : Escompte non amorti	(145 449 540)	5 387 020	-	(140 062 520)
Solde du FGPR	151 550 460	5 387 020	11 000 000	145 937 480
• Hypothèques de la Société foncière de l'Ontario	247 589	-	13 642	233 947
Ministère des Affaires municipales et du Logement :				
• Loi sur l'aide aux propriétaires riverains	300 033	-	117 976	182 057
• Crédits d'impôt pour les mun. et les écoles	333 526	-	30 743	302 783

PRÊTS ET INVESTISSEMENTS – Suite

Pour l'exercice clos le 31 mars 2008

	Solde au 1 ^{er} avril 2007	Prêts ¹	Remboursements ²	Solde au 31 mars 2008
	\$	\$	\$	\$
Ministère du Développement du Nord et des Mines :				
• Commission de transport Ontario Northland	35 207 935	-	-	35 207 935
• Développement économique.....	-	17 000 000	2 748 822	14 251 178
Ministère du Renouvellement de l'infrastructure public :				
• Actif net de la Société foncière de l'Ontario	5 158 078	-	67 250	5 090 828
Ministère de la Recherche et Innovation:				
• Fonds pour les projets pilotes d'innovation	4 000 000	-	-	4 000 000
Moins : Escompte non amorti	(625 102)	-	-	(625 102)
Moins : Provision pour créances douteuses	(1 200 000)	-	-	(1 200 000)
Total Fonds pour les projets pilotes d'innovation...	2 174 898	-	-	2 174 898
Ministère de la Formation et des Collèges et Universités :				
• Prêts pour l'acquisition d'outils de travail	15 390 845	2 209 835	1 013 689	16 586 991
Moins : Provision pour créances douteuses	(592 000)	-	7 982 797	(8 574 797)
Solde, prêts pour l'acquisition d'outils de travail ...	14 798 845	2 209 835	8 996 486	8 012 194
• Prêts aux étudiants	839 257 786	61 551 581	44 638 058	856 171 309
Moins: Provision pour créances douteuses	(713 369 118)	-	14 249 949	(727 619 067)
Total Prêts aux étudiants.....	125 888 668	61 551 581	58 888 007	128 552 242

1. Comprend les montants d'amortissement.

2. Les remboursements comprennent les provisions pour créances douteuses et les libérations de prêts.

Les prêts et investissements au moment de la consolidation ne sont pas inclus ci-dessus.

* Les états financiers de ces sociétés, conseils et commissions se trouvent dans le volume 2 des Comptes publics de l'Ontario.

En vertu de la *Loi sur le drainage au moyen de tuyaux*, le ministre des Finances est autorisé à acheter, à acquérir et à détenir des débetures émises par les municipalités pour financer la construction d'ouvrages privés de drainage au moyen de tuyaux. Ces débetures sont remboursables dans les dix ans suivant leur date d'émission.

Les prêts au titre du drainage au moyen de tuyaux sont consentis directement aux particuliers habitant des territoires non érigés en municipalité. Ils sont régis par la *Loi sur le drainage au moyen de tuyaux* et sont garantis par des privilèges grevant les biens immobiliers.

Le ministère a octroyé une subvention remboursable de 500 000 \$ à Science Nord pour financer la conception, la construction et l'installation d'un cinéma Imax. Les remboursements ont commencé au cours de l'exercice 1996-1997 et représentent 50 % des recettes annuelles nettes.

PRÊTS ET INVESTISSEMENTS – Suite**Pour l'exercice clos le 31 mars 2008**

Palladium Finance Corporation III a manqué aux modalités des actions privilégiées de renflouement établies par Revenu Canada, et l'institution financière a exercé son droit de mettre fin au régime en août 2002. L'Ontario a repris sa position initiale à titre de prêteur à Palladium Corporation. Une provision pour créances douteuses a été imputée relativement à la valeur nominale totale du prêt. Environ un dixième de la valeur nominale du prêt peut être radié chaque année en contrepartie de la provision pour créances douteuses. De plus, d'autres radiations pourraient se produire si des événements spéciaux ont lieu à Scotiabank Place (anciennement le Corel Centre), qui procurent des avantages économiques à la province de l'Ontario.

En 1997-1998, dans le cadre du démantèlement de la Société ontarienne de l'aérospatiale, cette dernière a transféré un billet à ordre de 49 millions de dollars de Bombardier Inc. à la province. On prévoit que ce billet sera remboursé en entier d'ici 2011-2012. Bombardier inc. a remboursé l'intégralité de ce billet en janvier 2008.

Le ministère s'est engagé à accorder un prêt conditionnel d'un montant maximum de 175 millions de dollars à General Motors du Canada Limitée pour l'aider à réaliser son projet Beacon, évalué à 2,5 milliards de dollars. Ce projet vise à accroître la capacité de conception et de fabrication de trois usines ontariennes et à appuyer la création d'un centre canadien de l'ingénierie, qui mettra l'accent sur les technologies de fabrication novatrices et la formation spécialisée. Le ministère s'est aussi engagé à accorder un prêt conditionnel jusqu'à hauteur de 3,0 millions de dollars à Valiant Corporation pour appuyer les investissements de l'entreprise dans des systèmes de montage flexibles.

La Stratégie d'investissement dans le secteur de fabrication de pointe, un programme de prêts remboursables pluriannuel de 500 millions de dollars, a permis d'accorder des prêts afin d'encourager les entreprises à investir dans les procédés et les technologies de pointe en vue d'améliorer leur productivité et leur compétitivité.

En 2005-2006, dans le cadre de la restructuration financière de Stelco Inc., le ministère a prêté à cette société 150 millions de dollars pour une période de dix ans à un taux de 1 %. En retour, Stelco verse 400 millions de dollars dans ses régimes de retraite et a accepté un plan de refinancement de ces régimes. Soixante-quinze pour cent du prêt ne sera pas remboursé si les quatre principaux régimes de retraite de Stelco sont entièrement capitalisés à la fin de la période de dix ans du prêt.

Le 1^{er} avril 1999, les cinq sociétés suivantes et leurs filiales ont été constituées, en vertu de la *Loi de 1998 sur la concurrence dans le secteur de l'énergie*, pour succéder à l'ancienne société Ontario Hydro : la Société financière de l'industrie de l'électricité de l'Ontario, l'Ontario Power Generation Inc., Hydro One Inc. (anciennement la société Ontario Hydro Services Company), la Société indépendante d'exploitation du réseau d'électricité et l'Office de la sécurité des installations électriques.

L'Ontario Power Generation Inc. (OPG) et Hydro One Inc. (HOI) ont procédé, avec la province de l'Ontario, à un échange de créances contre actifs pour que la structure de leur capital leur permette de livrer concurrence aux autres intervenants de l'industrie. La province s'est chargée de la dette de 8 885 millions de dollars des deux sociétés contractée à l'endroit de la SFIEO en échange d'un droit sur l'actif de l'OPG (5 126 millions de dollars) et de HOI (3 759 millions de dollars). De plus, la SFIEO était redevable à HOI pour un rajustement du fonds de roulement d'une valeur de 122 millions de dollars relativement au transfert initial des actifs à HOI le 1^{er} avril 1999. En guise de règlement, HOI a diminué le compte de capital de ses actionnaires. En pratique, la province a acquitté la dette au nom de la SFIEO, ce qui s'est traduit par une baisse des capitaux propres dans HOI, qui sont passés à 3 637 millions de dollars.

La province de l'Ontario a accordé à la Société ontarienne des travaux d'infrastructure (Infrastructure Ontario) un prêt subordonné de 50 ans d'une valeur de 1 milliard de dollars contre un billet à ordre qui vient à échéance le 31 mars 2053. Les intérêts sur le billet, dont le taux est révisé chaque trimestre en fonction du taux d'intérêt des bons du trésor de trois mois de la province, sont payables chaque trimestre.

PRÊTS ET INVESTISSEMENTS – Suite**Pour l'exercice clos le 31 mars 2008**

Pour le compte de la province et de divers organismes de la Couronne de l'Ontario et autres organismes publics, l'Office ontarien de financement (OOF) coordonne les activités d'emprunt et de gestion des risques financiers; offre des services de gestion des investissements à court terme; donne des conseils sur le financement de projets; et fournit des services centralisés de gestion des finances et de la trésorerie. Agissant à titre d'intermédiaire pour la province, l'OOF verse des fonds à plusieurs organismes publics. On s'attend à ce que les revenus de tierces parties servent au remboursement de ces fonds. Les sommes nécessaires à l'octroi de ces prêts sont empruntées auprès de la province. L'OOF continue à gérer les activités postérieures à la vente de l'ancienne Caisse d'épargne de l'Ontario. Elle s'occupe notamment des exigences juridiques et de la liaison avec les anciens clients de la Caisse pour s'assurer qu'on répond adéquatement à leurs besoins.

La Société des loteries et des jeux de l'Ontario (SLJO) est un organisme de la Couronne de la province créé en vertu de la *Loi de 1999 sur la Société des loteries et des jeux de l'Ontario*. Les membres du conseil d'administration de la Société sont nommés par le lieutenant-gouverneur en conseil. Le prêt de 794 millions de dollars à la SLJO (encours au 31 mars 2008 – 215 millions) a été accordé le 30 juin 2004 pour l'achat du complexe du casino de Niagara Falls. Ce prêt de cinq ans, au taux de 4,3821 %, vient à échéance en juin 2009. Une facilité de prêt de 250 millions de dollars a également été prévue en octobre 2007 pour la rénovation et l'agrandissement du casino de Windsor et la construction d'un centre de l'énergie. L'encours au 31 mars 2008 s'élevait à 82 millions de dollars. Les taux d'intérêt variaient entre 2,36 % et 3,72 %.

La Commission de transport Ontario Northland (CTON) est un organisme de la Couronne de la province créé en vertu de la *Loi sur la Commission de transport Ontario Northland*. Les membres de la Commission sont nommés par le lieutenant-gouverneur en conseil. Les débentures de la CTON (au 31 mars 2008, encours de 26 millions de dollars) ont été initialement émises en six étapes : elles viendront à échéance entre 2008 et 2031, à des taux d'intérêt variant entre 4,717 % et 6,37 %.

En outre, les marges de crédit de fonctionnement de la CTON ont été prolongées jusqu'en mars 2009 aux termes d'un décret. Leur maximum est maintenant fixé à 15 millions de dollars. Au 31 mars 2008, le montant intégral de 15 millions de dollars restait toujours non réglé, à un taux d'intérêt s'échelonnant entre 1,99 % et 3,3 %.

La corporation de la ville de Windsor est une municipalité au sens de la *Loi sur les municipalités*. Des fonds ont été accordés pour l'achat, la conception et la construction du Complexe judiciaire de Windsor, qui comprend le palais de justice de la Division provinciale et le quartier général de la police municipale. Cette débenture de 20 ans, au taux de 6,41 %, vient à échéance en mars 2021.

L'Office de l'électricité de l'Ontario (OEO), créé en décembre 2004, n'est pas un organisme de la Couronne, mais une société sans but lucratif. L'OOF a accordé à l'OEO une facilité de crédit renouvelable de 975 millions de dollars venant à échéance le 31 décembre 2010 et devant servir principalement au financement des coûts liés à la réduction des factures d'électricité au niveau de la grille tarifaire réglementée. L'OEO avait remboursé la totalité des prêts impayés au 31 mars 2008.

Le Centre Centennial des sciences et de la technologie est un organisme de la Couronne de la province créé en vertu de la *Loi de 1990 sur le Centre Centennial des sciences et de la technologie*. Des prêts nets de 4,5 millions de dollars étaient en cours le 31 mars 2008 (2007 – 6 millions de dollars). Les prêts seront remboursés en versements échelonnés jusqu'au 15 mars 2017. Le taux d'intérêt est fixé à 4,346 %.

En novembre 2006, dans le cadre de l'initiative « Lieux propices à l'apprentissage », l'OOF a accordé aux conseils scolaires des prêts totalisant 758 millions de dollars au 31 mars 2007. En outre, en mars 2008, l'OOF a consenti d'autres prêts totalisant 685 millions de dollars aux conseils scolaires dans le cadre de divers programmes d'immobilisations. Les conseils scolaires se sont engagés à faire des versements confondus (capital et intérêts) semestriels. Les taux d'intérêt de ces prêts s'échelonnent entre 4,56 % et 4,9 % et arrivent à échéance entre 2031 et 2033.

PRÊTS ET INVESTISSEMENTS – Suite**Pour l'exercice clos le 31 mars 2008**

La Société ontarienne des travaux d'infrastructure (Infrastructure Ontario), qui a été constituée en tant qu'organisme de la Couronne en vertu de la *Loi sur les sociétés par actions (Ontario)*, relève du ministre du Renouvellement de l'infrastructure publique. L'OOF a accordé à Infrastructure Ontario une facilité de crédit renouvelable d'une durée de 10 ans pour un montant maximal de 200 millions de dollars le 23 juin 2006. Infrastructure Ontario a contracté son premier prêt en vertu de cette facilité de crédit le 16 octobre 2006 et, au 31 mars 2008, la Société avait emprunté 60 millions de dollars à des taux d'intérêt variant entre 3,925 % et 5,02 %.

Le 17 octobre 2007, le Musée royal de l'Ontario et l'OOF ont conclu une deuxième convention de crédit aux termes de laquelle l'OOF accordera des fonds au Musée sous forme de prêts à taux fixe de 40 millions de dollars et de prêts à taux variable d'une valeur maximale de 51 millions de dollars. Au 31 mars 2008, les prêts non réglés s'élevaient à 40 millions de dollars pour ce qui est des prêts à taux fixe (à des taux d'intérêt s'échelonnant entre 5,04 % et 5,12 %) et à 49 millions de dollars pour ce qui est des prêts à taux variable (à un taux d'intérêt de 3,48 %).

Le 31 mars 2008, le Collège Georgian d'arts appliqués et de technologie, une société de la Couronne constituée aux termes de la *Loi de 2002 sur les collèges d'arts appliqués et de technologie de l'Ontario*, a emprunté 3,6 millions de dollars pour financer quatre projets. Ce prêt de dix ans, à un taux d'intérêt fixé à 3,954 %, arrive à maturité le 31 mars 2018.

Le Collège Mohawk d'arts appliqués et de technologie, une société de la Couronne constituée aux termes de la *Loi de 2002 sur les collèges d'arts appliqués et de technologie de l'Ontario*, a emprunté 2,1 millions de dollars pour financer l'achat d'équipement informatique. Ce prêt de quatre ans, à un taux d'intérêt fixé à 4,8 %, arrive à maturité en septembre 2011.

La Fiducie pour les prêts aux étudiantes et étudiants de l'Ontario a été créée en août 2001 pour accorder des fonds aux étudiants qui fréquentent les établissements d'enseignement approuvés de la province. Ces fonds sont empruntés à la province et accordés aux étudiants ayant présenté une demande approuvée par la Direction du soutien aux étudiantes et étudiants du ministère de la Formation et des Collèges et Universités.

La Société financière de l'industrie de l'électricité de l'Ontario (SFIEO) est l'entité qui assure la continuité de l'ancienne société Ontario Hydro sur le plan légal. La SFIEO est un organisme de la province de l'Ontario et est responsable du service et du remboursement de la dette de l'ancienne société Ontario Hydro ainsi que de la gestion de certaines autres obligations de cette dernière. La province contracte des emprunts et réaffecte des prêts pour le compte de la SFIEO. De plus, la province lui accorde des prêts à court terme pour répondre à ses besoins de financement à court terme. Au 31 mars 2008, la SFIEO avait des fonds excédentaires totalisant 3,5 millions de dollars.

Conformément au paragraphe 82 (4) de la *Loi sur les régimes de retraite*, le ministre des Finances est autorisé à consentir des prêts sans intérêt au Fonds de garantie des prestations de retraite s'il arrive que le montant que le Fonds de garantie possède à son crédit est insuffisant pour payer des demandes de règlement, notamment celles qui découlent du régime non contributif touchant les employés de l'unité de négociation des travailleurs horaires d'Algoma Steel Inc. et du régime de retraite des salariés d'Algoma Steel Inc. au Canada. En 2003-2004, la province a consenti un prêt de 330 millions de dollars au Fonds de garantie, remboursable en trente paiements annuels égaux de 11 millions de dollars à compter du 1^{er} décembre 2004. L'escompte non amorti représente la valeur de la concession d'intérêt s'appliquant au prêt.

Les hypothèques sont celles qu'assume la province depuis la dissolution de la Société foncière de l'Ontario, le 31 mars 1987.

La *Loi sur l'aide aux propriétaires riverains* est destinée à venir en aide aux personnes désireuses de remettre en état ou de protéger leurs biens immeubles situés sur les rives de cours d'eau, ou adjacents à celles-ci.

PRÊTS ET INVESTISSEMENTS – Fin**Pour l'exercice clos le 31 mars 2008**

Les prêts au titre des crédits d'impôt aux municipalités et aux écoles représentent les remboursements accordés aux municipalités pour les crédits et les remboursements autorisés par la *Loi sur les subventions tenant lieu d'impôt aux municipalités et aux écoles*.

La Commission de transport Ontario Northland (CTON) exploite un réseau ferroviaire et assure les communications avec les régions du Nord de la province, notamment au moyen de services de transport par autocar et bateau. La somme de 35 207 935 \$ représente le placement en actions des ministères dans la Commission de transport Ontario Northland. La province a versé des subsides s'élevant à 27 661 721 \$ pour l'exercice 2007-2008 (23 497 000 \$ en 2006-2007). Après versement des subsides, la Commission a enregistré une perte nette de 15 627 000 \$ pour la période de 12 mois ayant pris fin le 31 mars 2008 (perte nette de 10 668 000 \$ pour la période de 12 mois prenant fin le 31 mars 2007). Une participation au capital ponctuelle de 17 400 000 \$ a été accordée en 2007-2008.

Développement économique : le ministère du Développement du Nord et des Mines a accordé une aide financière à court terme de 20 000 000 \$ à des conditions commerciales à une entreprise du Nord de l'Ontario afin de l'aider à se restructurer. L'aide financière a été remboursée intégralement au cours de l'exercice.

La Société d'hypothèques de l'Ontario a assumé les hypothèques de la Société foncière de l'Ontario lors de sa dissolution, le 31 mars 1987.

Annoncé le 2 juin 2006, le Fonds pour les projets pilotes d'innovation (FPPI) est un programme discrétionnaire de financement, sous réserve de restrictions, administré par le ministère de la Recherche et de l'Innovation, qui se concentre sur la commercialisation et la démonstration initiale de technologies, de procédés et de produits innovateurs qui s'avéreront concurrentiels à l'échelle mondiale. Le FPPI vise à aider les entreprises à commercialiser des technologies innovatrices en Ontario.

Le FPPI examinera à des fins de soutien les propositions de soumissionnaires qui conçoivent et commercialisent des technologies novatrices nouvelles et émergentes qui se révèlent parmi les plus concurrentielles et les plus évoluées d'Amérique du Nord. On donnera la préférence aux technologies associées à la biologie, à l'environnement et aux énergies de remplacement. Le financement devra servir à des activités de démonstration des technologies à l'étape de projet pilote. Le FPPI fournira un appui financier s'élevant à 50 pour cent des frais admissibles des projets approuvés. L'aide financière que pourrait offrir le FPPI va d'au moins 100 000 \$ à au plus 4 000 000 \$ par projet. Elle sera garantie et pourra prendre la forme de prêts à terme ou d'encouragement, de prêts-subventions, de participation au capital social ou d'accords de redevances.

Le Programme ontarien de prêts pour l'acquisition d'outils de travail est entré en vigueur en septembre 1998 dans le but d'accorder des prêts pouvant atteindre 800 \$ aux nouveaux apprentis qui résident en Ontario, afin de les aider à acheter les outils dont ils ont besoin pour leur programme d'apprentissage. Le remboursement du prêt doit commencer un an après la fin des études.

Le Régime d'aide financière aux étudiantes et étudiants de l'Ontario (RAFEO) permet d'offrir une aide financière fondée sur l'évaluation des besoins, sous la forme de prêts et de bourses aux étudiants de niveau postsecondaire admissibles. Le remboursement des prêts à la Fiducie pour les prêts aux étudiantes et étudiants de l'Ontario commence six mois après la fin des études. Si le remboursement du prêt n'est pas effectué et que survient un défaut de remboursement, le prêt devient une dette envers la province et l'Unité de gestion des services de recouvrement de la province entame le processus de recouvrement.

FONDS ET AUTRE PASSIF

Pour l'exercice clos le 31 mars 2008

	Solde au 1 ^{er} avril 2007 \$	Transactions nettes \$	Solde au 31 mars 2008 \$
Ministère du Procureur général :			
• Fonds d'aide aux victimes	71 669 457	(31 157 617)	40 511 840
• Bureau du recours civil à l'égard d'activités illicites – <i>Loi sur les recours civils</i>	1 325 273	719 698	2 044 971
• Produits de la criminalité	2 837 689	(110 162)	2 727 527
Ministère de la Sécurité communautaire et des Services correctionnels :			
• Produits de la criminalité	5 030 199	(70 199)	4 960 000
• Fonds de bourses d'études à l'intention des survivants d'agents de sécurité publique	5 427 578	(18 841)	5 408 737
Ministère de l'Environnement :			
• Fonds en fiducie d'assurance	16 885 020	85 274	16 970 294
• Fonds en fiducie des lieux d'élimination des déchets	1 974 545	(1 974 545)	0
• Caisse de garantie des propriétaires de puits d'élimination des déchets	1 443 476	39 969	1 483 445
Ministère des Finances :			
• Fonds d'indemnisation des victimes d'accidents de véhicules automobiles	28 481 564	1 906 155	30 387 719
• Réserve pour chèques en circulation	20 334 399	2 174 556	22 508 955
• Intérêt non réclamé sur les obligations entièrement nominatives	18 317 320	(3 886 228)	14 431 092
Ministère des services gouvernementaux :			
• Dépôts — jeux et alcools	4 759 613	1 063 918	5 823 531
• Caisse d'assurance des sûretés mobilières	17 390 683	290 503	17 681 186
• Pensions et prestations supplémentaires:			
- Caisse de retraite des juges provinciaux	498 565 183	66 976 000	565 541 183
- Compte des prestations supplémentaires des sous-ministres – Dépôts	46 019 962	515 828	46 535 790
- Au-delà des prestations suppl. max. – RRF	108 529 626	15 820 791	124 350 417
- Au-delà des prestations suppl. max. – SEFPO	2 382 564	406 853	2 789 417
• Fonds de rendement du projet Réseau intégré	3 339 221	(3 339 221)	-
Ministère de la Santé et Soins de longue durée :			
• Réserve pour chèques en circulation	16 039 098	517 647	16 556 745

FONDS ET AUTRE PASSIF – Suite

Pour l'exercice clos le 31 mars 2008

	Solde au 1 ^{er} avril 2007 \$	Transactions nettes \$	Solde au 31 mars 2008 \$
Ministère des Affaires municipales et du Logement :			
• Fonds de péréquation de la RGT	-	1 758 167	1 758 167
Ministère des Richesses naturelles :			
• Fonds de reboisement	5 057 307	(628 150)	4 429 157
• Pêche et faune	12 366 881	13 573 216	25 940 097
• Parcs Ontario – <i>Loi sur les parcs provinciaux</i>	11 754 384	4 336 240	16 090 624
Ministère du Développement du Nord et des Mines :			
• Fonds de réhabilitation des mines	18 300 712	(3 301 406)	14 999 306
Ministère des Transports :			
• Programme international d'immatriculation	11 023 214	(2 308 249)	8 714 965
• Régies des routes locales	2 688 002	2 134 021	4 822 023
• Prestation des services – Examens de conduite	4 495 679	(117 138)	4 378 541

Grâce au Fonds d'aide aux victimes, on pourra veiller à ce que les fonds provenant des amendes supplémentaires fédérales et provinciales servent à aider les victimes. On pourra ainsi garder un compte séparé de ces fonds et reporter les fonds non utilisés à l'exercice suivant.

Le ministère du Procureur général gère un compte spécial lié à la confiscation de biens au civil et aux produits d'activités illicites. Les fonds qui y sont versés servent à indemniser les victimes directes des activités illicites ayant mené à la confiscation, à couvrir une partie des coûts d'administration associés aux cas de confiscation de biens au civil, à venir en aide aux victimes et à prévenir la victimisation.

Le ministère de la Sécurité communautaire et des Services correctionnels et le ministère du Procureur général gèrent chacun un compte spécial qui a été créé pour détenir des sommes d'argent relatives aux produits de la criminalité qui sont recueillies par la Couronne ou en son nom. La province de l'Ontario a conclu un protocole d'entente avec le gouvernement fédéral selon lequel la province s'engage à utiliser les produits de la criminalité pour financer des programmes d'application de la loi et de prévention du crime et pour administrer les frais de justice pénale liés aux causes relatives aux produits de la criminalité. Les ministères effectuent des paiements sur ces comptes selon les modalités établies, et des intérêts sont crédités à ces comptes tous les trois mois.

Dans le budget de mai 1997, le gouvernement avait promis de créer un fonds de cinq millions de dollars prévoyant des bourses d'études pour les conjoints et les enfants d'agents de sécurité publique tués dans l'exercice de leurs fonctions. Comme les agents de sécurité publique sont exposés à des risques accrus pour le bien de la société, on estime que la province a une certaine responsabilité à l'égard du bien-être des familles des agents de sécurité publique tués dans l'exercice de leurs fonctions. Le Fonds Joe MacDonald de bourses d'études à l'intention des survivants d'agents de sécurité publique a été établi par décret. Il est géré par un comité consultatif. Le ministère effectue des paiements de ce compte conformément aux modalités établies, et l'intérêt est crédité au compte tous les trois mois.

Les particuliers et les sociétés sont tenus de verser un dépôt de garantie au ministère de l'Environnement en vue du financement d'opérations de dépollution et de réhabilitation d'un site ordonnées ou autorisées par le ministère. Ces dépôts sont remboursables et sont versés dans un compte portant intérêt auprès du ministre des Finances.

FONDS ET AUTRE PASSIF – Suite**Pour l'exercice clos le 31 mars 2008**

Les exploitants des lieux d'élimination des déchets sont tenus de verser un dépôt de garantie basé sur les certificats d'autorisation délivrés par le ministère de l'Environnement aux termes de la *Loi sur la protection de l'environnement*. Ces dépôts sont remboursables et sont versés dans un compte portant intérêt auprès du ministre des Finances. Ces dépôts assurent la conformité aux règles d'entretien, de remise en état et de fermeture des lieux.

Les exploitants des puits d'élimination des déchets sont tenus de verser des droits au ministère de l'Environnement sur les déchets éliminés dans les puits d'élimination des déchets autorisés en vertu de la *Loi sur la protection de l'environnement*. Ces paiements versés par les particuliers et les sociétés ne sont pas remboursables et sont placés dans un compte portant intérêt auprès du ministre des Finances; ils servent à dédommager toute personne ou organisation, en cas de dommages causés par l'exploitation du puits d'élimination des déchets à des étendues ou à des cours d'eau qui les rendraient inutilisables.

Le Fonds d'indemnisation des victimes d'accidents de véhicules automobiles est régi par la *Loi sur l'indemnisation des victimes d'accidents de véhicules automobiles*. Le Fonds puise ses recettes de deux sources : des droits versés chaque année pour la délivrance ou le renouvellement des permis de conduire et des remboursements des créances (les automobilistes responsables non assurés). Les paiements du Fonds ont fait l'objet de plusieurs modifications législatives depuis que le Fonds a été mis sur pied; ces changements sont décrits plus en détail dans les notes afférentes aux états financiers du Fonds que l'on retrouvera au volume 2.

Les chèques en circulation sont les chèques émis par le ministre des Finances qui n'avaient pas encore été encaissés au 31 mars 2008.

L'intérêt non réclamé sur les obligations entièrement nominatives englobe l'intérêt sur les Obligations d'épargne de l'Ontario arrivées à échéance mais n'ayant pas été remboursées au 31 mars 2008.

Les dépôts relatifs aux jeux et alcools ont été créés en vertu de l'article 14 de la *Loi de 1996 sur la réglementation des alcools et des jeux et la protection du public*, qui autorise la Commission des alcools et des jeux à établir des droits et d'autres frais pour veiller à l'application de la *Loi de 1992 sur la réglementation des jeux* et de la *Loi sur les permis d'alcool*. En vertu de l'article 9 de la *Loi de 1992 sur la réglementation des jeux*, tous les auteurs d'une demande et personnes inscrites doivent payer les coûts raisonnables d'une enquête pour l'inscription relative aux jeux. En vertu de l'article 7 de la *Loi sur les permis d'alcool*, un avis public d'une demande de permis de vente d'alcool doit être donné de la manière prescrite. Les dépôts servent à payer les coûts exigés. Au 31 mars 2008, les dépôts relatifs aux jeux s'élevaient à 5 444 600 \$ et ceux relatifs aux alcools à 378 931 \$, soit un montant total pour ce compte de 5 823 531 \$.

La Caisse d'assurance des sûretés immobilières a été créée en vertu de la *Loi sur les sûretés mobilières* et des règlements connexes et comprend les demandes d'indemnisation faites en vertu de la *Loi sur le privilège des réparateurs et des entrepreneurs*. Toute personne qui subit une perte ou des dommages attribuables à une erreur ou une omission touchant un dossier d'enregistrement de sûretés mobilières peut avoir droit à une indemnité. En vertu des règlements, 1 % des droits d'enregistrement et des paiements d'intérêts annuels déterminés par le gouvernement par voie de décret sont versés dans la Caisse.

Le compte de la Caisse de retraite des juges provinciaux, le Compte des avantages sociaux supplémentaires des sous-ministres et d'autres comptes d'avantages sociaux supplémentaires font partie du Trésor de la province. Ces comptes renferment toutes les cotisations et tous les intérêts gagnés moins les prestations de retraite et avantages connexes versés. Les montants qui y sont comptabilisés par la province constituent le seul actif de ces régimes.

Le Fonds de rendement du projet Réseau intégré a appuyé la transition des services d'accès du réseau du fournisseur de service antérieur au nouveau fournisseur de service. Ce fonds a été éliminé en juillet 2007.

Les chèques en circulation sont les chèques émis par le ministère de la Santé qui n'avaient pas encore été encaissés au 31 mars 2008.

FONDS ET AUTRE PASSIF – Fin**Pour l'exercice clos le 31 mars 2008**

En vertu de la *Loi de 2000 sur la réforme du logement social*, les coûts du logement social dans la RGT sont répartis équitablement entre les municipalités. Le ministère facilite le transfert des fonds en recevant les paiements exigés qu'effectuent les municipalités visées de la RGT et en les remettant à celles qui y ont droit. Le 31 mars 2008, le solde représentait les fonds reçus mais qui n'avaient pas été versés pendant l'exercice.

L'Assemblée législative a approuvé un redressement unique de la redevance pour le bois d'œuvre. Cela a fait en sorte que les paiements versés par les clients ont été supérieurs aux redevances rajustées devant être versées à la Couronne. Les paiements excédentaires seront appliqués aux redevances futures ou remboursés aux clients, selon le cas.

L'Assemblée législative a adopté récemment des modifications à la *Loi sur le bois de la Couronne* (la « Loi ») afin de prévoir l'établissement de fonds de reboisement. Ces fonds visent à assurer la durabilité des forêts de la Couronne et, en accord avec cet objectif, à gérer ces forêts de façon à répondre aux besoins sociaux, économiques et environnementaux des générations actuelles et futures. Les paiements pour le reboisement sont versés au ministre des Finances par les titulaires d'un permis qui coupent du bois dans une région assujettie à une entente en vertu de l'article 6 de la Loi.

Un compte distinct figure dans le Trésor pour le programme de la pêche et de la faune, lequel représente les recettes provenant spécifiquement de la vente de permis ainsi que d'autres sources de recettes. Ces fonds servent à couvrir les dépenses occasionnées par le programme.

En vertu de la *Loi sur les parcs provinciaux*, un compte spécial a été créé au sein du Trésor à l'intention du programme Parcs Ontario. On y recueille les recettes des parcs provinciaux et d'autres sources connexes et les fonds ainsi accumulés servent à compenser les dépenses du programme.

Le Fonds de réhabilitation des mines est un compte particulier qui a été établi au sein du Trésor en 1994. On y dépose l'argent reçu comme garantie financière pour les fermetures de mines, conformément à l'article 145 de la *Loi sur les mines*, L.R.O. 1990, chap. M. 14.

Le programme international d'immatriculation (IRP) est une entente nord-américaine qui facilite la perception et la distribution des droits d'immatriculation des véhicules utilitaires à tous les territoires qui en sont parties. Ces droits sont calculés en fonction de la distance parcourue dans chaque territoire. Toutes les provinces canadiennes et tous les États américains en sont membres. Le compte de passif de l'IRP représente les droits d'immatriculation perçus auprès des entreprises ontariennes de transport par camions et par autocars qui ont été déposés dans un compte bancaire américain ouvert par le gouvernement de l'Ontario pour le compte des territoires américains membres de l'IRP. Les recettes ainsi générées sont accumulées et distribuées tous les mois aux territoires américains membres de l'IRP.

Le compte de passif des régies des routes locales représente des fonds déposés au Trésor par diverses régies des routes locales et par le gouvernement fédéral, pour les régies des routes locales, aux termes du programme de paiements de transfert du Fonds de la taxe sur l'essence, pour des travaux de voirie que le ministère n'a pas encore effectués. Une régie des routes locales est constituée d'un ou de plusieurs propriétaires de terrains dans un territoire non érigé en municipalité; on dénombre de 300 à 350 régies des routes locales en activité dans la province. Les travaux de voirie qui doivent être effectués sont déterminés au cours d'une rencontre annuelle entre les régies des routes locales et les représentants du ministère. Ces travaux peuvent être des réparations urgentes, de l'entretien général ou des travaux de modernisation des immobilisations.

Le compte particulier créé pour la diversification des modes de prestation des services d'examen de conduite prévoit que Serco DES Inc. remettra tous les mois au gouvernement la somme de 200 000 \$ pour toute la durée du contrat de dix ans. Le MTO puisera dans ce compte pour payer les coûts de surveillance du délégué, gérer les rapports établis avec ce dernier et s'assurer qu'il respecte les exigences. Ces fonds sont utilisés pour fournir un moyen neutre, sur le plan financier, de contrebalancer les coûts engagés pour s'assurer que Serco respecte les exigences et d'établir, au sein du ministère, un bureau chargé de surveiller cette société et de gérer les rapports établis avec elle.

PASSIF ÉVENTUEL – OBLIGATIONS GARANTIES PAR LA PROVINCE DE L'ONTARIO

Pour l'exercice clos le 31 mars 2008

PRÊTS GARANTIS

	Année D'émission	Taux d'intérêt	Encours au 31 mars 2008	Références
		%	\$	
MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, ALIMENTATION ET AFFAIRES RURALES				
Programme de garanties d'emprunt pour les produits agricoles	2007-08	Divers	58 300 000	
Programme ontarien de garanties d'emprunt pour l'élevage des bovins d'engraissement	2007-08	Divers	61 200 000	(1)
Régime AgriPLUS de fonds commun pour les prêts aux collectivités rurales	2007-08	Divers	17 400 000	(2)
TOTAL, MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, ALIMENTATION ET AFFAIRES RURALES			136 900 000	
MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET DU COMMERCE				
<i>Loi sur les sociétés de développement</i>				
Total des prêts garantis à diverses sociétés	Divers	Préférentiel+1	72 255	
Programme Jeunes entrepreneurs	2001-05	Préférentiel+1	738 140	
TOTAL, MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET DU COMMERCE			810 395	
MINISTÈRE DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX				
Banque de Montréal – Cartes pour les déplacements des employés	2006	N/A	5 000 000	
Prêts contractés par la Société de logement de l'Ontario auprès de la Société hypothécaire Scotia	1971-76	6,4	2 575	(3)
Société d'hypothèques	1971-76	8,05	2 471	
TOTAL, MINISTÈRE DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX			5 005 046	
MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DU LOGEMENT				
Société de logement de l'Ontario, Programme de financement hypothécaire dans le cadre du programme « Maisons pour de bon »	1989	Divers	166 127 703	(4)
TOTAL, MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DU LOGEMENT			166 127 703	

**PASSIF ÉVENTUEL – OBLIGATIONS GARANTIES
PAR LA PROVINCE DE L'ONTARIO – Suite**

Pour l'exercice clos le 31 mars 2008

AUTRES

	Année D'émission	Taux d'intérêt	Encours au 31 mars 2008	Références
		%	\$	
MINISTÈRE DES RICHESSES NATURELLES				
Office de commercialisation du poisson d'eau douce	1969	3,60	1 000 000	
Kirkland Lake Engineered Wood Products	2007	Canada 5 ans + 75 points	8 000 000	
Olav Haavaldshrud Timber.....	2007	Obl. du Canada +1,17	5 000 000	
Thunder Bay Fine Paper	2007	taux de base CIBC	12 700 000	
TOTAL, MINISTÈRE DES RICHESSES NATURELLES.....			26 700 000	
MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT DU NORD ET DES MINES				
Algoma Central Railway	1995	S.O.	6 200 000	
Porcupine Joint Venture	1999	S.O.	12 500 000	
TOTAL, MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT DU NORD ET DES MINES			18 700 000	
MINISTÈRE DU TOURISME				
Commission des parcs du Niagara.....	2006	S.O.	48 000 000	
TOTAL, MINISTÈRE DU TOURISME.....			48 000 000	
MINISTÈRE DE LA FORMATION ET DES COLLÈGES ET UNIVERSITÉS				
Régime de prêts aux étudiantes et étudiants de l'Ontario:				
Catégorie A.....	Divers	Préférentiel	761 567 317	
Catégorie B.....	Divers	Préférentiel+1	80 490 500	
Catégorie C.....	Divers	Préférentiel+1	889 802 182	
TOTAL, MINISTÈRE DE LA FORMATION ET DES COLLÈGES ET UNIVERSITÉS.....			1 731 859 999	
TOTAL DES PRÊTS GARANTIS			2 134 103 143	

**PASSIF ÉVENTUEL – OBLIGATIONS GARANTIES
PAR LA PROVINCE DE L'ONTARIO – Suite**

Pour l'exercice clos le 31 mars 2008

AUTRES

	Année D'émission	Taux d'intérêt	Encours au 31 mars 2008	Références
		%	\$	
MINISTÈRE DES TRANSPORTS				
Réseau GO – Willowbrook.....	2005	S.O.	30 000 000	
Autres emplacements du Réseau GO.....	2005	S.O.	1 800 000	
Remaniement des services locaux – garage d'autobus de Hamilton	2005	S.O.	500 000	
Presto – Remb. des cartes de transport en commun	2007-08	S.O.	2 000 000	
TOTAL, MINISTÈRE DES TRANSPORTS.....			34 300 000	
MINISTÈRE DES FINANCES				
Société ontarienne d'aménagement municipal	1991	9,61 to 11,25	79 021 000	(5)
Société ontarienne d'assurance-dépôts	2008	Préférentiel – 0,5	10 000 000	(6)
Facilités de crédit accordées par la Desjardins Credit Union :				
À la Waterloo-Oxford Co-operative Inc.	2007	Préférentiel – 1,25 ou CDOR + 0,125	510 000	(7)
À la Huron Bay Co-operative Inc.	2007	Préférentiel – 1,25 ou CDOR + 0,125	3 000 000	(8)
À la Madoc Co-operative Association	2007	Préférentiel – 1,25 ou CDOR + 0,125	2 900 000	(9)
À la Manitoulin Livestock Co-operative.....	2007	Préférentiel – 1,25 ou CDOR + 0,125	1 000 000	(10)
À la Cochrane Farmers Co-operative.....	2007	Préférentiel – 1,25 ou CDOR + 0,125	300 000	(11)
Facilité de prêt offerte par la Woodslee Credit Union à la Pelee Island Co-operative Association.....	2005	4,75	600 000	(12)
Facilité de prêt offerte par la Banque nationale du Canada à la Olav Haavalsrud Timber Company Ltd	2007	5,48	5 000 000	(13)
Facilité de prêt offerte par la CIT Business Credit Canada Inc. à la Thunder Bay Fine Papers Inc.	2007	Préférentiel + 0.5	12 700 000	(14)
TOTAL, MINISTÈRE DES FINANCES.....			115 031 000	
TOTAL DES AUTRES GARANTIES			149 331 000	
TOTAL DU PASSIF ÉVENTUEL.....			2 283 434 143	

MINISTÈRE DES FINANCES

Le 31 juillet 2003, deux ententes sont entrées en vigueur pour donner suite aux exigences en matière de délivrance de permis de la Commission canadienne de sûreté nucléaire (CCSN) relativement aux garanties financières en ce qui concerne les obligations liées au déclassement de la centrale nucléaire et à la gestion des déchets nucléaires d'Ontario Power Generation Inc. (OPG). Une entente, entre la province, l'OPG et la CCSN, donne à la CCSN accès au fonds distinct créé aux termes de l'ONFA. L'autre entente, entre la province et la CCSN, donne une garantie provinciale directe à la CCSN pour le compte de l'OPG, jusqu'à hauteur de 760 millions de dollars. Ce montant, révisé le 1^{er} janvier 2008, s'établissait à l'origine à 1,5 milliard de dollars. Il a trait à la partie des obligations liées au déclassement des centrales et à la gestion des déchets nucléaires qui n'est pas couverte par le fonds distinct. En retour, la province a reçu de l'OPG une commission de garantie équivalant à 0,5 % de la valeur de la garantie provinciale directe.

**PASSIF ÉVENTUEL - OBLIGATIONS GARANTIES PAR
LA PROVINCE DE L'ONTARIO – Fin
Pour l'exercice clos le 31 mars 2008**

Références :

1. Le passif maximal de la province pour le programme se situe à 200 000 000 \$.
2. Le passif maximal de la province pour le programme se situe à 50 000 000 \$.
3. Le ministère des Finances s'est chargé de la dette éventuelle à l'égard du Fonds de garanties hypothécaires de la Société foncière de l'Ontario dissoute le 31 mars 1987.
4. Le gouvernement provincial a garanti des prêts totalisant 1 323 millions de dollars tirés du RPC par la SLO aux fins du projet « Maisons... pour de bon ». Depuis 1993, la plupart de ces prêts ont été refinancés dans le secteur privé, sauf les prêts liés au logement des étudiants (166 127 703 \$) et les fonds mis en disponibilité ont été avancés au ministère des Finances. Comme ce ministère comptabilisera son prêt de 1 157 millions de dollars en tant que passif, ce montant devrait être exclu de la garantie.
5. Conformément à la *Loi de 1993 sur le plan d'investissement*, la Société ontarienne d'aménagement municipal (SOAM) a cessé d'exister, et son actif et son passif ont été transférés à l'Office ontarien de financement le 15 novembre 1993. La SOAM a contracté des emprunts auprès du Régime de pensions du Canada et de la province, dont la SOAM s'est servie pour accorder des prêts à des municipalités et à des conseils scolaires selon des modalités semblables à celles de ces emprunts.
6. La province a garanti le remboursement de la facilité de crédit renouvelable offerte par la Banque Canadienne Impériale de Commerce à la Société d'assurance-dépôts de l'Ontario (SOAD) pour une période commençant le 1^{er} janvier 2008 et se terminant le 30 juin 2008. Le montant maximal garanti est de 10 millions de dollars, incluant les intérêts, les coûts et les charges connexes. La SOAD versera à la province une commission de garantie équivalant à 0,05 % de la facilité de crédit plus 0,5 % des emprunts réels.
7. La province a garanti le remboursement de la facilité de crédit non renouvelable accordée par la Desjardins Credit Union à la Waterloo-Oxford Cooperative Inc. (WOC) pour une période commençant le 26 juillet 2007 et se terminant le 30 avril 2008. Le montant maximal garanti est de 0,51 millions de dollars plus les intérêts, les coûts et les charges connexes impayés. La WOC versera à la province une commission de garantie équivalant à 0,5 % des emprunts réels.
8. La province a garanti le remboursement de la facilité de crédit non renouvelable accordée par la Desjardins Credit Union à la Huron Bay Cooperative Inc. pour une période commençant le 9 août 2007 et se terminant le 30 avril 2008. Le montant maximal garanti est de 3 millions de dollars plus les intérêts, les coûts et les charges connexes impayés. La HBC versera à la province une commission de garantie équivalant à 0,5 % des emprunts réels.
9. La province a garanti le remboursement de la facilité de crédit renouvelable accordée par la Desjardins Credit Union à la Madoc Co-operative Association (MCA) pour une période commençant le 15 juin 2007 et se terminant le 31 mai 2008. Le montant maximal garanti est de 2,9 millions de dollars plus les intérêts, les coûts et les charges connexes impayés. La MCA versera à la province une commission de garantie équivalant à 0,5 % des emprunts réels.
10. La province a garanti le remboursement de la facilité de crédit non renouvelable accordée par la Desjardins Credit Union à la Manitoulin Livestock Co-operative (MLC) pour une période commençant le 3 juillet 2007 et se terminant le 31 mai 2008. Le montant maximal garanti est de 1,0 million de dollars plus les intérêts, les coûts et les charges connexes impayés. La MLC versera à la province une commission de garantie équivalant à 0,5 % des emprunts réels.
11. La province a garanti le remboursement de la facilité de crédit non renouvelable accordée par la Desjardins Credit Union à la Cochrane Farmers Co-operative (CFC) pour une période commençant le 26 juillet 2007 et se terminant le 30 avril 2008. Le montant maximal garanti est de 0,3 million de dollars plus les intérêts, les coûts et les charges connexes impayés. La CFC versera à la province une commission de garantie équivalant à 0,5 % des emprunts réels.
12. La province a garanti le remboursement d'une facilité de crédit offerte par la Woodslee Credit Union Limited à la Pelee Island Cooperative Association pour une période commençant le 6 octobre 2005 et se terminant le 5 octobre 2020. Le montant maximal garanti est de 0,6 million de dollars, avec les intérêts, les coûts et les charges connexes impayés.
13. La province a garanti le remboursement d'une facilité de crédit offerte par la Banque nationale du Canada à Olav Haavaldsrud Timber Company Limited (OHTC) pour une période commençant le 27 septembre 2007 et se terminant le 24 septembre 2012. Le montant maximal garanti est de 5 million de dollars, plus tous les intérêts courus, mais impayés. OHTC versera à la province une commission de garantie équivalant à 1 % des emprunts réels.
14. La province a garanti le remboursement d'une facilité de crédit offerte par la CIT Business Credit Canada Inc. à Thunder Bay Fine Papers Inc. (TBFP) pour une période commençant le 21 décembre 2007 et se terminant le 20 décembre 2012. Le montant maximal garanti est de 12,7 millions de dollars, avec tous les intérêts courus, mais impayés. TBFP versera à la province une commission de garantie équivalant à 1 % du montant garanti.

*** CRÉANCES EXIGIBLES DE LA COURONNE****Au 31 mars 2008**

La Couronne fait actuellement l'objet d'un certain nombre d'actions en justice déjà entamées ou non par les parties énumérées ci-dessous. Ces poursuites concernent notamment des ruptures de contrat, des dégâts matériels ou des préjudices causés à des particuliers. Bien qu'on ne connaisse pas encore les montants en cause, on prévoit cependant qu'ils devraient, dans chaque cas, être supérieurs à 50 millions de dollars.

1. Dudley Abbot et autres (détenteurs d'actions privilégiées de Crown Trust).
2. Theriault en ce qui concerne les concessions minières à Hemlo Gold Mines.
3. Mary Lou LaPratte, Roland LaPratte, Sheila Horrell, Arthur Horrell et autres (recours collectif proposé).
4. Monaghan, John Richard c. Sa Majesté la Reine, le procureur général et le solliciteur général avec la Police provinciale de l'Ontario.
5. Alberto Docouto c. Sa Majesté la Reine et le ministère du Procureur général concernant le dirigeant de Mater's Management Inc. - poursuite en raison d'une infraction à un règlement ou d'une négligence qui aurait entraîné une infraction à la Charte canadienne des droits.
6. Arnold Guettler, Neo-Form Corporation et Neo-Form North America Corporation c. Sa Majesté la Reine et autres concernant une accusation malveillante de la part de la Commission des valeurs mobilières de l'Ontario et la saisie de biens par le procureur général sans autorisation légale.
7. R. Shawn A. Cantlon, soi-disant avis d'action projetée dans lesquels le plaignant demande une compensation financière. Il est impossible de déterminer les fondements d'une soi-disant demande.
8. Ayok, Chol c. l'Université York; demande de révision judiciaire présentée contre l'Université York à la suite du refus de la Commission ontarienne des droits de la personne (CODP) de soumettre la demande du plaignant à une commission d'enquête. On demande la prise d'une ordonnance annulant la décision de la CODP et obligeant cette dernière à effectuer une autre enquête. À titre de solution de rechange, on demande des dommages-intérêts de 55 millions de dollars.
9. Frank Defazio et autres c. Sa Majesté du chef de l'Ontario, la Toronto Transit Commission, Pinchen Environmental Consultants et autres; les plaignants soutiennent qu'ils ont été exposés à de la poussière d'amiante pendant la reconstruction de la station de métro Sheppard au cours de l'été 1999.
10. Palahnuk, Robert E, demande au Bureau des avocats de la Couronne - Droit civil concernant la condamnation du plaignant à la suite d'accusations liées à des armes et l'ordonnance d'interdiction en résultant.
11. Deutsch, Melvin P, demande dans laquelle le plaignant nomme les greffiers et le personnel de la cour, les poursuivants provinciaux, les agents de police, etc., à la suite d'une intervention de la police de Toronto, qui a eu comme conséquence qu'il a été accusé d'un certain nombre d'infractions.
12. Augier, Gideon McGuire, allégation de complot mettant en cause diverses autorités, dont le ministère du Procureur général, l'OPP et la GRC dans le but d'influencer la conduite du procès criminel du plaignant.
13. Mortune, Felicia, dans laquelle la plaignante allègue de la discrimination raciale et ethnique à l'égard d'elle-même et toutes les autres femmes africaines de race noire ayant poursuivi des études universitaires et possédant des compétences recherchées.
14. Deep, D^r Albert Ross, avis de demande alléguant que le vérificateur du ministère de la Santé a communiqué ses conclusions aux policiers de Toronto, entraînant l'arrestation illégale, la poursuite malveillante et la diffamation du plaignant.
15. Mastronardi, Giovanna, avis de demande de dommages-intérêts à la suite de nombreuses insinuations et déclarations fausses, diffamatoires et trompeuses faites de vive voix aux membres de la famille de la plaignante pendant une enquête de la CSPAAT.
16. Koumoundouros, Terry, demande de dommages-intérêts pour libelle diffamatoire. Allégations selon lesquelles un rapport de la Police provinciale de l'Ontario est diffamatoire.
17. Société General Motors, demande de contribution et indemnité par un tiers à la suite d'un accident survenu le 22 mars 1996 à l'angle de l'autoroute 401 et de Wellington Road alors que le plaignant a perdu la maîtrise de son véhicule à cause de la glace sur la route.
18. Adam's Mine Rail Haul, avis de demande de dommages-intérêts pour le non-respect d'une convention d'achat et de vente conclue entre le plaignant et le ministère des Richesses naturelles.
19. Twain, Jim, chef, demande de dommages-intérêts pour négligence et violation de contrat, d'obligations fiduciaires et de droits issus d'un traité.
20. Aylmer Meat Packers Inc. Le plaignant allègue que le ministère des Richesses naturelles et le ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation ont injustement saisi ses installations de conditionnement de la viande au 9450 Springfield Road le 21 août 2003 et que cette pratique se poursuit encore aujourd'hui.

* CRÉANCES EXIGIBLES DE LA COURONNE – Suite

Au 31 mars 2008

21. Williams Andrea, la plaignante, infirmière auxiliaire autorisée, a été admise à l'hôpital général de North York le 2 mai 2003 pour une intervention chirurgicale et en est sortie le 22 mai 2003 pour être admise de nouveau le 30 mai 2003; un diagnostic de SRAS a alors été posé.
22. Syndicat international des employés professionnels et de bureau et Syndicat des employées et employés de la fonction publique de l'Ontario, allégations de négligence, de déclaration trompeuse, de manquement à l'obligation fiduciaire, de dépossession sans indemnisation et d'incitation à rompre son contrat relativement aux régimes de retraite lorsque le gouvernement a fait passer les emplois des municipalités aux nouveaux centres d'accès aux soins communautaires en 1996.
23. Harrison, John Arthur, avis d'action et demande de dommages-intérêts pour manquement aux devoirs et abus de procédure.
24. Whole World Trade Ltd. pour des dommages découlant de violations présumées aux règles de stationnement et au code du bâtiment et corruption par la police et un conseiller municipal relativement aux biens-fonds situés au 418 et 422, avenue Brookdale.
25. Shokri-Razghi, Sarah, allègue que, pendant qu'elle demandait un prêt d'entreprise à la Banque TD, on lui a demandé de signer des documents. Elle a rejeté le prêt et a demandé qu'on lui rende les documents qu'elle avait signés. Elle prétend qu'elle a été arrêtée et torturée puis accusée de méfait.
26. Sarazin, Daniel Lynden : recours collectif sur le délit de génocide découlant de la prise de conscience permanente du génocide dont font preuve tous les paliers de gouvernement à l'endroit de la nation Algonquin.
27. Wong, Anthony, allègue qu'il a été arrêté et accusé du meurtre de Damien Barnaby en 2001. Il a subi un procès et été acquitté le 29 juillet 2004.
28. Foster, Tracey Marie : la plaignante allègue que les divers défendeurs se sont livrés à des activités illégales et de torture comme l'entrée illégale dans son logement et une agression sexuelle à son endroit.
29. Brown, Vincent : avis de demande en dommages-intérêts après avoir fait part aux autorités d'une tentative d'assassinat à l'endroit du premier ministre. Le plaignant allègue qu'il a fourni ces renseignements en échange de son immunité, d'un emploi et d'un paiement.
30. Zoran Djuric : déclaration de demande en dommages-intérêts. Le plaignant allègue que les défendeurs ont volé son dossier du tribunal et d'autres documents qui se trouvaient dans son appartement et dans sa maison.
31. Phaneuf, Sylvie : recours collectif en dommages-intérêts portant sur une incarcération injustifiée, le défaut d'assurer la sécurité physique et psychologique de la plaignante, le manquement à une obligation fiduciaire, le manquement à une obligation de diligence, le manquement à l'obligation d'agir de bonne foi et la violation des droits de la plaignante garantis par la Charte. On allègue que, contrairement à l'obligation de Sa Majesté la Reine de placer la plaignante dans un centre d'évaluation et de traitement en milieu fermé prévue par l'ordonnance du juge Bélanger, selon laquelle la plaignante devait être évaluée en vertu de l'article 672.11 du *Code criminel*, la plaignante a été placée dans le centre de détention régional Innes Road.
32. Abou-Elmaati, Ahmad : déclaration de demande en dommages-intérêts pour négligence, diffamation, calomnie, séquestration, voies de fait, complot, complicité en vue de commettre un acte de torture, abus de la charge publique et non-respect des articles 7, 8, 9, 12 et 15 de la Charte par plusieurs organismes du gouvernement du Canada. Le plaignant allègue que la décision des défendeurs de transmettre des renseignements et des documents aux autorités syriennes et égyptiennes a mené à la détention du plaignant pendant une longue période en Syrie et en Égypte où il aurait été interrogé et torturé et aurait subi des traitements cruels, inhumains et dégradants.
33. Corsine, Allison : déclaration selon laquelle les demandeurs allèguent que leurs domiciles et leurs commerces ont subi des dommages matériels importants à la suite d'un débordement des réseaux pluviaux et d'égouts de la Ville le 25 juillet 2004.
34. Ketenjian, Vahe : allégation de tromperie, de fraude, de parjures et d'activités malveillantes à l'endroit des gouvernements du Canada et de l'Ontario.
35. Leclair, Dianne : recours collectif envisagé par l'Association des infirmières et infirmiers de l'Ontario relativement au transfert des rentes du Régime de retraite des employés municipaux de l'Ontario au Hospitals of Ontario Pension Plan.
36. Chuang, David, D^r, D.M.D. : demande en dommages-intérêts selon laquelle le demandeur allègue avoir été victime de diffamation, de manquement à une obligation fiduciaire, d'action fautive dans le cadre d'une charge publique, d'injustice, d'embarras, de harcèlement, d'humiliation, etc. L'Ordre royal des chirurgiens dentistes de l'Ontario a retiré le permis du demandeur pour inconduite sexuelle.

*** CRÉANCES EXIGIBLES DE LA COURONNE – Suite****Au 31 mars 2008**

37. Greenfield Ethanol (anciennement Commercial Alcohols Inc.) et Suncor sont les seuls fabricants d'éthanol (carburant à base de maïs) en Ontario. Greenfield Ethanol se plaint que l'Ontario a accordé un traitement préférentiel à Suncor et exige que la province la traite sur le même pied que Suncor.
38. British Energy Limited : demande visant une déclaration selon laquelle la convention de fiducie constitue une pénalité et est illégale, nulle et (ou) inexécutable, et une ordonnance annulant la convention de fiducie de 2003. Cette demande est liée aux pertes encourues à la suite de retard dans la remise en service des réacteurs 3 et 4 de Bruce A.
39. Wareham, Janice Ann : demande en dommages-intérêts pour infractions à l'article 7 et au paragraphe 15 (1) de la Charte pour négligence systémique et action fautive dans le cadre d'une charge publique. La demanderesse exige que soit rendue une ordonnance attestant cette poursuite comme étant un recours collectif, au nom des personnes qui ont présenté une demande dans le cadre du Programme ontarien de soutien aux personnes handicapées.
40. Palu-Corbelli Corporation : demande en dommages-intérêts pour assertion inexacte et négligente, bris de contrat dans le cadre du programme Patrimoine vital de l'Ontario et omission de SMR d'exécuter le contrat en toute bonne foi. Les allégations stipulent que le ministre a refusé d'accorder le permis d'extraction d'agrégats en 1999, en 2001 et en 2004.
41. Hotz, Sandra, et col. et la Société des loteries et des jeux de l'Ontario : recours collectif contre la Société des loteries et des jeux de l'Ontario relativement à une allégation récente de réclamations frauduleuses liées à des billets gagnants par des détaillants et des initiés concernant des loteries organisées sous les auspices de la SLJO.
42. Hartmann, Peter V. : demande de dommages-intérêts dans laquelle le demandeur allègue avoir été victime de complot de fraude dans une instance de divorce, lui causant des pertes financières, une souffrance morale, des problèmes de santé et une dépression durable.
43. Hassum, Amanda : recours collectif. Les demandeurs soutiennent que la perception et la collecte de frais accessoires reliés aux droits de scolarité par les collèges d'études postsecondaires de l'Ontario étaient illégales et ont causé un préjudice aux gens prenant part au recours collectif proposé.
44. Litige relatif au SRAS, Abarquez et autres (aussi appelé recours AHIO ou recours Boynton) : des infirmières et des infirmiers ont contracté le SRAS à l'Hôpital général de North York, à l'Hôpital Mount Sinai, à l'Hôpital Sunnybrook et à l'Hôpital Grace de Scarborough dans le cadre de leur emploi à la suite des directives communiquées par le ministère de la Santé et des Soins de longue durée et le Centre provincial des opérations.
45. Xu, Benjamin Rui Bin : demande en dommages-intérêts selon laquelle le demandeur allègue que, pendant qu'il était isolé au centre de détention d'Ottawa-Carleton, un détenu lui a volé sa nourriture, l'a battu et l'a insulté du 2 au 5 mars 2007.
46. Sood, Vishvander : déclaration de modification d'une demande de dommages-intérêts dans laquelle le demandeur allègue avoir été victime de complot et de violation de ses droits.
47. Karchut, Boleslaw : réclamation pour négligence, violation de devoir fiduciaire, abus de confiance, tromperie, fraude, rupture de contrat et assertion inexacte et négligente.
48. Ayok Chol : demande selon laquelle le demandeur allègue, entre autres, que les procureurs de la Couronne ont présenté des preuves fausses et trompeuses dans le cadre de poursuites découlant d'une plainte du 9-1-1.
49. Nazarali, Hassan c. Ontario : demande en dommages-intérêts pour les motifs suivants : application erronée de la loi par des fonctionnaires judiciaires dont un juge de paix et un juge de première instance, arrestation illégale, et détention illégale sans compétence.
50. D^r Jeffrey Lipsitz c. Ontario : demande selon laquelle, lors de l'inspection et de la régularisation des centres de troubles du sommeil, qui appartiennent au plaignant, les défendeurs ont fait preuve d'un comportement tortueux (conspiration, ingérence illégitime dans les relations économiques, abus de procédure, négligence dans l'exécution d'une obligation d'origine législative, abus de fonctions publiques, et enquête négligente dans une intention malveillante).
51. Anatoly Drougov c. SMR et autres : Le plaignant prétend qu'il a été torturé et victime de sévices pendant son incarcération par Citoyenneté et Immigration Canada au Toronto West Detention Centre, entre le 5 avril 2001 et le 3 août 2001.
52. Mallory, Richard et autres c. SMRCO : Le plaignant prétend que la Couronne, la poursuivante, et divers agents de police ont conspiré pour dissimuler le fait qu'ils savaient apparemment qu'ils se fondaient sur de faux témoignages de leurs principaux témoins pour arrêter illégalement le plaignant, le déclarer coupable et l'emprisonner.

* CRÉANCES EXIGIBLES DE LA COURONNE – Suite

Au 31 mars 2008

53. Taylor, Ronald et autres c. SMRCO : Réclamation incohérente contre plusieurs juges devant lesquels il avait comparu. L'un de ces juges l'avait condamné à une peine de prison pour menaces. Réclamation contre des procureurs de la Couronne qui avaient eu des rapports avec lui relativement à plusieurs accusations au pénal. Réclamation contre toutes ces personnes pour diffamation à cause d'un article dans le Toronto Sun selon lequel il avait été victime d'une peine d'emprisonnement pour avoir menacé un juge.
54. Brett, L. Brenda et Wells, C. Thomas : recours collectif portant sur la contamination d'un bien-fonds situé à proximité de la mine dans le village de Deloro.
55. Peter Fallis c. l'Ontario, relativement aux droits exigés aux termes de la *Loi sur l'enregistrement des actes* et de la *Loi sur l'enregistrement des droits immobiliers* pour l'enregistrement foncier, qui constitueraient des taxes, ce qui n'est pas permis aux termes des lois.
56. Kam-Tim Tong et Chatterjee et al. Demande portant sur la conversion d'un bien confisqué en vertu de la loi sur les recours civils de l'Ontario, que l'on allègue être non constitutionnelle.
57. Sagharian c. l'Ontario, le ministère de l'Éducation, le ministère des Services sociaux et communautaires, le ministère des Services à l'enfance et à la jeunesse et le ministère de la Santé et des Soins de longue durée : recours collectif pour les enfants de l'Ontario souffrant du trouble du spectre autistique.
58. Grant Forest Products Inv. c. Ontario : avis en vertu de la LIICC concernant le remboursement des modifications de la valeur résiduelle aux termes de la *Loi de 1994 sur la durabilité des forêts de la Couronne* depuis le 1^{er} avril 1995.
59. Plaunt c. Ontario (Procureur général) : Le plaignant demande des dommages-intérêts de 72 millions de dollars pour poursuite abusive et enquête après le dépôt d'une accusation d'agression sexuelle.
60. Anderlis Leasing Enterprises et al. (recours collectif) concernant l'élimination des activités de Monte Carlo itinérantes et leur remplacement par des casinos de bienfaisance permanents.
61. Northern Diamond Gaming Services Limited et Diamond Gaming Services Inc. et autres.
62. First Class Casinos et Mr. Casino Inc. c. Sa Majesté la Reine concernant l'élimination des activités de Monte Carlo itinérantes et leur remplacement par des casinos de bienfaisance permanents.
63. 1191067 Ontario Inc., Silvo Di Gregorio et Tom Jones concernant l'exploitation de casinos de bienfaisance permanents.
64. Les Chippewas de Sarnia, les Chippewas de Kettle Point et autres contre l'Ontario, Polysar Hydrocarbons Limited et autres.
65. Clifford Meness et al., en leurs noms et en celui des autres membres de la bande indienne des Algonquins de Golden Lake.
66. Roger Southwind au nom de la bande indienne du Lac Seul.
67. Première nation de Moose Factory et al. contre Spruce Falls Power and Paper Company Limited.
68. Première nation de New Post et al. contre Spruce Falls Power and Paper Company Limited.
69. Première nation de Beaver House contre Sa Majesté la Reine.
70. Les Premières nations des Chippewas de Saugeen et de Nawash concernant la péninsule Bruce.
71. Première nation de Missanabie Cree contre l'Ontario et le Canada.
72. Chapeau Cree PACA, avis de rupture de traité et de violation de devoir fiduciaire. Le plaignant allègue qu'il avait droit à une réserve en vertu du traité de la baie James de 1906 mais qu'aucune réserve n'a été accordée.
73. Six-Nations de la Bande indienne de la rivière Grand.
74. La Première nation de Mishkeegogamang et 17 autres.
75. Bande indienne de Wikwemikong en ce qui concerne le titre autochtone sur les îles du lac Huron et la baie Georgienne.
76. Les Chippewas de Sarnia en ce qui concerne le titre autochtone sur une large parcelle de terre dans la ville de Sarnia.
77. Mississauga de Alderville, Beausoleil, Chippewas de Georgia Island, Mnjikaning (Rama), Curve Lake Hiawatha et la Première nation de Scugog Island.
78. Wesley Big George au nom de sept Premières nations du lac des Bois c. Sa Majesté la Reine.
79. Première nation Big Grassy (Mishkosiimiiniiziibing) et Premières nations Ojibways de Onigaming dont les territoires sont adjacents à la région du lac des Bois et de la rivière Winnipeg qui sont signataires du traité 3 et qui réclament des dommages-intérêts pour les inondations qui se sont produites entre 1887 et 1892.
80. Première nation Wauzhushk Onigum et Première nation Ochiichagwe'babig o'ining et Premières nations de Washagamis Bay.
81. Premières nations de Walpole Island en ce qui concerne le titre autochtone de certaines sections du Sud-Ouest de l'Ontario quant à l'utilisation des terres et l'indemnisation.

* CRÉANCES EXIGIBLES DE LA COURONNE – Fin

Au 31 mars 2008

82. Chef Roy Michano de la Première nation Begetikong Anishnabe (aussi appelée les Ojibways de Pic River), le conseiller Duncan Michano et le conseiller Arthur H. Fisher, concernant le titre autochtone d'une vaste superficie de terres sur la rive nord-est du lac Supérieur.
83. Demande de rente présentée par la Première nation de Whitesand; le plaignant sollicite un jugement déclaratoire selon lequel la rente plus élevée payable en vertu du Traité Robinson-Supérieur de 1850 n'a pas été payée.
84. Première nation de Moose Deer Point; déclaration d'indemnisation pour cause de manquement à l'obligation fiduciaire et jugement déclaratoire selon lequel les plaignants ont des droits issus d'un traité tels qu'indiqués dans l'allocution de Samuel Peters Jarvis en 1837.
85. Kinew, Tobasonakwut c. le Canada et l'Ontario concernant le manquement à l'obligation fiduciaire associée à la gestion des pêches.
86. Première nation de Garden River, réserve n° 14, demande concernant les limites des terres des Premières nations en vertu du traité Robinson-Huron.
87. Kakeway, George, demande concernant cinq poursuites par la bande de Partage près de Kenora relativement à un jugement déclaratoire selon lequel certaines îles font partie de la réserve de la bande et que l'Ontario a manqué à ses devoirs envers la bande etc., et demande de dommages-intérêts.
88. Sinclair, Alfred, concernant cinq poursuites par la bande de Washagainis Bay près de Kenora relativement à des jugements déclaratoires selon lesquels 10 îles du lac des Bois constituent une réserve et que l'Ontario a manqué à ses devoirs envers la bande.
89. Bande et nation indiennes de Samson au sujet de la violation de l'article 35 de la *Loi constitutionnelle* et de l'article 15 de la Charte.
90. Première nation n° 58 de Longlac. Les plaignants allèguent qu'ils possèdent un titre ancestral exclusif visant une partie de la rive du lac Supérieur.
91. Première nation de Biinjitiwaabik Zaaging Anishinabek (bande de Rocky Bay) : demande selon laquelle les demandeurs allèguent qu'ils détiennent un titre ancestral exclusif sur une zone longeant la rive du lac Supérieur.
92. Première nation de Sand Point : demande selon laquelle les demandeurs allèguent qu'ils détiennent un titre ancestral exclusif sur une zone longeant la rive du lac Supérieur.
93. Première nation Pic Mobert : demande selon laquelle les demandeurs allèguent qu'ils détiennent un titre ancestral exclusif sur une zone longeant la rive du lac Supérieur.
94. Première nation Pays Plat c. le Canada et l'Ontario : cette poursuite demande une déclaration de titre ancestral et des mesures réparatoires connexes relativement aux terres situées sur la rive nord du lac Supérieur. Les demandeurs sont des Indiens Ojibway membres de la Première nation Pawgwashing, alias la Première nation Pays Plat. Ils prétendent qu'ils n'ont jamais signé le Traité Robinson-Supérieur de 1850 et qu'ils ne sont pas liés par celui-ci.
95. Poursuite en dommages-intérêts d'Agency One : revendication éventuelle d'un tiers intentée par le Canada contre l'Ontario et Fort Frances demandant un recours récursoire et le versement d'une indemnité pour dommages pour motif de fiducie constructive.
96. Première nation Long Lake No. 58 : Demande en dommages-intérêts pour négligence, manquement à l'obligation fiduciaire, intrusion, nuisance et perte économique par suite de l'emploi du bassin hydrographique de Long Lake aux fins de l'exploitation financière et de la production d'électricité.
97. Atikameksheng Anishnawbek c HMORO, et autres : avis de demande déposé contre le Procureur général du Canada et Sa Majesté la reine en chef de l'Ontario en ce qui concerne notamment un manquement à des obligations fiduciaires pour défaut de fournir au demandeur une clause de réserve conformément aux modalités écrites et orales du Traité Robinson-Huron de 1850.
98. Platinex Inc. c. SMR : Platinex Inc. veut obtenir des dommages-intérêts généraux et spéciaux totalisant environ 70 millions de dollars pour de prétendues infractions au devoir de diligence envers Platinex en ce qui concerne les activités de consultation de Platinex auprès de la tribu K1. Platinex prétend aussi que l'Ontario a mangé à son devoir de diligence envers elle en faisant une déclaration trompeuse importante selon laquelle l'Ontario n'avait nullement l'intention ni la capacité de faire appliquer la règle de droit à proximité des terres traditionnelles de la tribu K1.

* Mis à jour en fonction des modifications jusqu'à la date de publication des Comptes publics. 72 des réclamations susmentionnées ont été évaluées comme « indéterminables ». Les autres ont été évaluées « improbables ».

Ce document est publié en français et en anglais. On peut obtenir l'une ou l'autre de ces versions par la poste en écrivant à Publications Ontario, 50, rue Grosvenor, Toronto (Ontario) M7A 1N8 ou en téléphonant au 416 326-5300 ou au 1 800 668-9938 (interurbains sans frais). On peut aller en chercher des exemplaires à la librairie de Publications Ontario, située au 777, rue Bay, Niveau du marché, Toronto. On peut aussi accéder au document par voie électronique en visitant le site Web du ministère des Finances à : www.fin.gov.on.ca.
Pour d'autres renseignements, notamment sur les commandes en ligne, veuillez visiter le site Web de Publications Ontario à www.publications.serviceontario.ca.

This publication is available in English and in French. Copies in either language may be obtained by mail from Publications Ontario, 50 Grosvenor Street, Toronto, Ontario M7A 1N8; by calling (416) 326-5300, toll-free 1-800-668-9938; or by visiting the Publications Ontario Bookstore at 777 Bay Street, Market Level, Toronto. For further options, including on-line ordering, please visit the Publications Ontario website at www.publications.serviceontario.ca.
For electronic access, visit the Ministry of Finance website at www.fin.gov.on.ca.

